

Car en Algérie la liberté syndicale n' existe pas : l' U. G. T. A. est inféodée au pouvoir, le syndicat étudiant est interdit, l' Université est caporalisée. Et c' est pourquoi la lutte pour les libertés démocratiques et contre l' arbitraire et la répression, occupent une place si importante dans notre combat.

En Algérie, depuis les grèves de 1976 et 1978 et plus encore depuis celles de Novembre- Décembre 1979, les étudiants luttant pour arracher leurs revendications ont mis au centre de leur combat la lutte pour le syndicat indépendant et démocratique, la lutte pour les libertés.

C' est sur ces mots d' ordre que se sont mobilisés les étudiants de Tizi - Ouzou et d' Alger.

C' est contre ces étudiants que le pouvoir de Chadli exerce la répression.

Depuis Mars, l' A. S. E. A. P. s' est mobilisée pour le soutien aux étudiants de Tizi Ouzou :

- meeting du 18 Avril à Jussieu appelant à une délégation massive à l' Ambassade d' Algérie le 25 Avril avec le soutien de l' U. N. E. F., de la F. E. N., de l' A. S. E. A. F...
- participation à la manifestation du 26 Avril où plus de 200 Algériens furent arrêtés
- participation à toutes les réunions qui ont abouti à la tenue de ce meeting.

Ce combat pour arracher de prison les 24 détenus, l' A.S.E.A.P. est déterminée à le mener jusqu'au bout, car il est partie composante du combat pour le syndicat étudiant indépendant en Algérie.

A BAS LA REPRESSION !

LIBERATION DE TOUS LES EMPRISONNES !

POUR L' ENSEMBLE DES LIBERTES DEMOCRATIQUES EN ALGERIE

POUR LE SYNDICAT ETUDIANT DEMOCRATIQUE ET INDEPENDANT

ETUDIANT, REJOINS LES RANGS DE L' A. S. E. A. P. !

le 21. 6. 1980.

Pour les inscriptions et les problèmes des étudiants algériens de Paris, contactez

l' A. S. E. A. P. -

Permanences au siège de l' U. N. E. F. indépendante et démocratique

8 rue de Hanovre (M° OPERA)

tous les mardis de 17h à 19h

les mercredis de 14h à 16h (Juin - Juillet).

DECLARATION
DU COMITE DE LIAISON DES TROTSKYSTES ALGERIENS (CLTA)
(pour la reconstruction de la IV^e Internationale)

**VIVE LA GREVE GENERALE
DE LA POPULATION KABYLE !
VIVE LA LUTTE
DES MASSES TRAVAILLEUSES !
A BAS LE REGIME DE L'ARBITRAIRE !
ASSEMBLEE CONSTITUANTE
SOVERAINE !
GOUVERNEMENT
RESPONSABLE DEVANT ELLE !**

C'est aux cris de : « Nous en avons assez de l'injustice ! », « Le berbère est notre langue ! », que le 11 mars 1980 plusieurs centaines d'étudiants, de lycéens, de jeunes ont manifesté et marché pendant deux heures à Tizi Ouzou : les banderoles proclamaient : « Halte à la répression culturelle ! », « Culture berbère, culture algérienne ! ».

Le 16 mars, les manifestations et grèves de lycéens se multiplient dans toute la Kabylie : à Draa El Mizan, à Azazga, à Aïn El Hammam (ex-Michelet) et à Larbaa Nath Irathen (ex-Fort national).

7 avril : manifestation d'un millier d'étudiants à la place du 1^{er} mai à Alger, dont les banderoles procla-

maient « Culture populaire », « Liberté d'expression », « Démocratie culturelle », « Le berbère n'est-il pas une langue algérienne ? »

Mercredi 16 avril : c'est la grève générale dans toute la Kabylie. Toute une population ouvriers, paysans, employés, femmes, jeunes, petits commerçants, a fait la démonstration de son unité et de sa solidarité.

Le pouvoir fut contraint d'ailleurs de réduire ce jour-là au strict minimum la présence des forces de police : les barrages devant l'Université durent être levés : toute la journée, la rue appartint aux grévistes et à la population

Un mouvement unanime

Mais pourquoi ce mouvement a-t-il pris une telle ampleur, une telle unanimité malgré la répression engagée par le régime ? Il faut rappeler les faits que les étudiants eux-mêmes ont décrits dans une lettre ouverte adressée à toutes les autorités officielles du pays :

« L'année 1977-1978 : le comité de cité de Tizi Ouzou a invité le chanteur kabyle Ait Menguellet ; celui-ci s'est vu interdire de chanter sans aucune explication. L'année 1978-1979 : le 19 mai 1979, la troupe théâtrale de la cité s'est vu interdire la représentation de la pièce de Kateb Yacine « La Guerre de deux mille ans ». La même pièce a subi le même blocage le 14 janvier avec menaces contre les acteurs.

Le comité de cité a invité M. Mammeri pour donner une conférence « poèmes kabyles anciens », le 10 mars à 14 heures. Malgré les obstructions du directeur de la cité universitaire, plus d'un millier de personnes attendent dans le calme le début de la conférence.

A 13 h 30, M. Mammeri est arrêté à Draa Ben Khedda, et conduit au siège de la wilaya. Prétextant des troubles éventuels, le secrétaire général de la wilaya, M. Diar, prie M. Mammeri de retourner chez lui. »

Voilà les faits dans toute leur netteté. Et les étudiants poursuivent : « Cet acte a provoqué le 11 mars 1980 une marche massive des étudiants à laquelle se sont joints des enseignants. »

Dénonçant : « l'interdiction de la conférence », « la répression contre la culture berbère », « les abus de pouvoir du Wali et du CNP du FLN », « le quadrillage policier de l'Université », les étudiants exigent « le rétablissement dans ses droits légitimes de la langue et de la culture berbère », « le respect des franchises universitaires », « le respect des libertés démocratiques au sein de notre université ».

A ces revendications légitimes et normales, le régime du colonel Chadli répond par le déploiement des forces de police, de la sécurité militaire et par l'arrestation de lycéens, d'étudiants, de travailleurs.

Par la presse, la radio et la télévision aux ordres, le régime développe une campagne d'intoxication et de dénonciation sur « l'agitation de groupuscules dans les universités de Tizi Ouzou et d'Alger ».

Le « meeting organisé » à Tizi-Ouzou, véritable provocation, permet au chef du secteur militaire, au Wali et au CNP du FLN de calomnier à qui mieux mieux les étudiants, les lycéens, la jeunesse et la population de la région et assimilent leur action à « de vaines tentatives de la réaction », « ceux qui gardaient la nostalgie du passé, vivant à l'étranger et manipulés par les milieux impérialistes », « ceux qui tentent, de connivence avec les alliés du colonialisme, de commettre les plus basses manœuvres sous de multiples masques ».

Que de haine ! Que de venin ! à l'encontre de toute une région, de toute une population laborieuse et d'une jeunesse qui a soif de vivre !

Tout citoyen honnête, tout travailleur, tout paysan, tout jeune est en droit de se poser la question, cette ques-

tion : vouloir étudier, vouloir parler sa langue, connaître son histoire nationale, connaître son passé culturel, vouloir préserver sa langue maternelle, que l'impérialisme français n'a pu liquider en 130 ans de colonialisme, est-ce être réactionnaire ? Est-ce remettre en cause l'unité du pays ? Est-ce être manipulé par l'impérialisme ?

Non, ces revendications sont légitimes !

Au nom de quoi, de quel droit les dirigeants actuels, qui se sont emparés du pouvoir par la force en 1965, prétendent-ils interdire aux Algériens de parler leurs langues ?

L'arabe algérien (dialectal), la langue de l'Emir Abdel Kader, n'est-elle pas la langue maternelle de millions d'Algériens ?

Le berbère n'est-il pas la langue originelle des peuples du Maghreb dont Ibn Khaldoun, dans son « Histoire des Berbères » a raconté l'histoire ? N'est-il pas la langue de millions de combattants qui ont lutté contre l'impérialisme ?

Ce qui continue aujourd'hui, c'est le combat du peuple algérien, que craignent ceux qui calomnient, ceux qui répriment, ceux qui emprisonnent.

C'est cela qui a fait dire à un étudiant : « En fait, ce qui inquiète les autorités, c'est notre revendication pour la liberté d'expression, d'opinion, de pensée et de conscience. Le berbère, dans ce cadre, n'est qu'un aspect de notre lutte. »

Le combat du peuple algérien contre l'impérialisme français, toujours ancré dans la conscience des masses,

n'avait-il pas pour but de liquider l'oppression nationale, l'exploitation capitaliste, et d'arracher le pain, la terre et la liberté ?

N'avait-il pas pour but d'ériger une nation algérienne souveraine indépendante, donc démocratique, vivant par là-même dans le libre débat, avec toutes les libertés d'expression, d'opinion, d'organisation, dans le recouvrement de toute sa richesse culturelle ?

L'histoire du peuple algérien — de la guerre révolutionnaire — menée par les masses algériennes, est toujours vivante ; le fait que près de 20 % de la population, près de quatre millions d'hommes veulent librement parler leur langue, l'étudier, l'enrichir, n'est-ce pas faire honneur à ceux qui se sont sacrifiés pour expulser le colonialisme français d'Algérie ?

Oui, les revendications avancées par la jeunesse, par toute la population, sont légitimes. La grève générale du 16 avril, de toute la population kabyle, de toute la région, soutenant les revendications, signifie qu'il faut que cesse la répression, que soient libérés les emprisonnés, que le droit à la culture berbère soit rétabli, que les libertés démocratiques soient rétablies.

Le peuple algérien doit décider

Ces revendications s'intègrent dans la revendication générale de tout le peuple algérien, dans sa volonté d'en finir avec le régime de l'arbitraire, de décider librement de son sort : Assemblée constituante souveraine garantissant les droits de tous et désignant un gouvernement responsable devant elle !

Une Assemblée constituante exprimant la volonté de la majorité, c'est-à-dire des millions d'exploités et d'opprimés des villes et des campagnes, les ouvriers, les paysans, les chômeurs, les étudiants, les petits commerçants.

Le Comité de liaison des trotskystes Algériens (CLTA), qui combat pour la construction du parti révolutionnaire des travailleurs Algériens, section de la IV^e Internationale, le CLTA qui combat pour le gouvernement ouvrier et paysan, pour l'unité des peuples du Maghreb contre l'impérialisme et les gouvernements qui lui sont soumis, déclare :

Vive la grève générale des masses travailleuses, de la population kabyle !

Solidarité des masses travailleuses, de la jeunesse de tout le pays !

Solidarité des organisations ouvrières et démocratiques contre la répression, pour la libération de tous les emprisonnés !

Liberté d'opinion, d'expression, d'organisation !

Indépendance du syndicat à l'égard de l'Etat !

Droit à la culture, droit aux études, droit de parler, d'écrire, d'étudier sa propre langue !

**A BAS LE REGIME DE L'ARBITRAIRE !
Le peuple algérien doit décider, il décidera :
ASSEMBLEE CONSTITUANTE SOUVERAINE !
GOUVERNEMENT RESPONSABLE DEVANT ELLE !**

Alger, le 18 avril 1980.

REUNION - DEBAT
SAMEDI 26 AVRIL 1980 A 15 H

AU 87, RUE DU FG ST-DENIS PARIS X^e
métro Château d'Eau ou gare de l'Est

Imprimerie spéciale

algérie DEMOCRATIE

AVRIL 1980 - NUMERO 1

COMITE DE DEFENSE DES LIBERTES DEMOCRATIQUES

**LIBERTE D'EXPRESSION
LIBERTE CULTURELLE**

HALTE A LA REPRESSION EN ALGERIE

WWW.ASADLIS-AMAZIGH.COM

RIPOSTE A LA REPRESSION EN ALGERIE

Prix: 2 francs

Bulletin d'information N°7. Décembre 1981

RENFORCONS LA LUTTE CONTRE LA REPRESSION

LE MONDE - Mercredi 7 octobre 1981

**DES MANIFESTANTS
DANS LES BUREAUX
DU « MONDE »**

Un groupe d'une quarantaine de personnes a occupé, lundi 1 octobre, la rédaction du « Monde ». Ces manifestants, le réclamant d'un « comité riposte » ont été réprimés en même temps que les locaux. Un avocat pour obtenir un procès-verbal d'un groupe de personnes. Ce procès-verbal a été transmis à la justice algérienne.

Occupation du « Monde »

Une trentaine de personnes ont occupé hier en début de soirée les bureaux de Paul Nordet, au Journal « Le Monde ».

Cette action est revendiquée par le « Comité riposte à la répression en Algérie » qui a lancé un appel à la solidarité internationale. Le fait que les occupants des bureaux de Paul Nordet aient été réprimés a été noté par les manifestants.

Les occupants ont été réprimés par la police algérienne. Les occupants ont été réprimés par la police algérienne.

LIBERATION MARDI 6 OCTOBRE 1981

« Le Monde » occupé

Une quarantaine de militants du comité riposte à la répression en Algérie (C.R.A.) ont occupé le journal « Le Monde » hier entre vingt heures et vingt heures trente. Ils ont obtenu la publication d'une liste de vingt-trois militants du Collectif Culturel d'Alger emprisonnés depuis le 19 mai 81 et signe de protestation.

Algerie

Plusieurs procès témoignent de la volonté des autorités de mettre un terme aux violences

De nombreux procès ont été prononcés par le tribunal correctionnel d'Alger. Les occupants ont été réprimés par la police algérienne.

Procès politiques à la chaîne en Algérie

Les vingt trois étudiants du « collectif culturel » arrêtés en mai dernier, sont jugés à Alger. De nombreuses condamnations ont été prononcées dans le reste du pays.

III - ETUDES .

Fragments d'histoire seul intérêt : le manque de sérieux!...p. 109
 Question amazigh dans le mouvement national.....P. 116
 Entre culture et politique.....p. 122
 Ben Khedda et la question amazigh.....p. 126

L'actualité des événements récents opposant en Algérie Kabyles et Arabes nous a amenés à nous demander si nous savions bien qui sont ces Kabyles. Aussi avons-nous prié l'une de nos collaboratrices qui a passé de nombreuses années en Afrique du Nord de rassembler documentation et souvenirs sur ce sujet afin de les offrir aux lecteurs de « Carrefours Nord-Est ». Nous en commençons aujourd'hui la publication.
 C.N.E.

Coup d'œil rétrospectif sur ceux que l'on appelle
Les Kabiles = Les Berbères

SITUATION GÉOGRAPHIQUE

L'Algérie et la Tunisie constituent un seul tout géographique. Elles forment un quadrilatère presque régulier ; limité au Nord par la mer Méditerranée, au Sud par le Sahara, à l'Est par la Tripolitaine et à l'Ouest par le Maroc. Cette région a une longueur de près de 600 kilomètres et le Sahara s'étend au pied de l'Atlas berbère jusqu'au Niger sur une profondeur de 1.500 kilomètres en moyenne et va en s'élargissant de l'océan Atlantique à l'Égypte.

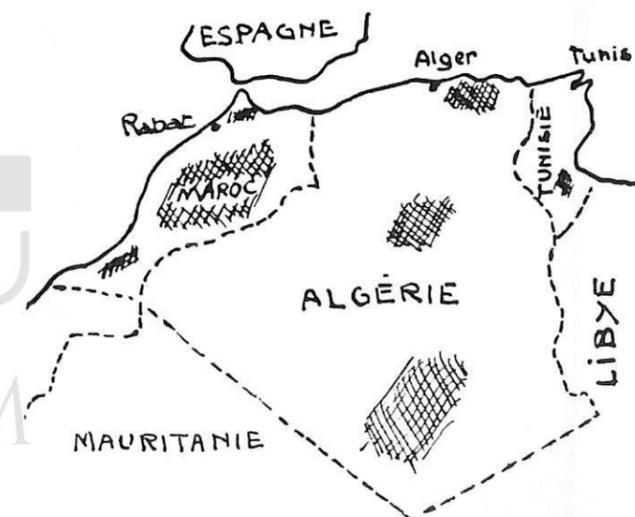
POPULATION

La population de l'Algérie et de la Tunisie est d'environ 24 millions d'habitants. Les indigènes, quoique presque tous musulmans, se divisent en deux catégories très distinctes d'origine, de langue et de mœurs : les Berbères et les Arabes.

ORIGINE DES BERBÈRES

Les Berbères, de race indo-européenne, sont les premiers habitants du pays, les « Lybiens » des anciens. Ce groupe ethnique est lui-même très hétérogène : on y trouve des éléments de provenances diverses : des Ibères, des Gaulois, des Phéniciens, des Romains, des Byzantins et des Vandales. Deux courants de migrations humaines, l'un venu de l'Orient, l'autre de l'Europe, se heurtèrent, se mêlèrent et finirent par former une race puissante qui constitue aujourd'hui les deux tiers de la population de l'Algérie, de la Tunisie et du Sahara.

Les BERBÈRES en AFRIQUE du NORD



JUIN 1980

CARREFOURS
 nord-est de **PARIS**

Coup d'œil rétrospectif sur ceux que l'on appelle Les Kabyles = Les Berbères

LA LANGUE BERBÈRE

Le peuple Berbère, en très grande partie, fut de tout temps bilingue. Ce n'est pas de la domination arabe que date le recul du berbère devant une autre langue; il en fut ainsi au temps des dominations effectives successives. Le punique fut parlé couramment pendant toute l'époque romaine dans les provinces de l'Est et, dans les villes du moins, autant et plus que le berbère lui-même. Le latin faisait, dans le même temps, d'importants progrès en Berbérie; ils apprirent aussi le grec.

Après, ce fut l'arabe: dès les premiers temps qui suivirent la conquête musulmane, l'usage de l'arabe se répandit avec une extrême rapidité chez ceux qui étaient en contact avec les nouveaux maîtres.

Aujourd'hui enfin, tout à fait caractéristique est la rapidité avec laquelle le Berbère apprend le français.

On peut se demander logiquement comment l'idiome national n'a pas été supplanté complètement par les langues qui se sont succédées sur ce sol. C'est ici que nous touchons à l'un des caractères les plus particuliers de la race berbère, et nous devons, pour le comprendre, tenter de jeter un coup d'œil sur sa psychologie.

Le Berbère, en présence d'une civilisation qu'il juge supérieure à la sienne, possède de merveilleuses dispositions à en adopter ce qui le frappe et ce qui est à sa portée. La langue berbère se laissa toujours aisément pénétrer par les idiomes étrangers; le Berbère adopta les nouveaux mots avec plus de facilité encore que les nouvelles mœurs. Est-ce à dire que c'est une langue amorphe, condamnée à subir passivement toutes les influences étrangères? Non point et c'est l'un des traits les plus intéressants qu'elle présente: si elle absorbe à très haute dose les apports de l'extérieur, elle les digère; si elle introduit sans compter les mots étrangers, leur marquant une telle prédilection qu'elle en oublie pour eux ses propres vocables les plus usités, elle les fait siens en les « habillant » à la mode berbère; ainsi « bidon » devient « tabidout » et, s'il s'agit d'un verbe, il se conjugue à la berbère avec son luxe de formes secondaires: au rythme des civilisations qui se sont succédées, la langue berbère réapparaît. La langue a suivi le flux et le reflux de la civilisation: de ces mouvements successifs on retrouve des traces dans la langue sous forme de couches stratifiées de mots étrangers.

La langue berbère, infiniment pénétrable, infiniment plastique en apparence, est en réalité douée d'une étonnante vitalité que sa persistance seule suffirait à démontrer. A quoi la doit-elle? Peut-être justement à la force d'inertie qui la caractérise, la plus formidable force de résistance qui soit. Une raison encore vient augmenter cette force de résistance: c'est le fait que si le Berbère imite facilement, il assimile difficilement. De même que sous le vernis de culture étrangère qui le recouvre, il reste en réalité le vieux Berbère au caractère inchangé avec toutes ses tendances et son individualité; ainsi en apprenant un nouvel idiome, il n'oublie pas l'ancien; pendant des générations il demeure bilingue. Mais quand il parle ainsi deux langues, il n'emploie pas l'une pour l'autre au hasard: chacune a son rôle propre.

LA VIE SOCIALE DES BERBERES

Les Berbères se divisent en Kabyles, Touaregs et Mozabites.

— Les **KABYLES** occupent toutes les montagnes de l'Atlas, depuis l'unis jusqu'au Maroc. Artisans relativement habiles et agriculteurs actifs, ils savent s'approprier dans une certaine mesure nos procédés européens.

La femme kabyle est traitée en vraie mère de famille et est maîtresse de maison. Elle sort librement et son existence, parfois pénible par les travaux qu'elle assume, est du moins très noble.

Les Kabyles ont une organisation toute démocratique: la propriété est individuelle et chaque village, juché comme un nid d'aigle sur un piton ou un escarpement, formait jusqu'en ces dernières années une petite république indépendante.

— Le nom de **TOUAREGS** a été donné par les Arabes aux Berbères du Sahara et signifie « les abandonnés de Dieu », soit à cause de la résistance qu'ils opposèrent longtemps à l'islam, soit à cause de leur peu de ferveur à le pratiquer. Leur race occupe plus de la moitié du Sahara et leur langue est parlée de l'Atlantique à l'Égypte. La plupart des Touaregs sont hauts de taille, maigres et forts. Avant que le soleil ne les bronze ils sont blancs de race comme les Européens. Ils ne se tatouent pas, mais ils se teignent, les hommes en bleu, les femmes en jaune. Pour se protéger de la poussière et de la réverbération, ils ont toujours la face voilée.

Leur caractère varie de tribu en tribu. Leur constitution sociale est plutôt aristocratique. La femme a une situation privilégiée: la tradition du matriarcat en fait l'égal de l'homme.

Chez eux la croix se retrouve partout: dans leur alphabet, sur leurs armes, sur leurs boucliers, dans les ornements de leurs vêtements; le seul tatouage qu'ils portent sur le front et sur le dos de la main est une croix à quatre branches, la poignée de leurs sabres et de leurs poignards est en forme de croix.

— Les **MOZABITES**, au nombre de 30 à 50 000, habitent les sept oasis situées à 600 km d'Alger et dont Ghardaïa est le centre le plus important. Ils forment une petite confédération qui a su résister jusqu'en 1882 à toute domination étrangère. Ils se distinguent des autres Berbères en ce qu'ils n'ont pas de blonds parmi eux. Ils sont nombreux dans toutes les villes du littoral où ils se livrent à la banque ou au négoce. Quand ils ont amassé un petit pécule, ils regagnent leur pays et épousent une femme de leur race.

Ils sont travailleurs, économes et relativement instruits.

LA VIE RELIGIEUSE DES BERBERES

Dès les premiers siècles de notre ère les Berbères du littoral embrassèrent en grand nombre le christianisme et formèrent des chrétiens assez florissants d'où naquit en 354 saint Augustin, évêque et docteur de l'Église, à Tagaste en Afrique du Nord. Elevé chrétiennement par sa mère sainte Monique, il abandonna vite le Christ; professeur d'éloquence, il mena à Carthage, Rome et Milan une vie peu édifiante. Dieu se servit des lectures d'Augustin, de certaines de ses rencontres pour ramener à Lui ce pécheur au cœur ardent. Il reçut le baptême à Milan le jour de Pâques 387. Rentré en Afrique il fut ordonné prêtre, puis à l'âge de 41 ans élu évêque d'Hippone. Il fut dès lors l'une des personnalités les plus influentes de l'Église d'occident; il mourut en 430.

Ici et là, à maintes reprises, le fond humain préchrétien du Maghreb est apparu fortement marqué par l'individua-

lisme: la bivalence de ce trait est constante dans l'histoire humaine et religieuse du Maghreb. Dans le prolongement de ce trait il ne semble pas non plus que le groupe social ait été suffisamment fixe ou homogène à l'arrivée du christianisme. Les Berbères, depuis l'époque lointaine de la migration qui les conduisit en Afrique du Nord, ne furent jamais des dominateurs; tout au plus furent-ils, par endroits et par moments, indépendants.

Les Berbères superficiellement christianisés n'ont pas fait l'expérience du nationalisme que dans sa fonction défensive et agressive: romainisés, vandalisés, byzantinisés, ils n'ont jamais été eux-mêmes; chaque fois qu'ils auraient pu le devenir, une nouvelle oppression les a empêchés d'accéder à la fonction unitive et féconde du nationalisme. L'Église d'Afrique commençait à se reconstituer lorsque au VII^e siècle les Arabes à leur tour se ruèrent sur le pays. Quelques tribus berbères qui n'étaient plus chrétiennes que de nom cédèrent facilement au « Crois ou Meurs ». Les autres furent plus fermes dans leur foi, dans leurs convictions, et un historien nous apprend que cette population fut contrainte quatorze fois, par la violence des armes d'embrasser l'islam, que quatorze fois, elle revint à sa religion, qu'enfin 30 000 familles chrétiennes furent déportées dans le désert et que les autres n'échappèrent à l'extermination qu'en se retirant dans les montagnes. On retrouve en effet des vestiges du christianisme chez les Kabyles de l'Algérie et chez les Touaregs et les Mozabites du Sahara. Par rapport aux autres musulmans les Mozabites sont schismatiques; ils semblent avoir gardé du christianisme la monogamie et la pratique de la confession des fautes extérieures. Leurs « tolbas », à la fois juges, prêtres et gardiens des mœurs, armés du droit de censure, d'absolution et d'excommunication constituent un clergé véritable dans lequel on retrouve à peu près la hiérarchie catholique.

En ce qui concerne l'islam il faut savoir que son dogme principal est: « Il n'y a qu'un Dieu, Allah, et Mahomet est son envoyé » (il renferme pour les musulmans la négation intentionnelle de la Trinité des personnes et de la divinité de Jésus-Christ). Comme croyances secondaires le Coran enseigne un ciel, lieu de jouissance matricielle et de prostitution, et un enfer, éternel pour les non-musulmans, temporaire pour les fidèles de l'islam. Les préceptes de l'islam sont au nombre de cinq: la prière - le jeûne - l'aumône - le pèlerinage à la Mecque - la guerre sainte. Par contre « le Livre » « Coran » autorise l'esclavage, le divorce, la polygamie. De culte public il n'y en pas, sauf la prière qui doit être régulièrement précédée d'ablutions.

Conférence N E de Paris
- Juin 1980

— Le nom de **TOUAREGS** a été donné par les Arabes

aux Berbères du Sahara et signifie « les abandonnés de Dieu », soit à cause de la résistance qu'ils opposèrent longtemps à l'islam, soit à cause de leur peu de ferveur à le pratiquer. Leur race occupe plus de la moitié du Sahara et leur langue est parlée de l'Atlantique à l'Égypte. La plupart des Touaregs sont hauts de taille, maigres et forts. Avant que le soleil ne les bronze ils sont blancs de race comme les Européens. Ils ne se tatouent pas, mais ils se teignent, les hommes en bleu, les femmes en jaune. Pour se protéger de la poussière et de la réverbération, ils ont toujours la face voilée.

Leur caractère varie de tribu en tribu. Leur constitution sociale est plutôt aristocratique. La femme a une situation privilégiée: la tradition du matriarcat en fait l'égal de l'homme.

Chez eux la croix se retrouve partout: dans leur alphabet, sur leurs armes, sur leurs boucliers, dans les ornements de leurs vêtements; le seul tatouage qu'ils portent sur le front et sur le dos de la main est une croix à quatre branches, la poignée de leurs sabres et de leurs poignards est en forme de croix.

— Les **MOZABITES**, au nombre de 30 à 50 000, habitent les sept oasis situées à 600 km d'Alger et dont Ghardaïa est le centre le plus important. Ils forment une petite confédération qui a su résister jusqu'en 1882 à toute domination étrangère. Ils se distinguent des autres Berbères en ce qu'ils n'ont pas de blonds parmi eux. Ils sont nombreux dans toutes les villes du littoral où ils se livrent à la banque ou au négoce. Quand ils ont amassé un petit pécule, ils regagnent leur pays et épousent une femme de leur race.

Ils sont travailleurs, économes et relativement instruits.

LA VIE RELIGIEUSE DES BERBERES

Dès les premiers siècles de notre ère les Berbères du littoral embrassèrent en grand nombre le christianisme et formèrent des chrétiens assez florissants d'où naquit en 354 saint Augustin, évêque et docteur de l'Église, à Tagaste en Afrique du Nord. Elevé chrétiennement par sa mère sainte Monique, il abandonna vite le Christ; professeur d'éloquence, il mena à Carthage, Rome et Milan une vie peu édifiante. Dieu se servit des lectures d'Augustin, de certaines de ses rencontres pour ramener à Lui ce pécheur au cœur ardent. Il reçut le baptême à Milan le jour de Pâques 387. Rentré en Afrique il fut ordonné prêtre, puis à l'âge de 41 ans élu évêque d'Hippone. Il fut dès lors l'une des personnalités les plus influentes de l'Église d'occident; il mourut en 430.

Ici et là, à maintes reprises, le fond humain préchrétien du Maghreb est apparu fortement marqué par l'individua-

L'ESPRIT DE LA

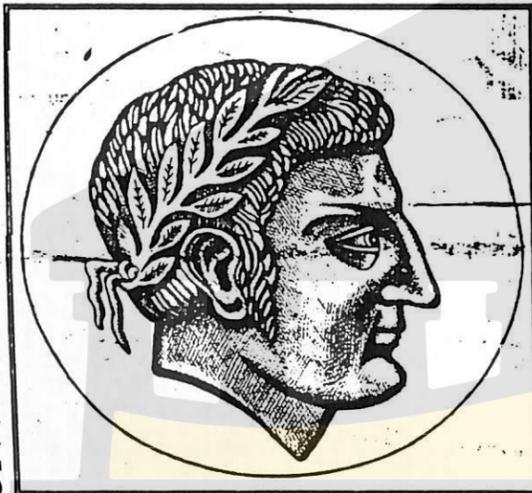
La conquête arabe, des premiers raids jusqu'à sa phase d'expansion, au-delà des grands duels que l'histoire événementielle a retenus, au détriment de son aspect culturel et civilisationnel, ne semble pas avoir été intéressée, comme l'avaient fait les Romains, de connaître les spécificités socio-culturelles et géographiques des peuples de la Méditerranée qu'elle avait pris. M. Djender souligne cette différence fondamentale entre les deux conquérants, romain et arabe; différence dans les méthodes et les conceptions des hommes entrés en scène; différence aussi, bien entendu, du pays à l'une et l'autre des deux époques. Au 7ème siècle, la stratégie de la conquête restait ce qu'elle était au début: s'enrichir et convertir au besoin. Dès lors, les premiers germes de division à l'intérieur des rangs apparurent: conflits entre les Arabes conquérants et Arabes établis sur les terres

conquises; conflits entre khalifes et gouverneurs, dus à des contradictions d'intérêts qui allaient précipiter la dispersion des armées arabes. Mais la résistance berbère continue, dans d'autres conditions, avec d'autres stratégies... Avant de reprendre la suite de nos développements, il faut ouvrir ici une parenthèse, utile pour la connaissance de notre Histoire; de deux époques, de deux hommes: Jugurtha et Tarik Ibn Ziad. L'un et l'autre prétent leur concours à la conquête d'un même type: l'Espagne; Jugurtha aux Romains, Tarik aux Arabes. Mais pendant que Jugurtha retournait en Numidie pour asseoir le royaume que lui donnait l'héritage de Massinissa, Tarik, lui, n'avait pas d'ambition politique et n'avait en vue que le combat, la conquête et le butin sur ordre de ses chefs.

JUGURTHA ET TARIK DEUX PERSONNALITES OPPOSEES

Une différence donc essentielle sépare les deux hommes dans leur personnalité même: l'un, Jugurtha, était de famille royale, élevé dans le sentiment de sa mission et de ses droits; l'autre, Tarik, n'était qu'homme du peuple qui ne dut sa fortune qu'en se faisant le client attaché à la personne de Moussa Ibn Noçair qui ne se gênait pas de l'humilier parfois (d'ailleurs Tarik vers la fin, se vengea devant le khalife à Bagdad, en montrant, pièce à l'appui, que Moussa avait menti sur la prise comme butin de la fameuse table de Salomon). Mais il faut aller plus loin que les personnalités pour comprendre l'Histoire. Le parallèle entre les deux hommes nous révèle la différence qui sépare deux époques, deux méthodes, deux états sociaux de la berbérie amazigh, se situant d'une part au 1er siècle avant J.C., lors de la conquête romaine et au 8ème siècle d'autre part, lors de la conquête arabe.

lué rapidement. Celle des Romains avait avancé lentement (elle mit près de trois siècles pour s'accomplir et, surtout, se déroula suivant un processus très particulier: les Romains s'appuyaient à chaque étape sur les structures berbères qu'en principe ils ne détruisaient pas de prime abord; ils respectaient les royaumes, les tribus ou villes libres, les petites monarchies auxquelles ils proposaient (et l'opération réussissait souvent) le titre et le statut



n'étant pas objet de considération d'étude, ne pouvait compter, car seul l'était la communauté des musulmans et ses chefs imams, chefs d'armée, gouverneur émir et khalife. Tout la conquête arabe fait son chemin suivait cette optique. Ce n'est pas une critique ils sont ceux qu'ils ont été, en tant que conquérants; ils ont été mieux que certains autres, inférieurs à d'autres. L'Arabie du 7ème siècle soutient la comparaison avec d'autres pays. En Histoire,

pouvoirs qui allaient grandir aux 5ème et 6ème siècles pour former le royaume des Djeddars. Les Arabes de la conquête, eux, ne prêtèrent aucune attention à l'organisation sociale, politique des Berbères, à leurs croyances. Ils divisaient la société qu'ils ont trouvée devant eux en: - Berbères chrétiens, grecs, vandaux, soumis à l'impôt des kharadj pour tout non musulman. - Berbères convertis, soumis au tribut à payer et parfois aussi au kharadj, tant que leur territoire était terre de conquête, acquis à l'islamisme par fait de guerre arabes dont le statut, par définition était privilégié. Pour les Arabes, khalife, chef d'armée ou gouverneur, les gens du pays ne comptaient que comme individus; leurs chefs et leurs représentants qui par nécessité étaient obligés de mettre fin à un combat et payer tribut. La structure de leur société

faut prendre les faits comme sont, ni les glorifier, ni les battre. On ne trouve chez les auteurs d'expression arabe aucune mention précise sur l'état social et politique des berbères aux 7ème et 8ème siècles (tout au plus, chez les premiers auteurs, la liste de tribus). La conception islamique et arabe est négative, non pas de l'individu mais l'individu social, collectif de toute organisation qui n'est pas islamique. Et j'ajouterai une opinion: cette conception est née pour certains aujourd'hui qu'elle fut aux premiers temps hélas, mais les temps sont en train de changer. On rencontre en revanche, chez les auteurs romains (et grecs) le souci de connaître l'organisation sociale, les croyances, les mœurs, l'état de tous les peuples de la Méditerranée (Africains, Berbères, byens comme les appe-

CONQUÊTES ROMAINE ET ARABE DEUX STRATÉGIES DIVERGENTES

La conquête arabe, comparée à la conquête romaine, avait évolué

CONQUÊTE

Par Maître Mahleddine Djender

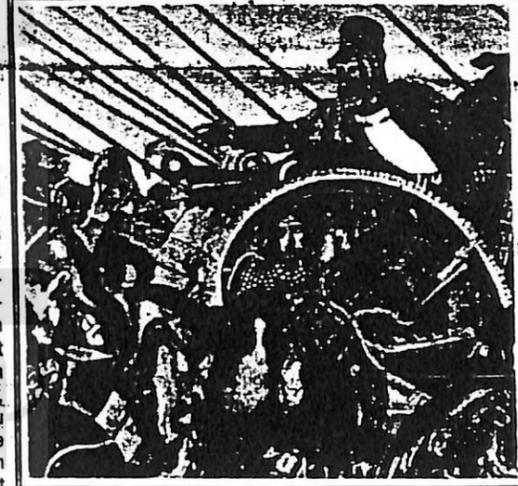


bas nos développements). L'importance des prises et du butin fut telle, d'ailleurs, que le khalife El Oualid décida de rattacher, avec la nomination de Moussa Ibn Noçair, l'Ifrîqiya directement à lui, en la détachant ainsi de la province d'Egypte. Considérant l'Ifrîqiya comme définitivement pacifiée, Moussa Ibn Noçair se tourna vers la conquête de l'Espagne et confia à Tarik le principal commandement d'une armée de 17.000 Arabes et 12.000 Berbères. La conquête de l'Espagne et du Sud de la Gaule franque allait aussi rencontrer une vive résistance de la part des Espagnols, des Visigots et plus au Nord, des Français. Mais surtout, sous le gouvernement de Moussa Ibn Noçair, au début du 8ème siècle, le cours de l'Histoire allait prendre de nouvelles tournures, des données nouvelles voyaient le jour.

première lancée: enrichir et convertir pour toute velléité de résistance. A la fois but et moyen, la propagation de l'Islam était indivisible du désir et de la volonté d'acquiescer. D'ailleurs, la révo-cation de Moussa Ibn Noçair a précisément, pour origine, cette compétition et celui-ci avait dû rendre au khalife les pierres et l'or qu'il avait amassés et cachés, ne livrant à ce dernier et aux membres de sa Cour que les 30.000 jeunes espagnols qu'il avait rapportés en butin. L'établissement des Arabes sur les terres qui leur ont été distribuées (notamment après la fondation de Kairouan) ou qu'ils ont occupées allait les détacher des buts de conquête. Un intérêt nouveau apparut pour eux: la propriété foncière, intérêt auquel s'ajoutait celui des transactions commerciales et de l'artisanat qui commençait d'apparaître dans les villes nouvellement fondées ou anciennes.

Hérodote, Arabes) et de l'Europe (Germaines, Slaves). Il faut cependant dire que quelques auteurs arabes ont décrit les monuments des Romains, les périples de marchands juifs et slaves et fourni parfois des indications sociologiques intéressantes. Mais elles n'ont pas servi aux conquérants du 7ème siècle. Certes, Ibn Khaldoun reviendra à la réalité berbère; il leur reconnaîtra un grand rôle, à l'égal, disait-il des Grecs, des Romains, des Persans et des Kurdes. Mais Ibn Khaldoun, c'est le 15ème siècle et, ici, nous ne sommes qu'au 7ème.

guerre et dans une désorganisation sociale qui s'étale sur la première moitié du 8ème siècle. Les Berbères ne reprendront l'offensive que par la suite. Jugurtha avait l'ambition et une base sociale pour un mouvement. Tarik Ibn Ziyad par les commandements militaires dont il a été investi, par ses campagnes habiles en Espagne qui excitèrent la jalousie de Hassan Ben Numen lui-même, Tarik, donc, aurait pu jouer un rôle politique mais manquèrent en l'homme, la taille et l'envergure d'esprit, et sur le terrain, les conditions propices.



Le germen s'installait entre les Arabes: entre les soldats conquérants qui attendaient tout de la guerre et les Arabes établis qui voulaient la paix. Des motivations identiques jouaient du côté des Berbères. De nouvelles situations voyaient le jour, qui postulaient suivant les endroits, les circonstances, des alliances entre Berbères et Arabes, contre les gouverneurs orientaux. Là est la première racine

L'EXPANSION DE LA CONQUÊTE MOUSSA IBN NOÇAIR ET TARIK IBN ZIYAD.

En l'an -100, la Numidie possède maintenant un développement économique et social et une unité politique certaine. En 700, l'Ifrîqiya avait subi un choc de grande ampleur qui s'est traduit, comme nous le dirons plus bas, par des destructions matérielles et humaines, dans la ponction de plusieurs centaines de milliers d'hommes et femmes jeunes envoyés en Orient comme butin de

Fermons la parenthèse et reprenons le fil de notre exposé. A la suite d'un différend (à propos du butin avec le khalife El Oualid, Hassan Ben Numen est remplacé par Moussa Ibn Noçair en 704. Dès son arrivée en Ifrîqiya, il continue les campagnes contre les Berbères qui résistaient, en confiant les commandements à ses deux fils, Merouan et Abdallah, et à Tarik, dans les campagnes de la Medjena et de Tanger notamment. Le butin en prisonniers réduits à l'esclavage fut énorme (voir plus

CONFLITS INTERARABES CONTRADICTIONS D'INTÉRÊTS

En s'étendant, la conquête arabe augmentait la masse des richesses prélevées sur les pays conquis. A ce qu'on prenait en Ifrîqiya, s'ajoutait ce qu'on prenait en Espagne et en Gaule. D'où une compétition plus intense pour l'appropriation et la distribution de ces richesses. Après 710, la conquête restait ce qu'elle était: elle vivait et se nourrissait de sa

de la réaction fondamentale permanente du Maghreb contre l'Orient qui signifiait, symbolisait l'esprit de conquête, au 7ème siècle, bien entendu.

(A suivre)
La résistance berbère et l'idéologie islamique (à la fin du 8ème et au 9ème siècle): troisième étape.

Du Tassili à l'Égypte antique

Nombre d'écrits d'histoire traitent des civilisations des Grecs, des Pharaons, des Perses, des Chinois... Et même de la civilisation aztèque au Mexique. Mais l'histoire des Berbères et leur civilisation sont encore loin d'être bien connues.

Quand les historiens européens parlent de l'Afrique du Nord, ils se limitent très souvent aux sites romains et décrivent les Berbères seulement comme des guerriers ou une mosaïque de tribus toujours en conflits.

Les historiens arabo-musulmans de leur côté, marginalisent totalement la période pré-islamique des berbères ; ils ne parlent de ces derniers que dans le cadre de la civilisation arabo-musulmane.

Et pourtant, les rares recherches menées en Afrique du Nord sur l'étude des gîtes et des peintures rupestres du Tassili, attestent qu'une grande civilisation a été édifiée sur cette terre par grand peuple. Sur les dessins du Tassili on retrouve, par exemple, des charrettes (munies de roues) ; des femmes et des hommes chantant et dansant. Autant d'indices d'une culture et d'une civilisation développées chez ce peuple dont les besoins matériels furent donc dépassés, parce que l'art ne se développe que si, sur le plan matériel une satisfaction totale est atteinte.

Cette région a connu une grande sècheresse



rent une véritable civilisation, celle-ci ne pouvait que se propager à travers le temps et se propager pour atteindre d'autres horizons.

Les Romains avaient, certes, introduit leur propre civilisation dans les grandes agglomérations de l'Afrique du Nord, mais les Berbères l'ont promue. Ce sont eux qui ont construit les villes de Timgad, Thoveste, Touga, etc.

L'arrivée de l'Islam en Afrique du Nord (bien avant l'invasion des Beni Hilal qui fut dévastatrice) allait encore donner plus de force au peuple berbère.

Les historiens reconnaissent que la civilisation andalouse porte des caractéristiques qui la distinguaient nettement de la civilisation de Bagdad ou de Damas. C'est une civilisation purement berbère-musulmane édifiée par les enfants et les petits enfants

qui, selon certains historiens, aurait poussé l'homme à l'immigration à la recherche de contrées hospitalières. Des tribus berbères auraient atteint, ainsi, la rive du Nil ; et s'y seraient établies avec d'autres groupements. Cet ensemble aurait probablement formé le peuple égyptien antique.

Une relation entre les Berbères et les Pharaons est évoquée dans l'attente d'être prouvée par des études fines et approfondies par des spécialistes en égyptologie en particulier. On peut prendre, comme référence de base les récentes recherches, dans le cadre d'études universitaires, de Mohamed El Hadi Harrech de l'Université d'Alger.

Ces recherches démontrent que les croyances antiques berbères ont influencé celles des Pharaons ; citons le culte d'Amon ou l'on a noté les mêmes pratiques rituelles. Cette influence peut rendre compte de la supériorité culturelle berbère, puisque le supérieur influence toujours l'inférieur dans ses croyances, sa culture, etc.

Si dans la pré-histoire, les Berbères édifi-

16 - L.E.PAYS n° 36 - du 11 au 17 janvier 1991

Conversion des Berbères à l'Islam

SUITE à l'article de votre collaborateur Kheljadji Aissa sous le titre "L'Histoire du Maghreb - La conversion des Berbères à l'Islam". Je voudrais apporter les précisions suivantes : Dans un saisisant raccourci spatio-temporel, M. Kheljadji confond les dates et les hommes, arabisé et arabisme, berbérifié et berbérisme, mélange les genres et finit par se planter sur la mauvaise note. Dans une chronique intitulée "Notes de lecture", la déontologie et les précautions élémentaires à prendre dans le cadre d'un sujet pareil auraient voulu qu'un journaliste, qui se veut averti, cite ses sources de lecture et pour un article à caractère socio-historique une bibliographie, même restreinte, aurait été la bienvenue. Rien de tout cela chez K.A. et beaucoup de journaliers, actuellement, prennent trop de liberté avec ce qu'ils servent à leur lectorat. Ceci dit, reprenons certains points de l'article :

1) Dire d'un peuple, qui a embrassé la religion musulmane lors des foudroyantes (musulmanes et non pas arabes, n'en déplaise à K.A.) qu'il était sauvage ou dominé par les autres puissances, n'engage que l'auteur de l'article. En contrepoint à cette affirmation sans fondement, je dirai simplement que beaucoup de peuples sont devenus musulmans uniquement et uniquement au contact de marchands et de voyageurs musulmans : Afrique noire, Indonésie, Malaisie, Chine, Pakistan etc. (K.A. devrait s'en inspirer). Mieux encore, des peuples ont vaincu les musulmans sur le champ de bataille et ont embrassé l'Islam : Tatars, Mongols. Plus près de nous, il ne se passe pas un jour sans que des dizaines d'Occidentaux, dont la suprématie sur les plans scientifique et technologique n'est plus à démontrer, ne rejoignent les rangs musulmans.

2) Plus loin K.A., décidément en manque d'inspiration ou mû par d'autres réflexes, affirme que "L'Islam, en tant que religion, ne peut être invoqué pour expliquer l'adhésion des Berbères présentés comme un peuple ignorant en la matière" (fin de citation). Après nous avoir expliqué que des Berbères connurent "luttes, guerres, oppresseur durant la période musulmane (laquelle ? Exit Okba brou Nafa". Moussa brou Noussair, Tarek brou Ziad, l'âge d'or de l'époque andalouse auquel participèrent massivement les Berbères) l'auteur de l'article nous apprend qu'avec l'arrivée des Ibadites, l'oppression (qu'il ?) fut chassée (où, quand et comment ?) et que l'Islam fut définitivement adopté etc. A ce stade, je pose une question que me

paraît vitale, vu que dans sa conclusion K.A. pose le problème de l'hérésie : les Berbères ont-ils, oui ou non, adhéré à l'Islam en tant que religion ? Simon, en tant que quoi ont-ils adopté l'Islam ? Une réponse bien argumentée léverait toute équivoque.

Laissons là l'énumération de ces quelques notes qui sonnent faux pour en arriver à l'équation finale posée par K.A. : "le rapproche que font les Summites aux Ibadites, c'est d'être tout simplement Berbères. De même qu'on reproche aux Chi'ites d'être Perses". Il eût été plus simple à K.A. de dire que les Summites sont racistes et le problème aurait été évacué. A la lumière des douloureux, et encore récents événements de l'Ériwan, cela s'appelle de l'irresponsabilité. Au lieu de hurler à l'unisson avec certains loups de la scène politique nationale et contribuer ainsi à achever ce que 27 ans de pratique du pouvoir sans partage ont sérieusement entamé, à savoir l'unité nationale et son corollaire l'admission de la société algérienne, K.A. aurait dû insister sur ce qui a été le ciment du peuple algérien durant de longues et noires décennies : l'Islam et l'Islam seul.

A tout le moins, il aurait été plus inspiré en appliquant le premier le code de conduite qu'il propose : "regarder notre lointain passé avec froideur et sérénité" au lieu de s'appesantir en propos qui ne résisteraient pas à l'analyse historique. De quoi s'agit-il essentiellement ? L'Islam est, en tant que religion, essentiellement une profession de foi (aqida). Nulle autorité n'a qualité pour imposer une interprétation donnée de la doctrine, contenue pour l'essentiel dans le Coran et la Sunna. L'interprétation des textes revient, quant à elle, aux Docteurs de la loi (Ouïama) conformément au Hadith du Prophète (sur lui prière et paix) : "Les Ouïama sont les Héritiers des prophètes. Les prophètes n'ont hérité ni dinar ni dirham, mais ont hérité la Science". Ces Docteurs sont essentiellement des traditionnistes et des juriconsultes, quand ce n'est pas les deux en même temps. Cela n'a pas empêché, à travers les siècles, des philosophes, des mystiques, des hommes d'État (et accessoirement des journalistes de nos jours) d'insérer leurs prises de position et les adhésions fondamentales de leur credo dans les différentes professions de foi qui ont vu le jour, pour leur propre justification ou pour les nécessités de leur action.

Toutes les écoles et toutes les sectes ont eu leur profession de foi (aqida) ; parfois antagonistes, parfois dans la libération d'El Qods.

souvent allant dans le même sens avec de légères divergences. La doctrine la plus répandue et la plus proche du legs du Prophète (sur lui la prière et la paix) est sans conteste possible la doctrine des Salaf (les vertueux anciens) appelée encore doctrine des Ahl el Jama'a ou Sunna.

Parmi les traditionnistes les plus illustres qui nous ont transmis ce legs, figurent beaucoup de non-Arabs : Boukhari, Muslim, Termidhi, etc. Parmi les schismes qui ont secoué le monde musulman se trouvent, aux deux extrêmes, le kharjisme et le chi'isme. Les Kharjites, après avoir été les partisans les plus ardents de Ali, refusèrent de participer à la bataille de Cifin (657) contre Mouawouya. Ils furent choqués de voir Ali accepter un arbitrage mettant en cause sa légitimité, alors que "la décision n'appartient qu'à Dieu", se révoltèrent contre lui (bataille de Nahawân en 658) et finirent par le faire assassiner en 661. Ils s'établirent à Tahert (Tariet) sous le commandement des Imams Rostémides, avec à leur tête Ibn Tumart. Influencé par la doctrine chi'ite, Ibn Tumart se proclama imam et le mahdi attendu en 1121. Il déclara le Jihad aux Almoravides, eux-mêmes guidés par des souverains berbères de la tribu des Sâhaja qui observent le rite malékite. La victoire des Almoravides en 1147 mit fin au règne des Almoravides. En 1269, l'arrivée des Murinides, autres Berbères de la tribu des Zanata, mit fin au règne des Almoravides. Nous voyons donc que sur la question "luttes, massacres, etc.", les Berbères ne se sont pas fait de cadeaux.

Quant aux Fatimides, leur venue en Afrique du Nord fut facilitée par les Berbères Quiraas qui, n'étant pas allié à Abd Allah Al Hussaini Al Chi'ite, vainquirent les Aghlabides fidèles aux Abbasides. Tout comme Ibn Tumart, Ubaidallah, chef des Fatimides d'obédience chi'ite, franchit le pas en s'identifiant au mahdi attendu et se proclama Imam et Calif. C'est en préparant une expédition vers l'Orient qu'il procéda aux fameux prélèvements fiscaux que notre vaillant journaliste attribue aux maîtres de Damas qui n'avaient aucun pouvoir sur la région. Le Berbère kharjite Abu Yazid, avec l'aide des Omeyyades d'Espagne (des Summites donc), se dressa contre les Fatimides d'obédience chi'ite. Il fut défait en 909 et les Ibadites se réfugièrent définitivement au Mزاب. Ce ne fut qu'en 1171 qu'un Kurde nommé Salih Ekdin Al ayoubi, détrôna les Fatimides et réinstaura, en Égypte, la légitimité abbaside et le rite sunnite avant de lancer dans la libération d'El Qods.

des dix mille Berbères (dont les deux fils d'El Kahina) venus avec Park Ibn Ziad au 9ème siècle après J.C.

L'œuvre accomplie par les Berbères méritait point à la participation à l'édification des civilisations anciennes, mais encore, ils avaient posé les bases de la civilisation contemporaine en Europe.

En effet, l'œuvre magistrale du Berbère Ibn Khaldoun, fait l'objet, même de nos jours d'études et d'exploitation, dans le domaine des sciences sociales, par les Occidentaux. Le Berbère Ibn Rochd est le père du "système du rationnel" dont le principe consiste à soumettre toute chose à une analyse et que le philosophe français René Descartes n'a eu qu'à l'adapter pour instaurer son principe de "doute", à partir duquel on amorce un processus d'analyse aboutissant à la vérité au sujet d'une hypothèse ou d'un phénomène donné. Cette pensée allait ériger l'âge de la renaissance en Europe au dix-huitième siècle, époque du fondement de la civilisation occidentale contemporaine.

Il est évident, on ne peut avoir ici la prétention de faire une étude exhaustive d'une histoire trop longtemps camouflée, ce qui ne saurait se réaliser du jour au lendemain - mais nous voulons inviter les chercheurs et les spécialistes à engager des investigations dans le but de recouvrer les vérités intégrales sur un passé qui est le nôtre.

Rosa Ahmed Zaïd

Le deuxième schisme de l'Islam, le chi'isme, est à l'opposé du kharjisme. Légitimistes, partisans de la famille du Prophète (sur lui la prière et la paix), ils détestent les trois premiers Califes (Omar surtout), usurpateurs à leurs yeux des droits de Ali. Parmi les chi'ites existent plusieurs tendances : Ismaéliens, Fatimides, Qaraites, etc. Aux deux bouts de cette chaîne se trouvent les Nossairis qui divinèrent Ali, extérieurement Imam, Dieu éternel dans la réalité (actuellement au pouvoir en Iran) ou Jafar. Ils se contentent de réamir sur Ali et ses onze successeurs directs (dont le douzième et dernier doit revenir à la fin des temps, selon leur credo) le principe de l'hérédité des pouvoirs temporel et spirituel, ainsi que l'infaillibilité et l'impeccabilité qui, chez les Summites, sont des attributs propres aux Prophètes. Ils refusent par conséquent le principe évolutif du consensus (Jims) chez les Summites.

Comme on vient de le voir donc proclamer, comme le fait, sans gêne aucune, K.A., que les Summites reprochent aux Ibadites d'être Berbères et aux Chi'ites d'être Perses c'est faire l'impassé totale sur des événements (douloureux parfois) qui ont jalonné l'évolution du monde musulman et où tout le monde porte sa part de responsabilité.

En évitant d'insister lourdement sur ce qu'il appelle l'aspect dialectal de la langue arabe et tenir sciemment l'amalgame Arabes-sunrites (ce qui est en soi ridicule) l'auteur de l'article aurait été plus crédible. Mais qu'attendre de quelqu'un dont la foi et la profondeur de pensée s'arrêtent au niveau du ventre, quand il déclare : "On n'adhère pas comme ça à une religion, parce que ses préceptes sont nobles, mais parce qu'on y trouve son compte".

Je n'ai pas la prétention de refaire l'histoire à éclaircir votre lectorat d'un jour nouveau en lui fournissant d'autres éléments d'appréciation que ceux produits par K.A.

Bernatman Kouadri

Chama Edouard Dhouhbi - Kitab Douma al Idrissia 1944
Ben Kheir - Bida' wa Nihaya
Ben Al Javrit - Taba'at Bilad
Henri Lévai - Introduction à la profession de foi d'Abu Bakr
Institut Français de Damas - Damas 1958
R. Le Tourneau - la révolte de Abu Yazid au K. alab.
In Cahiers de Tunisie.

Amar Ouerdane

Préface de
Kaieb Yacine

l'avenir n° 12

INTERVIEW

24/11/1990

La question berbère dans le mouvement national algérien 1926-1980



INTERVIEW DE AMAR OUERDANE

Propos recueillis par A. Oulamara
Paris le 09 Aout 1990.

Le livre de Amar Ouerdane "La question berbère dans le mouvement national algérien. 1926-1980"⁽¹⁾ vient de paraître au Canada. A l'inverse de nombreuses publications sur le sujet, le mot "berbère" n'est pas prétexte à faire vendre du papier. Il s'agit d'un travail universitaire très bien documenté dont le ton tranché ne manquera pas de susciter des débats.

Pour en savoir plus sur ce livre non encore disponible sur le marché algérien, voici une interview de l'auteur, rencontré à l'occasion de son passage à Paris.

Question 1 :
Peux-tu présenter cet ouvrage aux lecteurs ?

Réponse :
Ce livre est l'aboutissement de plus de dix années de réflexion et d'études. J'ai pratiquement commencé mes recherches à partir de 1978. La raison de ce livre est dictée par la négation de la berbérisme et l'absence d'ouvrages traitant de cette question. Il tente de répondre à la question suivante : "quelles sont les causes profondes de l'échec des nombreuses tentatives d'affirmation de la spécificité linguistique et socio-culturelle berbères depuis l'Etoile Nord Africaine ? On parle le plus souvent de la crise "berbériste" de 1948-1949 au sein du MTLD, qu'il convient d'appeler plus exactement d'ailleurs "crise anti-berbère", mais le débat est plus ancien."

En fait, les germes de cette première crise au sein du mouvement national existent depuis sa naissance. Les premiers militants nationalistes berbérophones, qui étaient très largement majoritaires au sein de l'ENA, avaient très tôt tenté d'inscrire, implicitement, le fait berbère dans la composition de la nation algérienne. Cependant, les conditions complexes qui ont amené Messali à la direction de l'ENA, alors qu'il était très minoritaire, situent l'influence de la conjoncture nationale (oppression et répression coloniales) et internationale. Au moment où la majorité cherchait à imprimer, toujours implicite-

ment, la dualité culturelle et linguistique de l'Algérie, cette conjoncture l'a reléguée au second plan.

Ce n'est pas par hasard que j'ai découpé l'étude en cinq étapes pour analyser la dynamique berbère : 1926-1937, 1945-1949 1954-1957, 1962-1965 et enfin 1965-1980. J'ai constaté qu'à chacune des ces phases la question berbère et/ou démocratique surgissait. Avant l'indépendance, c'est durant la période de 1945-1949 que la revendication berbère était explicite au sein du MTLD. C'est l'affrontement des thèses de "l'Algérie algérienne" et de "l'Algérie arabo-musulmane" prônée par Messali.

Question 2 :

La revendication de la berbérisme étant présente, implicitement, dès le départ. Peut-on dès lors symboliser la dualité de ces deux courants dans le mouvement national par des hommes comme Messali et Imache Amar ?

Réponse :

Tout à fait. Mais il faut préciser que Amar Imache n'était pas membre fondateur de l'ENA en 1926. Il était probablement simple militant, mais ce n'est que plus tard qu'il a accédé à un poste de direction. En 1933 il était secrétaire général et rédacteur en chef du journal de l'ENA "El Ouma" édité en français à Paris. Convaincu que les institutions berbères pouvaient donner à l'Algérie un caractère social et

démocratique, il plaide pour la prise en compte des structures sociales, politiques et économiques berbères.

Contrairement à Messali qui puisait ses idées dans le Coran, Imache Amar, tout aussi croyant que Messali, les empruntait à la tradition démocratique berbère. En fait, ces deux courants "berbéro-démocratique" et "arabo-islamique" étaient apparus au Maghreb avant l'ENA, au moment de la guerre de libération du Rif et de l'instauration de la république du Rif au Maroc. Ces deux courants étaient incarnés par, d'une part, le prestigieux chef de la guerre de libération du Rif, Abdelkrim, et, d'autre part, le principal porte-parole de l'arabo-islamisme, le syrien Chekib Arslan, dont les activités étaient principalement dirigées vers l'Afrique du Nord depuis son installation à Genève en 1921. La guerre de libération du Rif contre l'alliance impérialiste franco-espagnole portait à la face du monde la berbérisme, la langue berbère et un contenu laïc de la république en construction. Abdelkrim a écrit et défendu les principes démocratiques et civilisationnels de la berbérisme, c'est à dire l'indépendance, la liberté, la démocratie et la laïcité. Il a même été jusqu'à attaquer la France sur ce terrain en disant qu'"il n'avait pas de leçon de laïcité à recevoir de la France". La guerre du Rif était donc un événement d'actualité qui influençait notablement les premiers nationalistes modernes.

Question 3 :

En schématisant, peut-on dire que l'ENA est composée dès le départ de deux courants : l'un prônant comme modèle culturel la berbérisme et la démocratie et comme symbole Abdelkrim, l'autre prônant l'arabo-islamisme et s'inscrivant dans le mouvement de renaissance du monde arabe et islamique, la Nahda ?

Réponse :

Indéniablement, même si les discours n'étaient pas aussi explicites. En tout cas, de nombreux indices expliquent cette dichotomie.

Il y a à mon avis des choses à découvrir encore sur cette période. L'influence de la guerre de Abdelkrim est certaine. Des volontaires sont d'ailleurs partis depuis l'Algérie, et particulièrement depuis la Kabylie pour rejoindre l'armée de Abdelkrim, et certains travailleurs nord africains sont partis depuis la France. L'écrivain anglais Ternhorst le mentionne déjà en 1926. Aussi, les premières réunions connues pour la création de l'ENA ont eu lieu en mars ou juin 1926, juste après la destruction de la République du Rif par les français et les espagnols. Ce n'est donc pas un hasard que l'ENA soit née le lendemain de la destruction de cette éphémère république du Rif. Il y avait bien sûr d'autres raisons comme l'exploitation, les souvenirs encore vivaces de l'impitoyable répression de 1871, la conscription forcée de 14-18, la révolution bolchévique...

Les messages de soutien

des ouvriers algériens en France à "notre frère" Abdelkrim permettent de situer la sensibilité des algériens à la guerre du Rif contre la même puissance colonisatrice. Il faut aussi ajouter que la guerre d'indépendance de Abdelkrim était porteuse de modernité, et les moyens mis en œuvre par les pouvoirs français et espagnols pour la combattre sont énormes. L'ouvrage qui traite le mieux de cette guerre est intitulé "Abdelkrim et la République du Rif" édité à Paris chez Maspéro en 1976. Il doit être lu absolument.

l'avenir n° 12

INTERVIEW

24/11/1990

Question 4 :

Après avoir défini les conditions qui ont amené la naissance de l'ENA, peux-tu résumer cette première phase, c'est à dire de 1926 à 1937 ?

Réponse :

Plusieurs versions existent sur la direction et la vie de l'ENA depuis sa création jusqu'à sa dissolution et la création du PPA. Un fait certain est que la majorité des militants de l'ENA comme de sa direction étaient des Kabyles. Messali l'écrivit lui-même dans ses mémoires sans ambiguïté : sur 5 membres du comité directeur il y avait 4 kabyles. Quant à Imache Amar, dont on a parlé au début, il était secrétaire général et en même temps rédacteur en chef du journal "El Ouma". Si Djilani assurait la direction et le trésorier était Radjef Belkacem. Les écrits de

Imache Amar méritent d'être connus. C'était un intellectuel autodidacte d'une grande lucidité. A l'époque déjà il posait les vrais problèmes sur le fonctionnement du parti, en défendant notamment un fonctionnement démocratique et sensibilisant les militants sur les dangers du zaïmisme.

La revendication d'indépendance était exprimée sans ambiguïté par l'ENA. A ce moment-là le Moyen-Orient était en effervescence et la direction de l'ENA a cherché dès le départ à obtenir un soutien des pays arabes et musulmans. C'est probablement la raison principale de l'élection de Messali à la présidence de l'ENA. Il faut souligner que du fait de sa composante humaine et des traditions berbères de direction collégiale du type villageois, l'ENA a eu le mérite d'être le seul parti indépendantiste démocratique. La naissance du PPA, on le verra plus tard, est un recul sur ce point. Mais fait curieux, ces militants berbères n'exprimaient pas leur berbèrité de manière explicite. Ils se définissaient comme algériens sans autre qualificatif linguistique ou autre. Par contre les "messalistes" (courant en formation), sous l'influence de Chekib Arslan, s'identifiaient davantage aux peuples arabo-musulmans du Moyen Orient. Chekib Arslan était un grand admirateur des turcs par la

dimension islamique, mais en même temps un nationaliste arabe. Il a impulsé un mouvement de "pan-arabo-islamisme". Il défendait alors l'idée que sans l'islam l'arabe n'existe pas; c'est un peu ce que défend Ben Bella actuellement. Cette vision est aussi dans le fondement du baathisme. A l'inverse, les militants berbères de l'ENA tenaient à séparer la religion de la politique. Sur ce point d'ailleurs, Abdelkrim s'était déjà exprimé et pris une position claire. Cependant à côté de ce modèle qui a été battu militairement par les puissances coloniales, se développaient les mouvements nationalistes arabes dont l'influence sur la direction du mouvement national a été considérable. Et le débat sur l'identité nationale a été éclipsé.

Question 5 :

Le choix de l'arabo-islamisme comme idéologie uniciste est donc fait pour des raisons stratégiques ?

Réponse :

Absolument ! et cela se situait sur deux niveaux. D'une part, comme idéologie de "cohésion" face au colonialisme français et, d'autre part, ce choix s'inscrivait dans la perspective de la Nahda.

Avant la destruction de la République du Rif et la défaite de Abdelkrim, Chekib Arslan est allé même jusqu'à demander à la France " que si la France permettait de construire plus de mosquées en Algérie, il ferait en sorte que Abdelkrim n'obtienne pas d'aide de la part des pays du Moyen-Orient".

Les premiers militants berbères qui défendaient la berbèrité à travers les valeurs d'indépendance nationale, de liberté, de démocratie et de laïcité sans que celle-ci ne soit explicitement exprimée, sont ceux que je définis comme les "proto-berbéristes".

Question 6 :

Cette vision d'un ensemble arabo-islamique n'est pas l'oeuvre originale du mouvement Nahda, car Napoléon III avait déjà une stratégie bien connue du "Royaume arabe".

Réponse :

C'est bien plus ancien que ça. A l'occasion de l'expédition de Napoléon Ier en Egypte en 1798, il n'avait pas dans ses bagages des canons pour détruire l'Egypte. Il avait dans son bateau la première imprimerie en langue arabe qui a été construite à Paris et installée au Caire. Un professeur égyptien Rochdi, Fakar disait d'ailleurs que "c'est grâce à Napoléon Ier que la langue arabe s'est développée". Bien sûr, cette oeuvre de Napoléon n'était pas gratuite car elle s'inscrivait dans la lutte contre l'empire Ottoman. Cela a été néanmoins le point de départ du développement de l'imprimerie en langue arabe. Cet événement mérite une remarque : la France a contribué au développement de la langue arabe par l'envoi de l'imprimerie et de multiples savants. Ce sont des faits réels et vérifiables et personne n'a relevé cela pour dire que cela entrait dans une logique de manipulation colonialiste. Et même actuellement des intellectuels arabes reconnaissent que la France a été d'un grand secours pour la langue arabe. Par contre à l'arrivée de Napoléon III en Algérie, il n'avait pas dans ses bagages une imprimerie en langue berbère, il avait été précédé par plusieurs généraux et maréchaux pour détruire l'Algérie et particulièrement la Kabylie, dont les plus célèbres sont Bugeaud et Randon. Un autre élément aussi a joué dans la compétition des deux modèles culturels pour les nationalistes : la France venait tout juste de combattre durement Abdelkrim. Elle savait alors qu'avec un mouvement berbère fort en Algérie, il n'y avait aucune possibilité de composer, car ce mouvement ne s'inscrivait absolument pas dans la stratégie d'un monde arabo-musulman sous la botte des français. La lutte berbère est une lutte radicalement indépendantiste. Cette dualité de position se vérifiera en de multiples étapes du mouvement national.

INTERVIEW
OUERDANE

Question 7 :

Qu'est ce qui a provoqué alors cette première rupture publique entre les deux "idéologies" au cours de la phase 1945-1949 et produit la crise anti-berbère dans laquelle il y a eu élimination de militants berbères de la direction du MTLD et de l'OS, violence physique et même utilisation d'armes à feu ?

Réponse :

Un fait indéniable est que les causes de cette crise sont les mêmes que celles qui ont opposé Messali et Imache Amar une quinzaine d'années auparavant, la seule différence est que les choses étaient plus explicites. De la même manière, la conjoncture internationale a de nouveau joué contre les initiateurs du débat sur la démocratie dans le parti et, fait nouveau, sur la dualité culturelle et linguistique de l'Algérie. Les anti-Berbères ont exploité à leurs profits les tentatives réelles de division de la France coloniale. On se rappellera la création (1930) d'un comité consultatif du culte dans chaque département (Alger, Oran, Constantine) et la promulgation du fameux Dahir berbère au Maroc (1930) destiné à soustraire les berbères marocains aux tribunaux coraniques sous l'autorité du sultan. Il n'y a pas de doute que c'était une tentative de casser l'unité des algériens et des maghrébins sur le terrain reli-

L'Arène n°12

24/11/1990

gieux. Mais ce qui est dramatique c'est qu'au lieu d'accuser la France coloniale de division, on accuse les berbères d'être l'objet de la division. Cette exploitation diabolique des manoeuvres coloniales est une grande injustice historique.

Revenons maintenant aux causes objectives qui ont provoqué cette crise au sein du MTLD : les limites de la revendication nationaliste sur le terrain légal et électoraliste ont convaincu les militants radicaux que seule la lutte armée pouvait venir à bout du colonialisme en Algérie et la Révolution devait se déclencher en 48-49. Cependant Messali comme beaucoup d'autres membres de la direction n'étaient pas du tout prêts pour le déclenchement de la lutte armée. Il est vrai que Messali était soutenu par les régimes bourgeois arabes et que ceux-ci n'avaient pas du tout intérêt à encourager une révolution armée en Algérie. Sur le terrain, la préparation de la révolution, notamment par la préparation paramilitaire et la constitution de stocks d'armes, de même que l'existence déjà de plusieurs centaines de maquisards en Kabylie et dans l'Aurès, a amené les militants berbères radicaux à clarifier la définition de la nation algérienne. Les éléments qui étaient en avance sur cette question, du fait de leur niveau de formation principalement et du fait qu'ils étaient aussi en contact avec la modernité, étaient les membres de la fédération de France du MTLD. Ceci a donné un vote à une très large majorité, 28 voix contre 4, pour la motion défendant la thèse de l'Algérie algérienne existant depuis le début de l'Histoire contrairement à la définition messaliste de l'Algérie arabo-musulmane qui n'existerait que depuis l'islamisation de l'Afrique du Nord. Il faut souligner que certains responsables du MTLD en Kabylie étaient au courant de l'initiative de la fédération. C'est le cas de Bennay Ouali et de Amar Ould Hamouda. L'intervention énergique de Messali dans le débat était surtout focalisée sur la manière d'éviter absolument tout déclenchement de la lutte armée. En ce sens la motion de la fédération de France a donné une occasion inespérée à Messali pour déclencher l'épuration de la

direction du MTLD en chassant tous les éléments radicaux qui étaient prêts au déclenchement de la révolution. Ceci constituera d'ailleurs un nouveau recul du mouvement national par rapport à la revendication explicite de l'ENA concernant l'indépendance de l'Algérie.

Les Messalistes ont exploité judicieusement la crédulité du peuple et la conjoncture internationale pour créer l'amalgame et isoler les "berbéristes" qu'il conviendrait mieux d'appeler "algéro-démocrates, qualificatif qui constitue bien le pendant d'"arabo-islamisme". La création en 1948 de l'Etat hébreu en Palestine a été vécu par les pays arabes comme une agression. Cette création a été soutenue, contrairement à ce que l'on croit le plus souvent, plus par les Soviétiques que par les Américains. Et l'accusation des militants berbères d'être des communistes (qui étaient alors contre l'indépendance nationale) au service du PC français et de l'Union Soviétique hostile à la ligue arabe, qu'elle qualifiait de "valet" britannique, a marché. C'est la fameuse étiquette de "berbéro-matérialiste" avec laquelle on éliminait tout militant radical qui existait le débat. Après 1949, le MTLD est devenu une monarchie Messaliste.

Question 8 :

Certains auteurs ont écrit que des nationalistes algériens membres du PPA en France ont pris contact avec les nazis, et on cite le nom de Radjef Belkacem ?



Réponse :

C'est vrai que Radjef et d'autres ont eu des contacts avec les nazis mais pour des raisons stratégiques et surtout pour obtenir des armes. Ces contacts ont eu lieu de 1939 à 1942. Ces nationalistes ont rompu avec les Allemands en 1942 à partir du moment où ils sentaient que ces derniers tentaient plus de les utiliser plutôt

que de leur fournir des armes pour lutter contre la France coloniale. Il faut préciser que Radjef a entrepris ces contacts en tant que nationaliste algérien. Il était Kabyle mais pas du tout berbériste. Par contre le guide de la Nahda et le maître à penser de Messali, Chekib Arslan, a été nommé "citoyen d'honneur" du gouvernement nazi à Berlin. Il vivait alors à Genève où il dirigeait la revue "La Nation arabe". Il était le maître à penser politique et religieux de l'élite arabe. Il existe des documents qui prou-

vent son appartenance au nazisme. A la défaite des nazis en 1945, il s'est réfugié en Amérique du sud puis il est rentré en 1946 au Liban où il mourut. Fait curieux, ces mêmes auteurs n'ont jamais mentionné Chekib Arslan.

Question 9 :

Quelles sont les raisons de l'échec de cette tentative de définition de l'identité nationale algérienne plus conforme à l'Histoire, c'est à dire l'Algérie algérienne, face à l'image que voulait imposer une direction et qui ne correspondait pas à la réalité. La base même du parti était, semble-t-il, plus conforme à la revendication de l'Algérie algérienne. Y a-t-il d'autres raisons d'ordre politique, sociologique ou même personnel, comme l'absence de leader à opposer à Messali ?

Réponse :

La raison fondamentale de l'échec de cette revendication de 1948-49 est l'absence de rapports de collaboration entre la base et le sommet dans le mouvement national. La situation coloniale n'explique pas tout, et la relative facilité qu'a eue Messali à combattre ses adversaires traduit bien l'isolement de la base algéro-démocrate. Ce épisode nous renseigne sur la rupture qui existe entre la direction du mouvement national et la base militante. D'ailleurs, les différents partis nationalistes étaient principalement des partis d'appareils et bureaucratiques. La base était là pour travailler et cotiser mais elle n'était jamais consultée.

INTERVIEW
OUERDANE

Sur cet épisode, l'inexistence de rapports base-direction comme l'absence de documents et de la mémoire des partis me rappellent une lecture où Ait Ahmed affirme que "... nous ignorions les luttes qui ont mené Messali au pouvoir...". C'est dramatique d'apprendre que la nouvelle génération de militants nationalistes ignorait en 1945-49 les luttes qui opposaient Amar Imache et Messali. Et là, il est vital en 1990 de rompre avec les pratiques bureaucratiques des partis qui se sont succédé dans le mouvement national. Les grandes questions doivent être débattues à la base, et les aborder non comme luttes d'ordre ou de désordre. La démocratisation de la vie publique permet actuellement d'espérer.

Question 10 :

Peut-on dire que la période 1948-49 est une étape historique dans la dynamique de la revendication berbère en Algérie ?

Réponse :

Certainement ! C'est la première fois dans l'Histoire contemporaine de l'Algérie que des Berbères affirmaient ouvertement et clairement leur différence linguistique et culturelle ainsi que leur volonté d'assumer et de s'approprier leur Histoire. A ce titre c'est une date historique.

L'Arène n°12
24/11/1990

Question 11 : Quelles sont les conséquences de cette crise sur le déclenchement de la lutte armée de novembre 1954 ?

Réponse : En plus du drame d'avoir commis une injustice historique en niant les réalités historique et culturelle de la nation algérienne, le mouvement national a initié en 1948-49 une pratique condamnable : la violence physique entre militants pour des divergences d'opinions.

Un fait important, c'est que tous les militants berbéristes, à une infime minorité près, ont rejoint le FLN et la lutte armée en 1954. Cet engagement massif explique sans ambiguïté leur choix de se retirer sans résistance de la direction du MTLN en 1949 : ne pas s'opposer au processus révolutionnaire qui était leur objectif premier.

D'ailleurs, lorsque Messali a créé le Mouvement National Algérien (MNA), contre le FLN, ses principaux arguments de critiques envers le FLN sont connus, il disait notamment : "...le FLN est un panier de crabes où on retrouve des berbéristes, des communistes, etc..."

Il faut reconnaître que le FLN doit beaucoup aux berbéristes, et comme exemple, ce n'est que lorsque la fédération de France a été prise en main par des berbéristes, par la nomination par Abane Ramdane de Omar Boudaoud, qu'elle est devenue le véritable poumon de la révolution algérienne.

Question 12 : La phase 1954-1957 constitue pour toi une étape décisive de la révolution algérienne, pourquoi ?

Réponse : La raison est que l'on a essayé de définir, dans le feu de l'action, les futures institutions de l'Algérie indépendantes. En terme de modèle et de définition de la société algérienne, on retrouve une nouvelle fois le même clivage : d'un côté les partisans d'une Algérie algérienne, démocratique, sociale et laïque et de l'autre ceux d'une Algérie arabo-islamique. Ces deux tendances sont représentées par

Abane Ramdane (et Ben Mhidi) et Ben Bella (et Mahsas).

Abane Ramdane, ayant pris conscience de la nécessité de l'union sacrée pour l'indépendance, a balisé les débats à l'occasion du Congrès de la Soummam en 1956. Celui-ci a adopté la position de Abane pour qui "...toutes les contradictions de la société algérienne doivent être mises entre parenthèse jusqu'à l'indépendance...". Le seul point sur lequel il ne faisait pas de concession c'est la question de la laïcité et de la modernité de l'Etat. D'ailleurs le Congrès a défini la Révolution algérienne comme "une lutte pour la renaissance d'un Etat algérien sous la forme d'une république démocratique et sociale et non la restauration d'une monarchie ou d'une théocratie révolues". Abane était un radical laïque. Son assassinat est probablement dû à ses positions radicales et sa vision d'un Etat qui ne correspondait pas à celle de ses adversaires. D'autant plus que Abane Ramdane n'était pas berbériste ni anti-berbériste d'ailleurs. Il n'y a à ma connaissance aucun écrit ou témoignage sérieux sur ses positions par rapport à la revendication berbère. Cependant, dans son discours il parle clairement de l'Algérie algérienne.

Dans un de ses écrits, il a été néanmoins plus précis. En répondant à une critique de la propagande coloniale en 1955 qui prétendait que la révolution algérienne était dirigée par le Caire, Abane écrit : "...La révolution algérienne est dirigée par des algériens au service de l'Algérie seule. Il n'y a aucun étranger dans nos rangs : ni Allemands, ni Lapons, ni Egyptiens, ni Tunisiens...". Sa vision algérianiste de la révolution, je le répète, a été la cause de son opposition aux dirigeants algériens pan-arabistes comme aux dirigeants des pays arabes, notamment Nasser qui avait une influence certaine sur des hommes comme Ben Bella par l'intermédiaire de Fathi Dib chef des services secrets égyptiens.

L'élimination de Abane en 1957 ne l'a été qu'une fois que la révolution ait été mise en marche. Il a mis sur pied des structures qui ont permis à la révolution de résister et d'avancer. Son élimination physique

a constitué un recul notable dans le mode de fonctionnement collégial de la direction de la révolution et un renforcement des pan-arabistes et des ambitions personnelles.

Question 13 : Quelle est la place de la revendication berbère à l'indépendance dans la période que tu décris, c'est à dire 1962-1965 ?

Réponse : L'opposition politique impulsée par le FFS en 1962 est une suite logique de l'opposition Abane-Ben Bella en mettant en jeu cette fois-ci l'opposition Ben Bella-Aït Ahmed. Mais de nouveau la question berbère n'est pas explicitement évoquée. Aucune des déclarations de Aït Ahmed ou d'autres responsables du FFS ne mentionne ou même fait allusion au fait berbère. Par contre le FFS a fourni un cadre idéologique qui tenait compte du fait berbère en avançant les thèmes de démocratie, de laïcité, et de décentralisation. La cause de la non revendication explicite de la berbèrité est à mon avis due, entre autres, au complexe hérité de la crise de 1949. Il faut dire qu'au niveau de la base, l'essentiel des militants kabyles qui ont adhéré au FFS l'ont fait pour la question berbère. Mais la direction n'a pas pu l'assumer publiquement. Il y avait d'ailleurs des hommes de 1949 au sein du FFS, c'est le cas de Belaid Aït Medri et de Amokrane Haddag, qui auraient pu exprimer politiquement cette revendication.

L'explication que l'on donne le plus souvent sur le silence de la direction du FFS sur la question berbère est le fait d'une volonté de ne pas donner prise à des accusations de régionalisme et de séparatisme kabyle de la part du pouvoir. Or ces accusations ont été utilisées à profusion par le pouvoir de l'époque.

Question 14 : La dernière phase de ton livre va de 1965 à 1980. Pourquoi ce découpage ?

Réponse : Nous savons tous que c'est durant cette période que le FLN a tout fait pour porter un coup fatal à la berbèrité et enlever de la tête des citoyens toute idée de revendication ou de révolte. La sécurité militaire, colonne vertébrale du pouvoir, y était pour beaucoup.

A partir de cette constatation, j'ai essayé de dégager et d'identifier les idéologies et les intérêts sur lesquels le pouvoir militaire s'est appuyé pour imposer son hégémonie sur la société toute entière.

Le pétrole aidant, le pouvoir a suscité et mis en place des structures qui permettent la formation de la bourgeoisie privée, certes faible, mais qui se développait sous la protection "paternelle" de ce même Etat.

A chaque secousse sociale, politique ou culturelle (manifestations ouvrières ou étudiantes, tentative de putsch de Tahar Zbiri, tentatives d'assassinats sur les personnes de Kaid Ahmed et Boumediène, revendication berbère...) le régime se "bureaucratise" davantage et virait un peu plus vers la droite religieuse. Par conséquent, il fallait détruire les forces démocratiques relativement autonomes : l'UGTA, l'UNEA et le Cercle d'Etudes berbères (CEB), afin d'empêcher leur jonction qui menaçaient directement les bases politiques du régime. Dans ce

L'avenir n° 12
INTERVIEW
24/11/1990

INTERVIEW
OUERDANE

♦♦♦ chapitre j'explique justement comment le FLN a "réorganisé" l'UGTA, détruit l'UNEA et cassé le Cercle d'Etudes berbères. Sur le plan intérieur cette lutte se faisait avec le soutien actif des "progressistes" (communistes, intellectuels de service) et des forces religieuses. On se souviendra du fameux slogan en vogue durant les années 70 : "1000 villages socialistes, 1000 mosquées". Qu'en reste-t-il ?

Sur le plan international, le FLN a su capitaliser sur la guerre de libération nationale pour se faire une image tiers-mondiste alors en vogue au sein d'une certaine intelligentsia occidentale "bien pensante".

Question 15 : Qu'est-ce qui a empêché alors la convergence de ces forces démocratiques que tu as identifiées ?

Réponse : Une part importante de la responsabilité incombe aux intellectuels de service. Au lieu de se démarquer de l'Etat-parti, dynamiser une vie culturelle autonome et se constituer en avant garde des forces démocratiques, ces "intellectuels" ont répondu à l'appel de Boumediène et se sont engouffrés en masse dans les nouvelles structures de l'Etat. Nous avons assisté alors à la formation d'une classe d'"intellectuels organiques". La création de postes de prestige dans la toute nouvelle politique d'industrialisation les a absorbés. La rente pétrolière permettait alors toutes les folies. Les ouvriers et les étudiants se sont retrouvés abandonnés. Toutes ces transformations se déroulant dans une ambiance de révolutionnisme triomphant et la nationalisation des pétroles en 1971 a eu lieu en même temps que la dissolution de l'UNEA et ce n'était pas une simple coïncidence. Les oppositions UGTA-FLN, UNEA-FLN et CEB-FLN passaient alors au second plan et Boumediène se présentait comme le guide du Tiers-monde.

Question 16 : Comment expliques-tu l'avènement de l'explosion populaire de 1980 ainsi que son importance ?

Réponse : Le "printemps berbère" de 1980 est l'aboutissement de l'ensemble des négations, frustrations et autres humiliations. Ses racines plongent, à mon avis, jusqu'en 1926. Sa contribution fondamentale c'est d'avoir fait sauter les verrous de l'auto-censure.

La question berbère dans le mouvement national algérien 1926-1980

Ce livre apporte une contribution majeure à la compréhension de la nouvelle phase berbérisme qui traverse actuellement les berbères et l'Algérie dans son ensemble. Programme de lecture du Mouvement National Algérien (MNA) et de tous les militants algériens. Pour les militants algériens, l'ouvrage constitue un précieux outil de réflexion et de prise de conscience. Pour les militants français, il constitue un précieux outil de réflexion et de prise de conscience. Pour les militants algériens, l'ouvrage constitue un précieux outil de réflexion et de prise de conscience. Pour les militants français, il constitue un précieux outil de réflexion et de prise de conscience.

En complément de ce livre, nous avons édité un autre ouvrage de référence berbère, ce livre constitue le premier pas dans la connaissance de l'Algérie moderne et propose sans doute pour la première fois une approche globale et fondamentale de la question berbère en Algérie.

9 78241 114474

Toutes les revendications du mouvement de 1980 restent dans le creuset des revendications démocratiques d'une société assumant son Histoire et sa pluralité. Seules les méthodes ont changé. De la lutte dans les appareils de partis depuis l'ENA, les animateurs du mouvement de 1980 ont répandu les idées de lutte à la base. C'est sa principale force. Ce mouvement a montré que la revendication berbère et la démocratisation de la société sont dialectiquement liées. A ce titre le mouvement de 1980 est encore plus important que la crise de 1948/1949.

On peut dire que sans les moyens colossaux des médias du pouvoir du FLN, l'exploitation tendancieuse de la religion et de l'unité nationale, la démocratisation de la société algérienne aurait commencé en 1980. Nous aurions alors fait les économies des émeutes de 1982 à Oran et de 1986 à Constantine comme des massacres d'octobre 1988.

Note : 1- Ouerdane Amar, La question berbère dans la révolution nationale algérienne, 1926-1980, Québec, Septentrion, 1990. Préface de Kateb Yacine. Diffusion pour l'Europe : Librairie l'Entreligne, 35 bis rue des Plantes 75014 Paris (tel. 45-42-13-38).



L'Avvenir n° 12
24/11/1990

LA VOIE ETROITE : la revendication berbère entre culture et politique

Octobre 1988 aura été un ébranlement profond pour l'Algérie ; une secousse tragique qui a induit l'accélération brutale d'évolutions qui se dessinaient déjà en filigrane depuis l'arrivée de Chadli Bendjedid à la Présidence de la République. Evolutions prévisibles et perceptibles depuis plusieurs années donc, mais qui avaient jusqu'à rencontré les plus grandes difficultés à se frayer un chemin dans une jungle de blocages structurels - résistances idéologiques et politiques, résistances d'intérêts de groupes et de personnes...

Pour l'observateur (et sans doute encore plus pour l'acteur), la nouveauté du terrain algérien pose un vrai problème. Bien des schémas d'analyse, qui nous ont aidés à comprendre tant soi peu une société soumise au contrôle sévère d'un Etat central monopolisant tout le champ du politique, sont devenus caducs en quelques semaines. Les partis politiques poussent comme des champignons et le tissu associatif est devenu dense en très peu de temps. Même la presse - qui reste pour l'instant sous le contrôle de facto de l'Etat - prend des airs de pluralisme que l'on croyait impossibles en Algérie. Seule la télévision résiste encore au souffle nouveau et continue de distiller une « langue de bois » presque sans faille.

Sur le terrain berbère - essentiellement kabyle en fait - la mutation n'a pas été moins brutale. Un parti politique - le « Rassemblement pour la Culture et la Démocratie » (RCD) - a été fondé par un groupe de militants « berbéristes » dans les semaines qui ont suivi les émeutes d'octobre (février 1989). Des associations culturelles éclosent tous les jours : à la fin juillet 1989, 154 étaient recensées pour la seule Kabylie. Pratiquement, il n'est guère de gros village kabyle qui n'ait la sienne. Auxquelles il faut ajouter les associations nombreuses des Aurès et des autres régions berbérophones, ainsi que celles de la « diaspora kabyle » (en dehors d'Alger, il en existe notamment à Oran et Constantine). Un pôle de regroupement « culturaliste » d'assez grande envergure a tenu ses assises en juillet à Tizi-Ouzou (« Mouvement Culturel Berbère »)... Effervescence, naissances, constitutions, qui s'ajoutent au plus traditionnel Front des Forces Socialistes (FFS) d'Ait-Ahmed dont le recrutement est exclusivement kabyle et qui intègre explicitement la question culturelle et linguistique dans sa plate-forme politique depuis 1979.

Quand on aura rappelé que jusque la fin 1988, aucune association culturelle berbère n'avait jamais pu exister légalement en Kabylie - sans même parler des partis politiques interdits et réprimés comme partout ailleurs -, on mesure à quel point la situation est radicalement nouvelle. La « mouvance berbère » qui, depuis l'indépendance n'avait connu que la clandestinité et une répression quasi-permanente, s'exprime et s'organise désormais au grand jour.

L'Etat central : la continuité

Il convient cependant d'écarter immédiatement une interprétation des événements qui serait de penser que la doctrine fondamentale de l'Etat algérien, en matière de langue et de culture, aurait changé ou connu des assouplissements. Ce n'est évidemment pas le cas : si la sensibilité berbère a maintenant des possibilités d'expression légale, c'est dans le cadre général de la libéralisation de la législation sur les associations (culturelles et politiques) et de la plus grande ouverture des médias.

La situation politique générale évolue, certes, rapidement mais en matière de politique culturelle et linguistique, le discours et la doctrine de l'Etat n'ont connu aucun infléchissement, bien au contraire : la nouvelle Constitution du 23 février 1989 a réaffirmé sans ambiguïté les options anté-

rieures en matière de langue et de culture :
- Art. 2 : « L'Islam est religion d'Etat. »
- Art. 3 : « L'arabe est langue nationale et officielle. »

Et elle prend bien soin d'interdire a priori la création d'organisations politiques sur des bases régionales (art. 9/2) ou qui pourraient attenter à l'unité nationale (art. 40/2). La loi sur les « associations à caractère politique », votée en juillet 1989 par l'APN, est encore plus explicite puisqu'elle interdit la formation de partis politiques sur des bases linguistiques.

En fait, la ligne de l'Etat central sur la question berbère est caractérisée par une grande constance (cf Chaker/Abrous 1988). En matière d'identité et de culture, le corps de doctrine officielle, qui s'est peu à peu précisé à partir de la Charte Nationale de 1976, maintient, intangibles, les mêmes affirmations de base : les Algériens sont arabes et musulmans. Les Berbères ont existé dans un passé lointain et révolu ; dès la conquête arabe, ils ont adhéré à l'Islam et à la langue arabe. En conséquence, les Berbères ont leur place dans les livres d'histoire (plutôt ancienne), les musées, les fêtes folkloriques, au mieux - pour les esprits les plus ouverts comme Ahmed Tadjeb - dans les cadres académiques en tant qu'objet d'érudition. Les Berbères, la langue et la culture berbères demeurent illégitimes et inconnues, dans le nouveau contexte qui se met en place en Algérie. « L'ouverture », la « nouvelle politique » s'arrêtent pour l'instant devant le butoir de la définition de l'identité nationale. Et toute évolution institutionnelle sur ce plan paraît d'autant plus improbable à brève échéance que la poussée islamiste - et au Maghreb islamisme se conjugue avec arabisme - contraint les autorités à une surenchère islamisante et arabisante. C'est ce qui vient d'ailleurs de confirmer, avec éclat les pressions et mesures pour l'arabisation des études universitaires de sciences exactes et médicales.

On relève d'ailleurs sur ce point une convergence remarquable entre tous les partis politiques algériens - du FLN au PAF en passant par le FIS -, à l'exception de deux partis « berbères » (FFS et RCD) : leur position, vis-à-vis de la question berbère, se distribue précisément dans un éventail que j'avais identifié les bornes, dans un ouvrage récent (Chaker 1981) : de la négation « berbériste » au nombre de ses ennemis irréductibles (avec les athées et les femmes émancipées), à la marginalisation des FLN ou le PAFS. Les organisations politiques ouvertes sur ce chapitre (le PAFS notamment) ne dépassent pas le stade notoire de « préservation du patrimoine culturel populaire ».

Mais, on le sait, au Maghreb, il s'agit d'une tendance lourde, qui a ses racines dans le terreau nationaliste le plus ancien des travaux de Merad, Herbi, Kaddache et de tous les autres historiens du Mouvement national.

Pour la compréhension des évolutions récentes

Mouvement culturel ou force politique ?

En Algérie, à la faveur de l'ouverture politique générale, des associations culturelles berbères se sont donc constituées officiellement. Des projets de publication et même de maisons d'édition berbères sont en gestation. Il convient d'observer avec attention, ces initiatives, mais elles sont encore trop récentes pour que l'on puisse porter un jugement sur leur impact et leur avenir. Mais il n'est plus impossible qu'à l'avenir, la société civile soit la source de développements en matière de culture berbère en Algérie.

Mais à courte échéance, l'événement

plus important, sur le terrain berbère algérien, est certainement la constitution, sur une base sociologique indiscutablement berbériste, d'un parti politique (le RCD) que la presse internationale a présenté comme « berbériste » de tendance « social-démocrate ».

Jusqu'à-là, même si elle s'articulait autour de certains pôles de regroupement plus ou moins formalisés (comme le « mouvement culturel berbère » et la revue *Tafsut*) et même si certains éléments étaient organisés dans le FFS, globalement, la « mouvance berbère » ne se voulait pas force politique structurée ; le texte doctrinal le plus précis, qui ait été produit depuis 1980, sous la signature de S. Sadi et de moi-même, affirmait clairement : « Le mouvement culturel berbère n'est pas un parti politique : il ne développe pas un programme politique global qui définirait une alternative politique précise. Il est le rassemblement ouvert d'Algériens qui ne se reconnaissent pas dans la définition officielle de l'identité nationale... » (*Tafsut - Etudes et débats*, 1, 1983 : 150).

Mouvement social et culturel donc, plutôt que parti politique. Option, bien sûr dictée par la nature essentiellement culturelle de sa revendication (la reconnaissance et la défense de la langue et de la culture berbères) et par le caractère ouvert et divers de son recrutement. De plus, à l'époque, la situation de répression et d'interdiction qui prévalait, poussait naturellement les militants berbères à se regrouper et à œuvrer sur la base d'un dénominateur commun minimum.

En réalité, la diversité des approches, est une donnée déjà ancienne du milieu « berbériste » kabyle. Dès les années 1940, il y a parmi eux des « culturalistes » et des « politiques ». Comme l'écrivait Harbi (1984 : 125) à propos de la « crise berbériste » de 1948-49 :

« Il y a autant de visions que de berbérismes. L'amour du passé [berbère] prend toutes les couleurs de l'arc-en-ciel »

Et, personnellement, j'ai montré comment, dans la « mouvance berbère » de l'après-indépendance, on pouvait identifier au moins deux grandes tendances : « les berbéro-actives » et « les berbéro-universitaires », ainsi qu'une forte tentation organique avec le ralliement au FFS de nombreux militants berbéristes à partir de 1978 (cf Ait-Ahmed 1989, chap. 10 ; Chaker 1987 et 1989).

L'ouverture politique des derniers mois a fait éclater cette relative unité. Les diverses sensibilités constitutives du terrain « berbériste » s'expriment désormais ouvertement. De sorte, que sur le terrain de la mouvance berbère, on peut distinguer maintenant des « politiques » organisés en tant que tels (dans le cadre du RCD, mais aussi du FFS) et des « culturalistes » qui poursuivent leur action de manière autonome ou au sein des associations culturelles. Le processus de diversification n'est d'ailleurs certainement pas encore achevé : on doit s'attendre à l'apparition de nouvelles organisations politiques berbères, représentant des sensibilités qui ne se reconnaissent pas dans le FFS ou le RCD, que certains pourront juger trop réformistes et modérées en matière de revendication berbère. On perçoit ainsi très nettement une potentialité d'émergence d'un pôle berbériste radical, quasi-nationaliste - qui s'exprime déjà ouvertement sans être structuré (cf infra).

Quelle signification (sociale, politique, historique) et, subséquemment, quel avenir peut-on reconnaître à ces tentatives de structuration politique en milieu berbère ?

En fait, la question doit être posée aussi bien pour le Maroc que pour l'Algérie (et, peut-être, dans un avenir prochain, au Niger-Mali).

Au Maroc aussi parce qu'il existe un parti politique, le « Mouvement populaire »

fondé par Mahdjoubi Ahardane, qui a longtemps incarné, sur l'échiquier politique de ce pays, une certaine demande de reconnaissance de la berbérité. Mais l'échec de cette expérience politique marocaine est patent. La trentaine de députés qu'a pu compter ce parti au parlement marocain après les élections de septembre 1984 (cf AAN 1983 : 840), n'ont pu faire que le berbère soit enseigné au Maroc, ne serait-ce qu'à l'Université. Le Mouvement populaire n'a jamais pu ou su dépasser le stade d'un syndicat de notables berbères, originaires surtout du Moyen-Atlas, défendant des intérêts locaux ou des positions acquises, totalement prisonnier du jeu politique de la Monarchie. Et lorsque, après son relatif succès électoral de 1984, M. Ahardane a manifesté des velléités d'autonomisation par rapport au Palais, il a rapidement été mis en minorité au sein de son propre parti et éliminé par un courant plus « coopératif »... Pourtant, les avatars récents de ce parti (cf AAN 1986 : 752-753), la marginalisation de M. Ahardane ne doivent pas faire oublier que les Berbères exercent un poids réel dans le paysage politique marocain, même s'il n'est pas toujours explicite. La donnée berbère est une force à l'œuvre dans les équilibres de ce pays, pour des considérations de simple démographie, mais aussi en raison du poids économique des Soussis, du rôle de l'encadrement berbère dans l'armée chérifienne. Mais, jusqu'à présent, à l'évidence, tout ceci n'a pas donné naissance à un cadre partisan consistant. Et cela, à mon avis, pour les mêmes raisons historiques, socio-culturelles et politiques que j'évoquai à propos de l'Algérie.

Dans une situation à évolution aussi rapide que celle de l'Algérie, il importe que l'observateur fasse preuve de modestie : qu'il évite toute analyse trop définitive. Le champ politique algérien est entré dans une phase de recomposition profonde, et est loin d'être stabilisé. Les enjeux, les jeux des uns et des autres, peuvent encore connaître des retournements spectaculaires. Il convient avant tout de relever et d'analyser les actions et les discours réels, les stratégies effectives sur le terrain, et non l'image que chaque protagoniste tente de donner de lui-même. Se défier, donc, comme de la peste, des étiquetages sommaires et prématurés, qui identifient le contenu sur la façade, des stratégies politiques sur le discours privé des individus...

Mon opinion sur ces partis politiques « berbères », tant algériens que marocains, est très réservée. La fragilité de leur réflexion et de leur doctrine me paraît très grande. Et, surtout, le lien avec leur base sociologique radicalement ambigu.

Contrairement à ce que pourraient laisser croire les qualifications d'origine journalistique, je considère, pour ma part, qu'il n'y a pas pour l'instant, ni en Algérie, ni au Maroc, de « parti berbériste ».

Il y a des partis politiques à ancrage sociologique berbère, mais pas de parti qui développe un projet spécifiquement ou principalement berbère. Tous s'inscrivent expressément dans une perspective nationale - algérienne ou marocaine - et la revendication linguistique et culturelle berbère n'est, chez tous, qu'un aspect particulier d'un positionnement politique plus global. La dernière-née de ces organisations, le RCD, s'affirme avec insistance comme formation « social-démocrate » et non comme « parti berbère », en rappelant, à toutes les occasions, son implantation nationale. Le FFS et son fondateur, quant à eux, n'ont, jusqu'à présent, jamais voulu « s'enfermer dans le ghetto kabyle » et s'engager dans une stratégie proprement berbère. Les choses sont encore plus évidentes pour le Mouvement populaire au Maroc, même du temps de la prééminence de M. Ahardane, qui a été, pendant plusieurs années, minist-

tre du gouvernement de sa Majesté.

On l'aura compris, il n'y a pas, selon moi, de « parti berbère » ou « berbériste », mais des forces qui prennent appui sur une aspiration sociologiquement très présente dans les régions berbérophones pour se constituer organiquement et s'imposer sur l'échiquier politique national, avec des stratégies plus ou moins indépendantes de l'aspiration populaire qui les porte. Il y a donc un hiatus idéologique et stratégique entre les organisations « berbères » et leur base. En des termes plus polémiques, je dirais qu'il y a souvent, de la part des hommes politiques berbères, une instrumentalisation opportuniste de leur base sociale.

Car, que dit et que demande cette base sociale berbérophone ? J'ai essayé, aux cours des dix dernières années, de cerner cette aspiration, par l'analyse des discours objectifs des milieux berbères, en particulier des discours collectifs : chanson, poésie, littérature moderne, action culturelle, discours idéologiques collectifs, mouvements de protestation...

Et les choses sont claires. En Kabylie, du moins où cette demande peut être aisément cernée et étudiée parce qu'elle a des expressions nombreuses et variées sur une profondeur de temps déjà considérable (cf Chaker 1987 et 1989), il s'agit de la revendication de reconnaissance d'une entité linguistique particulière, c'est-à-dire d'un problème de minorité culturelle. Tout le discours (culturel ou idéologique) proprement berbériste en Kabylie gravite autour de cette affirmation :

« Le berbère est notre langue - et non l'arabe - : nous voulons être reconnus en tant que berbérophones et bénéficier de tous nos droits culturels en tant que tels. Notamment une scolarisation généralisée en langue berbère et une utilisation systématique du berbère dans la vie publique. »

Bref, ce qui est demandé est l'inscription constitutionnelle et géographique d'un particularisme objectif et des droits culturels qui en découlent, notamment celui de vivre dans et par sa langue. Les Kabyles berbéristes rejettent, en définitive, la thèse fondatrice et constitutionnelle qui affirme que « l'Algérie est arabe et musulmane » pour lui substituer une autre vision : « L'Algérie (et le Maghreb) est arabe et berbère, arabophone et berbérophone ».

Les contours de l'aspiration berbère en Kabylie sont, à mon avis, indiscutablement identitaires, voire « nationalitaires » - ce qui n'implique pas « nationalistes », bien entendu !

Et c'est là que le bât blesse. Car, même si l'on peut envisager de la traduire en objectifs politico-juridiques très modérés - par exemple, une autonomie linguistique des régions concernées -, il s'agit de toutes façons d'une remise en cause du dogme de l'unité linguistique et culturelle de la nation. Or, les élites politiques berbères - tant algériennes que marocaines - ne sont généralement pas prêtes à s'engager dans une telle voie dont elles savent pertinemment que le prix et les risques politiques sont énormes. Il est plus facile aux politiciens berbères d'utiliser sur l'échiquier national la marge de manœuvre que leur confère leur ancrage régional, que d'assumer doctrinalement et stratégiquement l'aspiration des berbérophones...

D'où un double discours pratiquement structurel chez la grande majorité des hommes politiques berbères :

- un discours « berbériste », souvent radical, à destination du public berbérophone qui est tenu évidemment le plus souvent en langue berbère -, et qui appellera à la mobilisation et à l'unité d'action des Berbères (face aux « Arabes ») ;

- un discours politique national, beaucoup plus modéré, dans lequel la question de la langue et de la culture berbères n'est plus qu'un point particulier parmi d'autres, formulé en termes souvent très vagues, jamais programmatiques (du type : « reconnaissance de la dimension berbère », qui se prête aux interprétations les plus diverses).

Le premier ayant pour fonction de préserver l'ancrage social réel, le second d'éviter l'isolement sur l'échiquier politique national.

Au fond, dans le paysage politique et idéologique maghrébin, la revendication berbère n'est pas de celles qui peuvent être facilement et clairement assumées; les forces politiques à base berbère sont prises dans un cercle vicieux dont elles ne paraissent pas vouloir sortir; 25 ans plus tard, le RCD reproduit un schéma qui n'est pas sans analogie avec celui du FFS de Hocine Ait-Ahmed en 1963.

Quelles que soient les convictions personnelles des acteurs politiques - et l'on ne peut douter que la plupart d'entre eux soient d'authentiques «berbéristes» -, leur est difficile de s'engager sur un projet proprement berbère car une telle ligne entraînerait automatiquement un isolement dans l'échiquier politique national. Et c'est tout leur avenir politique (collectif et individuel) qui serait *ipso facto* mis en jeu et deviendrait aléatoire. De quelque point de vue que l'on se place, l'option politique est une voie délicate; un «parti berbère» ne pourrait avoir de perspectives et de stratégie qu'en jouant franchement la «carte identitaire» - avec tous ses risques et ses incertitudes. Un tel choix serait incertain et difficile, mais il serait cohérent et pourrait fournir une assise sociologique et politique, une justification à l'existence d'un «parti berbère». Il suppose bien évidemment une vision stratégique sur la longue durée...peu compatible avec les intérêts immédiats.

Ce n'est pas cette approche qu'ont empruntée les initiateurs du «parti berbère algérien» (le RCD), ni avant eux le FFS, ni le Mouvement populaire au Maroc.

Précisons immédiatement qu'il serait sommaire de mettre toutes ces organisations - de manière expéditive - «dans le même sac»: il existe entre elles d'importantes différences, quant aux conditions historiques de leur constitution, quant à leurs objectifs, et, surtout, quant à leurs rapports avec le pouvoir central.

Le FFS est, indiscutablement, une formation d'opposition, en rupture depuis 1963 avec le système - et qui en a payé le prix répressif. Son leader, H. Ait-Ahmed, a développé depuis octobre 1988 une analyse critique, très réservée, vis-à-vis du régime en place auquel il a clairement refusé d'apporter sa caution dans la situation présente. Il est, pour l'heure, celui qui a été le plus explicite dans son programme berbère (cf plate-forme de 1979 et différentes déclarations de H. Ait-Ahmed): il est certainement, en termes de doctrine officielle, celui qui est le plus proche d'une conception «identitaire» de la revendication berbère et d'une vision fédéraliste de l'organisation de l'Etat.

Le RCD et le MP, en revanche, ont une approche ouvertement «coopérative» quant à leurs relations avec les gouvernants. Le RCD n'a pas hésité à apporter son soutien public aux «orientations réformatrices» du Président Chadli, à adopter une attitude de «soutien critique» ou de «critique constructive», comme l'on voudra! Son fondateur et secrétaire général a récemment confirmé sa disponibilité à «entrer dans une majorité présidentielle» (*Le Monde* du jeudi 5.10.1989, p.6). Et le MP a participé au gouvernement de Sa Majesté dont M. Ahardane a longtemps été ministre des Postes et Télécommunications.

Mais, tous ont en commun une certaine ambiguïté, quant à la nature de leur ancrage social. Tous se sont positionnés en tant que forces politiques nationales à recrutement régional, sans assumer la revendication berbère comme noyau fondateur et central de leur doctrine et de leur stratégie. Il ne s'agit pas, pour l'heure, de «partis berbères» (ou «berbéristes») au sens plein du terme - et eux-mêmes ne se définissent pas comme tels -, mais plutôt de groupements politiques ou de groupes d'intérêts à base régionale. La situation, qui se met place en Algérie sous nos yeux, rappelle du reste étrangement celle du Maroc.

A mon sens, les partis politiques «berbères» sont encore à naître.

Un projet national algérien à base berbère: la quadrature du cercle?

En fait, si l'on s'efforce de prendre quelque distance vis-à-vis des stratégies des partis «à base berbère» et d'apprécier ces expériences organiques sur la longue durée, une question de fond s'impose immédiatement à l'observateur:

Comment concilier - et est-il possible de le faire? - la revendication particulière des berbérophones avec un projet politique national?

Un projet politique peut-il être national (et reconnu comme tel par le reste de la population) s'il est porté par des berbérophones et/ou s'il intègre la revendication berbère?

Les tentatives faites jusqu'ici - celle du FFS comme celle du RCD - incitent à répondre par la négative. En dehors de la situation un peu floue des premiers mois de son existence⁽¹⁾, en un quart de siècle, et malgré l'envergure et la légitimité nationale et internationale de H. Ait-Ahmed, le FFS n'est jamais parvenu à s'implanter sérieusement ailleurs qu'en Kabylie et dans les milieux kabyles. Et la prise en compte programmatique de la revendication berbère par cette organisation à partir de 1979 n'a fait qu'accentuer son caractère de «parti kabyle». De même, le RCD, en dépit de ses affirmations répétées, n'a d'implantation qu'en milieu kabyle - en Kabylie et dans la «diaspora»: lorsqu'il met en avant sa présence dans les régions non kabyles, il s'agit bien entendu exclusivement d'un recrutement parmi les populations kabyles installées dans le reste de l'Algérie.

Le cercle vicieux paraît donc bien fermé. Cette impossibilité, ce cul-de-sac signifie d'ailleurs - si l'on aborde la question d'un



point de vue global - qu'il y a bien une rupture psycho-sociologique radicale au sein de la société algérienne qui fait que les arabophones ne peuvent, significativement, se reconnaître dans un projet politique où la composante (humaine et programmatique) berbère est hégémonique ou même seulement importante. C'est du reste, sur un terrain un peu différent, ce que la Ligue Algérienne des Droits de l'Homme de Me Ali Yahia a durement expérimenté en 1985: sa composition à dominante berbère et berbériste l'a condamnée à un isolement total en Algérie et lui a valu de supporter une répression très dure (cf Chaker 1985).

Ceci paraît net et indiscutable du point de vue de l'observation stricte des réalités socio-politiques. Bien sûr se pose alors une question essentielle, pour l'acteur d'abord, mais aussi pour l'analyste qui essaie de comprendre et éventuellement de prévoir les phénomènes sur la longue durée: comment peut (ou doit) évoluer au plan politique la revendication berbère, dans la mesure où l'on considère qu'il s'agit là d'une aspiration sociologiquement profonde et durable parmi les populations berbérophones? D'autant que, si elle est particulièrement aiguë en Kabylie pour l'instant, on peut faire l'hypothèse qu'elle ira s'accroissant également dans les Aurès et parmi les autres groupes berbérophones algériens (les prémisses de cette évolution sont très nets en milieu chaouï).

Une traduction politique de la revendication berbère est-elle inéluctable?

On ne peut éviter, surtout devant les difficultés et les impasses des expériences politiques antérieures et actuelles, de poser la question. La revendication berbère ne peut-elle pas - et n'a-t-elle point intérêt - à se situer franchement et exclusivement sur un terrain «culturel» et à investir le milieu de production et d'action culturelles (associations, édition, université...)? L'essentiel ne serait-il pas d'abord de consolider, à un niveau très concret, la culture berbère dans la société algérienne?

Cette thèse est souvent défendue dans les milieux de créateurs et d'artistes berbérophones. Elle est même, assez fréquemment, la justification à une certaine hostilité aux entreprises dites «politiciennes». Elle paraît, pour le moins, fragile et à courte vue. Certes, le travail culturel et linguistique est un impératif absolu, permanent. L'avenir berbère passe nécessairement par une densification, un développement culturel. Mais la dimension politique est consubstantielle de la revendication berbère elle-même:

- d'une part parce que celle-ci se développe dans un terrain idéologique qui lui est radicalement hostile,

- d'autre part et surtout, parce que l'on ne saurait occulter une donnée fondamentale de la réalité socio-culturelle maghrébine qui est que la langue berbère est dans une situation objective de domination: minoritaire au plan démographique, sans statut institutionnel, sans tradition écrite... le temps, les grands mouvements d'évolution de la société travaillent contre elle.

Seules des mesures institutionnelles à caractère systématique (scolarisation généralisée en berbère, diffusion massive de l'écrit, rélégitimation symbolique et concrète du berbère...) peuvent enrayer cette tendance lourde, qui fait que le berbère recule depuis des siècles devant l'arabe. Et ce type de dispositions pour la défense d'une langue et d'une culture relève bien évidemment d'une politique d'Etat.

Sauf à vouloir se cantonner dans une action de préservation folklorisante, comme celle qui a été menée en France par les provençalistes - avec les résultats que l'on sait - la survie berbère, sur la longue durée, implique une vigoureuse politique de défense et de promotion qui définit un projet et une action éminemment politiques.

Si l'on admet que la revendication berbère, en tant que courant sociologique, est avant tout une volonté d'existence, une affirmation identitaire, le passage au politique paraît historiquement inéluctable.

revendication identitaire ou projet nationaliste berbère?

La revendication berbère en Kabylie présente donc, en tant que courant sociologique, des contours nettement «identitaires» voire «nationalistes». Mais il est clair que la marge entre les concepts «identitaire/nationaliste/nationaliste» est étroite et l'on doit se demander si l'on ne pourrait pas déboucher assez aisément sur des projets carrément nationalistes berbères. D'autant qu'il existe des discours très radicaux, voire extrémistes, parmi les milieux berbéristes.

Pour ma part, je répondrai plutôt par la négative à cette question. Le degré de fusion historique, culturelle, économique et politique des populations berbérophones dans l'ensemble algérien (et sans doute marocain) est tel qu'il ne paraît pas permettre une évolution de type nationaliste. Je ne crois pas beaucoup à la réalité ni aux chances d'une «idée nationale berbère» en Algérie (ou au Maroc), parce que celle-ci n'a aucun ancrage historique et que les Berbères sont intégrés depuis des siècles à l'histoire globale du Maghreb. Il y a des spécificités culturelles berbères indéniables, des particularismes régionaux, mais pas de conscience nationale ou historique berbère. Je ne réserverai que le cas des Touaregs parce qu'ils constituent un ensemble ethnoculturel très original, se distinguant de manière tranchée à la fois de l'aire à prédominance arabo-islamique maghrébine et du monde négro-africain sahélien.

Sur un terrain aussi délicat que mouvant, j'admets volontiers le caractère nécessairement subjectif de toute appréciation.

Et que la notion de «conscience nationale» n'est pas une essence, mais un phénomène historico-culturel, sujet à fluctuation et à formation. Mais je suis à peu près convaincu que les conditions d'une émergence nationale ne sont pas vraiment réunies ni en Kabylie ni dans le reste du monde berbère nord: il y manque une conscience historique autonome sur la longue durée, une vie culturelle suffisamment consistante et reconnue dans l'aire méditerranéenne - notamment une tradition scripturaire -, capable de contrebalancer l'intégration arabo-islamique, une spécificité socio-économique qui fonderait un «marché kabyle»... Sur ce dernier point, je ne partage donc pas les vues, par ailleurs pénétrantes, de H. Roberts (1983) qui admet l'existence d'une «conscience nationale kabyle», dont l'une des bases serait l'existence d'une véritable communauté régionale d'entrepreneurs économiques.

Surtout, il manque en Kabylie une adhésion globale des élites intellectuelles, culturelles et technocratiques, à un projet berbère. Cela surprendra peut-être beaucoup, mais il faut absolument redire que l'engagement berbère est un phénomène très minoritaire parmi les élites kabyles, qui sont, dans leur ensemble, impliquées dans d'autres stratégies et sur d'autres terrains, nationaux et internationaux; contrairement à une idée assez répandue, le «berbérisme» - en tant que projet politique - n'a jamais fait et ne fait pas recette chez les intellectuels et les élites d'origine kabyle qui, globalement, évoluent et «se sentent bien»

dans le giron de l'Etat-Nation (et de l'appareil d'Etat) algérien (cf Chaker 1985).

Il faut se garder d'exagérer les facteurs de spécificité de la Kabylie dans l'ensemble algérien, de leur donner une cohérence, une «densité» et une extension qu'ils n'ont pas. Des positions et des pratiques individuelles fortement régionalistes, des discours quasi séparatistes sont fréquents en milieu kabyle - ils ne constituent pourtant pas un courant structuré, encore moins un projet global correspondant à une aspiration majoritaire. Si la tentation nationaliste existe bel et bien dans les milieux berbéristes - surtout kabyles, elle ne paraît pas devoir prendre de la consistance idéologique et politique à l'avenir. Trop de facteurs lui sont défavorables.

Que conclure? D'un point de vue prospectif, même si cette formule est un peu éculée, je dirais que le nouveau paysage politique algérien place brutalement la revendication berbère à la croisée des chemins et qui lui impose une clarification rapide quant à sa nature et à ses objectifs.

L'option nationaliste, on l'a vu, serait certainement une aventure sans issue: de même, le «parti national algérien» initié par des berbérophones/berbéristes semble bien être une impossibilité. Il reste cependant, du point de vue des traductions politiques éventuelles, plusieurs autres voies que la revendication berbère pourrait emprunter dans les années à venir:

Certains acteurs peuvent être tentés par la recherche d'une alliance immédiate et directe avec d'autres forces politiques nationales pour la constitution rapide d'un «rassemblement des forces démocratiques» algériennes, qui accepterait de prendre en compte les revendications spécifiques des berbérophones.

Cette alternative paraît être une vue de l'esprit, peu réaliste, à brève ou moyenne échéance: aucun courant politique algérien ne semble devoir être prêt, avant longtemps, à reconnaître les droits des berbérophones en tant que minorité linguistique.

Une autre voie, autonome celle-là, serait la formulation de type identitaire, débouchant sur la constitution d'une organisation(s) spécifique(s) qui ferait de la défense des droits culturels des minorités berbères le noyau dur de sa doctrine et de son action, et qui pourrait, à terme, trouver sa place dans un front démocratique national à venir; pour tout un ensemble de raisons socio-culturelles, on peut penser qu'aucun projet démocratique national n'est sérieusement envisageable en Algérie sans une adhésion significative des populations kabyles. Ce qui donne une certaine marge, une capacité de négociation au courant berbère pour imposer le principe du pluralisme linguistique.

Il reste enfin l'hypothèse de la poursuite ou de la reproduction d'opérations ambiguës et/ou clientélistes, autour de personnalités locales, exploitant les sentiments de solidarité régionale, voire tribale, encore très puissants. Voie qui condamnerait les berbérophones à la marginalisation et à la folklorisation, préludes à leur disparition pure et simple par assimilation linguistique.

La voie de la survie berbère est certainement étroite.

Salem Chaker
universitaire (CNRS) Aix en Provence

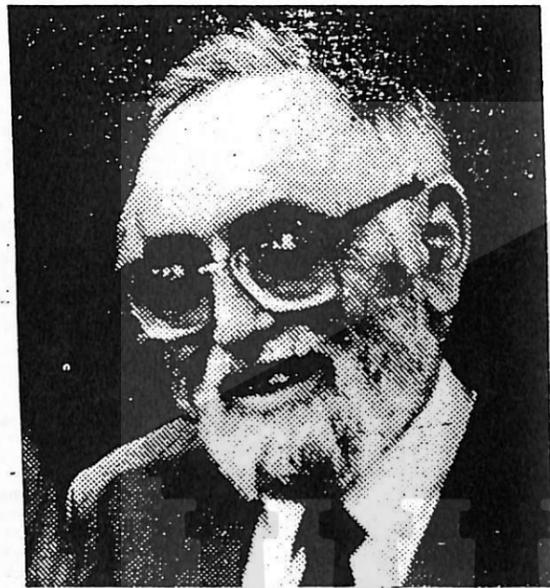
NOTES

- (1) Mouloud Mammeri fut celui dont l'impact a été le plus important. Mais il faudrait citer aussi Taou Amrouche, de nombreux chanteurs et poètes, des animateurs de la chaîne de radio kabyle, des animateurs d'associations et de publications (en émigration)...
- (2) «Résolutions sur la culture» du Comité central du FLN, juillet 1981. *Charte Nationale* amendée de 1986 et de nombreux discours d'orientation du président Chadli Bendjedid à l'occasion des congrès et comités centraux du FLN; pour une analyse critique de ces textes, cf Chaker/Abrous 1988.
- (3) Hocine Ait-Ahmed s'en est à plusieurs reprises expliqué avec les militants «berbéristes» et confirme expressément son refus de l'isolement berbère dans ses écrits (notamment dans son dernier ouvrage, 1989: 114-115 et 126-127).
- (4) Dans les premiers mois de son existence, le FFS faisait partie d'un mouvement large d'opposition à Ahmed Ben Bella, qui a concerné de nombreuses personnalités arabophones dont beaucoup n'ont pas hésité à faire le voyage à Michelets (en Kabylie) pour y apporter leur soutien ou leur sympathie à Hocine Ait-Ahmed (la plupart ont fait ultérieurement une carrière politique sous les régimes Boumediène et Bendjedid: Ahmed Taleb, Elhadi Khediri...).

BENYOUCEF BEN KHEDDA

"AUX ORIGINES DU 1^{er} NOVEMBRE"

Ed. DAHLAB - ALGER 1989



Par Ramdane REDJALA

Historien - Professeur au Collège de France

auteur de "l'opposition en Algérie depuis 1962" l'Harmattan - Paris 1988

Principal perdant de la crise sanglante qui a divisé le FLN au cours de la crise de l'été 1962, BEN KHEDDA, un des principaux acteurs du mouvement nationaliste (PPA/MTLD), dernier président du GPRA, entre dans une longue période d'observation et de réflexion.

Il rompt publiquement son silence en cosignant le 16 mars 1976 avec trois de ses amis une déclaration dénonçant les risques de guerre avec le Maroc.

En 1986, il publie un document relatif aux pourparlers algéro-français qui ont abouti aux accords d'Evian. Animateur d'un courant islamique "El Oumma" depuis l'ouverture démocratique en Algérie, il revient aujourd'hui avec un livre consacré au mouvement nationaliste.

L'Avenir n°12
24/11/1990

1. UN ETAT ISLAMIQUE OU LAIC?

Dans sa préface, BEN KHEDDA se réfère à une phrase contenue dans la proclamation de 1er novembre qui revendique "la restauration de l'Etat algérien souverain, démocratique et social dans le cadre des principes islamiques".

Pour justifier aujourd'hui la mise en place d'un Etat islamique. On peut regretter le flou de cette déclaration, cependant, les promoteurs du mouvement insurrectionnel n'ont à aucun moment préconisé l'adoption d'une quelconque Charia.

C'est faire une interprétation abusive et tendancieuse que de leur prêter des idées qu'ils n'ont jamais professées et éloignées de leurs préoccupations. Ce que les organisateurs du 1er novembre ont voulu exprimer, c'est la convergence des valeurs civilisationnelles de l'Islam avec une conception moderne de l'Etat algérien dans "le respect de toutes les libertés fondamentales sans distinction de race et de religion". Véritable programme du FLN, la plate-forme de la Soummam ne suggère nullement l'établissement d'un Etat islamiste mais "une république démocratique et sociale garantissant une véritable égalité entre tous les citoyens d'une même patrie, sans discrimination". Ceci se comprend d'autant que le nationalisme et le populisme du PPA/MTLD, seul mouvement à revendiquer l'indépendance comme le souligne l'auteur ne se confondent pas avec l'islamisme. Bien au contraire, les représentants officiels et officieux de l'Islam ne se reconnaissent pas dans cette proclamation. Ils étaient souvent plus proche de l'administration coloniale que du courant radical du nationalisme.

2. ENSEIGNER L'HISTOIRE SANS LA FALSIFIER.

En restituant l'histoire à travers ses véritables acteurs, l'auteur dénonce et démystifie la manière dont celle-ci a été enseignée depuis l'indépendance dans nos écoles, lycées et universités. Les régimes successifs de BEN BELLA d'abord puis de BOUMEDIENNE ont volontairement occulté les principaux animateurs du mouvement nationaliste. C'est à croire que "notre Révolution avait été animée et conduite par des fantômes". (P.27)

3. LA SOCIÉTÉ MUSULMANE : UNE SOCIÉTÉ SANS CLASSES SOCIALES ?

C'est du moins le constat que fait l'auteur, sous prétexte que l'islam constitue "un puissant facteur de rassemblement, cimentant la volonté des Algériens et unifiant leurs élans dans le combat contre le colonisateur" (P.37). S'il est vrai qu'une solidarité a uni les autochtones face au système colonial, il serait erroné de nier ou gommer les différences sociales qui parcouraient la société algérienne sous domination française. Celles-ci se manifestent d'ailleurs avec plus de netteté depuis 1962. La prétendue "fraternité islamique" évoquée est un mythe. Pour s'en rendre compte, il suffit de tourner son regard vers les pays musulmans pour se convaincre des classes sociales. Il ne suffit pas de nier un phénomène pour que celui-ci n'existe plus.

4 - L'ÉMERGENCE DU NATIONALISME MODERNE

De nombreux auteurs ont déjà écrit sur ce chapitre. Toutefois, le livre de BEN KHEDDA contient de nombreuses informations précises inédites ou mal connues quant au déroulement des faits. Il rappelle opportunément le rôle modéré joué par les oulémas et assimilationniste par leurs alliés. Les uns et les autres n'ont-ils pas réservé un accueil favorable au projet Blum/Viollette 1947 contrairement au PPA ? Il cherche à comprendre l'attitude des réformateurs musulmans sans les excuser. Aussi, s'élève-t-il contre l'interprétation erronée qui en est faite des différents courants nationalistes. "Depuis l'avènement de l'indépendance, l'association des oulémas est présentée par nos mass-média comme étant l'initiatrice de l'indépendance nationale et de la Révolution algérienne ; ... Une telle façon de voir, motivée par des raisons de pure opportunisme politique et un certain subjectivisme non dénué d'arrière-pensées, contribue à répandre chez les jeunes notamment, une vision complètement déformée des événements et des hommes" (P.68).

En effet, si Abdelhamid BEN BADIS fut le père de la nahda religieuse, la revendication de l'indépendance de l'Etoile Nord-Africaine c'est-à-dire Messali, Radjef et leurs compagnons.

Le ton serein employé jusque là change brusquement pour devenir agressif. Au lieu de chercher à comprendre les véritables causes des revendications culturelles de ses compatriotes et compagnons, l'auteur les accuse de "déviation", de "complot" et de subir l'influence des "idéologues de la colonisation..." (et "du marxisme". Il oublie qu'en ce qui concerne ce dernier, c'est

5. LES PRÉCURSEURS DE LA LUTTE ARMÉE.

Pour ce procurer des armes, des contacts informels furent établis dès 1938/39 entre les militants du PPA et les services secrets allemands. A l'instar de Michel Aflak, hadj Amine Hussein et Chakib Arslam, les nationalistes algériens ont un moment caressé l'espoir d'obtenir une aide matérielle du régime allemand qui préparait l'invasion de l'Europe. C'est à un épisode mal connu du mouvement nationaliste dont BEN KHEDDA a levé un coin du voile.

Informés de ces contacts, certains membres du Comité Central du PPA sont favorables. Quant à Messali, consulté alors qu'il se trouvait incarcéré à la prison d'El Harrach, il s'y opposa fermement. "Le peuple n'est pas préparé. L'action armée est prématurée. Une collaboration avec les Allemands est impossible... Ils veulent nous utiliser". P.85

Messali met non seulement fin à ces contacts mais exige la démission des partisans de cette alliance. Un autre évènement peu connu du grand public évoqué par l'auteur est l'échec de la tentative insurrectionnelle dans la nuit du 23 au 24 mai 1945. En effet, surprise par la tormente tragique prise par les manifestations du 8 mai, la direction du PPA qui les a ordonnées par l'intermédiaire de ses représentants au sein des AML a connu un tel flottement qu'aucune décision n'a pu être prise. La conséquence immédiate fut l'arrestation des masses de cadres et des militants nationalistes.

6 - BEN KHEDDA ET L'IDENTITÉ BERBERE

Traumatisé par la politique coloniale, nourri par un islamisme et un nationalisme étroits, l'auteur n'est pas parvenu à surmonter ses préjugés à l'égard de la culture et de la langue amazigh. D'emblée, il annonce la couleur: "le berbérisme, produit de la colonisation" qu'il fait naître arbitrairement en 1946/47. Or, des recherches récentes montrent que cette question a surgi avec l'émergence du nationalisme moderne, c'est-à-dire avec la constitution de l'Etoile Nord Africaine dont la majorité des dirigeants étaient berbèrophone. Le ton serein employé jusque là change brusquement pour devenir agressif. Au lieu de chercher à comprendre les véritables causes des revendications culturelles de ses compatriotes et compagnons, l'auteur les accuse de "déviation", de "complot" et de subir l'influence des "idéologues de la colonisation..." (et "du marxisme". Il oublie qu'en ce qui concerne ce dernier, c'est

7 - LA DÉMYSTIFICATION DE MESSALI OU LA RÉVOLTE DU FILS CONTRE LE PÈRE.

Avec quarante années de recul, BEN KHEDDA ne trouve pas de mots assez sévères pour dénoncer les effets ravageurs du leader mégalomane. Objet de vénération aveugle de la part d'une base inculte et de responsables soumis, Messali était crédité de "qualités de "zaim" à la fois guide avisé et chef résolu. En réalité une image aussi fanatiquement entretenue d'homme exceptionnel et infailible, de père aimé et redouté du Parti, sortait tout droit de notre crédulité sans fond quant à la dimension mythique du personnage. Elle était le fruit d'une admiration béate et soumise, qui avait viré au culte de la personnalité..." (P.193).

L'Avenir n°12
24/11/1990

8 - LA SCISSION DU MTL D
ET LA CRÉATION DU CRUA

De Niort où il était assigné à résidence. Si El hadj entend garder la haute main sur le mouvement. Pour arriver à ses fins, il commence par réduire les prérogatives du Comité Central en désavouant son secrétaire général Benyoucef BEN KHEDDA et en exigeant les peins pouvoirs (P.229). Simultanément, il lance par dessus la direction un appel à la base qui lui était largement acquise pour créer de nouvelles structures parallèles les "Comités de Salut Public".

Dès lors, l'unité du parti est définitivement menacée.

Né en mars 1954 pour conjurer cette scission, le CRUA ne peut que constater l'échec de sa mission. Les démarches entreprises auprès des messalistes et des centralistes n'ont guère abouti. Pour justifier a posteriori l'attentisme du C.C., BEN KHEDDA qui était alors secrétaire général écrit : « Le recours à l'action est du ressort exclusif d'une direction jouissant de l'entière confiance des militants, cette direction doit être investie d'une autorité légitime que seul peut conférer un congrès démocratique ». (P. 246).

Or, dans l'état de crise où se trouvait le MTL D l'organisation de telles assises était impossible et par conséquent renvoyé le déclenchement du mouvement insurrectionnel aux calendes grecques. Sur bien des points, l'ouvrage de Benyoucef BEN KHEDDA constitue une excellente contribution à la connaissance de l'intérieur du mouvement nationaliste. Sur d'autres, le débat est ouvert. Avec courage, il a remis certaines pendules à l'heure. Enfin, par les nombreuses annexes qu'il contient, le livre restera un classique de l'histoire récente de notre pays.

L'Annuaire n°12 R.R
24/11/1990

APPEL

Les derniers événements sanglants qu'a connus la ville de Batna nous interpellent. Ces actes de violence, combien préjudiciables à l'instauration d'une véritable démocratie, doivent être dénoncés, voire combattus à tous les niveaux de l'édifice démocratique.

L'AURES, berceau des civilisations, se doit à travers ses habitants authentiques, se dresser contre toutes formes de violence, d'actes d'intimidation aux conséquences graves pour la sauvegarde de la paix sociale, de la culture et de l'unité nationale.

Les derniers incidents du 10 janvier 1991, sont, à ce titre, étrangers aux notions d'hospitalité, de grandeur de l'esprit pacifique qui ont depuis des millénaires durant caractérisé l'homme CHAOUI.

Ce faisant, l'AURES n'est pas et ne sera jamais l'apanage d'un quelconque courant idéologique qui pourrait l'isoler du reste du pays, et ne saurait être à la

merci d'un obscurantisme aliénant, d'un opportunisme primaire, d'une manipulation non déclarée, aux forts relents de paternalisme gratuit et dépassé.

A cet égard, toutes tendances à caractère politique, social, culturel seraient toujours et sans conditions ni restriction aucune, et ce dans le cadre de la loi, les bienvenues partout ailleurs, sur l'immense territoire algérien, et particulièrement dans l'AURES, connu pour son ouverture et sa communicabilité humaine, combien historique. Certes la démocratie est dure à faire.

Nous saisissons cette occasion, enfin, pour souhaiter prompt rétablissement aux victimes de cette violence dont les auteurs sont encore des inconscients.

Signé:
— Association des Aurès
pour la culture et les sciences
humaines
- Association culturelle
IZENZAREN

février 1991

L'Annuaire n°17

IV - ANALYSES - COMMENTAIRES - POINTS DE VUE .

Tafsut Imazighen (Asalu).....	p. 129
Printemps Amazigh.....	p. 134
Berbères d'hier et d'aujourd'hui.....	p. 142
11 ans déjà.....	p. 143
Crise identitaire.....	p. 146



Syur Yidir HMED ZAYED,
Aselmad di Tesdawit n Tizi Wezzu
amaynas n tmaziyt
amaynas n FFS si 1979 ar 1982

TAFSUT IMAZITEN

Si teglest, iyerfan Imaziyyen kkren d mgal inbazen (colonisateurs) i d yeffalen yer Wafrik Ufella.

Ayen i d yeqqimen ur ibeddel ara deg wmezruy ansen t-tuffa deg wudem nnsen ney d amennuy akken ad d yifrir wudem nnsen.

D aya i yef nezmer ad d nini d akken d idles Amaziyy i yesbelgen idelsan nniden. Wayagi yas ma yella Imaziyyen wergin sbedden awanak (Etat) i yessemrasen tamaziyyt-tameslayt udabu (pouvoir).

Ayen yebyu yawi t id wenbaz, ama d ddiin ney t-tameslayt, Imaziyyen ufraren-d fellasen u saferren-d tamaziyyt nngisen. Amedya: ulac edin i d ikecmen Afrik Ufella i yeqqimen akken i d yusa. Am tmasiht am tneslemt ikcem itent wudem amaziyy (ad d nebder kan Saint Donat akw d Ixerrigiyen).

D idelsan iberraniyyen i yewwin syur yedles amaziyy, ayagi yetban ed ass-a imi atas n tneslayin iqqimin ur d negwri ara, wamma tamaziyyt-mazal it-tilemziit. Ad d ngerr kan tuttra: anida tent tefniqt t-tlafnit?

Ayagu yesskan ed belli tamaziyyt-tameslayt yellin i w-wura-s i yedles amadal (universel) si tama, i yefkan atas n temsal i yedles amadal si tama nniden.

Ur yeffir ara d akken akw tagmi i yessayen i negmayen umalu (chercheurs occidentaux) tetbeggin-ed udem apawali y-yedles amaziyy, maca yewwed ed wakud (weqt) akken yal wa a-t-tallit tarumant akw t-tallit t-agrabt, s kra xedmen Imaziyyen yuyal d ayla Irumanen d Wagraben.

Nelli-d ticcewt agi akken ad d nessen belli d w-wura amaziyy (résistance berbère) i d yellan di yal tallit, i d yennulfan ass agi. D netta i d ay yessawden yer Tefsut

Imaziyyen n 20 Yebril 1980. Di yal tallit, amaziyy d yedles is ugin ad knun. Isem is agi amaziyy yemmal it id s timmad is.

Ihi mačči ass-a, di tallit n Tussna d waggwad s aggur, di tallit umadal akw d uwezzeq n tugdut a-tuyal d ulac tmeslayt tamaziyyt. Alemmel meqqar d widen yeswat ney widen yesseney yebyan a t rren ye teylewt, ccah ma drant imi d widen yettawin kan tamheqranit d yir tamuyli tamaziyyt ur nezmir ara ar nesres i wallen nney, il nkemmel amennuy yebdan imezwura.

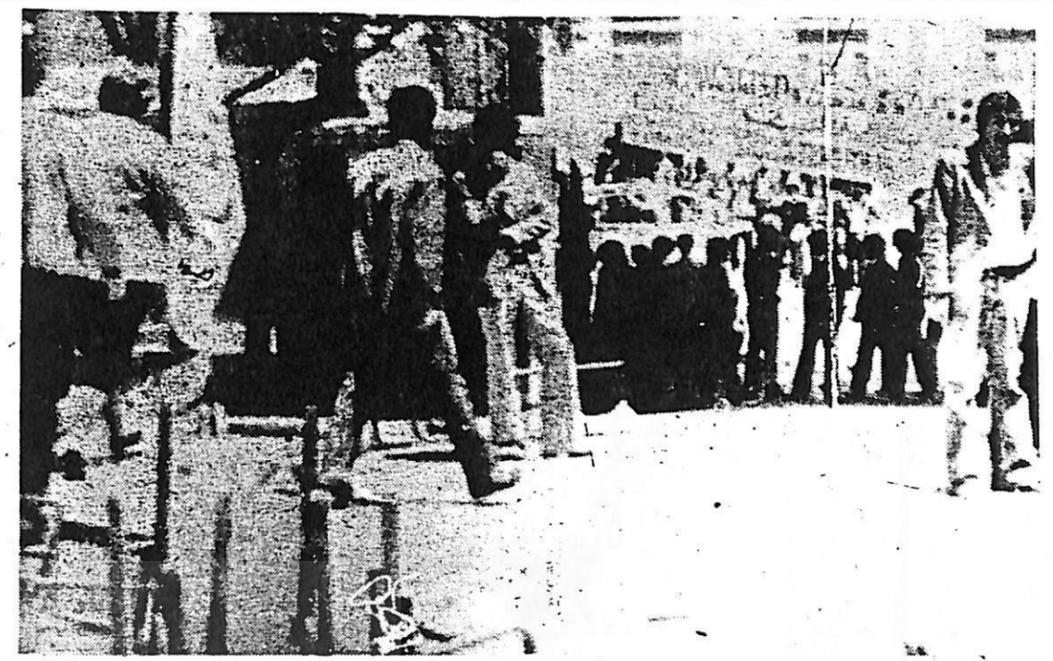
Akka, tafsut imaziyyen yiwet tgeqquct si tezra w-wezbu amaziyy d wmezruy-is. Ur telli ayen i d yesnulfaw wenbi afransis, wala t-tamsalt bettu w-warraw Izzayt yei ney n tmurt Tazzayt. Ahat azbu yagi yensa k di taggara n tidmi (lqer wis 19 t-tidmi tis 20 im idell yiniy yef wude Azzayri (identi algérienne). Di 196 lemmer d ada (lehkem) yetmeyyize ad as yefk azal is i wude amaziyy mebla ma yessu it wemdan, imi t-tazla t-tizeyzeft akw t-tigerr t-tneslemt tugar it, ye taluft yer wayen deg te yer umennuy.

Deg wayen ar i itebben ad d nesmek i umata amek i tifen asal tamaziyyt imaynasen Umussu Ayelnaw Azzayri.



Izherhat Imaziyyen Imula di tesdawit n Wed-gaysi as n 19 yebril 1985.2 wagguren qbel ad yekcem ihebs yef taluft n izerfan n wemdan.

ASALU UTTUN 3 YEBRIL / MAYU 90



19 Mayu 1981 di tesdawit n Lezzayer

(militants du Mouvement National Algérien) armi i d yewwed yurney, ur yensi ara. Ad d nsukk tit yef ssebbat n tefsut imaziyyen, am wakken ad d nemmeslay kra yef-wamek i nessezri tafsut agi.

Asuter w-wudem amaziyy igawed ed talalit deg yseggwasen 1940, ney ahat zdat-sen, ass mi i d ilul Umussu Ayelnaw Azzayri. Maca mi d banen imaynasen yessefraken takti w-wudem amaziyy ttwakweblen din din. Imdebbren n Umussu smenyafen aselluli n tmurt yer usefsi w wudem Azzayri. Akka dya i yeylnt tmeqrad n Bennay Wagli akw d Uld Hemmuda imi t-nadin amdiq i tmaziyyt deg wudem Azzayri. Am wakken dayen iwaderfen atas imaynasen iqbayliyen.

Akka taluft n tmaziyyt teqqim tettugelleq ger igenni t-tmurt, mebla ma teftey seg wulawen w-widen yetnayan yef tmurt nnsen, armi d isegggwasen 1960, anda i d yefrari dayen yetri w-wudem amaziyy. xas ma yela s tuffra, tanekkra n 1963 ddaw teddat n F.F.S., ters yef temheqranit w-wudem amaziyy adabu n tallit nni yenker s kra inugen yer imaziyyt: ama d imdanen ney d idles nnsen. Tewwed taluft armi i-t-yurar rrsas di tmurt y-Yeqbayliyen.

Taluft agi tegga d ccwami deg wulawen imesdurar am wakken nezra.

I tikkelt nniden, d udem amaziyy ar a-d yeflalin ass mi yebya ad yeydel adabu n Bumedyen Taher Zbiri, di tallit -a, tekka-d si temnat nniden tamaziyyt, seg Wures. Nettwali, am di tillay Irumanen d Wagraben, d udem amaziyy i t-tarusi imenyan, t-timnadin tamaziyyin i deg d tettay imes n tnekkriwin.

Ssegs akin, adabu n Bumedyen iydel ed tebrek akw yef wayen i yceywbent idles amaziyy d imaynasen is. Tadrimt i ysureg akken ad d ffyen temnadin n Tizi Wezzu d Batna, mačči yef tinzar-y-yeqbayliyen d Icawiyen i-t id yefka. Yefka-t i d, yenwa ad ihedden imesdurar akken ad t-tun d acu-ten.

Akka, armi d 1979, ass mi teyli tiggelda tis snat akken i d as yeqqar yiwen, udem amaziyy yuyal d lqib win ar a-t id yaddren, yuyal d aqessas, itasen d a-t zuren waytmalen nney imelluza i d yetruhun ad. ay allen deg wučči y-yedrimen i d yessekkam lgaz nney ! Tizeyzeft tgedda tilas di tiggelda yagi tis snat: s kra ilmmezzi ar a-tettwattfen s ujerna yuran s Tifinay ad kecmen lhebs, ad yettwageggeb.

Achal t-tikkelt i d yurar udabu tikerkas di tmurt

nney mgal imaynasen n tmaziyyt akken a ten yessimes! Ur ntettu yara yiwet tyawsa, d akken aydal imaynasen n tmaziyyt yettali d ddaw ufus w-wafmaten nnsen (les Kabyles de service). Ass-a wigi yakw ttwaderfen seg wdabu n tmurt nney.

Ur ntettu ara dayen yiwet n tsalelt umussu amaziyy: d agraw inelmaden n Lezzayer yeqqaren tamaziyyt yur Mulud Magmmeri. D nutni i yessedduyen timsal n tmaziyyt di yal tayulin (amezgun, rradyu, atg...); argaw agi yefka yas afud i wegraw nniden ar a-d ilalen di Fransa deg isegggwasen 1970, t-tama wegraw Imaziyyen. S yegrawen agi i tedder tmaziyyt deg yseggwasen 1970 armi d ass mi d tlul Tesdawit n Tizi Wezzu (1977).

Tasdawit n Tizi Wezzu d yiwet si tuccewin udabu n tmurt nney ur yezmir ara ad yefsed akken yebyu yexdem, anda yebyu yawed: Tuya tesdawit n Tizi Wezzu d asgwen n umussu amaziyy: di tazwara s lehya kan, syen s wayen i d as tla.

Di 1978/79, imaynasen n tmaziyyt mlalen dinna. Rnu s annect-a, inelmaden y-yimiren kkatent iyil, itimeyyizen ugar w-wassa: ihi rran d tiyri akken ilaq i tsuta i sen d imekknent afus. Di tegwnit agi, tasdawit n Tizi Wezzu

ASALU UTTUN 3 YEBRIL / MAYU 90



tettagwem ed inelmaden is' si temnadin n Tizi Wezzu, Tubiret, Bgayet. Di tallit agi dayen i d igawed-talalit ukabar uffir n F.F.S. Tikkelt agi iger ed s-annar-akken-ilaq taluft n tmaziyt; isers it deg wahil is. Atas imaynasen is yellan zikenni d imaynasen n tmaziyt di Lezzayer ney d Paris, kecmen ed yer tesdawit n Tizi Wezzu. Ihi, akken qqaren, temlat tasa d w'i turew. Rnu yer FFS kra imaynasen n tdukkliwin tisertanin nniden, maca ur gwiten ara, a-d nebber kan garasen widen ukabar n PRS.

Aseggwas 1979 d aseggwas i deg tebdā tmes umussu amaziyt tettay akken ilaq, si tama nniden adabu simmal yessufuy-ed tuccar mgal idles amaziyt, ama t-tameslayt kan, ney deg wayen i yceyywben tazuri s timmad is (ccna, amezgun...). Imdebbren n tamnat n Tizi Wezzu snenan di tizzezyeyt. Akka, nehder, nessusem i tihawt (interdiction) n tceqqufin umezgun i d tturaren inelmaden n tesdawit s teqbaylit, i tibawt n yiwet tmeyra n ccna syur Ayt Mengellat, tayed syur Yidir, urar n tullas di llakulat ilaq ad yili azgen s teqbaylit, azgen s taqrabt...

Akabar n FLN ibya ad d iger ticcirt is yer wayen akw i yderrun di tesdawit, tadukkli y-yelmezyen Izzayriyen (UNJA) tebya ad tekwmel inelmaden, tadukkli imehhalen (ixeddamen) Izzayriyen (UGTA) tebya ad terfed tagekkwazi is yef imehhalen n tesdawit...

Ihi, imdanen tkuffuten, tasilt tettawel simmal garasen d udabu.

D acu kan imdebbren n

temnat n Tizi Wezzu ur d as d teww'ara tedmi nnsen d akken d ayen yelhan i la xedmen i yedles amziy : d asakwi i la d ssakwayen widen yettsen ! Ur zrin ara belli teddun ad bnun tafsut n Tizi Wezzu.

Anekcum useggwas asdawan 1979/80 yebda s lagdil inelmaden yef uselmed, akw d lagdil ixeddamen yef umahil (ixeddin). Yal wa d ayen i t iceywbent: wa yenyā-t-laz d usemmid n Wad gisi, wa yenyā-t-lqella umezruf, di sin tenya-ten lqella t-tukksa n tlelli. Ihi gewwlen at-tbeddel. Di tazwara, inelmaden byan ad ffyen ddaw uzaglu n teymaqt y-yelmezyen Izzayriyen (UNJA), slalen ed yiwet teymaqt i yman nnsen: t-tajmaqt tlelli.

Imehhalen dayen uyen abrid agi, ggan akabar n FLN la yetfuru: rran imdebbren ur hettekki yara degs d iqerra n teymaqt n ssandika nnsen. Imdebbren n temnat n Tizi Wezzu twalin yal ass tazmert nnsen tetefruruy, ihi kkuferran. Seg wneymaqt yer wayed, lecywal teddun yer zdat: wa yettay afus i wa; teksa-d tdukkli akken i d tewwi ger twacult n tesdawit. Yal wa s wazal is: d aselmad ney d amehhal ney d anelmad. Iswi nnsen yiwent: amek ar r-d ffyen si tullas udabu, amek ar a-mmeslayen mebla takwmamt, amek ar as-suddsen di tjemmuyag akken i d asen yehwa, amek ar a-d afen azekka i tmeslayt nnsen. Nehder deg wseggwas agi i tlalit n tugdut di tesdawit n Tizi Wezzu, uyalent ed ijemmuyag i deg yal yiwent yesga azal is, yal yiwent ad d yini awal is.

Seg yimiren dya i nemsefham d inelmaden

akken ad d nagred amaru Mulud Magmmeri ad ay d yefk wayen usarag (conférence) yaf wedlis iwumi i yemma "Isefra n Teqbaylit iqdimen". D ayen ar-a d yedrun i tikkelt tamenzut di tesdawit n Tizi Wezzu, d ayen dayen i yess ar a-njerreb imdebbren n temnat n Tizi Wezzu. Ass nni d ass n 10 Meyres 1980. Axxam n tesdawit i deg ar a-d yefk Mulud Magmmeri asarag is yeccur armi d ulamek seg yemdanen, yerna mazal itasen d si yal amdiq. Yal wa yetragu tamusni a t id tawed s axxam. Imsulta uffiren (indicateurs de la police) tezzin tenneden di tesdawit.

Timerga tural d layas, amaru ur d yewwid ara. Mi nnuda sanda yuyal naff yettwagzem as webrid, sañfen t yemsulta yer wexxam n temnat n Tizi Wezzu (yer lwilaya). Wwin t yer din ad as ed yessefhem uqerru n temnat belli asarag is ad d yawi madakci d warway i tmurt nney yehwagan tehma. Attan dayen tucoda nniden meqqweren! Ayen yef byan ad rawlen, ssasen t id s yiman nnsen: tella d tmesbanit tamenzut di Tizi Wezzu azekka nni. Di tmesbanit agi yeffey ed akw wayen yetnadi weyref: si tlelli umezlay alamma t-tasertit. Adabu yessehsef iman is deg yir tiweqqiet; maca ur d telli yara tizzezyeyt yef yemdanen. Imsulta zgan ed kan akin twalin deg yemdanen i yrefden tibehnuqin yuran s yal tameslayt (tamaziyt, taqrabt, tafransist). Yerna xeddemen cywel nnsen s tuffra: remqen akw widen i yzewren ney ifadden umussu. Imsulta iffiren ur tezmired ara ad asen

tesuffyed lehsab. Azekka nni, ajernan n Lmuğahed yura-d s ticcirt n Kamal Belqasem yir awal yef Mulud Magmmeri, iwwet ed degs s leqseq. Am wakken i d yegla s ujedder n Leqbayel s umata.

Ass-a, amdan agi d ujernan agi la d tmeslayen yef tugdut d tlelli n umezlay !!

Ilmend n wayagi tella d dayen tmesbanit tis'snat anda i d nbeqgen lyid nney ameqwran yef tmeqranit yettwahqer umaru ameqwran aqbayli u deffir-s idles amaziyt s timmad is merra. Ass nni, imdebbren n temnat n Tizi Wezzu geggenen ay d, nnan-d at-timsus tegwnit. Nekwni nessyer iqerra nney, nkemmel abrid i nedfer. S kra n win ar a-yembwiwlen ad yetwajerred yisem is yer yemsulta. Akka akka reffden ed afus yer inelmaden ney imehhalen nniden.

Di taggara w-waggur n Meyres timsulta tasertant tesbedded yiwent umehhal n tesdawit iwumi qqaren, gabbut Areqzi. Tagwnit simmal la tettyar. D imi i d ngerr yiwet tmesbanit di temdint n Lezzayer: dinna an-nawed azrem yer wexwid, ad as ed neskken tillin nney i wass n 7 Yebri 1980!

Tizi Wezzu zzin as d akw sya u sya yemsulta d igadarmiyen ammer an-nruh yer Lezzayer; was akkenni ulac win ur nesfzewi ara. Timlilit deg webrah n 1 Mayu, nserreh as d syen i tikli. Adar y-yemdanen iteddu armi d talemmast w-wezniq Hasiba Ben Buqli, nmevlin d fellas yemsulta s idebzani si yal tama. Srektiñ imesbaniyen i d yusan d igwelfan si yal amkan. Tameddit w-wass, mi d nuyal yer Tizi Wezzu s widen y-mengen, nessuli lehsab w-widen yettwattfen: nufa atas, yedda garasen ula d Kateb Yasiq. Imiren kan nennejmaqt, nefka isallen i twacult tasdawan akw d wanda nezmer an nsewied. Nekwni s kra iselmaden yellan d imaynasen n FFS akw d PRS, nennejmaqt deg wexxam n Racid Caker, nessufey ed tikti y-yiwent wegraw mgal tizzezyeyt (Comité anti-répression). Azekka nni, nefka yasen tikti yagi i teymaqt n tesdawit, qeblen i s lferh. Akka nezmer an-nzer sanda nessawed d wanda nteddu. Ugar w-wannect-a nwekked-ed d akken tasdawit tural d ayla inelmaden, iselmaden d imehhalen syen t-tasawent.

Agraw agi mgal tizzezyeyt yebda t-tismilin: tin n taljut (information); tin n

wassayen n berra (relations extérieures), tin n tmevriwin (animation culturelle) d tin ad yelhun d lqessa n tesdawit d imedqan is merra. Din i nesres tagekkwazi i tigduda: di tlemmast n tmurt l-Leqbayel. Akka amzun newwet asen tissegnit n ssem i yemdebbren!

Widen yettwattfen ass n 7 Yebri sefrehen asen ed akw, nkemmel tajmilt nney akken. Tara w-wayen i yderrun di tesdawit tugem ed atas si tiherci inelmaden, maca tiddukliwin tisertiyin tuffirin n FFS akw d PRS urarent dayen akken i d tewwi. Acku imaynasen nnsent jerrben atas tilufa, yerna ssawden kra di lagmer welmad. Imiren imaynasen izdukkliyen (communistes) ur ggwiten ara atas di tesdawit n Tizi Wezzu. Di tilawt d FFS i yjemmlen atas imi am akken i d nenna, imaynasen is yran tid akw si timmuzya n zik nni. Dya an-naff d netta i yessuffyen akken i d tewwi amussu si tesdawit, yessay it id akw i temnadin tiqbayliyin (Bgayet, Tubiret, Tizi Wezzu).

Ayagi yettunefham dayen, imi times is tetfet di sbbitar, di tkwebbaniyin (Sonelec, Sinitec). Imehhalen, inelmaden, ilmezyen n lliiswat ddukklen deg yiwet n teymaqt tameqwrant (Comité de Coordination) akken ad ferrun lumur akkenni. Taljut (information) tettazzal akken i d tewwi: yal taddart, yal tiymert itawden t isallen akken ilaq. Yal yiwent amdiq is, yal yiwent t-tazmert is. Ulac win ar a-d yasen d agekkur di tlemmast w-waytmas.

Amussu yekcem ayref akken ilaq, tizzezyeyt tuy azar y-yemdebbren armi d ulamek. Lewzir uselmed afellay inced ay d s ameslay, maca ula d kra ur d yeffiy si temlilit agi.

Tagwnit telha di tugdut, armi d ass n 15 Yebri 1980, akken an-nbeddel kra udem i wmuusu, nekwni s imaynasen n FFS nessawel ed i lagdil i wass n 16 Yebri. Nniqal kra imaynasen ur qbilent ara, tural taluft tezri. Nessufey-ed lkayed, nesselha t akw di tmurt.

Imdanen akw medlen tiwwura nnsen ass n 16 Yebri: adabu yecca times, widen yugin akken nniden. Tura taluft tekcem ula yer temdint n Lezzayer.

Tawla simmal la tetjali, imsulta simmal itasen-d d igwelfan ad gezlent tamurt l-Leqbayel. Adabu yal ass d aqeggen akken an-nbedded amussu nney, nekwni nessyer iqerra

Agaw agi mgal tizzezyeyt yebda t-tismilin: tin n taljut (information); tin n

nney ugar imi n wala taluft tecca. Adabu iger ay ed tiyri s yimi n Lwali n Tizi Wezzu akw d Lewzir uselmed afellay (leqraya elayen) i d yusan yer Tizi Wezzu izur ay d akken ad d nerr tidmi nney belli ayen i n xeddem ad ay yawi yer wesayx. Nekwni nettef deg wayen nessutur ama yef tmaziyt ney yef tlelli umezlay d tugdut. Dya Lewzir agi yuzen ay d din din tiligram i deg i-d ay d yefka talast: ma yella ur nuyal aras amahil ad yedru wayen wegin nedri. Asawen d asawen, nekwni nefka afus! Nkemmel armi d ass n 19 Yebri, Akka akka ttilint ed kra n tmeqlac ger imaynasen umussu akw d yemsulta yettassan ass d yid: ass-a ad d wwtent yiwent, ass-a ad d swesren ameslay. maca ur d izad wara. Nutni xedmen cywel nnsen, nekwni nettaq yer zdat am wsafu.

Radyu, tilibizyu, ijernanen kkatent ur d ay zegglen: yedlen-d tebrek yef umussu nney. Yal yir awal ssazzlen t fellaney: atan nettekki d iberraniyen, atan d Hasan II i d ay yesselgaben am ileqqafen, atan nebya an-nbeddu tamurt... atg. Rran d ijaluten ifuhanen, d ulli mebla ameksa zdat tigwrat w-weyref Azzayri. Nekwni nettawi kan rregmat, nessusum, nettak isallen i yemdanen akken ad ay fehmen. Adabu ur d as yesli yara s tmezzuyt i d as nself. Deg yid n 19/20 Yebri yenneyel ed uwejtuf y-yemsulta yef tesdawit d sbbitar, akw tkwebbaniyin i yettufen imehhalen nnsen. Wwtent, rzan, ssazzlen idammen imaynasen n tmaziyt t-tugdut; ccan yidan nnsen deg ykwesman nney, sqedrerfen ay s lgizan nnsen, gerken ay deg wakal, kksen sser fellaney. Fihel ma nesusuget awal yef waya, ad d nini xedmen degney i yexdem Fransis deg ymezwura nney. Iilen dayen yefra murar: fran tamsalt n tmaziyt t-tugdut s udebbuz, ur zrin ara belli mazal a ten yettargu rregud ameqwran.

Lehsab w-wezdam y-yemsulta d yidan nnsen, d igadarmiyen, d temsulta tasertant akw d kra widen i d asen yuyen afus, zzyat atas i tiffin: atas i yettwajerhen, kra ffyen di lagqul nnsen, tugwti tegwra d di lehbis. Anef as necca tiyrit, nerna negwra d ger ifassen nnsen.

Tura, an-nuyal d imuraren n tceqqut umezgun zdat wallen w-weyref Azzayri: an-nurar belli xedmen ay iberraniyen akken an-nhudd tadukli n tmurt nney. Ur yezmir yiwent ad d yini ahal imaynasen i ykecmen yer lehbis di lahit agi: nezra kan belli ccanen. Yerna lhan imedqan i deg nemsetlaf an imuraren deg wegtur. Ihi nniqal neqqim di Tizi Wezzu: kra yer yemsulta, kra yer igadarmiyen, kra yer temsulta tasertant. Widen i d sahen igedarmiyen xellšen tiqufften, ccan tiyrit armi dayen kan qbel a ten gren ger ifassen n temsulta tasertant. Nekwni s widen i tewwi temsulta, ssawden ay yef ll n wags yer wexxam n temsulta n Lezzayer alemmas. Nerwa dinna ssilulat n Kabinyak! Neqqim azal n 30/40 di ssilulat, netragu ad ay behhten, ssegs i d ay kksen si inelwa y-yerkasen armi t-tixutam.

Nniqal nebra i wallen, nuyal ass was sin nehma-t. Widen i d irennun, tafawh ay d isallen yef wayen i yderrun di berja. Mi d ay ssuffyen si Tizi, tella tehma tegwnit: cfry kan i warrac imezyanen mi ttuyun "serrehet ed i Widen tettfem!", azemzi am ugeffur, yekkat ed sya u sya, lemmer nemi kra ahat ad ay kksen imesbaniyen ger ifassen y-yemsulta. Di Lezzayer dayen, tehma taluft: snekkren-t inelmaden di tesdawit, syen byan ad d ssuffyen tamesbanit yer berja. Tilibizyu, ijernanen, rradyu kkatent xebdden fellaney; Lewzir uselmed afellay yenna yasen yer zdat ad awen d neskken at-tawalim widen i ycerken t-tagdawt n Lezzayer. Abehhet, ur yeqqur ara atas yer yemsulta ma nekkes kra n tyittwin i ntett akka akka. A-td nesmekti kan d akken lhan

ASALU UTTUN 3 YEBRI/MAYU 90

kra inelmaden tebya a ten tessexdem temsulta, gezzlen ten fellaney, maca ur tecc'ara. Nessezn azal n ddurt dinna yursen, mebla ma yella win mi yecced yiles: ameslay yella d kan yef umussu adelsan, hed ur d yebdir tidukkliwin tisertanin slid timsulta. Yiwen wass, nesla i taywect n gebbut Areqzi di tilibizyu n lqehwa y-yemsulta. Netta yella

yettwa-rez geddac aya yur temsulta tasertant, mekknen t id s ddrag ad yessemsex iman is wa d yessemsex amussu adelsan d imaynasen is. D ta i t-taceqquft umezgud unezgum udabu: anwa ar a-ten yannen slid timinin!. Ulac aywilif tgedda taluft.

Di Tizi Wezzu, ayref, mezzi meqqwer, mazal it la yeddeggir yer zdat: agraw mgal tizzeyzeyt mazal teddunt temsal is; kan rnan as tasmilt imaruzen. Widen yellan degs tazzen fellaney, yef imawlan nney, truhun yer yemdebber n triurt akken ad ay d ssufyen, segmi i tensa kra tawla.

Yuy lhal, ddurt segmi nettwattef, tusa d temsulta tasertant yer wexxam n temsulta n Lezzayer, wwin ay amzun d sselga yef 11 y-yid. Dayen ngawed aqiri d ubehhet s wadda. Dinna taluft tennefsusi kra: tikkwal kan i d

ssufuyen tuccar nnsen ad ddzen win ar a-yesseyren aqerru-s atas. Gren ay di texxamin am iyuzad, tafat tetay am yid am uzal. Aqiri am yid am uzal, maca nutni yursen akw ikaramen fellaney: dya mmeylin ugar fellaney nekwni s imaynasen n FFS, ufan tarusi tsehha yerna neggwet! Ula i d yini bna dem, imi s kra w-wallalen i yess nxeddem

ssawden asen ten id widen iwumi neqqar "les anciens". Ihi nettwabehhet, nqarr-ed, nesber, nessusem. Timsulta tferren garaney, teqqar mazal! Serrehen di

kra, widen i d yeqqimen, di 24 yidney, nnan d akwen n-nawi yer Tizi Wezzu. Si melmi i ttaran amaruz s axxam is? Qeggeden ay, ssulin ay s akamyun si ttaq n texxamt am yidan, d abrid yer Lemdiyya! Attan tuffya zdat wexxami n ccrag ameqwran: nuyal d imuraren n ssinima wergin ur nezri amek ar a-yuraren.

Di Lemdiyya, segmi i d ay sewwren i tilibizyu, neyli d s annar n ccrag, zdat yiwen lqadi, yekkat tafansist taqurant, wissen ansi i t i-d wwin? Yesfehmi-ay d belli aqlay necced tuccda tameqwrant u nezmer an-nessiwed 25 iseggwasen w-warruz ney tamettant s timmad is. Yesfern-ay ma d nemmeslay din din, ney an-nargu ibugatuten. Newwet it akken armi d 3 n yid mi d ay sersen di lhebs n Berwaggiyya. Gurek i k in yefnalen, nuyal d imehbas isertanen, t-tama w-widenni iwumi sembaben taluft n Kap Sigli! Di tazwara, yal wa di texxamt is, syen segmi i d ay d rran yer Lemdiyya, anda i d nehka yakw tilufa nney i Lqadi, ssemmlalen ay rebga i lexxamt. Ula d aqerru n lhebs yuyal yettessir yidney. Neshen belli ssinima i-tikli ad tfakk: tazmert w-weyref tugat adabu, ula d ccrag ur netteddi vara degs.

Netragu tuffya imend w-wegraw ameqwran n FLN (aswir) i d yellan ger 16 d 22 Yunyu 1980, maca timeqlac ger imaynasen is lesdum ay armi d ass n 26 Yunyu; ass

mi d neffey di tmeyra d lferh, tamurt akw tenyel-ed yer Berwaggiyya tasebhit w-wass akken ad ay ed temmagger.

Ma yella ass n 26 Yunyu t-tameyra n tuffya, ass-en dayen i yebdan imenyan yef anwa i d babas umussu adelsan, ass-en i yewwet iyisi amenzu di temmast is.

Yidir At Zayed

ASALU UTTUN 3 YEBRIR / MAYU 90

LE MOUVEMENT AMAZIGH

Passé, présent et avenir



Handwritten signature or mark.

Alg. Act. 19 25/4/1990

Le printemps amazigh a dix ans

...ET VOUS, QUI ETES DE PASSAGE;
QUE VOYEZ-VOUS EN CE PAYS?

JE VOIS : LA BEAUTE EN CAGE
ET LA PATIENCE QUI VIEILLIT.



Alg. Act. 19-25/4/1990

ANNIVERSAIRE

Les idéologies ont vécu. Sur leur chemin, elles ont entassé des cadavres et quand elles n'ont pas eu le temps de tuer, elles ont été prolixes en discours anesthésiants. Il serait vain d'essayer de compter ici les victimes des guerres ethniques, religieuses, linguistiques, etc.

Un seul constat est à faire : les pays les plus sous-développés de la planète sont ceux qui restent encore embourbés dans d'absurdes et prolongées quêtes d'identités unitaristes. La course au pouvoir continue de tuer sous tous les tropiques. Les hommes qui s'y jettent parviennent rarement au poteau d'arrivée après avoir tenu les promesses faites à leurs peuples. Loin s'en faut, c'est toujours par la grâce de la mystification et du mensonge que les vaincus de domination s'enracinent.

L'Est de l'Europe est en train de s'émietter après s'être nourri de l'illusion de l'unité durant près d'un demi siècle. L'Inde et le Pakistan s'apprentent à rédiger à coups de canons une danse macabre qui avait déjà amputé leurs peuples de milliers d'innocents dans les années 70.

Les guerres de nationalités auront encore lieu. C'est le verdict du temps. Ridicule ? Non ! Non, parce qu'en beaucoup d'endroits de la planète, les revendications identitaires ne sont qu'un juste retour de manivelle.

Ainsi en est-il de l'Algérie qui, en 1980, s'est brutalement réveillée lorsque des milliers de jeunes ont décidé d'arracher d'une seule main les ballons pour dire enfin leur inextinguible soif de liberté. Héritiers de leurs ancêtres insoumis, les étudiants de Tizi-Ouzou qui ont reconquis la rue un certain printemps 80 n'avaient rien de hooligans en mal d'émotions ou d'aventures. Leur déferlement sur la scène publique était, ils ne le savaient pas encore, le point de départ d'un irréversible mouvement démocratique dans le pays. L'interdiction

d'une conférence de Mammeri sur la poésie kabyle à l'Université de Tizi-Ouzou, le 10 mars 1980, a été la goutte qui a fait déborder un vase rempli à ras-le-bol par deux décennies de totalitarisme.

Trop, c'était trop. Dix-huit ans après l'indépendance, le FLN, partisan acharné de la robotisation d'un peuple trop riche d'une inaliénable et irréductible diversité culturelle, continuait à faire semblant. S'accrochant désespérément à une idéologie apparemment mais non moins fascinante, le FLN, parti unijuge et le pouvoir qui en était issu refusaient toute remise en cause d'une politique qui s'avérait chaque jour un peu plus anachronique.

Télé, radios, journaux, tous les canaux par lesquels passait le discours légitimant du parti étaient discrédités depuis longtemps. Les clameurs de la ville, celle du bourg et du lieu-dit, chaque pouce de ce territoire disaient déjà l'incrédulité des Algériens. L'Algérie grondait depuis quelques bonnes années. Sa colère n'avait d'égalé que l'entêtement de ses gouvernements à vouloir lui imposer une culture artificielle à tel point bâtarde qu'on ne pouvait en retrouver de semblable ni dans l'aire arabo-musulmane de laquelle on se réclamait, ni en Occident, cette infirme «soudière» dans laquelle on faisait hypocritement mine de cracher.

Quelques jours avant avril 1980, une fillette qui participait à une émission télé, a été empêchée par l'animatrice d'une émission enfantine de chanter en kabyle. Les premières manifestations de ce qu'on appelle aujourd'hui «le mouvement amazigh» ont commencé au lendemain de l'interdiction de la conférence de Mammeri, soit le 11 mars 80. Mais, en fait, la contestation et son corollaire, la répression battaient le plein depuis longtemps. En janvier 80, on arrêtait le groupe chaoui «Azrou». En octobre-novembre 79 le centre universitaire de Tizi-Ouzou est en grève. En 1979, on interdit à Tizi-Ouzou la représentation de «La guerre de 2000 ans» de Kateb Yacine.

1978, on interdit un récital d'Aït Mengueliat à Tizi-Ouzou. Août 1976, on met sous scellés le «fichier périodique et de documentation barbares» qui était tenu à jour depuis... 1946 ! 1974, on interdit aux chanteurs kabyles de se produire lors de la fête des cerises qui se déroulait à... Larbâa Nath Irathen ! Résultat : émeutes, trois morts, des blessés et 90 arrestations.

1971 : Radio-France supprime ses émissions en kabyle sur intervention du gouvernement algérien. Ajoutez à cela la suppression du cours de berbère que donnait Mammeri à l'Université d'Alger, la dissolution en 1971 du Cercle d'études berbères de la cité U de Ben-Aknoun, la réduction du temps d'antenne de la chaîne II et des tas d'autres exactions et vous comprendrez une vérité qui, pour être simple, n'en était pas moins révoltante : le fait berbère a été l'objet d'une entreprise de destruction systématique par le FLN durant deux décennies. La pileule ne pouvait assurément pas passer comme ça et ceux qui ont encouragé cette ineptie étaient bien naïfs de croire qu'ils allaient pouvoir aussi facilement et surtout impunément pervertir une identité qui avait vaillamment traversé les millénaires.

Qu'a été donc le printemps amazigh sinon un juste retour des choses ? Par le sang et de derrière les barreaux des centaines de jeunes ont fait la preuve par neuf que rien ne pouvait se faire sans eux.

Si le printemps 80 n'a pas permis de faire table rase d'un système politique très largement dépassé, il a indéniablement fissuré l'édifice, ce qui a permis tous les espoirs.

De plus, c'est ce qu'on a trop tendance à oublier, le mouvement 80 n'a jamais été exclusivement culturaliste. Ce sont des visions tout à fait partisans qui ont tenté de le présenter comme un mouvement berbériste, sans plus. A Alger comme à Tizi-Ouzou, les étudiants, travailleurs, chômeurs ou paysans qui sont sortis chercher leur rage en bravant chiens, gaz et

matraques, avaient des revendications beaucoup plus larges.

«Liberté d'expressions», «liberté d'association», «libertés démocratiques», «liberté tout court, voilà les mots qui ont enroulé des milliers de voix il y a dix ans...

Ceux qui ont donné l'ordre aux forces de sécurité d'investir l'université de Tizi-Ouzou le 20 avril 80 ne savaient pas encore qu'après avoir fait du «sur place» pendant trop longtemps, ils allaient permettre à l'Algérie démocratique de planter définitivement l'Algérie totalitaire sur le carreau.

Le printemps 80 a réveillé les démocrates. Il les a placés définitivement sur orbite. Depuis, il a fallu compter avec eux. Pour preuve, les arrestations massives de l'époque n'ont jamais pu empêcher les groupes de se reformer sous l'aspect de diverses associations dont les plus spectaculaires ont été les ligues des droits de l'homme.

Prélude aux feux de Bengale d'octobre 88, première pierre de l'Algérie nouvelle, le printemps amazigh a accouché du printemps démocratique. Aujourd'hui, le mythe du pouvoir unitariste a été pulvérisé. Sor-ties de la clandestinité, les idées sont libres de galérer au grand jour. Le peuple attend. Aux uns et aux autres de convaincre. Sans violence.

Tout l'avenir de l'Algérie passe par l'urgent redressement de son économie. Ce n'est sûrement pas à coups de sabres ou de prêches qu'on arrivera à cet objectif mais par le travail et le respect de la loi. Restent les problèmes d'identité. Pour peu que l'on prenne conscience des véritables enjeux du troisième millénaire, on comprendrait vite qu'on ne saurait vivre le siècle qui nous attend seuls ou amputés d'un aspect de notre personnalité. L'Algérien est amazigh, arabe et dans son immense majorité musulman. Nier l'une ou l'autre de ces caractéristiques ne ferait que retarder la relance économique et jeter une huile précieuse sur le feu que les pyromanes ont déjà allumé.

Meziane Ourad

Le printemps berbère de 80 (Tafsut Amazighen) est sans doute aucun, un événement majeur de l'Histoire de l'Algérie indépendante. Face à une stratégie d'exclusion et de négation de l'identité Amazigh, des Algériennes et des Algériens ont, d'une manière pacifique et totalement assumée, revendiqué leur droit d'existence dans et par leur langue.

Si les manifestations publiques de ce mouvement se localisent à la fin des années 70 début des années 80, il n'en demeure pas moins que la permanence de l'affirmation de cette identité est attestée par l'Histoire. Il est vrai que cette dernière s'accélére pour ce mouvement, à l'instar des autres phénomènes mondiaux en cette fin de siècle.

Bien que la situation actuelle de ce mouvement recèle des éléments négatifs, ne sauraient voiler les nombreux éléments positifs qui militent pour le droit inconditionnel à l'existence de cette identité. Nous passerons en revue ces trois aspects :

- La permanence du mouvement Amazigh.
- La situation actuelle.
- L'impératif de la reconstruction.

I/PERMANENCE DU MOUVEMENT AMAZIGH

Il aura fallu les années 80 avec leurs «tremblements d'Histoire» pour que ressurgisse le fait Amazigh. L'accélération sera occasionnée par l'interdiction d'une conférence ayant pour thème «Poèmes kabyles anciens» animée par M. Mammeri le 10 mars 80 à l'université de Tizi-Ouzou.

Le processus de position du problème sur la scène publique sera enclenché.

Le 07 avril, une manifestation regroupant près d'un millier de personnes se déroula à Alger.

Le 16 avril, pour dénoncer la violence qui s'est abattue sur la manifestation d'Alger, la population de la wilaya de Tizi-Ouzou observe une grève totale des activités.

20 avril : violences et d'arrestations. La population y répond par une série de manifestations et de désobéissance civile qui durera trois jours⁽¹⁾. Depuis cette dernière date, la semence allait prendre et le problème identitaire faisait désormais partie de la quotidienneté des femmes et des hommes - et de même la répression.

En réalité, le 20 avril n'est pas un don du ciel ou l'expression d'un acte instantané : il est la cristallisation politique d'un processus long, multiforme et varié. Nous situons les premières manifestations dans la prise de conscience des premiers instituteurs kabyles (Boulifa, Cid Kaoui) pendant la nuit coloniale. Par la suite, une série d'événements viendra cimenter cette entreprise. Parmi les plus importants, on citera la crise berbéro-matérialiste de 1949⁽²⁾.

Face à une stratégie de liquidation de l'identité Amazigh, les berbérophones vont se replier en multipliant les actions de conscientisation par la chanson, la production littéraire, l'enseignement de la langue, la contestation violente parfois comme ce fut le cas en 1976.

L'engrenage sera graissé, le mouvement Amazigh sera désormais une force que l'on ne peut ignorer.

Les spécialistes s'accordent à définir tout mouvement social comme la combinaison de trois principes fondamentaux : le principe de l'identité, le principe de l'opposition et le principe de la totalité⁽³⁾. De même, pour la sociologie politique, tout mouvement social constitue en soi un groupe de pression qu'utilise la société civile dans un but d'équilibre des forces en présence⁽⁴⁾. Il peut, par ailleurs, servir d'appoint aux programmes des différentes formations politiques en y apportant des correctifs en cas de besoin.

Il serait intéressant d'établir la corrélation de chacun de ces principes avec le mouvement Amazigh et d'en examiner le fondement. Cependant le lieu nous paraît mal choisi.

Il reste que le mouvement Amazigh a inscrit au registre des dates historiques de l'Algérie ses lettres de noblesse tant dans la décennie qui vient de s'écouler qu'à d'autres périodes historiques.

Le mouvement Amazigh a inscrit à son actif le nom de ceux et celles qui ont su et osé exprimer sur la scène publique la revendication identitaire dans les moments les plus difficiles : sans ambiguïtés, ni conditions.

Le mouvement Amazigh à son stade d'exacerbation de la question identitaire

(Printemps 80) n'était pas porteur d'un projet de société défini en tant que tel ; il sera pourtant le creuset où se fonderont les luttes contre les archaïsmes.

Le mouvement Amazigh aura incontestablement permis de donner un souffle nouveau à la lutte pour la Démocratie et les Droits de l'Homme. De même qu'il a contribué dans une large mesure à ébranler le régime du Parti unique.

Paradoxalement, la semence sera mise en terre au Printemps 80, on en récoltera les fruits aux lendemains de l'automne 88.

Les retombées de l'après 20 avril seront sans aucun doute bénéfiques malgré la répression quasi-quotidienne (arrestations, tracasseries policières et administratives, licenciement et mutations arbitraires, interdiction de sortie du territoire et assignation à résidence, incorporation forcée au service national...).

Cet arsenal répressif amènera les acteurs du mouvement Amazigh à se donner un cadre de lutte dynamique et amplement efficace.

C'est ainsi que furent initiées des actions en vue de consolider les acquis de la revendication identitaire en lui donnant des supports écrits : animation et publication de journaux ; de revues ; organisation de cours de Tamazigh dans des conditions difficiles. D'autre part, des actions en faveur de la démocratie, de l'égalité et de la reconnaissance du fait Amazigh furent initiées. Ceci se matérialisera par la création de la première Ligue algérienne des Droits de l'Homme, la mise en place d'un syndicat en dehors du FLN, l'émergence d'un débat d'idées autour de la revue Tafsut ; les actions de dénonciation de la répression, les pétitions en faveur de la libération des détenus d'opinion...

C'est sans surprise que le mouvement en faveur de la démocratie et de la reconnaissance de l'identité Amazigh accueillera les événements d'Octobre.

Où en est-on, une décennie plus tard ?

II/SITUATION ACTUELLE DU MOUVEMENT AMAZIGH

Fortement marqué par la répression des années durant, affaibli par des dissensions internes... le mouvement Amazigh éprouve d'énormes difficultés à s'adapter à la nouvelle donne du pays comme en témoignent le gel de la production (02 numéros en 4

ans de la revue Tafsut, arrêt de la publication Tafsut série spéciale), le retrait de la scène publique de certains de ses anciens animateurs ; la confusion qui le caractérise (6 prises de position publique à contenu complètement contradictoire en l'espace de quelques jours seulement)...

Ces lacunes ou faiblesses ne sauraient être effacées par la tenue du séminaire organisé à Tizi-Ouzou (juillet 89) ou par l'apparition épisodique et à titre individuel de certains éléments.

Pourquoi ce recul aujourd'hui ?

Des éléments de réponse résident, nous semble-t-il, dans les points ci-après :

1. Les luttes internes

La rivalité entre les hommes est la chose la mieux partagée par l'humanité. Celle-ci n'est pas toujours négative quand elle a pour fondement la compétence, l'émulation, la remise en cause de soi... Elle devient, en revanche néfaste, déstabilisatrice quand elle crève des enjeux de pouvoir, de leadership, de volonté délibérée de «couper l'herbe sous les pieds de l'autre». Si dans le passé, la répression a relégué au second plan les contradictions d'intérêts individuels, l'ouverture politique les a faites éclater au grand jour. En soi, cet éclatement est une bonne chose car il est source de décanatation et de clarification mais, malheureusement, dans une société habituée à l'uncinisme de façade, il provoque souvent la désarroi.

Saisissant ce contexte délicat, une catégorie de personnes, vivant mal son désengagement et/ou son absence dans les moments durs (la peur n'expliquant pas tout) s'est mise à faire de la surenchère jusqu'à rendre impossible toute solution : la crise.

2.L'avènement d'un parti politique sur les bases du mouvement

L'opération initiée par 4 personnes lors de leur conférence de presse tenue à l'université de Tizi-Ouzou le 9.11.88, a amplifié le mécontentement des militants et sympathisants de la cause berbère, qui, secoués par les conflits inter-personnes ne savent plus à «quel saint se vouer». L'idée de bâtir une formation politique inscrivant au centre de ses préoccupations la question identitaire n'est pas nouvelle en soi, mais n'a pu se réaliser pour de multiples raisons sur lesquelles il convient de ne pas s'attarder ici.

Ceci étant, dès la proclamation de la formation politique (RCD), la scission entre les différentes sensibilités prend des formes publiques : les uns accusant les autres de «trahison», de «compromissions» de «puts-histes» «d'égarés sans tuteurs»... La guerre des communiqués sera largement relayée par la presse du pouvoir ! Il s'agit là, sans doute, de la première crise sérieuse au sein du mouvement culturel. Les explications relèvent à la fois d'un manque de maturité et de vision et d'un certain façonnement des mentalités généré par la politique de l'unicité du FLN : «qui n'est pas avec moi est contre moi». En outre, la naissance du RCD allait objectivement fragiliser la base sociologique de la revendication au sens où les militants les plus aguerris, ou du moins les plus expérimentés, allaient soit rejoindre la structure politique naissante, soit tout simplement se retirer. L'espace libéré favorisera l'opportunisme et la réintroduction des stratégies partisanes contradictoires.

3. Les stratégies politiques

L'existence informelle d'un noyau central, initiateur et coordinateur des différentes actions, incontestablement reconnu pour son sérieux et sa crédibilité constitua un puissant rempart aux tentatives de récupération et/ou d'infiltration. La stratégie retenue et appliquée : lutte «à visage ouvert» et prises de position publiques... a désamorcé pas mal d'essais de déstabilisation (cf. le séminaire de Yakouren en 80, les attaques lancées contre la revue Tafsut, avril 85, les multiples campagnes mensongères...). Aujourd'hui, avec l'éclatement de ce noyau et le contexte politique nouveau, les logiques partisanes reviennent en force et menacent ce qui restait de l'unité du mouvement. Globalement, ces logiques peuvent être cernées autour de deux pôles :

- Les unes tentent de vider le mouvement de toute sa substance identitaire en le confinant dans une démarche proche de la folklorisation de type «muséographique». L'objectif étant de donner l'impression à l'électorat berbérophone d'une prise en charge du problème identitaire sans pour autant s'aliéner le vote des groupes hostiles à la question.

- Les autres essaient d'en faire le prolongement naturel de leurs ambitions politiques en «idéologisant» ses revendications. Un compromis semble avoir été trouvé quand on lit la déclaration du deuxième séminaire qui affirme : «Les débats riches et approfondis ont fait émerger l'idée directrice pluraliste dans l'approche culturelle et identitaire...».

Mais il ne s'agit là que d'un compromis de circonstance car très vite apparaissent des contradictions de taille.

D'abord, les préoccupations politiques et idéologiques prendront le pas sur les préoccupations linguistiques et culturelles. Ce qui provoqua très tôt un mécontentement général parmi les défenseurs inconditionnels de la question identitaire.

Ensuite, une série d'actions contribuera à ternir la cohésion de façade notamment avec le flou qui entoura le rassemblement du 25.01.1990, parce qu'il fut organisé dans la précipitation et surtout à cause du choix tendancieux de la date, il augurait d'un climat malsain plutôt diviseur que rassembleur.

De même en sera-t-il pour les réunions préparatoires à la célébration du 20 avril. Elles seront disséminées à travers les wilayas de Tizi-Ouzou, Béjaïa, Bouira, comme si la domiciliation du Mouvement Amazigh restait à prouver.

Elles seront initiées par une poignée de personnes qui se sont investies du rôle de décideurs du Mouvement Amazigh comme en témoigne l'acuité des discussions en cours depuis Tazmalt, Tizi-Ouzou, Bgayet et Imchedalen en février et mars 1990.

La soumission à de pareilles logiques risque de faire perdre au Mouvement Amazigh sa cohésion et son autonomie. Elle risque surtout de le dévier de sa spécificité originelle qui en fait naturellement un acteur dynamique de la société civile avec pour objectif central : «*La défense et la promotion de la dimension berbère dans le cadre du respect des droits et des libertés, de l'égalité des sexes et du pluralisme*» (cf. Tafsut série spéciale décembre 1983).

Le respect de cet objectif constitue l'unique voie rédemptrice du Mouvement Amazigh. Ses chances de salut résideraient dans un pressant impératif de reconstruction.

III-L'IMPERATIF DE RECONSTRUCTION

Les tentatives de marginalisation de la question identitaire ont toujours brillé par leur pérennité. A l'origine, ce fut les diverses répressions qui se sont abattues sur ses militants. Puis vint le refus scandaleux de son institutionnalisation (cf. Constitution du 23 février 1989). Et enfin, les récentes prises de position que défendent des personnes loin d'être impliquées ou concernées par l'aspect technique de la langue Amazigh.

Tout ceci nous interpelle afin de nous atteler à la tâche impérieuse de réflexion et d'orientation du Mouvement Amazigh d'une part ; et ce, non sans avoir mesuré les risques et les dangers qui le guettent si la situation demeure inchangée.

1- Les risques

Si la situation perdure, trois types de risques ne sont pas à écarter :

Celui de faire de la région un exutoire : compte tenu du désarroi actuel et de l'âpreté des luttes partisans le risque est énorme. Vivant encore la question identitaire d'une façon psychologique, n'importe quel «illuminé» ou tendance politique peut sans trop d'efforts embraser la région. Le flou à l'origine de la manifestation du 25/01/1990 peut en témoigner. Des contingents entiers d'hommes et de femmes ont répondu à un appel dont on ne connaît pas encore les auteurs largement camouflés par le sigle «MCB». Certains n'hésitent pas aujourd'hui à affirmer que cette puissante manifestation est l'œuvre de «trois personnes organisées politiquement».

Il convient toutefois de relativiser ce danger potentiel car des forces saines existent et peuvent prendre leurs responsabilités le moment opportun.

*La folklorisation et la clochardisation du fait Amazigh

Si les différentes manifestations d'un pittoresque superficiel qui peuvent aller d'une tenue vestimentaire chatoyante à divers chants et danses d'une région constituent une certaine appréhension du folklore, ce dernier comporte aussi un intérêt scientifique attesté en tant qu'«ensemble de traditions et coutumes relatives à une culture et civilisation données». Il ne saurait dépasser cela et embrasser tous les domaines de la connaissance.

Or, la revendication identitaire doit comporter une prise de position claire sur le plan principal. Par ailleurs, elle doit inévitablement être assortie de mesures que le Mouvement Amazigh doit tendre à concrétiser tels :

- Tamazight à l'école.
- Tamazight dans les différents médias.
- Tamazight dans la vie publique.
- Promotion par l'Etat d'une politique de soutien à la langue Tamazight.

Autrement, le risque de folklorisation de la question identitaire reste patent. La langue et la culture Amazigh deviendraient un outil entre des mains inconçues afin de réaliser des objectifs douteux.

A ce titre, nous n'en voulons comme illustration que les opérations de «baptisation» de la Maison de la Culture et d'un amphithéâtre à l'Université de Tizi-Ouzou du nom de Mouloud Mammeri.

Sans verser dans le culte de la personnalité, nous pensons, eu égard à la vie de l'homme et à son œuvre, que Mouloud Mammeri mérite plus qu'un amphithéâtre non fonctionnel du fait de son état de dégradation et une maison de la culture qui n'a de culture que le nom !

Ainsi la question identitaire Amazigh gagnerait plus si ses principaux acteurs s'attelaient à des tâches constructives et productives porteuses de fruits pour la revendication telle que la recherche sur la langue, ainsi que le renforcement des secteurs inexplorés du domaine Amazigh.

*Le risque de casser la dynamique du mouvement associatif :

Le mouvement associatif Amazigh connaît de nos jours un grand essor, malgré l'inexistence d'une coordination organisée ainsi que l'absence de moyens qui seraient à même de réaliser les objectifs des dites associations. Le danger pressenti risquerait d'entamer la rupture d'une dynamique largement enclenchée. On s'acheminerait alors vers une véritable atomisation des idées et des énergies.

Par ailleurs, l'enthousiasme risquerait de céder le pas à l'usure dans des querelles byzantines entre les individus et les groupes. Et partant, toute tentative de rationalisation dans la démarche serait compromise. Pour éviter cette «dérive», il serait illusoire, comme le préconisent déjà certains, de verrouiller le MCB en se retranchant exclusivement dans une ligne «culturaliste» qui reste à définir.

L'impératif de la reconstruction du Mouvement Amazigh passe avant tout par un large effort de réflexion et de remises en question.

ALGERIE-ACTUALITE N° 1279 SEMAINE DU 19 AU 25 AVRIL 1990

2- L'effort de réflexion :

Il serait à notre sens utile de réorienter la réflexion autour des points suivants :

*Reconstruire le Mouvement Amazigh sur une base publique et bannir l'anonymat :

Cela signifie d'une part, qu'on ne peut maintenir inchangé le mode d'organisation actuel sous formes de «commissions horizontales» sans en situer l'organe de prise de décision.

D'autre part, il convient de fixer un cadre organisationnel clair dans le cadre des lois en vigueur. La forme «association» de la société civile nous paraît la moins désavantageuse. Ce sera le lieu idéal qui permettra au Mouvement Amazigh de sortir vainqueur. Il réalisera ainsi les objectifs fixés par ladite association et non ceux convoités par la formation politique à laquelle on se rattache.

*Enrichir et développer la doctrine identitaire :

Il s'agit - au-delà des différences partisans - de forger l'opinion démocratique à se prononcer d'une manière responsable et publique sur la question identitaire sans démagogie, ni faux-fuyants. Au besoin un Mouvement Amazigh fort et structuré sur des bases saines interpellera les éventuels dérapages.

Assumer, soutenir et amplifier l'idée centrale du mouvement. De toutes les questions qui se posent à l'Homme, celle relative à l'identité est la plus sensible. Sans repère identitaire, le désarroi s'instaure dans la quotidienneté. La quête identitaire est une exigence de notre temps pour que le processus d'adhésion, d'intégration se réalise dans l'équilibre et l'harmonie. Elle est aussi un postulat des «temps modernes» car «l'uniformisation», surtout quand elle touche au mode de pensée, entrave le progrès et l'intelligence. Une Algérie «plurielle» est une condition qui favorisera la réappropriation des facultés créatrices de la collectivité, stimulera la solidarité nationale. Cela n'est possible que s'il y a respect de «l'autre».

Conclusion :

En dépit du changement inauguré en Algérie ces derniers temps, le fait Amazigh demeure toujours frappé d'illégitimité constitutionnelle. Il s'agit là d'une injustice inadmissible, qu'il convient de réparer rapidement car contraire à l'Histoire, aux Drois de l'Homme et à la Démocratie. Pour cela, le mouvement doit, dans un cadre pacifique, multiforme et démocratique, gagner à sa cause tous les démocrates de ce pays en utilisant les arguments de la conviction. Les querelles berbéro-berbères doivent cesser, l'action de revendication politique encouragée, la production stimulée.

Malika Ahmed Zaid
Salem Djebara

Enseignants sciences économiques
Université de Tizi-Ouzou

1- cf. Rachid Chaker : Journal des événements, Temps modernes 1982.

2- cf. Salem Chaker : Berbères d'aujourd'hui, l'Harmattan 1989.

3- cf. notamment Alain Touraine : production de la société, éditions du Seuil, collection sociologie 1973.

4- cf. Divers travaux Universitaires notamment, Maurice Duverger, Sociologie politique, PUF 1973.

5- cf. Algérie-Actualité, dernier numéro de Décembre 1988.

6- cf. Salem Chaker : textes en linguistique berbère. La Découverte...

ALGERIE-ACTUALITE N° 1279 SEMAINE DU 19 AU 25 AVRIL 1990

AUTREMENT DIT

Quelques vérités sur le printemps 80

La démocratie a une dette envers le printemps 80. Il est temps de le dire haut et fort dix ans après par ces temps ingrats d'absolue déraison. Bien sûr il y a eu le formidable mouvement spontané de l'auto-gestion en 62-63, ou la hardiesse inattendue du débat populaire sur la Charte nationale de 1976. L'histoire rendra, au-delà de ses humeurs passagères, à chaque moment sa vérité.

Celle du printemps de 80 restera l'irruption à échelle de masse de la revendication des libertés démocratiques en Algérie. Avec, à leur tête, celle urgente parce que profonde et redoublée comme seule une identité peut l'être, la reconnaissance de la langue nationale amazigh comme telle.

Elle aussi. Aujourd'hui, la distance des années et les conquêtes d'octobre aidant, la nécessité de préserver un patrimoine culturel vivant et de l'épanouir est mieux admise. L'idée au souffle si long qui a présenté la prise en charge scientifique et institutionnelle de la langue amazigh comme un danger mortel pour l'arabe et l'arabisation a commencé à reculer. Mais là où, aux côtés d'une langue arabe mieux rassurée sur sa

souveraineté, la langue amazigh parvient par delà des himalayes de préjugés à entrevoir les contours de sa vitale promotion, le printemps 80 qui la remise sur les neurones de la mémoire vive de la nation, lui attend d'être lavé des souillures dont la presse unique de la période unique l'avait couverte à chaud.

Les événements aussi se réhabilitent. On le sait au moins grâce à Kalya, au printemps de Prague ou à Budapest 56. Or, si du printemps 80, on n'a voulu retenir que le printemps amazigh, ou mieux encore du printemps amazigh ne retenir que l'occupation de l'Algérie d'une propagande aux abois qui fera dire et écrire "l'attribution à l'unité nationale", "la manipulation par la main de l'étranger", et d'autres formules du style inimitable des nécessités de service de l'époque.

La chronique du printemps 80 le dira mieux qu'ici. Par la question amazigh et par delà elle, les libertés démocratiques ont connu une formidable avancée dans la conscience collective lors du printemps 80. Parce que la revendication identitaire est par essence démocratique, mais aussi qu'elle a été posée

démocratiquement.

C'est là le mérite du mouvement étudiant renouveau d'Algérie et de Tizi-Ouzou d'avoir d'emblée saisi la nature exigence démocratique qui accompagnait les revendications du tamazight, de l'arabe populaire, ou encore d'une organisation syndicale des étudiants. Les quelques vérités préliminaires sur le printemps 80 ouvrent très vite des trappes sous les pieds d'argile de colossaux clichés.

La première marche publique massive depuis de longues années en Algérie c'est le 11

mars 1980 à Tizi-Ouzou. C'est une protestation contre l'interdit de conférence d'ont a été frappé Mouloud Mammeri et c'est le début du "mouvement 80".

La première coordination de comités étudiants démocratiquement élus hors UNJA, depuis la dissolution en 71 de l'UNEA, c'est à Alger, début avril et c'est l'ex-grève générale organisée à l'échelle de toute une région depuis l'indépendance le 16 avril : c'est les premières grandes émeutes populaires depuis au moins celles

juin à Annaba, et cela lorsqu'après que le centre universitaire de Tizi-Ouzou n'ait été "vidé" au prix d'une intervention "coup de poing" des forces de police dans la nuit du 19 au 20 avril. Le printemps 80 c'est aussi la première campagne publique massive pour la libération de détenus d'opinion, les 24 de la cour de sûreté de l'Etat. C'est aussi les premiers témoignages publics sur la pratique de la torture dans les locaux de la DGSN et chez la sécurité militaire. La première marche de milliers d'étudiants en grève dans les rues d'Alger

c'est aussi le premier 19 mai commémoré massivement avec des mots d'ordre revendiquant la démocratie en Algérie : c'est le sommet politique du printemps 80. Les galas, les pièces théâtrales en plein air, les récitals de poésie, les polémiques d'affichage, la compétition politique, les débats sur les théories du développement, la liberté de la presse, l'Assemblée constituante souveraine sur l'assassinat de Abane Ramdane, l'alphabet tifinagh, les paroles de Mahmoud Darwich... c'est le printemps 80.

Mais pour comprendre ce rendez-vous manqué avec la démocratie, il faut enfin énoncer un monumental coup de panique du FLN et du pouvoir. La fin de la collégialité dans le Bureau politique au détriment de Yahiaoui et Bouellika, l'avènement de l'article 120 dès le congrès de juin, c'est encore à sa façon le printemps 80 qui défait l'histoire. Tamazight, cultures populaires, libertés démocratiques, lutte contre la répression, organisations indépendantes... il y a des semences que l'on jette au printemps.

EI Kadi IHSANE

Imposant rassemblement à Tizi-Ouzou

Le gala organisé vendredi soir au campus universitaire de Oued Aissi par le Mouvement culturel berbère pour célébrer le 10ème anniversaire du 20 avril 1980, a tourné court après une intervention explosive du chanteur Matoub Lounes stigmatisant la présence de chanteurs ayant "prononcé la lin du MCB".

Pourtant l'allechant affiche des chanteurs et artistes programmés par les organisateurs comprenant entre autres Ferhat Imazighien Imula, Idir, At Menguellet, Idelkuyen, Tagrawia, Fellag, etc... a déversé sur le campus de Oued Aissi une véritable marée humaine de jeunes, de vieux, de femmes et d'enfants venus de tous les coins de la wilaya de Tizi-Ouzou et des régions d'Alger, de Tipaza, de Boumerdes, de Bouira et de Béjaïa.

En effet, le regroupement estimé à plus de deux cent mille (200.000) personnes a commencé à se former dès le vendredi matin pour constituer dans la soirée un imposant rassemblement où ni les personnes, ni les véhicules n'arrivaient à circuler.

Il a fallu l'intervention de la gendarmerie nationale et de la police pour arriver à dégager la circulation bloquée jusqu'aux environs de trois heures du matin.

APS

23.4.1990

"HORIZONS"

BERBERES D'IER ET D'AUJOURD'HUI

"Algérie-Actualités a produit une interview de M. Hachimi NAIT DJOUDI dans laquelle il était dit qu'il était initiateur de la Ligue Algérienne des Droits de l'Homme, des cours de l'Université de Vincennes et qu'il aurait fréquenté assidûment les cours de berbère de Mammeri. De plus, il en rajoute dans une mise au point dans laquelle il déclare que le Dr. SADI devait être dans le gouvernement après un mystérieux séminaire tenu selon lui par un mystérieux ami.

Comme M. NAIT DJOUDI n'a été appelé que quatre jours avant la première réunion de la Ligue, qu'il a manqué du reste, comme il n'a jamais initié les cours de Vincennes, comme il a rarement mis les pieds chez Mammeri, nous avons estimé qu'il était de remettre la vérité en place. M. CHELFI prend le téléphone et décide que rien ne passera. Nous donnons ici une lettre de Hend SADI, membre du Groupe d'Etudes Berbères (GEB) de Vincennes sur les apports de M. NAIT DJOUDI. Cette lettre n'a pas été publiée par "Algérie-Actualités", de même qu'une réponse de M. M'barek REDJALA, véritable promoteur du GEB.

Décidément, nous n'en sortirons pas avec ce journal. Reste à savoir si cette nouvelle gestion lui fait du bien.

Le Mouvement Culturel Amazigh est depuis quelque temps l'objet de tentatives de récupérations multiples par le biais d'écrits divers. Qu'ils soient à prétention universitaire ou de nature plus franchement politique, beaucoup de ces textes informent hélas davantage sur la volonté d'auto-promotion de leurs auteurs que sur l'histoire récente qu'ils sont censés éclairer.

Cette histoire reste à écrire.

Mais s'il fallait rechercher absolument un aspect positif, disons que ces textes susciteront fatalement d'autres qui, au moins, respecteront les faits. Quant aux interprétations, à défaut d'analyses, chacun est libre de choisir la sienne.

Je sais bien que dans l'état actuel des choses tout écrit sur un sujet aussi immergé dans l'actualité politique donnera d'abord lieu à une lecture polémiste. L'attitude du lecteur moyen sera : « Encore de la polémique!... » Et c'est précisément sur ce type de réflexes que tablent ceux qui se disent que dans cette situation toutes les affirmations - vraies ou fausses - se valent : il s'écoulera toujours un délai avant que le temps ne tranche. Et dans l'intervalle, on aura toujours réussi à semer la confusion, ce qui aura permis d'affronter les échéances redoutées dans les meilleures conditions.

A ce sujet, l'interview de Hachimi Nait Djoudi publié dans "Agérie Actualité" n°1301 du 20 au 26 septembre 1990, contient de nombreuses affirmations sur lesquelles j'aurais à revenir. Mais, m'en tenant aux seuls faits dont j'ai personnellement et directement été témoin et ne voulant pas être trop long, je ne releverai que deux points.

1) Nait Djoudi affirme (en tout cas c'est noté dans le chapeau de l'interview) avoir initié le Groupe d'Etudes Berbères (GEB) de l'Université de Paris VIII (Vincennes) en 1972. La réalité est différente : créé par des membres d'Agilaw Imazighen (Académie Berbère) dont Mustapha Bounab qui assurera les premiers cours de berbère en utilisant les tiffinagh, ce groupe se serait sans doute effiloché sans l'arrivée de M'barek REDJALA que j'avais informé de la création de ce cours alors qu'il n'avait pas encore d'existence administrative. En accord avec les uns et les autres, celui-ci prit en main l'enseignement qui s'y donnait. Chercheur, rattaché au CNRS, M'barek REDJALA mettra en place les UV (modules) d'enseignement qui seront officiellement reconnues par l'Université et donnera ainsi son véritable essor au groupe. M'barek REDJALA sera assisté dans l'enseignement par certains d'entre nous, mais, en aucun cas, Nait Djoudi n'y prendra part. Tout comme, jamais aucun texte publié dans le Bulletin d'Etudes Berbères, réalisé par le GEB, n'émanera de lui. Je me souviens toutefois qu'il lui est arrivé d'être présent parmi les quelques dizaines d'étudiants et travailleurs qui suivaient ces cours.

Je regrette d'avoir à le dire, mais Nait Djoudi n'a rien fait qui vaille une mention particulière. Au demeurant, tous les protagonistes sont encore vivants et il serait facile de vérifier ces faits auprès d'eux. S'il fallait citer des noms, on pourrait signaler Saïd Boudaoud, Muhend U Yehya, puis plus tard Boussad Ben Belkacem, Ramdane Achab, Hacène Hirèche, etc... mais pas Nait Djoudi.

2) Par ailleurs, il est dit dans le corps de l'interview que, concernant "l'annulation de la conférence" de Mouloud Mammeri, "l'incident était concerté, puisque juste avant sa mort Da Lmulud avait rencontré Hocine Ait Ahmed."

D'une part, j'ai assisté avec plusieurs autres militants à cette entrevue qui eut lieu en 1979 dans un café du treizième arrondissement de Paris et je peux témoigner qu'elle fut brève et froide, et que rien ne s'était dit en dehors des salutations de circonstances.

D'autre part, c'est moi-même qui ai proposé au Comité de Cité de Oued Aissi l'organisation de cette conférence avec Mouloud Mammeri (1) à l'époque où j'étais Maître Assistant à l'Université de Tizi Ouzou. C'est en compagnie de Madame Ahmed Zaïd que je me suis rendu à Alger au domicile de l'écrivain pour l'inviter. J'affirme que ni Nait Djoudi, ni Ait Ahmed n'étaient en rien associés à cette démarche. Et que, lorsque j'ai proposé de faire venir Mouloud Mammeri, j'avoue n'avoir pas imaginé un seul instant que cela allait déclencher ce mouvement qui deviendra plus tard le Printemps Berbère. Si je l'ai fait, c'est parce que j'avais suivi son travail sur la poésie ancienne auquel j'avais modestement participé (2), et que j'avais cru bon de faire profiter l'Université de Tizi Ouzou des fruits de ce travail. Alors quand Nait Djoudi nous parle d'incident concerté, je voudrais savoir avec qui? Certainement pas avec Mouloud Mammeri qui avait été profondément choqué par cette interdiction, ni avec les organisateurs. Comme d'autres acteurs de ces événements, il reste la police qui a dressé des barreaux dont celui de Draâ ben Khedda qui intercepta le conférencier et les services de wilaya qui ordonnèrent cette interception.

En tout état de cause, Nait Djoudi était très loin de tout ce qui s'est produit en 1980. La seule fonction qu'il a eu au sein du FFS d'alors a été celle d'adjoint de Si Lhafid à Paris.

Quelle que soit l'urgence pour Nait Djoudi de se fabriquer une légitimité historique, la disparition de Mouloud Mammeri ne devrait pas l'autoriser à impliquer celui-ci dans n'importe quelle affabulation. Non M. Nait Djoudi, il ne vous suffit pas d'appeler Mouloud Mammeri "Dadda-s-Lmulud" pour vous permettre d'utiliser sa mémoire comme un escabeau sur lequel vous montez pour essayer de vous accrocher à une Histoire qui est passée au-dessus de vous...voilà un euphémisme!

Paris, le 26 septembre 1990
Hend SADI

(1) Sur ce point précis il existe un témoignage écrit et daté du 22 mai 1985 (largement diffusé à l'époque) et signé de huit personnes (A. Abboute, R. Achab, A. Aknine, M. Belhouas, M. Hocine, F. Mchenni, A. Oulmarra et A. Taleb) dont certaines sont aujourd'hui au FFS et qui confirme ce que j'avance ici, on y donne même le numéro de chambre où j'ai rencontré certains étudiants du Comité. Voici dans son intégralité le paragraphe consacré à cette affaire : « En mars 1980, Mouloud Mammeri avait été contacté par H. SADI, maître assistant en maths, pour une conférence prévue pour le lundi 10. Après accord de Mouloud Mammeri, H. SADI est passé à la chambre E10 (Oued Aissi) informer un membre du bureau du Comité. La conférence n'eut pas lieu après l'arrestation de Mouloud Mammeri à Draâ Ben Khedda. Des manifestations furent organisées à Tizi Ouzou le mardi 11 et le mercredi 26 mars 1980, auxquelles a participé l'ensemble de la communauté universitaire. Après la manifestation du 07 avril à Alger, fut constitué à Tizi Ouzou un Comité anti-répression (composé d'étudiants, de travailleurs et d'enseignants) chargé de suivre et de diriger l'évolution de la situation.

L'occupation de Hasnaoua par la communauté universitaire commença le 08 avril. L'initiative de la manifestation du 7 avril 1980 et l'appel rédigé à cette occasion furent l'œuvre du Dr. Saïd SADI. Saïd SADI fut également à l'origine de la grève générale du mercredi 16 avril 1980. Point de Nait Djoudi donc dans cette affaire, ni d'Ait Ahmed.

(2) cf. Bulletin d'Etudes Berbères n°11 paru en 1977. L'enquête sur Yusef U Qasi que j'avais adressée à M. Mammeri et qu'il reprit dans son livre.

L' Avenue n° 12
24 Juin 1990

11 ans déjà...

RASSEMBLEMENT DU M.C.B. Reconnaissance du tamazight

Plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées samedi en fin d'après-midi, devant le siège de la wilaya de Béjaïa - à l'initiative du Mouvement Culturel Berbère (MCB) - pour revendiquer "l'introduction du tamazight à l'école et sa reconnaissance comme langue nationale et officielle".

Dès seize heures, de nombreuses personnes ont investi la route limitrophe au bâtiment de la wilaya - coupée à la circulation par la police - alors que d'autres groupes organisés au niveau de certains quartiers entamaient une marche à travers les artères de la ville, avant de confluer en masse vers le siège de la wilaya.

Une fois arrivés, les membres du MCB se sont relayés au micro pour expliquer leur démarche. Le premier orateur de la loi sur la généralisation de la langue arabe, adoptée récemment par l'APN, a jugé que celle-ci était "exclusiviste".

"Nous adhérons entièrement à une arabisation progressive et progressiste, devait-il souligner. Seulement il est impérieux de prendre en charge en parallèle la langue tamazight", a-t-il ajouté.

L'orateur a ensuite précisé que "vu le retard qu'accuse tamazight, cette langue doit être prise en charge sur le plan juridique et de façon effective et rationnelle".

Pour conclure, l'orateur, devait appeler les manifestants "à se mobiliser davantage pour arriver à institutionnaliser cette langue et à lui faire recouvrer sa place originelle".

Le second intervenant devait donner de plus amples explications sur les notions de "langue nationale" et "officielle", étayant son discours par des exemples typiques de "coexistence de plusieurs langues dans un même pays à travers le monde".

Il devait souligner "la nécessité d'introduire tamazight dans les tribunaux et institutions officielles", précisant que "ces mesures seraient salutaires dans la mesure où de nombreux citoyens ne communiquent pas dans une autre langue". Dans le même sens, l'orateur fait état du "besoin urgent d'introduire un bulletin d'information en tamazight à l'ENTV".

À l'issue du meeting, un des orateurs devait lire une motion qui a été ensuite remise au wali et dans laquelle le MCB réitère ses revendications qui se résument en trois points essentiels, à savoir la reconnaissance du tamazight comme "langue nationale et officielle", l'intégration de "l'expression tamazight à la télévision", et l'utilisation de "la langue tamazight dans les tribunaux".

Au terme du rassemblement, un immense cortège s'était formé et a effectué une grande marche à travers les grandes artères de la ville de Béjaïa.

"HORIZONS" Mardi 15 Janvier 1991 - APS

Printemps berbère

Pour ce XIème anniversaire du Printemps berbère, tout un programme de festivités était prévu.

Tizi-Ouzou, est-ce dû aux fêtes de l'Aïd El-Fitr, n'était pas au rendez-vous, ce week-end. La célébration des événements du 20 avril 80 n'a pas eu lieu comme prévu.

Nos reporters y retournent aujourd'hui dans l'espoir d'assister enfin, aux festivités tant attendues

Lire en page 12

Horizons 21/4/1991

Au3

"PRINTEMPS BERBERE" Pas d'odeur de fête

Tizi-Ouzou Salihia Aoues - Naâma Abbas

Horizons
21/4/1991

Week-end des plus quelconques à Tizi. Bien morose même. Pourtant, ce jeudi 18 avril, devait être le début d'une longue fête, prévue jusqu'au 25. La huitaine du "Printemps Amazigh", en souvenir du 20 avril 1980, avait encore beaucoup de peine à éclore, ce vendredi. Premières journées sans faste.

L'ambiance est toujours à l'Aïd El Fitr. Tizi-Ouzou se complait dans le repos. Ruelles désertes et sans éclat. Pas une seule information sur les festivités du Printemps berbère. A moins de la chercher pour enfin la dénicher sur des affiches collées aux coins des rues, souvent cachées du regard.

Même les fanions et autres banderoles qui font le rituel embellissement des manifestations, ne sont pas "sortis" à l'occasion. Mais il y a heureusement ce regard curieux, presque inquisiteur du visiteur, qui fouille et observe avec insistance dans l'espoir d'une découverte. Une déception l'attendait ce jeudi. Premier réflexe, à l'entrée de Tizi, le théâtre Kateb Yacine. L'édifice ne baigne pas dans cette atmosphère particulière à la fête. Les portes sont hermétiquement fermées et les alentours vides. Là non plus, rien n'indique que c'est l'un des lieux choisis pour les festivités. Non loin de là, le siège de l'APC. Un tableau trône au seuil de la porte du bureau occupé par le comité d'organisation. Enfin, une information. Le programme de manifestation est affiché. Du 18 au 25 avril, des journées pleines, chargées, diversifiées : conférences, expo, théâtre et galas. Le tout avec détail. Et on en restera là. Pas un renseignement de plus. Les organisateurs absents, il fallait se contenter de réponses évasives, approximatives, quant aux festivités annoncées et qui ne démarraient toujours pas en ce deuxième jour. On parle de report, d'annulation, en raison, invoque-t-on, des fêtes de l'Aïd et de la mauvaise circulation de l'information. Ainsi, au lieu de la centaine de stands prévus pour les exposants, il n'en reste plus que 25.. Dans le hall extérieur du théâtre, on en dénombre seulement une quinzaine, inoccupés encore. La raison ? **Beaucoup d'associations n'ont pas répondu à l'invitation de l'APC, l'organisatrice**, pour les uns. Pour les autres, «la société qui a été sollicitée pour fournir les tentes en question n'a pas pu satisfaire la demande». Et ce vendredi 19 avril, près de 6 exposants seulement ont timidement commencé à étaler leurs produits et à les suggérer à la vente, à l'intérieur du théâtre. Dans le hall, «Taqa», une association culturelle, les éditions Bouchène, «El-Adib», un collectif de jeunes venus de Larbaâ Nath Irathen avec un travail de sérigraphie fait sur des vêtements, des nappes... un autre originaire de Maâtkas, spécialisé dans la confection d'objets en osier (le seul à occuper un stand à l'extérieur) et «Assalu», le journal du RCD sont déjà à l'œuvre. **«En attendant, dit-on, que d'autres associations et artisans viennent les rejoindre dès ce samedi, en provenance des villages de toute la région».**

Les conférenciers, eux, sont restés absents. Le tout est annulé, toujours, paraît-il à cause de l'Aïd qui a tout chamboulé, déclare M. Louandir, membre de l'APC. **«Mais rien n'est encore confirmé. Peut-être y aura-t-il des conférences les prochains jours»**, ajoute-t-il. Et d'insister sur le grand gala qui regroupera le 20 avril en soirée près de 21 chanteurs au stade du 1er Novembre. Les grands noms de la chanson kabyle y sont conviés, des anciens aux nouveaux. Ait Menguellet qui se produira le même jour, 20 avril, à l'Olympia, sera présent à la fête de Tizi. Une soirée qui promet mais pour laquelle on craint beaucoup aussi. Crainte bien fondée lorsque l'on sait

Que le MCB (Mouvement Culturel Berbère) appelle à une grève générale à Tizi-Ouzou ce 20 avril. Mouvement qui en parallèle tient à se démarquer d'ores et déjà de la manif, initiée par les APC-RCD et l'APW. "Une première, car les années précédentes la célébration de cet anniversaire se cantonnait au sein de l'université. Cette fois-ci nous avons tenu à l'élargir à l'échelle de la wilaya". Initiative boudée apparemment par le MCB, qui a, à son tour, planté une tente, loin de l'APC, sur une placette du centre-ville. Le vendredi après-midi, elle n'y était plus. C'est un peu pour ces désaccords que, semble-t-il, les organisateurs n'ont pas tenu, d'après les consignes, à ne pas faire trop d'éclats autour de cette célébration.

Dans un autre lieu culturel, à la Maison de la Culture Da L'Mulud, trois associations n'ont pas attendu le feu vert de l'inauguration (qui devait avoir lieu ce vendredi matin mais qui n'a toujours pas été fait), pour fêter le 20 avril. Un jeudi et vendredi bien pleins. Programme tracé et respecté à la lettre : pièces théâtrales, sketches, variétés, poésie, expos de vieux journaux, de tenues berbères... ont été animés de bout en bout par les membres de trois associations de jeunes à caractère culturel : "Arvalu" de Tizi-Ouzou, "Kateb Yacine" de Tala Amara, un village de Irjen de Larbaâ Nath Irathen et enfin "Thaneftith Naraw N'Tumerth" de Constantine. Ces trois associations ont même réussi ce vendredi à réunir à la même table Ferhat Mehenni du RCD et Naïf Djoudi du FFS, autour d'un débat passionné. Les amateurs devaient achever leur programme sur des notes de musique égrenée par des jeunes amateurs. "Programme par lequel on ne se démarque nullement de celui de l'APC, mais que nous tenions à appliquer car nous avons des engagements avec des chanteurs, et la Maison de la Culture. Et nous n'étions pas en droit de laisser tomber à la dernière minute pour nous associer à celui de l'APC dont nous avons dû décliner l'invitation car d'une part elle avait déjà ses exigences et arrêté ses festivités, ensuite elle s'y est pris un peu tard, vu que nous avons entamé nos préparatifs, il y a plus d'un mois !", confie-t-on.

Tous ces cahottements survenus à la veille de l'anniversaire de "Tafsut Imazighen" (Printemps berbère), dus au manque d'expérience, dit-on, saura-t-on les rattraper ce soir, au gala auquel on semble tenir le plus ? Le souci majeur, en tout cas des organisateurs, depuis le début... La couleur en sera annoncée dès 20 h ce soir au Stade du 1er Novembre...

SA et NA

Horizon 21/4/1991

REVENDICATION BERBERE EN KABYLIE

Les Berbères de Kabylie ont organisé samedi une journée de protestation, marquée par une grève générale et des défilés, en faveur de l'insertion de leur identité dans la Constitution algérienne, et pour la défense de leur langue. Depuis l'instauration du multipartisme en 1989, un institut de langue berbère a été ouvert à l'université de Tizi-Ouzou, une radio émet en berbère, des publications voient le jour et des cours libres sont assurés. Mais l'influent Mouvement culturel berbère (MCB) juge cette ouverture timide, et revendique la pleine reconnaissance de l'identité berbère comme partie prenante de l'histoire de l'Algérie.

HUMANITÉ du 22.04.9

ALGÉRIE

Les militants de Kabylie ont manifesté en faveur de la culture berbère

Les Berbères de Kabylie ont organisé, samedi 20 avril, une journée de grèves et de manifestations en faveur de la reconnaissance de la langue et de la culture tamazight (berbère). Selon un dirigeant du Mouvement culturel berbère (MCB), M. Fateh Chaitr, les employés des usines publiques ou privées et de l'administration de la ville de Bejaia, dans le nord-est du pays, ont suivi massivement l'appel à la grève. Dans la région de Tizi-Ouzou, autre fief berbère, les arrêts de travail auraient aussi paralysé d'importantes usines de textile et d'électroménager, ainsi que l'université.

La journée de protestation coïnci-

daît avec le onzième anniversaire du « printemps berbère », organisé en hommage aux militants berbères réprimés en 1980. Depuis l'instauration du multipartisme et de la liberté d'expression en 1989, un institut de langue berbère s'est ouvert à l'université de Tizi-Ouzou, une radio en berbère émet vingt-quatre heures sur vingt-quatre, des revues spécialisées sont publiées en berbère et des cours libres sont assurés. Mais le MCB juge cette ouverture timide et revendique une reconnaissance de la culture berbère dans la Constitution, au même titre que la culture arabe et musulmane. - (Reuter.)

La France 23/4/1991

2930-2942 +.ΠΟ: + Σ.Σ.ΨΥ:Ι 1980-1992

Crise identitaire

RÉFLEXION

La dérive

Souvent pour tuer le temps j'essaie de m'imaginer les thésards du futur redoublant d'ingéniosité pour expliquer les causes économiques qui ont conduit l'Algérie de la deuxième moitié du XX siècle à la faillite.

En vérité un grand et beau pays, doté sans parcimonie par la nature peut-il connaître la faillite? Est-il possible que cela soit?

Ce n'est pas en ne le disant pas qu'on l'évitera!

La tâche désignée sur la carte du globe terrestre par le mot ALGERIE s'enorgueillit de posséder 1200kms de littoral, de nombreuses montagnes, de larges plaines, un immense désert, beaucoup de soleil et une population très dynamique.

... Il est donc tout-à-fait concevable qu'à défaut de régner sur le monde, notre pays puisse au moins nourrir aisément ses habitants... Ce qu'il a toujours fait d'ailleurs, aussi loin que puisse remonter la mémoire.

Un site aussi exceptionnel, cependant, n'a pas manqué de susciter les plus brutales convoitises de tous les peuples voisins, qui n'ont pas cessé de se relayer, depuis plus de 2000 ans, en des assauts ininterrompus pour en prendre possession. Ce qui engagea l'Algérie dans une GUERRE de 2000 ANS selon l'expression de Kateb Yacine. C'est dire l'enjeu que représente la richesse de notre pays.

Il est de notoriété publique aujourd'hui que l'Algérie a été le grenier à blé de Rome, que les Vandales en arrivant en Algérie vécurent dans une telle opulence - inhabituelle pour eux - qu'ils s'amollirent au point de connaître la déroute dès les premiers assauts byzantins et qu'enfin l'histoire du coup d'éventail avait à son origine une affaire de blé entre la France et l'Algérie...

... Vivre dans un état de guerre permanente tout en produisant de quoi nourrir les autochtones et de nombreux peuples étrangers n'était même pas une performance digne d'être soulignée ni retenue... C'était naturel pour un pays si bien doté.

Cependant un envahisseur chassant l'autre, finit par arriver le moment où ce fut l'indigène qui chassa le dernier envahisseur et le pays retourna pour la première fois depuis de longs siècles aux mains de ses enfants... C'était en 1962. D'aucun se dirent qu'enfin l'heure est arrivée, avec l'état de paix permanente qui s'est installé, avec la liberté retrouvée, avec les moyens techniques qu'offre le progrès on va pouvoir le construire ce Paradis.

Ben Bella, Boumediène et Chadli, de bons et authentiques algériens se sont succédés dans l'honneur de canaliser les énergies et l'enthousiasme des citoyens et de présider à la direction d'une œuvre aussi grandiose...

Que Dieu leur pardonne...

Question: Qu'est-ce qu'un terrain vague?

Réponse: C'est un espace vide de tout, qui en général n'appartient à personne de précis et que tout le monde peut traverser, même les chiens errants.

Question: Quel lien peut-on établir entre l'Algérie et un terrain vague?

Réponse: On peut passer de l'un à l'autre sans s'en rendre compte.

Les cavaliers de l'apocalypse... des anges destructeurs qui sément la mort et les ruines sur leur passage. Nos trois dirigeants ont réussi en 20 ans à réaliser ce que les Romains, les Vandales, les Byzantins, les Turcs, les Espagnols et les Français n'ont pu faire en 20 siècles. Ils ont fait de l'Algérie un terrain vague, ouvert à tous les vents. Un simple terrain de parcours où n'existent ni lois, ni Etat, ni autorité, ni économie...

Un pays que Dieu a créé pour distiller le bonheur et l'opulence à ceux qui l'habitent; risque tout simplement de retourner à la poussière parce que pour la première fois de son histoire le peuple algérien n'arrive pas à produire ce qu'il mange... Et c'est là un véritable miracle. On ne pourrait jamais expliquer autrement que par un miracle l'exploit d'installer la misère dans un pays fertile. Un miracle le fait qu'un pays de hautes plaines importe du blé, un pays de vergers importe des oranges, un pays de steppes importe de la viande... Un peuple qui a défié les vicissitudes de l'histoire, pour traverser les millénaires indemnes, là où leurs civilisations entières périrent, menacé de disparaître et en tant que Nation. Félicitations pour l'exploit!!

Il reste que les chefs d'accusations habituellement retenus contre vous, comme les 25 Milliards de dettes, les 26 Milliards de pots de vin, les 2 Millions de chômeurs, la destruction du secteur agricole... Ne sont que la partie apparente de l'iceberg, un mal presque bénin... Le plus grave, le pire c'est l'atteinte portée aux Hommes, l'agression de

L'AVENIR N°19 Avril 1991

L'Homme dans ce qu'il a de plus intime son IDENTITE.

Depuis 1962 l'Etat omniscient, omniprésent et omnipotent a entrepris de détruire systématiquement les supports les plus sûrs de la culture nationale, ceux qui caractérisent notre modèle d'organisation et notre mode de vie: ceux qui donnent son identité au peuple Algérien, pour essayer de leur substituer à grands coups de Milliards des artefacts auxquels notre réalité refuse de donner corps.

Un collage éclectique, fait l'objet d'éléments épars ramassés au petit bonheur la chance dans des civilisations éloignées au possible dans l'espace et dans le temps... on a obligé les Algériens à porter des masques? un masque d'Afghan, un masque d'Egyptien, un masque d'Américain... Bien malin serait celui qui reconnaîtra l'autre dans la rue, il ne sait plus ce qu'il est. Il est là coupé de son passé et sans perspectives, vivant éternellement la minute présente. Une proie facile pour n'importe quel prédateur. L'Algérien évoque puissamment l'image d'un SIDAÏQUE sans protection aucune et qu'un simple coup de rhum peut abattre. Un mort en lequel on a tué tout trait de génie, auquel on a ôté l'acte même de penser.

Quand un jeune Homme de 20 ans préfère les milliers de risques de l'aventure en AUSTRALIE. Quand il préfère mourir en IRAK ou en AFGHANISTAN plutôt que de vivre en ALGERIE. Quand de bons patriotes en viennent à souhaiter le retour de la FRANCE... Il faut croire que l'œuvre de destruction est bien avancée.

Question: Supposons que l'Algérie ait un jour à subir un embargo, combien tiendrait-elle?

Réponse: C'est insensé cela ne peut arriver, cela ne doit pas arriver.

Question: A aucun prix?

Réponse: A aucun prix!

Avant d'être économique, la crise que nous vivons est identitaire, c'est-à-dire d'ordre culturel. Ce qui ne rend pas les choses plus faciles, parce que le concept de Culture que nous nous proposons de "fouilles" est évanescence presque sans contenu réel. Chacun l'emploie à sa convenance. Au gré des intérêts, on lui voit plaquer toutes sortes de significations dont certaines peuvent aller jusqu'à s'opposer. Il a servi à cautionner tant d'actes et tant de discours contradictoires qu'il en est venu à prendre toute signification sensée. Aussi nous obligerons-nous à faire une montée aux origines pour en saisir l'essence. Cela nous permettra du même coup de balayer un certains nombres d'autres concepts bien d'actualité. Au début il y avait la nature. Nous désignons sous ce vocable des éléments constitutifs de notre monde (hommes, animaux, végétaux, minéraux). Les lois qui régissent la nature, c'est-à-dire les relations qui entretiennent ces différents éléments sont d'une dramatique simplicité; elles se résument en une seule phrase: IL FAUT SURVIVRE! SURVIVRE PAR N'IMPORTE QUEL MOYEN!

Il va à partir de là, s'instaurer une terrible lutte pour la vie. Il s'agira pour chacun de s'armer pour survivre.

Le quota de connaissance dont ils disposent sera transmis alors à la 3^e génération, qui elle-même va le bonifier avant de le transmettre à la 4^e génération et ainsi de suite. Chaque génération va être plus forte et mieux armée que celle qui la précède.

Ce processus de transmission de connaissance d'une génération à l'autre, définit la manière dont l'Homme s'adapte pour survivre aux pressions que la Nature exerce sur lui; nous conviendrons de l'appeler EDUCATION.

Tant que les communautés humaines étaient réduites à quelques dizaines d'individus tout au plus, il était possible de procéder à une "EDUCATION TOTALE" c'est-à-dire à une propagation parfaite de toutes les connaissances disponibles dans toute la communauté, pour faire en sorte que tous les individus possèdent le même volume de connaissance, c'est-à-dire toutes les connaissances de leur communauté.

A ce stade primaire; qui n'a sans doute jamais existé, et que nous n'évoquons que pour les besoins méthodologiques, nonobstant les différences innées qui existent entre les hommes (sens plus au moins développés, force physique, vertige...). Il n'y a aucun créneau au titre duquel un individu puisse se considérer comme supérieur à un autre et trouver par là moyen de l'asservir: Tous les hommes peuvent être considérés libres et égaux.

Les problèmes commencent à apparaître dès que les communautés s'agrandissent, atteignant des centaines de milliers de têtes. Cela rend inopérant le processus d'éducation décrit ci-dessus, puisque:

- Un individu donné ne pourra plus communiquer les connaissances qu'il a acquises à tous les membres de sa communauté, devenus trop nombreux...

- Comme il ne pourra plus prendre connaissance de tout le savoir acquis par tous les membres de sa communauté.

Que faire alors?

Ce que les sociétés firent, c'est qu'elles introduisent la censure. Puisqu'il est impossible de léguer toutes les connaissances disponibles à tous les membres il faut procéder à des simplifications majeures.

On ne va pas transmettre toutes les connaissances, mais seulement une partie.

Ces connaissances, on ne va pas les transmettre à tous mais à quelques-uns seulement.

Ce qui revient à dire que la société sélectionne certaines connaissances qu'elle juge d'intérêt vital pour sa survie, et assure leur transmission à la postérité alors que d'autres connaissances considérées comme néfastes sont délibérément de survivre aux dépens de n'importe quoi et de n'importe qui. Seuls les plus agressifs et les plus violents y réussiront: les meilleurs!

Chaque espèce essaie de passer à travers le tamis de la sélection naturelle. Et faut-il le préciser ce sont paradoxalement les déviants et les monstres que quelque accident génétique à défiguré en les dotant d'attributs anormaux qui ont la plus grande probabilité de

réussir. Ils auraient su tirer avantage de leur "infirmité", alors que les individus et les espèces conservateurs périront.

Ainsi donc dans le monde de la Nature les espèces subissent d'utiles transformations au fur et à mesure que le besoin se fait ressentir pour s'adapter au milieu au milieu ambiant lui-même en perpétuel mouvement: c'est le phénomène de l'évolution.

Question: Un drapeau et un président suffisent-ils à faire une nation?

Réponse: PAS DE REPONSE

C'est le langage qui a rendu possible l'exploitation des potentialités du cerveau dans la mesure où:

- Il permet aux hommes de communiquer entre eux et de pouvoir coordonner leurs mouvements pour accroître l'efficacité de leurs actions.

- Il leur permet de s'apprendre mutuellement les connaissances que chacun a acquises de son côté, de sorte que le savoir collectif s'en trouve multiplié.

- Il permet de conserver le savoir par sa transmission d'une génération à une autre.

Ainsi tout individu qui acquiert un savoir, va pouvoir le transmettre à ses enfants. Les membres, à partir des connaissances reçues des parents, auxquelles viendront s'ajouter celles qu'ils ne manqueront pas d'acquérir par leurs propres moyens, seront dotés d'un plus capital d'agressivité et d'une meilleure charge de violence. Ils seront mieux écartés et parfois même combattus (ainsi en est-il des théories de Galilée Darwin, Marx...)

L'homme qui résulte de cette double censure dans le processus d'Education représente un module ou un prototype, parmi un grand nombre d'autres possibles qui auraient pu être créés en jouant sur le choix de combinaison des connaissances à transmettre. L'individu est ainsi modelé, affiné et fini par sa société selon certains canons et certains canaux. Il est le produit d'une volonté d'édifier et de codifier un certain critère du beau, du bon et du juste.

Ces nouvelles données laissent apparaître une division au sein de la communauté. Il y aura désormais ceux qui savent (possèdent le savoir) et ceux qui ne savent pas. Cette scission annonce déjà la division de la société en classes, dont l'apparition est maintenant imminente, et qui se concrétisera dès que le couple savoir-pouvoir aurait secrété la propriété privée.

Celui qui possède le savoir possède le pouvoir et possède la richesse. Il occupe une position enviable et enviée, qu'il essaiera de maintenir et de consolider envers et contre les velléités de ceux qui ne possèdent ni savoir, ni pouvoir, par conséquent richesse, entérinant la lutte des classes. La lutte des classes sera le moteur de l'Histoire. Une histoire qui raconte les efforts continus de l'homme en vue d'échapper aux contraintes de la Nature et de s'émanciper par le travail. Cette histoire est jalonnée d'échecs cuisants et de succès retentissants au terme desquels il peut aujourd'hui revendiquer les merveilles de la civilisation. Pour arriver maintenant au concept de Culture nous dirons que la combinaison de connaissances qu'une société choisit de développer c'est-à-dire la manière dont cette société choisit de s'organiser pour survivre et de se perpétuer constitue la Culture de cette société. A ce titre d'exemple nous pouvons caractériser une combinaison de connaissance définissant une culture par ces quelques traits:

- Division de la communauté en Deux classes

- Adoration de plusieurs divinités

- Sédentarisations

- Monogamie

Ce sont ces éléments qui distinguent une société d'une autre, qui lui donnent un cachet propre: une IDENTITE. Toute culture identifie un peuple.



Nos ancêtres avant de commencer la cueillette des olives organisent des sacrifices avec des chants et danses d'une part et fabriquent des paniers d'autre part. De nos jours et avec du recul, nous considérons les sacrifices, chants et danses comme des actes culturels, alors que la fabrication des paniers est considérée comme simple travail, or en réalité les deux activités sont culturelles puisqu'elles concourent toutes les deux à la survie et à la reproduction de la société grâce à une bonne récolte.

- Les sacrifices attirent la faveur des Dieux pour une bonne récolte.

- Les paniers permettent de réaliser effectivement cette récolte.

S'il manque une des deux activités, l'autre ne vaudrait rien. C'est pourquoi nous pouvons dire maintenant que la culture est un agrégat de l'ensemble des activités pratiques et mentales qui concourent à la reproduction de la société. La culture ne peut en aucun cas se réduire à une poignée d'activités comme le théâtre, le cinéma ou la peinture et il est absurde de créer un "Ministère de la Culture" comme si les activités sportives, agricoles ou industrielles ne sont pas culturelles et ne visent pas à reproduire la société. On peut à la limite expliquer pourquoi certaines activités sportives telles que le Foot-ball ne doivent pas être considérées comme des activités culturelles en Algérie, car le Foot fut imposé au monde entier par l'Angleterre victorienne au sommet de sa puissance.

En Angleterre, il est une activité culturelle mais en Algérie il n'est que le signe de la soumission de notre pays aux valeurs anglaises.

A l'origine le foot-ball n'était ni plus intéressant ni plus populaire que la plupart de nos sports locaux; C'est la puissance économique de l'Angleterre qui lui avait donné ces qualités, tout comme elle avait contribué à généraliser la langue anglaise ou la livre Sterling dans le monde.

Ce qu'il faut comprendre à partir de là, c'est qu'une société commence à dépérir au moment où elle perd confiance en son génie et abandonne la recherche de solutions originales et spécifiques aux problèmes qu'elle rencontre pour emprunter des solutions toutes faites à d'autres cultures.

Pour accentuer le processus de déoersonnalisation, on entreprit méthodiquement de dépersonnaliser les Algériens, en leur ôtant toute espèce d'identité sous quelque forme que ce soit. Tout est conçu, légal et dirigé par les mythiques "Autorités Supérieures" qui savent tout, prévoient tout et ne se trompent jamais. Le simple citoyen n'a plus qu'à occuper la place qu'on lui désigne dans le puzzle... Sous prétexte de socialisme on égalise par le bas. Les Algériens doivent avoir les mêmes idées, habiter les mêmes F3 dans les mêmes Cités-dortoirs aussi bien à Alger, Annaba, qu'à Djinet; avoir les mêmes primes de rendement...

On a si bien arrasé que ceux qui osent faire preuve d'originalité quelque part et font relief dans la monotonie générale et se désignent de loin comme déviants et perturbateurs de l'ordre établi... ils ne doivent s'en prendre qu'à eux-mêmes.

L'Algérie de l'indépendance comme celle du XII siècle, comme celle du III siècle ou celle d'il y a 3000 ans est en bute à d'énormes problèmes. Mais là où nos ancêtres ont mis à contribution leur génie pour leur trouver des solutions spécifiques nos contemporains ont préféré faire roue libre et vivre en rentiers, léguant contre de bons Dollars les milles tracasseries d'innovation, de conception et de production aux Américains, aux Français, aux Allemands...

Le pays importe ses avions, ses voitures, ses films, ses vêtements, sa viande, ses patates, ses oranges... On a accepté que l'Algérien ne travaille pas, qu'il ne produise pas, on poussa jusqu'à lui distribuer régulièrement des bénéfices fictifs pourvu qu'il ne lui prend pas de réfléchir, de s'interroger et d'interroger. Prenons l'exemple du logement: on importe les plans, les matériaux et les ouvriers pour parsemer le pays dans sa grande diversité de climats, de reliefs et de coutumes; de misérables F3 standards. Le génie algérien n'est pas sollicité pour un gramme dans toute l'opération. Et l'exemple peut être généralisé à tous les autres champs d'activités.

Si l'Algérie devient comme le vie canadien, regarde les égyptiens, ou le Japon, les indiens, les japonais, les vietnamiens, les chinois ou les japonais du siècle qui courent tous derrière le "dortoir" sans une touche en tant qu'Algérien? Lui donner une identité. Un peuple qui mange ce qu'il ne produit pas a-t-il une identité?

Question: S'il y a un intellectuel dans la salle qu'il lance la première pierre.

Les autorités algériennes pendant toute mesure ont entrepris de scier la branche sur laquelle elles sont assises; dépensant des milliards pour "fabriquer" un zombie sans personnalité, sans ambitions et sans patriotisme, qui essaie de vivre au jour le jour par des expédients plus ou moins honnêtes et légaux... préférant s'investir dans le trabendo et la pizzeria plutôt que dans des projets productifs mais aléatoires et d'une rentabilité étalée dans le temps.

Personne ne sait ce que lui réserve le lendemain. L'Algérie inaugurera en première mondiale la vie de l'éphémère et l'économie du provisoire. Le provisoire et l'incertitude devinrent implicitement les devises du pays. Ceux qui pouvaient se le permettre firent leurs valises, les autres se couvrirent du mieux qu'ils purent contre les courants d'air et s'endormirent. Les intellectuels trahirent sans vergogne et la presse mangeait dans la main, laissant des politiciens analphabètes décider du sort du pays. Presque personne ne veut réellement donner un coup de pied dans la fourmière et secouer un bon coup l'olivier. Car sans vouloir se payer de mots, rien ne pourra se faire de bon en Algérie tant que le problème identitaire n'a pas été réglé. Quand un individu ne se reconnaît pas dans les constantes les plus sacrées de son pays, quand il ne se reconnaît pas dans les discours du Président de la République, il ne prend aucun intérêt au devenir du pays. Il agira exactement comme un mercenaire qui essaie de ramasser un maximum d'argent en un minimum de temps: à n'importe quel prix.

Pendant que les intellectuels et la presse sombraient lâchement dans un long hivernage, "l'Algérie des idées" faute d'avancer reculait à pas de géants, faisant en vingt ans une marche arrière de plus de mille ans. Le fascisme y trouva le limon fertile où il s'épanouit comme un cancer.

Epilogue

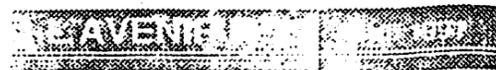
Les politiciens en 20 ans ont fait faire à l'Algérie un saut dans le passé: les intellectuels dormaient. Le bruit et la fureur, des enfants les ont réveillés en Octobre 88: le pays est au bord du gouffre. Et qui dénoncent-ils? Les assassins de l'Algérie? Non! Ils organisent un procès contre G. Bush le Président Américain!

Plus le singe monte, mieux on voit son derrière.

A force de remonter le temps on finira par arriver au temps des dinosaures, les intellectuels y trouveront leur place.

KHELLADI Mokhtar

*Chantez ô Muses ces héros fameux qui à partir de quelque chose firent le Néant
Chantez ce peuple halluciné qui usa de la démocratie pour se donner un Tyran
Déchantez ô Muses ce pays est le mien.*



14!

V - DEBAT CULTUREL .

Selon le F.L.N.....p. 150
 Quelle langue ?.....p. 162
 Quelle écriture ?.....p. 175
 Production - Création.....p. 182
 Imazighen au Maroc.....p. 194

CULTURE

DES ORIENTATIONS PRECISES POUR UN LARGE DEBAT NATIONAL ET DEMOCRATIQUE

ANNABA, (aps).

M. Mohamed Chérif Messaâdia, membre du Comité central, responsable du Secrétariat permanent du Comité central a présidé samedi après-midi au siège du collège syndical, une assemblée générale des militants.

M. Saïd Bouhadja, membre du Comité central, secrétaire de la mouhafadha, des membres du conseil de coordination, des secrétaires de kamas, les cadres syndicaux, les autorités civiles et militaires ainsi qu'une nombreuse assistance, ont assisté à cette assemblée.

Le responsable du secrétariat permanent du Comité central a situé l'importance

du large débat engagé actuellement à travers le pays sur le dossier de la politique culturelle.

Il a rappelé à l'assistance les orientations générales sur la démocratie qui doit prévaloir lors du débat national.

Toutes les suggestions et avis faciliteront l'élaboration du dossier qui sera soumis au Comité central, a-t-il ajouté avant d'intervenir au sujet de l'idéologie du Front de Libération Nationale.

M. Mohamed Chérif Messaâdia a précisé que « certains systèmes politiques étrangers ne peuvent être appliqués en Algérie, car non conformes aux réalités algériennes ».

Le responsable du secrétariat permanent du Comité

central s'est longuement étendu sur les différentes phases glorieuses de la Révolution de Novembre qui ont abouti à la victoire sur le colonialisme.

Abordant le développement économique du pays, M. Messaâdia a lancé un appel pour une mobilisation constante de tous pour gagner la bataille de la production et de la gestion.

A noter que le débat sur la culture est très largement engagé au sein des structures de base du Parti, des Organisations de masse et s'étend de plus en plus en profondeur dans les unités de production les universités et les Maisons de culture.

(Lire page 3)

TEXTES FONDAMENTAUX DU F.L.N.

LA CULTURE ET LE CONGRES DE LA SOUMMAM

ALGER (aps)

L'Agence nationale de presse « APS » poursuit la diffusion des extraits relatifs à la culture contenus dans les textes fondamentaux du Parti du Front de Libération Nationale.

Le congrès de la Soummam (20 août 1956) avait consacré à ce secteur un chapitre dont voici le contenu :

« L'union psycho-politique du peuple algérien forgée et consolidée dans la lutte armée est aujourd'hui une réalité historique. »

« Cette union nationale, patriotique, anti-colonialiste, constitue la base fondamentale de la principale

force politique et militaire de la résistance ».

« ...Le ralliement des intellectuels à la patrie algérienne, le fait que la « francisation » n'a pas réussi à étouffer leur conscience nationale, la rupture avec les positions idéalistes, individualistes ou réformistes, sont les preuves d'une saine orientation politique ».

« ...Le FLN devra assigner aux étudiants et étudiantes, d'une manière rationnelle, des tâches précises dans les domaines où ils peuvent rendre le mieux : politique, administratif, culturel, sanitaire, économique, etc... ».

« ...L'invasion et l'occupation d'un pays par une armée étrangère

ne saurait en aucun cas modifier la nationalité de son peuple ».

« ...Les Algériens n'ont jamais accepté la « francisation de l'Algérie », d'autant plus que cette « étiquette » imposée ne les a jamais empêchés d'être dans leur patrie moins libres et moins considérés que les étrangers ».

« La langue arabe, langue nationale de l'immense majorité, a été systématiquement étouffée. Son enseignement supérieur a disparu dès la conquête par la dispersion des maîtres et des élèves et le viol des biens waqfs ».

« La religion islamique a été bafouée, son personnel est domestiqué, choisi et payé par l'administration colonialiste ».

FLN Mouhadjine

LUNDI 16 MARS 1981

CHARTRE NATIONALE ET REVOLUTION CULTURELLE

Dans le titre III : Les grands axes de l'édification du socialisme, la Charte nationale donne une analyse de la Révolution culturelle et de la langue nationale, dont voici quelques extraits :

« Les cent trente années de colonisation ont laissé l'Algérie profondément marquée par une politique d'obscurantisme érigée en système de prépondérance et de sujétion et par de graves atteintes à la personnalité du peuple algérien à travers sa langue nationale interdite ou rétrogradée, son histoire et sa culture niées ou dépréciées.

« Il est évident qu'une Révolution ne peut être que très limitée dans ses objectifs quand elle est faite par un peuple en majeure partie analphabète et qu'elle est sous-tendue par des mentalités aliénées et des modes de penser et d'agir souvent contraires ou en-deçà des buts que l'on s'assigne. De la même façon, elle se trouve condamnée à la stagnation, au manque de créativité, à un refus du renouvellement, toutes choses qui sont susceptibles d'engendrer les conditions objectives d'un recul et favoriser, même, l'émergence de la contre-révolution. Donc, l'impulsion révolutionnaire à donner à la culture doit pouvoir contribuer à élever le niveau intellectuel et technique des masses, à changer les mentalités dans le but de créer des conditions psychologiques, idéologiques et politiques pour la consolidation de l'indépendance nationale et le développement économique et social.

« La socialisation des moyens de production est une condition préalable du socialisme, mais elle doit s'accompagner nécessairement d'une profonde transformation intellectuelle et morale. En effet, changer l'homme n'est pas moins indispensable que transformer un pays, et rien n'est assuré tant que l'éthique socialiste n'imprègne pas les mentalités et les comportements. Dans cette perspective, la Révolution culturelle a un triple objectif pour aboutir à la formation d'un homme nouveau dans une société nouvelle :

a) Affirmer, en la consolidant, l'identité nationale algérienne et favoriser le développement culturel sous toutes ses formes ;

b) Elever sans cesse le niveau de l'instruction scolaire et de la compétence technique ;

c) Adopter un style de vie qui soit en harmonie avec les principes de la Révolution socialiste, tels que définis par la présente charte.

Il conviendrait d'ajouter à ces fonctions primordiales :

1) Celle d'instrument d'une prise de conscience sociale et d'une action adéquate portées, toutes deux à transformer les structures archaïques et injustes de la société ;

2) Celle de lutte organisée et motivée contre le sous-développement socio-économique du pays ;

3) Celle, enfin, d'effort éducatif vigilant destiné à combattre tous les préjugés de race, de classe, de sexe, de métier manuel ; le goût de la violence antisociale, le chauvinisme, les idées sectaires concernant la culture et le mode de vie. Cette même dimension de la culture agira en vue d'une plus grande solidarité avec les peuples opprimés victimes de ségrégation ou de mépris racial, avec les peuples encore exploités ou anciennement colonisés ; pour une meilleure appréciation de leur histoire, de leurs luttes libératrices, de leurs problèmes d'édification nationale et le respect des cultures et civilisations différentes des nôtres ».

LA LANGUE NATIONALE

« La langue arabe est un élément essentiel de l'identité culturelle du peuple algérien. On ne saurait séparer notre personnalité de la langue nationale qui l'exprime. Aussi, l'usage généralisé de la langue arabe et sa maîtrise en tant qu'instrument fonctionnel créateur, est une des tâches primordiales de la société algérienne au plan de toutes les manifestations de la culture et à celui de l'idéologie socialiste. En retrouvant son propre équilibre à travers l'expression légitime, authentique et rationnellement outillée de son être national, l'Algérie contribuera beaucoup mieux à enrichir la civilisation universelle tout en profitant à bon escient de ses apports et expériences.

« Il ne s'agit nullement de choisir entre la langue nationale et une langue étrangère. Le problème du choix étant dépassé et irréversible, le débat sur l'arabisation ne peut porter, désormais, que sur le contenu, les moyens, les méthodes, les étapes, la conception générale d'une langue appelée à jouer le rôle qui doit lui revenir si les siens savent en faire, par leur travail et un effort acharné et positif de perfectionnement. L'outil culturel et scientifique destiné à propulser la marche en avant de l'Algérie socialiste. Si le processus d'arabisation est un fait sur lequel on ne doit plus revenir, le lourd handicap, les préjugés tenaces hérités de l'ère coloniale, et les retards subis par la langue arabe en Algérie, ont tous contribué à faire en sorte que le problème ne peut pas être résolu en dehors des conditions d'une grave exigence de qualité et d'étapes nécessaires qui, seules, auront raison de ces obstacles matériels et moraux. Il n'en demeure pas moins que le but assigné devra être atteint, non pas pour une

simple satisfaction d'amour propre, mais d'une manière exigeante, éclairée, responsable, concernant la langue arabe en tant qu'instrument d'éveil et de création, de développement et de progrès, de recherche scientifique et de transformation sociale.

« Portée par la faveur populaire, l'arabisation réalisée de jour en jour des progrès considérables en Algérie et permet à de larges secteurs, notamment parmi la jeunesse, de se révéler dans leur pratique de la langue nationale. Il s'agit là, objectivement, d'un acquis d'une grande portée et qui n'est au demeurant, que très légitime. Il constitue déjà, en même temps qu'une réponse à l'une des aspirations majeures du peuple algérien pendant l'occupation étrangère, un environnement culturel et psychologique indéniable qui prédisposera l'appareil de l'Etat, le Parti, les organisations de masse, les diverses administrations et sociétés nationales, les organismes officiels, les entreprises économiques, à rendre de plus en plus effective, par des mesures appropriées, l'arabisation de leurs services. De cette façon, et les initiatives du pouvoir révolutionnaire aidant pour hâter la réalisation méthodique de ce grand projet, se concrétisera l'unification de l'usage d'une même langue de travail, d'enseignement et de culture, objectif qui s'identifie, parmi d'autres, au recouvrement de tous les attributs historiques de la nation algérienne. Cette récupération totale de la langue nationale et sa nécessaire adaptation à tous les besoins de la société n'excluent pas un ferme encouragement à l'acquisition des langues étrangères. A cet égard, notre idéal le mieux compris est d'être pleinement nous-mêmes, tout en nous ouvrant sur les autres et en maîtrisant, en même temps que notre langue dont la primauté reste indiscutable, la connaissance de langues de culture qui nous faciliteraient la constante communication avec l'extérieur, c'est-à-dire avec les sciences et les techniques modernes et l'esprit créateur dans sa dimension universelle la plus féconde. »

L'EDUCATION

« La Révolution culturelle n'est donc ni un slogan, ni l'expression d'une velléité, ni une action conjoncturelle. Elle est une composante essentielle du processus global de transformation et d'assainissement social, et elle doit être mise en œuvre avec tous les moyens nécessaires dont nous disposons, car elle détermine, d'une manière décisive, le succès de la Révolution algérienne. Dans ce cadre doit être mis en œuvre, tout naturellement, le rôle de l'éducation, valeur active et déterminante dont on néglige souvent de parler d'une façon autonome, l'envisageant sous l'angle d'une école routinière et sans ouverture sur la vie. Un double danger menace la culture et l'éducation : l'un, de l'extérieur, par des « mass media » d'inspiration néo-colonialiste et bourgeoise ; l'autre, de l'intérieur, du fait de certains concepts conservateurs. Il serait pour le moins paradoxal qu'un pays révolutionnaire en pleine mutation, poursuivant la réalisation d'un modèle de société jeune et novatrice, accédant à la modernité et à l'édification rationnelle d'une société socialiste, continue à subir les aléas et parties les carences d'un système de pensée non encore approprié à ses ambitions légitimes, et dont les répercussions sur l'éducation de ses enfants seraient terribles de conséquences.

Sous l'angle de la personnalité algérienne et de la civilisation arabo-islamique

ALGER (aps)

Débat d'envergure que celui engagé depuis deux semaines à travers le territoire et qui est fécondé par des milliers d'interventions et de suggestions à la mesure de l'importance du dossier de la politique culturelle en préparation et dont l'avant-projet sera soumis à un autre débat à la base avant d'être porté devant le Comité central.

Dans la wilaya de Skikda, plusieurs assemblées générales ont eu lieu mardi soir au niveau des kasma d'El Harrouch, de Salah Bouchaour, Collo et Ramdane Djamel. Les points évoqués essentiellement concernent l'affirmation de l'appartenance de l'Algérie à la civilisation arabo-islamique, la nécessité de donner à la langue nationale la place qui lui revient, l'inventaire et la valorisation du patrimoine écrit et oral comme reflet de l'authenticité et de la personnalité de la société algérienne.

La préservation de la personnalité algérienne, le développement du patrimoine populaire qui reflète la réalité des masses et la prise en considération du patrimoine berbère ont émergé lors de l'assemblée générale qui a regroupé mardi soir, au théâtre municipal de Tizi-Ouzou, les cadres et travailleurs de la CASORAL ainsi qu'à l'assemblée des médecins, pharmaciens et chirurgiens-dentistes, lundi, dans le cadre de l'union médicale.

A Bir Aghbalou, dans la wilaya de Bouira, les participants ont émis de nombreuses suggestions et propositions intéressant principalement la prise en charge du patrimoine culturel dans sa richesse multiforme (contes, proverbes, poèmes), l'urgence de la création de l'académie de la langue arabe, l'inventaire du patrimoine historique, la valorisation et le développement des arts traditionnels, l'intensification des échanges culturels avec les pays africains.

Au niveau des 24 cellules de la kasma de Kouba (Alger), les débats sur le dossier de la politique culturelle ont été ponctués, mardi soir, au cours de l'assemblée générale, des militants, par des interventions passionnées. L'arabité de l'Algérie et son « ciment » islamique se sont révélés les points les plus sensibles aux yeux des

participants, qui en ont fait la base essentielle d'une nouvelle approche culturelle et de l'écriture de l'Histoire. « Il est impensable, a notamment déclaré un intervenant, qu'une nation imbibée de traditions musulmanes soit sujette aux attaques et agressions de programmes pernicieux véhiculés par une idéologie foncièrement antinationale ».

Mardi soir toujours, les militants de la kasma d'Houssein-Dey (Alger) et les représentants des organisations de masse au niveau de cette commune ont, au cours d'une assemblée générale, axé fondamentalement leurs interventions sur la revivification de la civilisation nationale ancienne, la mise en relief des liens entre cette civilisation et la civilisation africaine et méditerranéenne sur le plan géographique, d'une part, le monde arabe sur le plan religieux et linguistique, d'autre part. Inventorier la culture populaire et écrire l'histoire politique, économique et sociale par des Algériens, ont aussi été évoqués.

Au siège de la wilaya de Médéa, les hommes de culte ont insisté sur le renforcement des valeurs de la culture arabo-islamique, la nécessité d'imposer l'enseignement du Coran comme matière fondamentale dans les écoles et la programmation d'émissions religieuses à la TV à l'intention des enfants.

L'insuffisance des infrastructures culturelles, l'écriture de l'histoire « devenue une exigence de premier ordre », « l'apport du patrimoine berbère aux autres civilisations » et la nécessité de « prendre des mesures afin d'éviter que le patrimoine soit toujours abandonné aux spéculations de sociologues et historiens étrangers », ont constitué les supports majeurs du débat auquel ont participé mardi, à Béjaia, les travailleurs des services de l'agriculture et de la révolution agraire, de la SONELEC et de la SN SEMPAC. « Il n'y a pas d'opposition entre les dimensions berbère et arabo-islamique de notre culture », ont dit les travailleurs qui ont ajouté que « le socialisme apportera des valeurs et des compétences nouvelles à notre identité et à notre culture ».

JEUDI 19 MARS 1981 -

El Mondja hid

LE DEBAT NATIONAL SUR LA CULTURE DEFINIR UNE POLITIQUE DE PRESERVATION ET DE REVALORISATION DU PATRIMOINE CULTUREL

ALGER (aps). — Les débats sur le dossier de la politique culturelle tirent en cette première phase, à leur fin à travers l'ensemble du territoire national. Sous-tendus par une dynamique de changement dans la continuité, les discussions ont souvent été passionnées compte tenu de l'importance et de la diversité propres au thème, mais empreintes d'un esprit responsable.

A Saida, la commission chargée d'élaborer la synthèse des propositions émises par les militants et les citoyens, se réunira aujourd'hui. Les militants et citoyens de cette wilaya avaient proposé dans l'ensemble, au cours des deux semaines de débats, l'écriture de l'histoire algérienne, la généralisation de la langue arabe et s'étaient interrogés sur la stratégie à adopter pour préserver le patrimoine culturel et les valeurs arabo-islamiques.

A Skikda, dans les localités rurales, l'ensemble des militants réunis jeudi en assemblée générale, se sont prononcés pour un encouragement de la traduction des ouvrages scientifiques, techniques et littéraires, tout en souhaitant « l'écriture de l'histoire de la Révolution par une plume authentique

ment nationale et particulièrement par ceux qui ont participé à la guerre de libération ». L'algerianisation des cadres universitaires et l'encouragement de la production nationale dans le domaine de la programmation télévisuelle ont riguré comme autres préoccupations manifestées par les participants.

L'urgence d'écrire l'histoire algérienne, la nécessité d'encourager la production nationale à caractère culturel, la lutte contre l'analphabétisme et la multiplication des semaines culturelles, ont été les suggestions essentielles exprimées au cours des multiples assemblées générales qui se sont tenues dans la wilaya de Tamansasset, dans le cadre du débat sur la politique culturelle. Ces rencontres, empreintes de franchise, ont également été centrées sur les points relatifs à la personnalité arabo-islamique dans le cadre de l'unité nationale et sous l'angle de la diversité marquée par une très longue histoire.

A Laghouat, les bureaux communaux des organisations de masse ont animé du 16 au 20 Mars, sans interruption, plusieurs séances-débats où les moudjahidine, les paysans, les femmes, les travailleurs et les jeunes

ont largement contribué à l'enrichissement de l'avant-projet de wilaya. La commission et les sous-commissions de wilaya, sous l'égide desquelles ont été lancées les discussions à la base, entreprendront cette semaine, la synthèse des débats en vue de l'élaboration d'un rapport à soumettre à la commission nationale « ad-hoc » pour la culture.

Les instituts et établissements de l'enseignement supérieur sont, depuis ce samedi, le théâtre de discussions entrant dans le cadre du débat sur la politique culturelle. A l'institut de la langue arabe et des bibliothèques (Université d'Alger), une assemblée générale a regroupé ce samedi les professeurs et les étudiants. Les points soulevés à cette occasion avaient trait à la multiplication des moyens d'information et des structures culturelles à travers tout le pays au profit des masses populaires. Le soutien des prix du livre arabe, le contrôle des publications étrangères, le renforcement de la production et de l'édition nationales tout comme l'encouragement des jeunes créateurs, ont été les autres propositions exprimées par les participants.

(LIRE EN PAGE 3)

El Mondja hid 22/3/1981

LA CHARTE D'ALGER ET LA CULTURE

ALGER, (aps). — La Charte d'Alger (avril 1964) consacre une partie de son chapitre III (fondements idéologiques de la Révolution algérienne) ainsi que des passages des résolutions finales du congrès du Parti au secteur culturel. En voici la teneur :

« Les caractéristiques de la société algérienne :

« La compréhension de l'état présent de notre pays des luttes qui s'y déroulent, des contradictions à surmonter, implique une juste appréciation de ses caractéristiques.

« L'Algérie est un pays arabo-musulman. Cependant cette définition exclut toute référence à des critères ethniques et s'oppose à toute sous-estimation de l'apport antérieur à la pénétration arabe. La division du monde arabe en unités géographiques ou économiques individualisées n'a pu reléguer à l'arrière-plan les facteurs d'unité forgés par l'histoire : la culture islamique et une langue commune.

« Profondément croyantes, les masses algériennes ont lutté vigoureusement pour débarrasser l'Islam de toutes les excroissances et superstitions qui l'ont étouffé ou altéré. Elles ont toujours réagi contre les charlatans qui voulaient en faire une doctrine de la résignation et l'ont associé à leur volonté de mettre fin à l'exploitation de l'homme par l'homme.

LUNDI 23 MARS 1981

El Muqjabiel

« La Révolution algérienne se doit de redonner à l'Islam son vrai visage de progrès.

« L'essence arabo-musulmane de la Nation algérienne a constitué un rempart solide contre sa destruction par le colonialisme. La suppression brutale des institutions. L'appropriation directe des terres, des moyens d'échanges et de l'appareil étatique par une minorité étrangère implantée à la faveur de la conquête n'ont pas empêché le peuple algérien de reconstruire une vie sociale nouvelle. Elles ont seulement donné un cachet spécifique aux problèmes agraire et culturel et aux questions de l'encadrement administratif et technique.

« La nécessité de créer une pensée politique et sociale puisée dans nos valeurs propres nourrie de principes scientifiques et prémunie contre les attitudes d'esprit erronées, nous fait saisir l'importance d'une conception nouvelle de la culture.

« La culture algérienne sera nationale, révolutionnaire et scientifique.

« (1) Son rôle de culture nationale consistera, en premier lieu à rendre à la langue arabe, expression même des valeurs culturelles de notre pays, sa dignité et son efficacité en tant que langue de civilisation. Pour cela, elle s'appliquera à reconstituer, à révaloriser et à faire connaître le patrimoine national et son double humanisme classique et moderne afin de les réintroduire dans la vie intellectuelle et d'éducation de la sensibilité populaire. Elle combattra ainsi le cosmopolitisme culturel et l'imprégnation occidentale qui contribuent à inculquer à beaucoup d'Algériens le mépris de leur langue, de leurs valeurs nationales.

« (2) En tant que culture révolutionnaire, elle contribuera à l'œuvre d'émancipation du peuple qui consiste à liquider les séquelles du féodalisme, les mythes anti-sociaux et les habitudes d'esprit rétrogrades et conformistes. Elle ne sera ni une culture de caste fermée au progrès, ni un luxe de l'esprit. Populaire et militante, elle éclairera la lutte des masses dans le combat politique et social sous toutes ses formes. Par sa conception de culture active au service de la société, elle aidera au développement de la conscience révolutionnaire en reflétant sans cesse les aspirations du peuple, ses réalités et ses conquêtes nouvelles, ainsi que toutes les formes de ses traditions artistiques.

« (3) Culture scientifique dans ses moyens et sa portée, la culture algérienne devra se définir en fonction de son caractère rationnel, de son

équipement technique, de l'esprit de recherche qui l'anime et de sa diffusion méthodique et généralisée à tous les échelons de la société.

« De là découle la nécessité de renoncer aux conceptions routinières qui pourraient entraver l'effort créateur et paralyser l'enseignement en aggravant l'obscurantisme hérité de la domination coloniale. Cette nécessité s'impose, d'autant plus que la langue a subi un tel retard comme instrument de culture scientifique moderne qu'il faudra la promouvoir, dans son rôle futur, par des moyens rigoureusement concrets et perfectionnés ».

Le 4ème congrès du FLN et la généralisation de la langue nationale

Dans sa résolution de politique générale, le Congrès du FLN « insiste sur l'urgence qu'il y a à accentuer l'arabisation de l'Algérie :

a) Par l'accélération de l'arabisation de l'enseignement.

b) Par le renforcement des liens, notamment culturels avec le monde arabe, ce qui signifie, en particulier, une augmentation substantielle des moyens mis à la disposition des organismes chargés de promouvoir de tels liens »

Dans sa résolution économique et sociale, le Congrès décide :

« (9) Que soit mise en œuvre une conception révolutionnaire de l'investissement intellectuel par :

a) La scolarisation totale des garçons et des filles de 6 ans dans un délai de trois ans.

b) L'institution d'un système d'éducation permanente des analphabètes

c) La généralisation de la formation professionnelle dans le métier.

d) L'attribution d'une place prépondérante à l'enseignement technique dans les programmes scolaires généraux, et non le cantonnement de cet enseignement dans des sections spéciales.

« (10) Que soit créée une commission nationale chargée de préconiser les mesures propres à accélérer l'élaboration d'un programme d'arabisation tendant à la sauvegarde et au développement de nos valeurs culturelles et spirituelles ».

LES ELUS (APC, APW, APN) DE LA WILAYA DE TIZI-OUZOU FONT LE POINT DES PREMIERS DEBATS SUR LA POLITIQUE CULTURELLE

« Soustraire ce dossier à toute manipulation, spéculation et manœuvres qui débordent le cadre culturel »

(DE NOTRE BUREAU DE TIZI-OUZOU)
Les élus de la wilaya de Tizi-Ouzou se sont réunis hier en assemblée générale pour faire le point de la situation au terme de la première phase des débats sur le dossier de la politique culturelle.

Après avoir pris acte du caractère démocratique des débats durant lesquels les citoyens et les cadres ont donné librement leur point de vue dans le cadre d'assemblées générales organisées à travers l'ensemble de la wilaya et selon les différentes catégories professionnelles et autres, les élus de la wilaya ont adopté la motion suivante :

« Les élus (APC, APW, APN) de la wilaya de Tizi-Ouzou réunis le 24 Mars 1981 à Tizi-Ouzou, au lendemain de la première phase du débat sur la politique culturelle, saluent che-

leurusement la décision de la Direction politique de soumettre à la base l'important dossier de la politique culturelle.

« Ils se félicitent de la démocratie totale qui a présidé au déroulement des débats à travers la wilaya où l'ensemble des secteurs d'activités ont exprimé leurs points de vue et leurs suggestions.

« Ils expriment leur certitude que le dossier de la politique culturelle permettra au pays de régler sans aucun tabou ni complexe les divers problèmes que connaît ce secteur afin de le soustraire à toute manipulation, spéculation et manœuvres qui débordent le cadre de la culture ».

Les élus « saluent les orientations claires données par le Président Chadli Bendjedid, Président de la République, Secrétaire général du Parti

notamment dans son discours de Batna qui ne laisse place à aucune équivoque ou interprétation erronée.

Ils « dénoncent toute tentative de porter atteinte de près ou de loin aux valeurs les plus sûres qui font la fierté et la force du peuple algérien : l'Islam, la langue arabe, notre histoire millénaire, le Premier Novembre 1954, notre option socialiste et notre glorieux Front de Libération Nationale ».

Les élus « invitent tous les citoyens de la wilaya à donner tout son contenu au dialogue démocratique instauré par le Président Chadli Bendjedid pour poser et régler tous les problèmes sans exclusivité et fermer la porte à toute action susceptible de remettre en cause la sécurité et la stabilité sans lesquelles aucun progrès ne peut être envisagé ».

« Ils réaffirmeront leur indéfectible

attachement aux principes sacrés de la Révolution du Premier Novembre, clairement réaffirmés dans la Charte nationale et réitérés leur soutien total à la Direction politique du pays présidée par le Président Chadli Bendjedid autour duquel toutes les forces vives de la Nation doivent s'unir ».

Les élus « soutiennent fermement l'action du Président Chadli Bendjedid tendant à assainir les rouages de la Révolution » et « expriment leur préoccupation devant les événements qu'a connus récemment la Mauritanie et devant les menées de l'impérialisme qui cherche à déstabiliser la région du Maghreb et exhortent les forces vives de la Nation à faire preuve d'une vigilance sans faille pour déjouer toutes les manœuvres d'un impérialisme aux abois ».

El Muqjabiel 25/3/1981

Le *Waddya* *Wadd*
MERCREDI 8 AVRIL 1981.

FIN DES TRAVAUX DU SEMINAIRE NATIONAL SUR LA CULTURE

Des résultats positifs

Le séminaire national sur la culture a été clos hier après quatre journées de travail assidu par M. Mohamed Cherif Messaadia, membre du comité central et secrétaire permanent du comité central. La séance de clôture était présidée par M. A. Abdelhamid Mehri, membre du comité central et président de la commission information, culture et formation, en présence de M. Mohamed Larbi Ould Khelifa, membre du comité central et secrétaire d'Etat à la Culture et aux Arts populaires.

Un des motifs de satisfaction essentiels est de l'avis général l'occasion de rencontre, de débat, d'échange d'idées, de partage de préoccupations qu'a constitués ce séminaire national pour l'ensemble des participants. Même si pour des raisons de temps entre autres, les rapports des commissions ne reflétaient pas totalement les préoccupations émises. Les résultats du séminaire ont été globalement appréciés comme positifs. C'est ce qui en-

courage à la multiplication de telles rencontres dont le moins que l'on puisse dire est qu'elles ont sensiblement manqué dans ce secteur.

En ouverture de la séance de la matinée, M. Mohamed Larbi Ould Khelifa a déclaré : « Nous approchons de la fin de nos travaux caractérisés par l'esprit démocratique et le débat constructif grâce à la participation responsable des hommes du secteur de la culture ».

Saluant les efforts développés par les participants, M. Larbi Ould Khelifa a souligné l'esprit constructif révélé à travers les discussions profondes autour des problèmes vécus et les propositions avancées dans les commissions.

« Ce séminaire, a-t-il ajouté, a permis d'élargir notre vision de la situation générale du secteur culturel et artistique. C'est ce que révèlent par ailleurs les rapports des commissions ».

M. Bachir Khaldoun, membre du Comité central, responsable du département Information, du Parti du FLN, devait saluer à son tour les efforts révolus des participants, témoignant de leur attachement aux options socialistes du pays de leur détermination farouche à défendre l'indépendance et pour l'application de la Charte nationale.

« Les résultats de cette participation sont consignés dans les rapports des différentes commissions. Il sera tenu compte de ces rapports dans l'élaboration de l'avant projet qui sera soumis au débat général à la base militante du Parti, des organisations de masse et à la population afin que le point de vue de chaque citoyen soit écouté ».

Il a été donné ensuite lecture des rapports des différentes commissions.

A. DZANOUNI et K. MEHDAOUI.

« NOUS DEVONS ETRE FIERES DE NOTRE PATRIMOINE CULTUREL ET ŒUVRER A LA CONSOLIDATION DE L'UNITE DE NOTRE PEUPLE »

déclare M. Messaadia à la séance de clôture

ALGER (A.P.S.). — M. Mohamed Cherif Messaadia, membre du Comité central, responsable du secrétariat permanent du Comité central, a prononcé après-midi, du séminaire national sur la culture une importante allocution dans laquelle il a commenté les résultats du séminaire et abordé les aspects culturels, soulignant particulièrement l'esprit de démocratie responsable qui a présidé à ce débat.

M. Messaadia a tenu, tout d'abord, à saluer, au nom de la Direction centrale du Parti du Front de libération nationale les efforts déployés par les participants au séminaire pour l'enrichissement du dossier de la politique culturelle autour duquel se déroulent des débats dans les différentes wilayas du pays avec la participation de la base la plus large du peuple.

Analysant les résultats du séminaire, M. Messaadia a mis en exergue le fait que ce séminaire réunissait tous les éléments dont la fonction est en liaison directe avec les différents aspects de la vie culturelle et ses divers rapports. Cependant, a-t-il fait remarquer « nous ne pouvons, en ce laps de temps, embrasser tous les aspects du dossier de la politique culturelle, de l'étudier et de l'analyser comme il convient de le faire.

« Nous devons toujours avoir présent à l'esprit le fait que nous vivons en Algérie, pays en développe-

ment et que, par conséquent, les aspects de la culture dans notre pays sont restés, quelque peu, et pendant longtemps, sans définition globale. Nous n'avons pas en effet consacré à ce dossier toute la réflexion et l'évaluation qu'il requiert et cela durant de nombreuses années », a poursuivi le responsable du secrétariat permanent du Comité central, ajoutant que « si la Révolution algérienne est partie du néant dans de nombreux domaines de l'activité nationale, domaines où elle a réalisé d'éclatantes victoires, elle n'a pas moins franchi des étapes appréciables — dont nous ne pouvons qu'être fiers — sur le plan culturel, en dépit du fait que ces succès ne soient pas au niveau de nos aspirations. Ceci découle de la raison que la voie pour laquelle nous avons opté n'est pas celle de la facilité adoptée, par ailleurs, par plusieurs pays en développement, tombés, par la suite dans le piège de la dépendance culturelle. »

Le responsable du secrétariat permanent du comité central a ajouté : « Le fait d'ouvrir aujourd'hui le dossier de la politique culturelle, ne signifie point, que nous serons à même de surmonter tous les obstacles et de résoudre tous les problèmes. Le but en est en réalité d'établir un programme d'action soigneusement étudié qui sera appelé à être évalué d'une manière continue. Il importe d'être objectif dans l'examen de ce dossier en déterminant les potentialités, en définissant la vision politique et en te-

nant compte de toute la condition de l'environnement, afin d'aboutir aux résultats escomptés ».

Après avoir appelé à la nécessité de démocratiser le responsable auprès des générations, M. Messaadia a souligné l'impératif d'une prise de conscience pour faire face à ceux qui sous le couvert de la démocratie agissent à des fins politiques qui vont à l'encontre de la volonté des masses ». Et le responsable du secrétariat permanent du Comité central d'ajouter : « Le débat sur le dossier de la culture doit être placé dans son contexte réel aussi bien

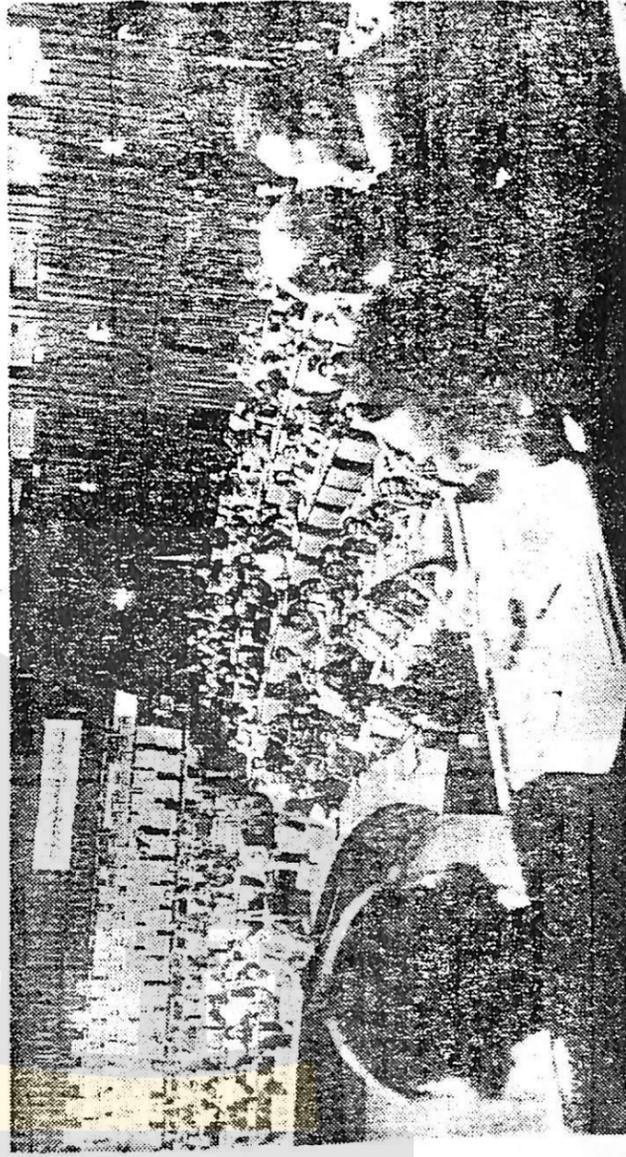
au plan politique que temporel. Nous ne sommes plus au seizième ni au dix-septième siècles et notre peuple est un, de même que son histoire et sa civilisation.

« Tout débat qui ne repose pas sur ce principe aura un caractère ethnique allant à l'encontre du progrès et de la science. C'est pourquoi nous devons être fiers de notre patrimoine national et œuvrer à la consolidation de l'unité de notre peuple et de faire face à tout ce qui est susceptible de porter atteinte à cette unité. Si notre révolution s'est caractérisée par la

clémentaire envers ses fils, ceci témoigne de son authenticité et non pas d'un manque de rigueur », a-t-il pour suivi.

En conclusion, M. Messaadia a souligné que la science et la prise de conscience politique constituent les bases fondamentales pour l'édification d'une société de justice, de progrès et de prospérité.

La promotion de la société et le succès du socialisme ne peuvent intervenir que dans le cadre de la sécurité, la stabilité et de la continuité révolutionnaire.



Nous publions aujourd'hui la suite des synthèses des rapports des commissions spécialisées constituées à l'occasion de la tenue du Séminaire national de la culture qui s'est déroulé du 4 au 7 avril au Palais des Nations à Alger.

PALAIS DES NATIONS (aps).

En introduction à la lecture de ces rapports, M. Mohamed Larbi Ould Khefifa, membre du Comité central, secrétaire d'Etat à la Culture et aux Arts populaires, est intervenu brièvement « pour se féliciter du climat serein et du dialogue constructif qui ont marqué les travaux des séminaristes ».

« Ceci démontre, a ajouté M. Mohamed Larbi Ould Khefifa, le souci des travailleurs de ce secteur d'examiner avec objectivité les problèmes posés ».

Rappelons que la cérémonie de clôture de ce séminaire s'est déroulée mardi après-midi, en présence notamment de MM. Mohamed Cherif Messaâdia, Abdelhamid Mehri et Boualem Bessah, membres du Comité central, respectivement responsable du secrétariat permanent du Comité central, président de la commission de l'information, de la culture et de la formation du Parti, et ministre de l'Information et de la Culture.

La lecture des six rapports a fait ressortir en filigrane l'importance qu'accordent les séminaristes à la définition de la politique culturelle.

Plasticiens, dramaturges, cinéastes, archéologues, musiciens, historiens et autres composantes du secteur culturel, tous ont revendiqué « cette liberté créatrice dans les limites de la conception nationale et patriotique de ce terme ». Le rapport de la commission des arts plastiques va plus loin dans ce sens puisqu'il subordonne l'évolution de cet-

te activité à la liberté d'initiative qui doit être laissée à l'artiste qui demeure responsable politiquement et peut, en conséquence assumer cette liberté. Coordonner systématiquement l'art, c'est l'atrophier et le sclérotiser, selon les plasticiciens qui situent l'authenticité nationale au-dessus de toutes les tendances artistiques. Tout en mettant en exergue le manque d'infrastructures, l'insuffisance des connaissances et la faiblesse de la formation, le rapport a essayé d'apporter des réponses à travers les propositions de création d'une Ecole supérieure des Beaux-Arts, de Maisons de culture, de galeries, de salons et d'écoles régionales. L'ouverture culturelle sur les pays arabes, africains et européens est considérée comme une condition sine qua non pour une renaissance artistique. Dans cette optique, la coopération est souhaitée tout comme le rapatriement des œuvres d'art nationales actuellement dans les musées français.

Rapatriement de nos œuvres d'art actuellement à l'étranger

Le rapport de la commission des arts plastiques sollicite en outre l'aide des mass media pour la diffusion de l'art et son implantation dans les mœurs algériennes, et demande la refonte du statut de l'artiste qui reste lésé. Toutes ces suggestions reflètent les difficultés des arts plastiques qu'il n'a pas été aisé de recenser puisque plusieurs séminaristes ont exigé la tenue d'un séminaire consacré uniquement à ce sujet.

M. Abdelhamid Mehri, membre du Comité, président de la commission information, culture et formation du Parti, a d'ailleurs pris l'initiative entre deux séances d'aider les artistes à maîtriser la formulation de ce vaste sujet.

M. Mehri devait dire en substance qu'il ne s'agit ni d'exprimer un jugement définitif, ni de procéder à une étude systématique des arts plastiques, car un tel travail aurait pu être confié à des spécialistes. Ce qui est souhaité, par contre, c'est de connaître la ma-

rité des points de vue, seraient-ils antagoniques.

Il a également fait savoir que les résultats de ce séminaire ne seront pas « figés » à l'avenir et qu'ils seront soumis au Comité central.

Recensement du patrimoine musical

Le rapport de la commission musicale, s'il n'a pas fait l'objet de divergences au moment de sa rédaction, a suscité, au cours de sa lecture en commission, plusieurs interventions qui ont été logiquement approuvées et enregistrées compte tenu de leur réalisme et de leur pertinence. Une fois présenté en assemblée générale, ce rapport a fidèlement reflété les préoccupations des musiciens, centrées sur la volonté d'unir les efforts et de repenser la musique en fonction de la réalité algérienne. Afin de sortir de l'indigence musicale, les séminaristes ont affirmé dans le rapport leur désir de délimiter les fonctions et de définir les postes. Des critères doivent être mis en place pour différencier le compositeur, du chanteur, du chef d'orchestre ou du musicien et ce, en vue d'arriver à une gestion harmonieuse de l'appareil artistique musical. Il est également nécessaire, précise le rapport, de créer une commission pédagogique musicale nationale et quatre instituts de musique régionaux. L'exonération fiscale des instruments de musique a en outre été jugée essentielle pour cultiver l'amour de la musique chez le citoyen, tout comme a été jugé primordial le recensement de tout le patrimoine musical. Le rapport s'est ensuite inquiété de l'absence de critiques d'art dans les journaux et a demandé l'organisation de semaines culturelles décentralisées, de festivals de musique pour enfants et la création à long terme d'une académie des arts.

Encourager la production et l'activité théâtrales

Le rapport de la commission « Art dramatique et chorégraphique »

après un préambule consacré à l'histoire du théâtre algérien et au rôle joué par celui-ci avant l'indépendance, souligne la mission de l'art dramatique en Algérie à la lumière des transformations du pays et des aspirations des masses populaires.

Le document relève ensuite, au chapitre bilan, toutes les insuffisances enregistrées par ce secteur qui sont liées notamment à la mauvaise gestion des organismes de théâtre, à la faiblesse de la diffusion de la production théâtrale, à la dégradation des conditions socio-professionnelles des travailleurs, à la faiblesse quantitative du répertoire dramatique national, au non élargissement de l'infrastructure théâtrale après l'indépendance et à la détérioration des bâtiments existants, tout ceci étant dû, en résumé, à l'absence d'une stratégie de développement de ce secteur.

Pour promouvoir ce dernier, le rapport insiste sur la mise en branle d'un train de mesures à court et long termes au profit du théâtre professionnel, du théâtre amateur et de l'art chorégraphique. Parmi ces mesures, on relèvera particulièrement celles ayant trait à l'introduction de la GSE au sein des organismes de théâtre et à la création de commissions artistiques à leur niveau, à l'élaboration d'un statut pour les travailleurs du secteur, à la restauration des édifices de théâtre et à la construction de nouvelles unités fonctionnelles, au renforcement des moyens techniques existants, à la généralisation du théâtre pour enfants et du théâtre de marionnettes, à la création de débouchés pour les danseurs, à la mise en place d'un Institut supérieur de l'art dramatique et chorégraphique.

La nécessité de la formation, sous forme de stages et de périodes de recyclage au profit des composantes de ce secteur, est l'un des points fondamentaux qui ressort également de ce rapport, de même qu'il est préconisé un encouragement de la production et de l'activité théâtrales par la création notamment de troupes au niveau des wilayas, l'édition des œuvres théâtrales valables, l'importation de publications

intéressant le domaine de l'art dramatique et chorégraphique, l'introduction de la pratique théâtrale en milieu scolaire, la spécialisation de certains théâtres et l'envoi de troupes nationales méritantes dans des rencontres internationales.

Conservier et restaurer nos sites et monuments

Le rapport de la commission « archéologique et musées » souligne, en préambule, l'importance de l'histoire de l'Algérie à travers toutes ses périodes depuis la préhistoire jusqu'à nos jours. Il insiste sur la continuité historique et, de ce fait, sur la nécessité de la prise en charge du patrimoine culturel dans sa globalité.

Après un bilan où il est fait mention de certaines réalisations des structures qui ont pour charge l'étude de l'histoire, la recherche archéologique, la gestion des musées, la restauration et la mise en valeur des monuments et sites historiques, les arts et traditions populaires, il est signalé parallèlement les — nombreuses — difficultés que connaît ce domaine qui n'a pas toujours suivi la dynamique imprimée par le développement du pays.

Au chapitre des propositions, il est demandé la création d'un Office national pour l'archéologie, les musées, les sites et monuments historiques (organisme qui doit être doté de l'autonomie financière et administrative et chargé de la gestion de tout ce secteur). La définition d'une politique nationale en matière de recherche archéologique et historique, la tenue de séminaires spécialisés et notamment d'une rencontre nationale sur les musées pour définir le rôle et la place de ces derniers dans la société algérienne et pour coordonner, dans le cadre d'une commission inter-ministérielle, l'activité des musées relevant de différentes tutelles, le renforcement des moyens mis à la disposition des organismes chargés de la conservation, de la restauration et de la valorisation du patrimoine monumental de l'Algérie.

El Nardjehid

JEUDI 9 AVRIL 1981

El Nardjehid 9/4/1981

DOSSIER CULTUREL :

DOCUMENT PUBLIE PAR

LES SERVICES DE L'ONRS

ALGER, (aps). — Un volume de 326 pages consacré au débat national sur la culture a été publié par le centre de documentation relevant de l'O.N.R.S. (Organisme National de Recherche Scientifique). Ce livre regroupe les textes de presse parus cette année sur la question et se subdivise en sept grands chapitres intitulés respectivement : Orientation politique et culture, Débat à travers le territoire, Sens et portée d'un débat, Histoire et patrimoine national, Arabisation-université, Arts populaires, Culture et personnalité nationales.

En première page figure un extrait de la Charte nationale affirmant que la Révolution culturelle « doit pouvoir contribuer à élever le niveau intellectuel et technique des masses, à changer les mentalités dans le but de créer les conditions psychologiques, idéologiques et politiques pour la consolidation de l'indépendance nationale et le développement économique et social ».

La page vingt présente la circulaire présidentielle No 11 du 5 mars 1981, fixant les modalités du débat national sur le dossier de la politique culturelle.

Cette circulaire souligne l'importance de ce dossier et l'envergure des débats intéressant les structures du Parti, les organisations de masse et les organismes culturels et autres.

Après avoir mis l'accent sur les axes du débat tirés de la Charte nationale, la circulaire rappelle que ce débat se déroule en deux phases : dans une première étape, il se développe à partir des axes dégagés par la commission ad hoc du Parti sur la culture et dans une seconde étape, à partir de la synthèse des propositions émanant de la discussion et qui constitue l'avant-projet d'où sortira, après un second enrichissement par la base, le projet qui sera soumis à l'une des prochaines sessions du Comité Central.

Suivent une série d'articles découpés dans les organes nationaux de presse, notamment « Révolution africaine » qui insiste sur la responsabilité de l'intellectuel écrivant : « Ecrire l'histoire, l'appel a été lancé il y a quelques années par toutes les voix autorisées et par tous les canaux. Il a été, depuis lors, copieusement ressassé sans qu'il ait, semble-t-il débouché sur quelque chose. Et pourtant, l'urgence d'une telle entreprise n'est pas à démontrer — « l'histoire est la mémoire des peuples », nous a appris M. Mostefa Lacheraf. Faut-il donc qu'en plus de l'acculturation entreprise à notre encontre par le colonialisme, on souffre d'amnésie ? » En conclusion, l'hédomadaire indique « Nous sommes aujourd'hui suffisamment parés pour que les intellectuels de demain n'aient pas à entreprendre ce que les intellectuels du présent doivent réaliser c'est-à-dire l'écriture de l'histoire ». Militantisme dans l'esprit de novembre.

Une vérité apparaît dans ce document : tous les organes de presse mettent en évidence l'expression des aspirations des masses notamment pour que la culture reflète les réalités tout en assumant les apports positifs du monde extérieur. Authenticité et réalisme doivent donc caractériser la culture nationale qui doit évoluer, s'épanouir et rayonner — c'est-à-dire que cette culture doit être à la fois identifiée et universelle afin de jouer correctement son rôle.

El Moudjahid 29-30/11/89

Crise identitaire dites-vous ?

DANS son numéro daté du 26 octobre 1989, le journal "El Massa", faisait état d'un communiqué diffusé en France par telle association à caractère politique et dans lequel cette organisation se félicitait sans équivoque, de la parution de l'édition française des "Versets sataniques" de Salman Rushdie.

J'ai eu à exprimer mon opinion de citoyen algérien, à propos de ce communiqué, dans un article publié au numéro d'"El Massa" paru le 31 octobre 1989.

Si je reviens ici sur cette affaire, par le biais de votre quotidien, c'est parce que cette même association qui trouve les mots qu'il faut pour s'exprimer clairement à l'étranger, recourt à un étrange galimatias, dans son communiqué à l'occasion de la commémoration du 35ème anniversaire de la Révolution et publié par "El Moudjahid" dans son numéro du 30 octobre 1989 (sous forme d'extraits).

Le contenu de ce "communiqué" m'amène à m'interroger :

— de quelle "grave crise

identitaire" veut-on parler ?

— de quelles "forces rétrogrades" et de "quelles puissances conservatrices" s'agit-il ?

— de quelle modernité faut-il débattre ?

Car ce texte constitue un véritable parangon de l'ambiguïté et de l'amphigouri.

Essayons tout de même de le disséquer, bien que nous n'ayons pas les talents — Dieu nous en préserve d'ailleurs — d'un psychiatre en mal d'analyse et qui se serait trompé de sujet...

Parce que précisément, si l'Algérie est peut-être malade de beaucoup de choses, elle n'est nullement malade de son identité. La vraie. C'est là une "maladie" purement imaginaire qui a souvent frappé "par procuration" quelques originaux (sic). Il suffit de relire l'Histoire du Maghreb en général, pour s'apercevoir que le virus de cette "maladie" nous vient de loin, dans le Temps et d'ailleurs, dans l'Espace... Et que ce virus est tellement "fatigué" à force d'avoir servi que sa virulence ne s'attaque plus qu'à des sujets irrémédiablement affaiblis.

En terre d'Islam, — et l'Algérie en est une — les débats ethnico-culturels ne peuvent relever que du byzantinisme stupide ; parce que d'une part,

notre Spiritualité musulmane et notre algérianité transcendent les "ethnicités" quelles qu'elles soient en les intégrant ; et que d'autre part, notre double référence à l'arabité et à la berbérilité — qui ne sont pas antinomiques — constitue le trait le plus caractéristique de notre spécificité culturelle.

Qui oserait, dans ces conditions, opposer "sa" berbérilité à la berbérilité de nous autres ou "son" arabité à l'arabité de nous autres. Nous, c'est-à-dire près de 26 millions d'Algériens Musulmans ?

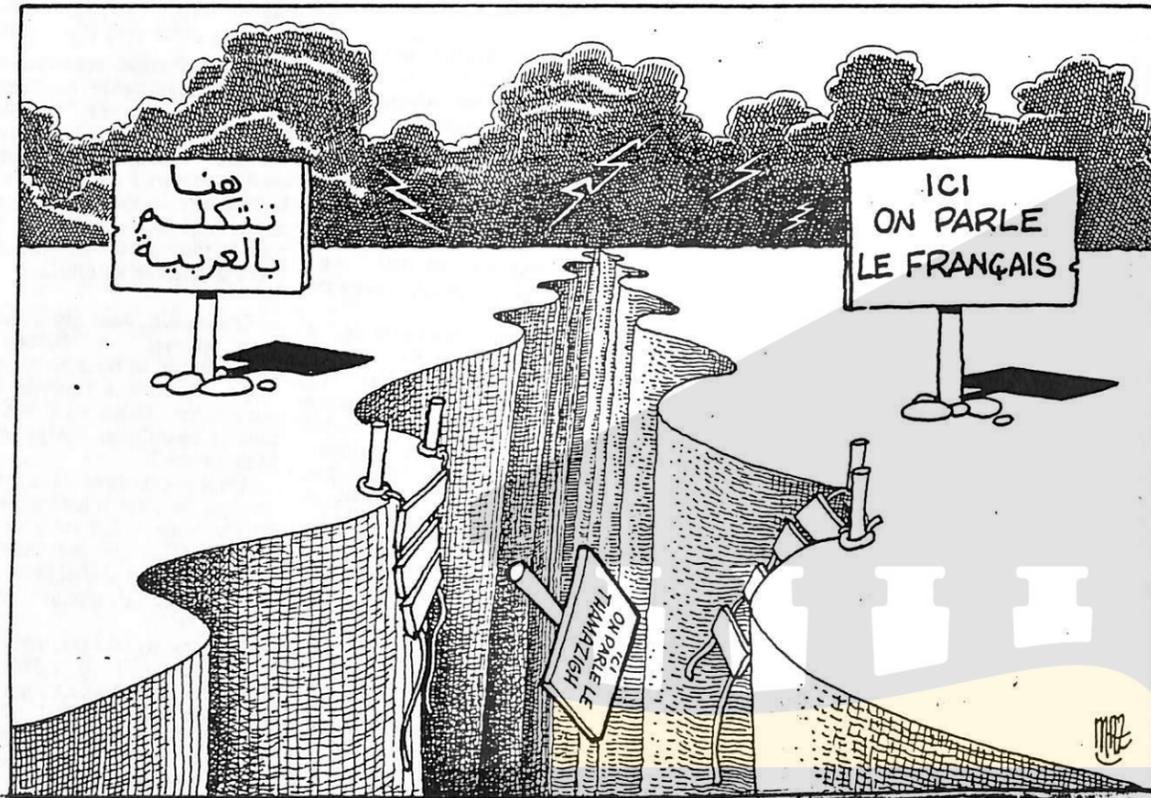
Quelle est donc la nature étrange de cette schizophrénie psychotique — individuelle ou collective — qui prétend défaire 14 siècles d'Histoire... au nom d'on se sait quelle "crise identitaire" ?

Or, les psychoses, cela se soigne paraît-il. Il suffit de trouver le bon praticien qui ne confonde pas forces "rétrogrades" ou "puissances"

conservatrices" avec l'Islam. Car c'est bien de cela qu'il s'agit, sans qu'il soit besoin de lire entre les lignes amphigouriennes dudit "communiqué". Dans quelle pauvre tête malade faut-il aller chercher on ne sait quelle "modernité" quand notre propre patrimoine scientifique et culturel de Civilisation musulmane est unanimement reconnu par les historiens — comme le pont-civilisationnel majeur entre l'Antiquité et les Temps modernes ? Et quand cette Civilisation musulmane — dont notre pays fait partie intégrante — a brillé près d'un millénaire durant, sur l'Orient comme sur l'Occident, et connaît aujourd'hui un élan de renouveau irrésistible.

Il nous faut donc la rassurer. La "grave crise identitaire" qu'il semble "diagnostiquer" à l'endroit du peuple algérien — au nom duquel elle a souvent tendance à s'exprimer, sans le lui demander — cette "crise identitaire", donc, n'est que le reflet de sa propre obsession. Et une obsession, ça se guérit aussi. Avec le temps, et même avec les suffrages... de main. Abdelkader DEHBI

Le refus de la division



Les partis politiques réagissent à propos de la loi sur l'arabisation. Les premières déclarations font ressortir la crainte de voir surgir le spectre de la division...

L'ADOPTION par l'APN du projet de loi sur la généralisation de la langue arabe ne pouvait ne pas susciter la réaction de certains partis politiques. Et si pour l'instant, ils ne sont pas légitimes à avoir réagi c'est beaucoup plus par manque d'information sur les dispositions législatives du texte qui vient d'être adopté. Les représentants des premières formations qui ont tenu à transmettre leur prise de position, n'ont d'ailleurs pas manqué de le souligner.

Tout comme il ressort que la décision prise par les députés est considérée par une partie de la société politique comme une tentative de détourner l'opinion publique de questions cruciales. Ce dernier aspect est différemment apprécié par la classe politique. Pour certains, le débat sur l'arabisation tend à occulter l'affaire des 26 milliards et celle de la Chambre Nationale de Commerce. Tandis que d'autres "politiques" admettent bien volontiers que l'essentiel n'est pas là, mais plutôt dans les "lancinantes préoccupations" des citoyens comme celles de la relance économique, la résorption du chômage, la stabilité et la garantie de l'emploi... Mais de part et d'autre, on semble partager l'idée que le débat est fausement engagé, et qu'en tout état de cause, le problème est mal posé, il ne s'agit pas d'être pour ou contre l'arabisation. On n'en est plus là disent les représentants des premières formations politiques qui ont été amenés à formuler leur position. Il faut dépassionner le débat et l'éloigner de tout esprit partisan. L'affaire est trop importante : tout le monde est, en effet, concerné.

Nos hommes politiques s'accordent à reconnaître que la coercition, la contrainte n'ont jamais rien réglé.

En effet, la politique du bâton selon l'expression de l'un d'entre eux, n'a jamais été payante.

Tout est affaire de sérénité disent-ils, la généralisation de la lan-

gue arabe ne saurait faire exception. C'est ce qui ressort des différents avis même si la revendication est parfois posée en termes forts, voire même choquants.

Quelques-uns ont vu dans la manière avec laquelle a été abordé la généralisation de la langue arabe, la résurgence d'un certain "terrorisme politique" qui s'inscrirait en porte-à-faux avec le processus de démocratisation que vit le pays.

La dénonciation de toute exclusion et de tout ostracisme qu'ils soient culturels, politiques ou autres transparait clairement. Le souci de ne pas tomber dans le piège de la division vers lequel certaines forces obscures semblent pousser l'opinion est tout aussi clairement affirmé.

L'arabisation ou plutôt la réhabilitation de la langue arabe, ne doit pas diviser le pays, s'accorde-t-on, à reconnaître dans les rangs de l'opposition démocratique.

Tout comme on ne manque de s'interroger : dans le cas contraire, à qui cela profiterait-il ? Les démocrates répondent sans embarras "aux adversaires du progrès et de la démocratie".

En jouant à fond la carte de la transparence, une bonne partie de la classe politique s'avance jusqu'à demander que le débat sur les moyens pour parvenir à une généralisation de la langue arabe à toutes les sphères de la vie sociale, soit un débat national qui implique tous les acteurs de la vie civile et politique.

Et c'est indubitablement dans ces conditions, que la langue arabe retrouvera naturellement sa place dans la richesse et la diversité linguistiques du pays, façonnée par des siècles et des siècles de civilisation.

Réda Bekkat

EL Watan 30/12/1990

APN

Proposition de loi sur le tamazight



La réaction n'a pas tardé à venir : moins d'une semaine après l'adoption par l'APN de la loi sur l'arabisation, un groupe de députés passe à l'offensive et dépose une proposition de loi sur l'utilisation de la langue tamazight dans tous les domaines de la vie publique

El Watan 2/1/1991

La loi sur l'arabisation a fait emballer l'APN comme on ne l'avait jamais imaginé. En réaction à cette loi que d'aucuns ont qualifiée d'exclusion d'une partie de la population avec tous les risques que cela implique, un groupe de députés a décidé de passer à l'offensive en déposant sur le bureau de l'APN, ce dimanche, soit au lendemain de la clôture de la session d'automne, une proposition de loi sur l'utilisation de la langue tamazight. La proposition de loi dont le délégué des auteurs est M. Foudil Zeghouati, député de Béjaïa est parrainée par 20 députés, nombre requis pour être inscrite au bureau. Les députés signataires sont issus des wilayas de Tizi-Ouzou, Béjaïa, Boumeïdès, Alger, Tipaza, Sétif, Bordj Bou Arréridj.

Selon le délégué des auteurs de cette proposition de loi, cette initiative a été accueillie favorablement par les députés même si certains signataires ont fait défection sous la pression ou pour d'autres raisons tant est si bien qu'il a fallu trouver les signatures manquantes pour réunir le quorum. Dans l'exposé des motifs de la proposition de loi, il est souligné, clairement, pour lever d'emblée toute équivoque sur son objet, que "la langue arabe est la langue officielle, précisant que la langue tamazight considérée comme langue nationale est complémentaire de la langue arabe et non concurrente."

Quant à l'objet de ce texte de loi, il vise à la promotion et à l'utilisation de la langue tamazight, mais de manière progressive.

Le champ d'application que couvre cette proposition de loi touche tous les domaines de la vie publique. Les rédacteurs du texte ont trouvé l'artifice juridique pour ne pas avoir à donner l'impression d'imposer par des voies non démocratiques leurs revendications qui remettent en cause, par bien des aspects, l'ordre linguistique établi. Certaines dispositions de la proposition de la loi nécessitent, en effet, pour être applicables, un réaménagement de fond de certaines lois en vigueur telles que, notamment, la loi sur les associations à caractère politique et la toute récente loi sur l'arabisation.

Les articles régissant le domaine d'application de la proposition de la loi revêtent, dans leur ensemble, un caractère facultatif et non obligatoire. Tel que formulé : "il est possible de ...", la disposition ne prend pas moins, au plan du droit, les attributs propres à une mesure obligatoire. Quels sont les domaines d'application de cette proposition de loi ?

Au niveau des débats au sein des APC et des APW, des campagnes électorales (il faudrait, dans ce cas précis, amender la loi sur les associations à caractère politique qui fait obligation aux Partis de n'utiliser que la langue nationale), dans les tribunaux, au niveau du système éducatif, dans la presse écrite, à la télévision. A travers l'introduction de programmes d'information, culturels, artistique en langue tamazight. La proposition de la loi met, par ailleurs, l'accent sur la nécessité de renforcer les moyens "de la chaîne nationale II" aux fins d'élargir son audience et d'encourager l'utilisation des spots publicitaires en langue tamazight. Afin de veiller au suivi de l'application de toutes ces mesures, il est recommandé la mise sur pied d'un ensemble de structures au plus haut niveau de l'Etat. Au nombre de ces institutions figure la création d'un haut Conseil national rattaché à la présidence du gouvernement avec pour rôle "la promotion, l'enrichissement et l'utilisation de la langue tamazight, ainsi que le suivi de l'application de cette loi". Il est également proposé la création d'une académie du tamazight dont les missions principales consistent, entre autres, à initier des travaux de recherches scientifiques et linguistiques dans la perspective de promouvoir la langue tamazight, ainsi qu'à déterminer le caractère de transcription de cette langue (en tifinagh, lettres arabes ou latines). Les modalités d'application de cette dernière disposition est renvoyée au domaine réglementaire.

Cette proposition de loi dont ses auteurs espèrent la voir inscrite à l'ordre du jour de la prochaine session extraordinaire de l'APN prévue aux alentours de février prochain est loin d'être une question de pure forme de par les enjeux qu'elle met en avant. Le débat sur la langue tamazight en tant que revendication identitaire et élément de la personnalité algérienne demeure encore ouvert. Aussi cette proposition de loi ne manquera-t-elle pas indubitablement, de se heurter à cette question de fond qui consiste à déterminer clairement quel est le statut de la langue tamazight dans le paysage culturel et linguistique. Dialecte ? langue ? langue nationale ? langue officielle ? autant de questions qu'il faudra préalablement examiner avec toute l'attention requise. Le reste en découle.

Omar Berbiche

E2 watan 21/1/1991

TAMAZIGHT LANGUE NATIONALE

Une proposition de loi sur l'usage de la langue tamazight dans tous les domaines de la vie publique sera prochainement déposée à l'APN pour être débattue lors de la session de février. La proposition de loi stipule que la langue tamazight est considérée comme "langue nationale". Elle est qualifiée de complémentaire et non de concurrente à la langue arabe. La proposition prévoit également la création d'un Haut conseil pour "la promotion, l'enrichissement et l'utilisation de la langue tamazight" et une Académie de tamazight "pour entreprendre les travaux de recherche sur cette langue". Si la proposi-

tion est adoptée ce ne serait que la réparation d'une injustice séculaire et un jalon de plus dans la consolidation de l'unité nationale et de la démocratie.

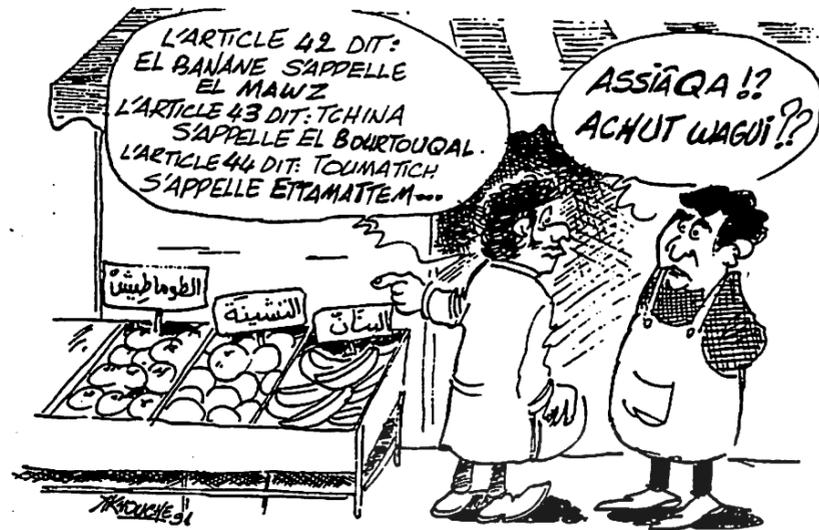
Longtemps, trop longtemps le totalitarisme triomphant nous voulait une société monolithique au mépris de la volonté nationale.

Tamazight, parlée par plus d'un tiers de la population était purement et simplement niée et toujours réprimée. On est allé jusqu'à interdire une conférence sur la poésie ancienne. Ce fut le signal d'une explosion populaire qui allait poser le problème fondamental non seulement celui de la lan-

gue tamazight, mais surtout celui de la démocratie. C'est la démocratie triomphante qui respectera la pluralité culturelle de notre pays. C'est la démocratie triomphante qui prendra acte d'une réalité incontournable: Tamazight parlée par des Algériens... est par là même une langue nationale. Le rejet qui caractérise tamazight jusqu'à présent est en fait la négation de la culture, qu'elle soit en tamazight, en arabe ou dans une langue étrangère? Le totalitarisme a étouffé tamazight, rabaissé voire brisé l'arabe, et exclu toutes les autres formes d'expression.

Une fois de plus, le peuple algérien s'est ressaisi. En 1980, le peuple est descendu dans la rue: "Demander du pain et une jacquerie, demander la culture est une révolution". Le peuple algérien avait donc fait une révolution en demandant la culture et la démocratie. Huit ans plus tard, après la tragédie d'Octobre, dont on aurait pu faire l'économie, et malgré toutes les entraves, le multipartisme s'est imposé. La démocratie est née. Il lui reste à parcourir un long chemin. D'abord à récupérer son patrimoine culturel, tout son patrimoine, dans toute sa diversité, dans toute sa richesse.

L' Avenir 5-12/01/1991



Arabisation

Fidèle lecteur de votre journal, je vous prie d'avoir l'amabilité de publier ce qui suit dans la rubrique "Courrier des lecteurs".

Nos "députés" sur proposition de quelques-uns de leurs collègues appartenant à hizb misr et hizb saoudia (car il n'y a pas que hizb frança) viennent de proposer et d'adopter ensuite la loi sur l'arabisation totale. Afin que son application soit effective, je suggère:

- 1) Que nos "députés" prennent contact avec leurs collègues égyptiens pour que les 5000 jeunes femmes (ou jeunes filles) dépêchées par l'Egypte sur demande de l'Arabie Séoudite, dans le cadre de l'arabisation des troupes américaines stationnées au Golfe, soient affectées chez nous et versées dans les administrations dès leur fin de mission prévue pour le 16 janvier 1991.
- 2) Que les contrevenants (ceux qui auront osé utiliser une autre langue) soient expulsés vers le pays de la langue en "cause".
- 3) Resteront les berbérophones; nos "parlementaires" se renseigneront auprès de leurs collègues irakiens sur la méthode utilisée contre les Kurdes.
- 4) Ou alors que le Président de la République ait la sagesse de saisir le Conseil constitutionnel.

Salutations

K.S.Draa ben Khedda

(comme vous l'avez deviné hizb frança)

Le Nouvel Hebdo 15/1/1991

HORIZONS

15.1.1991

QUOTIDIEN NATIONAL SOIR

Conférence de presse arabo-berbère

R IEN de tel qu'une conférence de presse pour vous tenir au courant de l'actualité. Comme celle qu'a tenue ou donnée Slimane Amirat par exemple au nom du MDRA dimanche après-midi à l'hôtel Safir. D'abord Batna. C'est une honte ! Le leader du MDRA s'élève énergiquement contre de tels agissements. Il blâme encore plus énergiquement le gouvernement pour avoir regardé ailleurs au moment où étaient membres les militants du RCD qui sont "chez eux" à Batna comme partout ailleurs en Algérie. Parlant franchement et directement en langue française, ponctuait seulement quelques idées par des expressions en arabe. Slimane Amirat reproche à l'APN sa prise de position politique par le biais de l'arabisation. Un Algérien a le droit de parler

la langue qu'il veut : arabe, tamazight ou français. "Je refuserai personnellement de payer une amende si on me reproche une infraction linguistique. Je préférerai plutôt aller en prison". Et ainsi le leader politique rappelle à la presse les prises de position de son parti tout en admettant que s'il y a liberté de parole maintenant en Algérie il n'y a pas encore de liberté de presse, donc d'expression.

A une question relative au secteur public de l'information, M. Amirat déplore le caractère gouvernemental que prend ce secteur stratégique.

S'adressant aux journalistes présents en les regardant face à face, le leader du MDRA rappelle : "Votre devoir est de nous aider"

La meilleure question de cette conférence de presse a été posée paradoxalement par le MDRA. De la pure rhétorique "Pourquoi cette conférence de presse ?" Réponse : "Pour demander le renforcement de la démocratie, mais pas la démocratie du FLN. Donc du pouvoir. Mais de la vraie démocratie". Cette démocratie passe par l'organisation de législatives selon le MDRA. Mais pas au moment choisi par le FLN.

Une conférence de presse sympathique en vérité. Une déclaration liminaire pas très longue et un jeu de questions et réponses pas très développé car en fait très peu de journalistes étaient présents. A savoir pour-

Le directeur de l'hôtel Safir, M. Hassan Benallègue, rencontré dans les coulisses, affirme que pour la conférence du RCD il y a eu plus de deux cents journalistes. Une conférence sympathique, car en toute bonhomie il s'agissait simplement de démêler l'arabe du berbère.

Reprenons, le MDRA part au secours du RCD à Batna sur une question d'identité. Même chose pour la volée de bois vert infligée à l'APN. Toujours l'identité. Enfin le Golfe. Amirat exige que Chadli tienne les partis politiques au courant de la médiation algérienne. "Si demain on va en guerre, on veut savoir pourquoi ?"

Le lecteur peut se demander par quel cheminement nous en sommes à parler de la guerre ? Quelqu'un, le Dr Maize du MDRA a soufflé que quelque deux millions d'Algériens se sont portés volontaires pour aller combattre aux côtés des soldats de Saddam Hussein.

Enfin la question : "Sommes-nous un Etat arabe ?"

Et si nous le sommes, aux côtés de qui allons-nous combattre ? Slimane Amirat reprend gentiment : "Nous prendrons la position conforme aux intérêts de l'Algérie en tant qu'Algériens". Le terme arabe est savamment évacué. Autre question : "Un bateau israélien franchit le détroit de Gibraltar, passe au large des côtes algériennes alors que la guerre fait rage dans le Golfe. Y aura-t-il un consensus arabo-berbère pour le couler ? Les liens qui unissent la France et les Etats-Unis sont-ils plus forts que ceux qui unissent l'Algérie à l'Irak ? Et si les nobles idéaux prônés par les Etats-Unis ne couvraient que des apports pétroliers, l'Arabie Séoudite et le Koweït qui ont failli ramener le prix du baril à 5

dollars ? Ou aux cotes de Saddam qui l'a fait monter à 40 dollars ? A quelle ère culturelle appartient l'Algérie ? L'Occident ? Ou bien celle des médiations ? Le 15, c'est demain. Il faudra bien prendre une position claire et nette".

Un peu de politique intérieure, maintenant puisqu'il nous faut rester Algériens. "M. Amirat vous avez noté la réactualisation de dossiers d'assassinat d'hommes politiques algériens ?" Réponse : "Je l'ai noté tout comme vous". Presque une affaire de faits divers. "Vous n'avez pas compris ma question M. Amirat. Vous ne pensez pas que le ministre de la Justice devrait se pencher sur..." M. Amirat : "C'est aux familles de Krim Belkacem, Medeghri et les autres de porter plainte contre X".

Djamal BENSAD

GRAND-PERE MASSINSA !



Alger République
29/3/1991

Grand-père, j'ai dans la tête beaucoup de questions sans réponses. J'ai aussi quelques nouvelles à te donner au sujet de tous tes petits enfants, qui ont bien grandi depuis. Beaucoup parmi eux sont aujourd'hui de grands savants.

Tout ça est de notre faute. Tout le monde s'occupe de ses affaires et beaucoup de vos petits sont égarés, entraînés par des "cheveaux d'argent". Il y a les pauvres aussi, ils sont si malheureux.

Combien nous aimerions te voir décider et mener notre arche sur cette Afrique des Africains. Vous entendrez mener Imazighen tel Moïse dirigeant son peuple vers une terre tant promise. Mais non! N'ayez crainte, grand-père. Nous sommes tous là et Dieu guidera nos pas sur la voie du salut.

Je ne sais ce que nous allons devenir, la multitude de questions se résume peut-être en ce mot que voici: "démocratie". C'est paraît-il un mot grec. Vous avez des amis de cette région, on l'a trouvé dans les archives populaires.

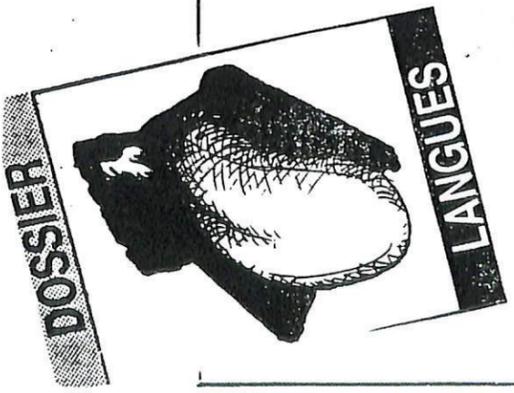
A propos de peuple, l'été prochain se tiendront les premières élections législatives libres de ce pays. Il va faire chaud. Je ne sais pas si le Président peut les rapprocher au printemps. G TEFUYYT AXIR, DGES AN MAGAR TAFUYYT !!!

Grand-père dormez bien et votre peuple aura l'avenir qu'il mérite.

Ton fils Amazigh.

* chant de printemps Amazigh

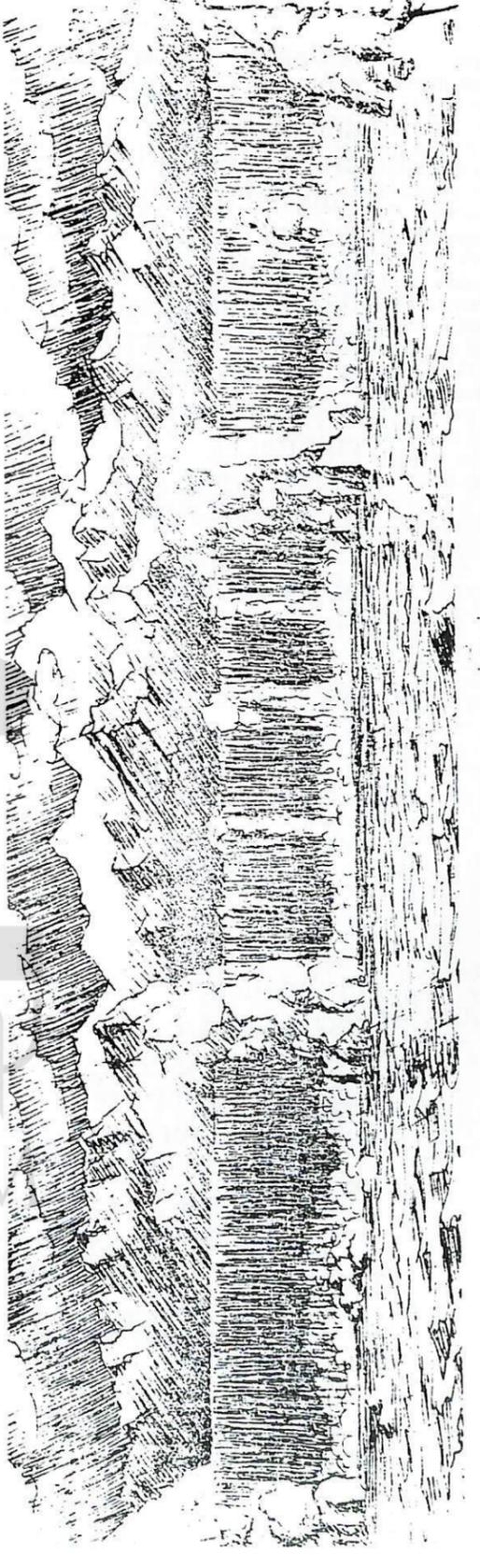
O. Smail Bagayet



Culture

Comment aborder la question des langues en Algérie ? 29 ans après l'indépendance du pays, on en est encore à se poser des questions "dramatiques" ! Quelles langues "adopter" : l'arabe, tamazight, le français ? Mais, au fond, s'agit-il d'une question de choix linguistiques, d'ouverture au savoir ou tout simplement de guéguères idéologiques, d'intérêts presque occultes ou encore d'identité ?

N.I.



L'habit fait-il l'idiome ?

Parcours Maghrébines 25 Jan 1/4/1991

JE SOUFFRE ...

Moi, qui suis plus vieux que votre agrément et ce ministère qui vous a agrésés.

Moi, qui ai vécu et survécu à des guerres et des guerres.

Moi, qui ai résisté et repoussé tant et tant d'envahisseurs.

Moi, qui ai toujours refusé de me soumettre et de me taire.

Moi, en un mot, qui ai souffert pour la liberté et la dignité.

Me voici, aujourd'hui encore, en train de souffrir de tout mon être et, comble de l'ironie, en plein, dans l'Algérie pluraliste.

Je souffre autant que ces jeunes chômeurs suffoqués par cet emploi qui n'arrive pas en pleine politique de l'emploi des jeunes.

Je souffre autant que ces braves femmes rendues mineures par un Code familial, toujours de vigueur dans un Etat de droit.

Je souffre autant que ces dynamiques journalistes, enterrés vivants, par cette loi sur l'arabisation, à l'heure de l'ouverture.

Je souffre, et là, c'est la pire des souffrances, ô mon âme amazigh !

D'un côté, on m'oblige à tout reconnaître, y compris l'intégrisme et de l'autre, on encourage à douter de mon patriotisme, donc à me nier.

Pauvre Algérien que je suis !

Avec cette douleur, je dis vive la liberté d'expression, en attendant la démocratie.

Dissi Benbekeur
El-Kseur-w-Déjaïa

ET LE TAMAZIRGHT ?

Dernièrement les députés FLN qui ne sont pas représentatifs du peuple algérien et presque à la fin de leur mandat, ont eu l'audace de voter à la va-vite une loi sur la généralisation de la langue arabe comme si le Tamazight n'existait plus.

Je n'ai rien contre la langue arabe mais de là à ignorer une autre langue de millions d'Algériens qui est le tamazight, c'est de l'abération !

A mon avis l'APN-FLN vient de commettre un crime contre l'humanité. Elle n'a pas le droit de légiférer avec l'avènement de la démocratie, je croyais qu'allait se réaliser un rêve de mon enfance : la reconnaissance constitutionnelle et institutionnelle du Tamazight comme langue nationale et officielle à côté de l'arabe.

L'article 3 de la constitution ne reconnaît pas le Tamazigh.

A l'aube de l'an 2.000, parler de démocratie, de pluralités politiques sans aborder la dimension culturelle et linguistique serait mal aisé. Dans ce nouveau contexte, le patrimoine culturel et linguistique que longtemps occulté réapparaît avec plus d'acuité. La question culturelle a de tous temps posé problème. Le fonds culturel et linguistique de l'Algérie reste un domaine où seule la recherche permettra de découvrir la langue originelle et reconnaîtra à l'Algérie une entité linguistique et une identité culturelle qui ne soient plus l'objet de passions et de déchirements culturels.

Dans le débat linguistique, les passions à fleur de peau et les partis pris prennent souvent le pas sur la raison et la réflexion. De ce fait, l'unicité de pensée, et de langue imposées par les pouvoirs en place a toujours banni et réprimé les langues maternelles. Les autres modes d'expression de notre terroir qu'on semble ignorer, ne font-ils pas la diversité et la richesse de notre culture ? Aussi la réhabilitation de ces langues maternelles est-elle une nécessité impérieuse répondant à un souci historique. Cette prise en charge de ces langues ne peut se faire que par l'officialisation de ces modes d'expression. Cette donnée fait appel à un problème de taille (pour le Tamazight) qui est celui de la graphie. Caractères arabes, latins ou Tifinagh ? Le choix de tel ou tel alphabet peut-il déterminer l'orientation politique ? Or, à l'heure actuelle, le support de transcription le plus efficace et qui s'inscrit dans la modernité doit être choisi au-delà de toutes sensibilités et dérives idéologiques. Certains diront du Tamazight que c'est une langue pour d'autres, l'appellation du dialecte suffit. C'est à ce stade que se situe le problème. Langue, dialecte, sont la transcription de la pensée aux moyens de signes. L'officialisation du dialecte lui confère le statut de langue. De ce fait, une langue est un dialecte au pouvoir. Partant de ce postulat, le Tamazight essentiellement oral, n'a jamais eu de statut. Cantonné à certaines sphères géographiques, il n'a pu se généraliser. Le principe du "diviser pour régner" né de la colonisation a fait de la question berbère son cheval de bataille. Celle-ci a germé et a été ali-

mentée par la suite par les divers pouvoirs en place. L'ostracisme, l'occlusion de l'histoire, la répression ont engendré l'idée d'une revendication du Tamazight et par là même de l'identité berbère. L'émergence de cette revendication du fonds linguistique née à partir des années 80, a mis en exergue la non reconnaissance de cette langue. Et par là même remet en cause le principe d'une seule langue pour un peuple. Actuellement avec le nouveau paysage politique la relance de ce patrimoine linguistique s'inscrit dans le cadre démocratique. Sa non reconnaissance, et sa non officialisation bouleverserait ce précaire équilibre. Certains partis l'ont inscrit dans leur programme; tout en demandant son institutionnalisation et son enseignement dans les écoles algériennes. Mais pour l'instant, dans la constitution elle ne figure pas comme une des constantes de l'Etat au même titre que la langue arabe. Seule langue officielle, à ce sujet M. Alliche Rachid écrivain donne son point de vue "Je ne sais comment sera le monde de demain. En tous cas, je pense qu'il faut aussi parler (parce qu'on a tendance à l'oublier) sur notre enracinement africain et méditerranéen ; inéluctablement la langue tamazight sera appropriée et réappropriée par ses fils. Le facteur temps est relatif incidemment mais toujours positif au facteur politique. Cependant, la réalité socio-culturelle pousse à la sagesse. Les processus identificatoires ne peuvent transgresser l'inertie sociale liée entre autres au niveau de culture et de démocratie. En clair, l'apprentissage de la langue tamazight dans le cadre scolaire de manière générale ne peut s'affranchir des né-

4 - Parcours Maghrébins ● Semaine du 25 au 1er avril 1991

cessaires étapes d'intégration. Tamazight a attendu 3.000 ans, elle peut attendre une génération pur s'épanouir, s'exprimer "pour sortir de la peur, de l'esclavage de la peur". Quant à ceux qui aujourd'hui, en réaction s'insurgent contre ce mode de transcription et qui, en fait, s'insurgent contre le mot Amazight même, une seule question : Hier, dans les moments sombres et difficiles où étiez-vous ? La prise en charge de cette réalité linguistique fait appel à sa transcription. Un choix pour 3 graphies - arabe - latine - tfinagh, lui-même issu du libyque. Celui-ci a eu un rôle réduit se cantonnant à des missives ou à des dédicaces (temple de Massinissa - pierre tombale). De ce fait, il n'a pu se développer, son usage a été limité à des régions et à un peuple (Touareg). Délaissé reste le système de transcription du Tamazight en caractères arabes et latins, la non-prise en considération des caractères arabes semble être due à la carence de moyens. Pour certains, il y a allusion à une nette prise de position : rejet de l'Arabe. Quant à la graphie latine, elle semble répondre à un souci technique de disponibilité des supports. Allant vers une mondialisation de la culture, l'alphabet latin reste le plus répandu et le plus approprié. Cependant la détermination de ce choix n'est-elle pas perçue comme de la manipulation et de la francophonie ? Langue millénaire, l'écriture Tamazight remonte à l'antiquité. Il y a eu quelques ouvrages religieux en graphie arabe mais la majorité de la production s'est faite en caractères latins. Les écrits sont pour la plupart l'œuvre d'Algériens (quelques étrangers entre autres les pères blancs dont le père de

Foucault). La question de l'outil de transcription est très complexe pour bon nombre de linguistiques. Le choix de l'écriture doit relever de la rigueur scientifique et de l'objectivité. A cet effet M. Alliche déclare que "l'ouverture sur le monde, sur l'universalité est conditionnée par l'intégration du schémas technologique qui le temps aidant deviennent des repères culturels voire civilisationnels. Parmi les autres facteurs qui ont présidé à ce choix, le facteur économique : l'appareillage en caractères latins est meilleur marché, le facteur humain : la majorité de ceux qui ont travaillé sur la question et donc les travaux sur la langue ont utilisé ces caractères latins, facteur lié au sens pratique. Le choix du caractère Tifinagh s'imposait sentimentalement et historiquement mais la réalité ne fait pas de place au sentiment". Mais reste à savoir si l'alphabet latin est en mesure de prendre en charge tous les sons qui existent en Tamazight ? Ainsi que l'alphabet arabe ? Le Tifinagh ne serait-il pas le meilleur outil scriptural de cette langue tout en lui rendant son authenticité ?

La codification du Tamazight en vue de la généralisation de son enseignement doit être pris en charge par une institution académique. Pour ce faire, il y a lieu de l'officialiser. Il en est de même des autres langues maternelles notamment l'arabe dialectale. La reconnaissance de toutes les sensibilités et réalités linguistiques est le prélude à la démocratie. Sans la tolérance et le droit à la différence, la démocratie ne serait qu'un vain mot...

Kheira Attouche

Parcours Maghrébins 25-3/1-4/1991

Tamazight, langue académique

Opprimée ou perçue à travers le prisme de l'amour-propre, l'expression tamazight n'a pu fleurir parce qu'il lui manquait l'empreinte académique. Aujourd'hui, elle ouvre droit au magister...



PHOTO : MOSTEFAOUI AEK

L'institut y est, à quand la télévision ?

*Alger Républicain
28/4/1991*

Au début de ce siècle déjà, André Basset écrivait dans Etudes de géographie linguistique en Kabylie: "Si techniquement la langue amazigh est à même de fournir une langue de civilisation, politiquement, tout prête à affirmer le contraire". Acculée, en effet, au fond de l'impasse idéologique, la problématique amazigh ne s'est jamais posée en termes typiquement culturel et linguistique. Il était surtout question du maintien de cette langue par amour-propre ou par opposition à une langue hégémonique.

Le recouvrement de l'indépendance n'a pas atténué - encore moins annihilé - la crise berbère de 1949. L'entité amazigh s'estompa presque et la problématique ne changea pas, de fait. La désidéologisation de la question amazigh ne put se faire tant que la pression des milieux dirigeants persista.

Huit ans après les événements d'Avril 1980, Octobre 88 ouvre la voie devant une nouvelle conception. L'épanouissement de l'amazigh passe désormais par l'"académisation". Il n'est plus question, aujourd'hui, de la défense d'un patrimoine, mais de l'adaptation de la langue amazigh aux réalités nouvelles.

Conscients de cet impératif suprême, linguistes, historiens et autres universitaires se sont attelés, dès le mois de mai de l'année 1990, à l'élaboration d'un programme pour l'enseignement de l'amazigh. Parmi eux, d'illustres chercheurs: Salem Chaker, Slimane Hachi, Dalila Morsli, Rachid Bellil, M. Kahlouche... En octobre 1990, ce fut chose faite. La première promotion du magister en civilisation, littérature ou linguistique amazigh compte déjà une quarantaine d'étudiants recrutés suivant des critères sévères.

UN DEPARTEMENT D'AMAZIGH

Créé par arrêté ministériel, le 24 janvier 1990, le département de Langue et culture amazigh s'enorgueillit déjà de ses acquis. Etudiants et enseignants sont optimistes quant à l'avenir de leur institut. "Il n'y a pas de raisons pour que ça ne marche pas", avance M. Nabti, enseignant en linguistique générale.

Loin de se contenter de menu fretin, le département Langue et culture amazigh de l'université de Tizi-Ouzou dispense en moyenne vingt heures

de cours par semaine, selon la spécialité. Le programme n'a rien à envier aux instituts de langues, d'histoire ou de civilisation.

S'étalant sur trois années au moins, les études comprennent des programmes adaptés aux spécificités de la spécialité, au demeurant inédite. L'histoire, la socio-anthropologie, la langue et littérature arabes d'expression dialectale ainsi que les langues étrangères ne sont pas négligées. Des cours de phonétique, de langage, de lecture, de grammaire et conjugaison sont, par ailleurs, dispensés aux non-berbérophones en année préparatoire.

En parallèle, et tirant parti du bagage intellectuel de la composante professorale de l'institut, des recherches, fondamentales et appliquées, amorcent d'ores et déjà des traditions qui manquent tant à notre Université.

Les enseignants travaillent sur divers sujets. M. Achab, sur le lexique, M. Kahlouche sur le système d'écriture et M. Nabti sur la pédagogie et la linguistique générale. Le problème de la documentation est résolu puisque tous, du moins presque tous les livres et ouvrages se rapportant à la discipline ont été acquis, ici et à l'étranger. Mieux, des supports pédagogiques de pointe existent au niveau du département. La méthode audio-visuelle a, entre autres, été adoptée pour l'enseignement de la langue amazigh aux débutants, de même que les recherches relatives au lexique sont réalisées par l'entremise d'un logiciel programmé en la circonstance. Les chercheurs tentent de trouver le meilleur procédé pour l'écriture définitive de l'amazigh.

UNE DOCUMENTATION RICHE

Bien des écrits existent sur l'amazigh. Les étudiants et les chercheurs n'auront, sans nul doute, pas à se noyer dans les étalages poussiéreux de la Bibliothèque nationale pour déboucher quelque étude ou oeuvre.

Les recherches dans le domaine ont commencé au début de ce siècle et se sont étendues jusqu'aux années cinquante. Orientalistes, gens d'armes et prêcheurs français, remplissant leurs missions en Algérie occupée, se vouaient tout aussi bien

à l'étude de la civilisation locale. Rien ne leur a échappé. René Basset a recensé les noms des métaux, des couleurs et des plantes et réuni des documents sur la philologie, les contes, la religion et les dialectes amazighs. Henri Basset s'est intéressé, de son côté, à la littérature amazigh. La grammaire amazigh a, quant à elle, été étudiée avec minutie par André Basset. Emile Félix Gautier et Edmond Douité s'alignèrent sur A. Basset et firent des recherches sur la dispersion de la langue amazigh et les disparités qui caractérisent le parler amazigh d'une région à une autre. Adolphe Hanoteau, général de l'armée française, s'est intéressé aux principes du langage parlé par la population du Djurdjura.

Des chercheurs algériens se sont également donnés à la culture et la langue amazigh. Parmi eux, notamment, Saïd Boulifa, Mouloud Mammeri et, plus récemment, Salem Chaker qui, avec la collaboration des chercheurs et enseignants de l'Institut de langue et culture amazigh, ont redonné à cette langue la place qui lui est échue, parmi les siens.

Mehenna Hamadouche

*Alger Républicain
28/4/1991*

LA LANGUE AMAZIGH ET LA DEMOCRATIE

Le Pays 25-12/3-1/1992

La langue amazighe était toujours dans un état d'agonie sans atteindre toutefois la mort. Qu'en est-il à l'ère de la démocratie ?

Voilà, l'avènement de la démocratie. Le sujet qui fut banni en tout lieu est devenu l'objet d'interminables discussions dans les espaces publiques et même un chapitre lui est réservé dans la plus part des programmes des partis politiques. Même le parti qui l'avait ignoré à l'époque de ses pleins pouvoirs semble se repentir pour se proclamer son défenseur. Une façon comme une autre de se refaire une virginité à l'égard de ceux qu'il a frustrés depuis trois décennies. Tel autre la revendique dans le but d'attirer à lui l'électorat berbérophone et s'assurer une chaise à l'hémicycle du front de mer.

C'est ainsi que la langue amazighe est devenue le cheval de bataille dans l'ensemble des partis en lice. Cette fibre fort sensible à beaucoup d'Algériens ne manque pas d'être "titulée" à dessein par ces derniers à chaque fois qu'il est nécessaire. Or, la prise en charge réelle de ce patrimoine, indéfinissable et inaltérable, si cher à tout algérien se fera en lui donnant les moyens adéquats pour la promouvoir, et permettre son épanouissement dans la légalité.

Un institut d'études de langue amazighe est déjà opérationnel à Tizi-Ouzou. Initiative louable, bien entendu, mais insuffisante. Créer un institut régional pour étudier une langue de tous les Algériens peut paraître comme une ghettoïsation qui défavorise grandement l'unité nationale à qui tout algérien aspire.

Un autre aspect qui préoccupe décidément nos chers politiques, ce sont les caractères avec lesquels la langue amazighe devrait s'écrire, alors que les spécialistes en la matière n'ont pas pu se prononcer. Sachant que la première étape est de favoriser la recherche dans ce domaine et permettre à toute personne ayant des idées de les réaliser ; qu'elle soit berbérophone, arabophone ou francophone. Comme il appartient toujours à ces spécialistes de décider au mieux l'opportunité sur le modèle d'écriture le plus approprié. Nous ne pouvons donc de polluer la science.

Rabah Mostefai.

... de la liberté d'expression, aux ... de la liberté d'opinion. Bien sûr la ... par enchantement, mais par des ... de liberté et de justice. Le cri a été tellement perçuaient qu'il a pu ouvrir la porte d'une nouvelle époque longtemps récalcitrante. Une floraison de partis politiques, d'innombrables associations toutes sensibilités confondues émergèrent à coup de décrets.

Ce concept politique qu'est la démocratie n'est pas nouveau dans le lexique officiel, puisqu'il figurait de tout temps à l'entête de tout document administratif seulement on a mis l'accent sur l'appliquer.

L'objet principal dans cet article est de traiter de ce qu'il reste de toute une civilisation "orale" qui rayonnait de l'antiquité au Nil. Celle-là même qui a survécu à une "guerre de deux mille ans" pour s'avérer être une constante dans ce qui constitue l'identité maghrébine, algérienne notamment. Elle n'est pas aussi abstraite que cela puisse paraître dans ces premières lignes "elle n'est pas une perle et ne brille pas comme une braise" disait Ferhat Imoula. Elle, c'est la langue amazighe, langue millénaire d'un seul peuple divisé dans l'histoire et par l'histoire. "Un peuple qui n'a jamais cessé d'être là, disait Da L'Muhad.

La langue amazighe est restée dans une languissante hibernation, des siècles durant. Non plus par nature mais par la force des choses. Jusqu'à un certain "printemps 80" où une conférence de M.Mammeri sur la poésie kabyle qui devait se tenir à l'université de Tizi-Ouzou fut interdite, car elle était considérée comme acte subversif. Une brèche dans le voile du silence qu'entourait ce domaine fut ouverte par d'imposantes manifestations estudiantines qui avaient pris l'ampleur d'un mouvement populaire revendiquant la reconnaissance de son identité confinée jusque-là dans un folklorisme fallacieux.

DOSSIER

Par
NACERA BENGUERNA
et
KHEIRA ATTOUCHE

LA LITTÉRATURE TAMAZIGHT

L'ALPHABET DU RENOUVEAU

"HORIZONS" — Lundi 8 Janvier 1990.

LA LITTÉRATURE TAMAZIGHT

L'ALPHABET DU RENOUVEAU

DOSSIER REALISÉ PAR NACERA BENGUERNA ET KHEIRA ATTOUCHE

O n aura beau mettre le cap allègrement sur les années 90, ère du modernisme et de la technologie, il est encore des résurgences de notre passé qui relont surface en mettant en évidence un patrimoine linguistique longtemps occulté, aujourd'hui, le débat linguistique est remis sur le tapis avec comme seule alternative, la réhabilitation des langues maternelles. C'est toute la question linguistique qui est interpellée et à travers elle la "langue" Tamazight. Le fond linguistique de l'Algérie reste un domaine où seule la recherche fera déboucher la langue originale et par conséquent reconnaître à l'Algérie une entité linguistique jusque-là mise en place par les pouvoirs politiques de prendre en charge toute la question des langues parlées de notre pays. Peut-on continuer à évoluer en ignorant d'autres modes d'expression faisant partie de notre patrimoine linguistique ? Donnée objective, l'histoire, ne rate-t-elle pas les faits sans les falsifier ni leur donner une coloration politique ? La question linguistique et culturelle a de tous temps posé un problème. Aussi les langues maternelles ont suscité débats et controverses.

D'aucuns disent du Tamazight que c'est une langue, pour d'autres l'appellation de dialecte suffit. C'est à ce stade que se situe le problème. Langue, dialecte sont la transcription de la pensée aux moyens de signes. L'officialisation du dialecte lui confère le statut de langue. De ce fait, une langue est un dialecte au pouvoir. Partant de ce postulat, le Tamazight, essentiellement oral, n'a jamais eu de sta-

tut. Cantonné à certaines sphères géométriques il n'a pu se généraliser. Le principe du "diviser pour régner" né du colonialisme a fait de la question berbère son cheval de bataille. Celle-ci a germé et a été alimentée, par la suite, par les divers pouvoirs en place.

L'ostéisme, l'occultation de l'histoire, la répression ont engendré l'idée d'une revendication du Tamazight et par là même l'identité berbère. La prise en charge de cette réalité linguistique fait appel à sa transcription. Un choix à faire pour trois graphies : Tifinagh : arabe - latin. A l'origine, les Berbères ont utilisé le Tifinagh, lui-même issu du Libyque. Celui-ci a eu un rôle réduit, se cantonnant à des missions ou à des dédicaces (temple de Massinissa - pierre tombale). De ce fait il n'a pu se développer - son usage a été limité à des régions et à un peuple (Touareg). Délaissé, resté le système de transcription du Tamazight en caractères arabes et latins ; la non-prise en considération des caractères arabes semble être due à la carence de moyens. Pour certains, il y a allusion à une nette prise de position : rejet de l'arabe ; quant à la graphie latine, elle semble répondre à un souci technique de disponibilité des supports. Allant vers une mondialisation de la culture, l'alphabet latin reste le plus répondeur et le plus approprié. Cependant la détermination de ce choix n'est-elle pas vaine par son nombre comme la manipulation et de la transcrite ? Langue millénaire, l'écriture du Tamazight remonte à l'antiquité. Il y a eu quelques ouvrages religieux en graphie arabe mais la majorité de la production s'est faite en caractères latins. Les écrits sont pour la plupart l'œuvre d'Algériens (quelques étrangers entre autres les Pères blancs dont le Père de

Foucault). Etant sujet tabou jusqu'à l'avant octobre, leur édition s'est effectuée à l'étranger.

Recouvrir son identité, supposait la reconnaissance officielle des langues parlées longtemps mises sous la botte du colonisateur. C'est l'arabe classique (langue du Coran) qui appuie le pas sur ces langues maternelles. " Première coupure traumatissante " dira Mammeri. L'arabe littéraire est avancé comme seul révélateur de l'identité nationale et la langue française en tant que langue d'instruction. Première lacune qui sera la cause de ce qui se passe aujourd'hui. Paradoxe, ailleurs, le Tamazight est enseigné et fait l'objet de travaux de recherche. Mouloud Mammeri, a dû faire un passage obligé par la linguistique pour enseigner le berbère jusqu'en 1973 à l'Université d'Alger, date à laquelle, ces cours furent supprimés et non pris en compte dans la nouvelle réforme de l'enseignement supérieur. Cela généra tout le mouvement culturel berbère, avec pour revendication la reconnaissance officielle du tamazight. " Ce n'est jamais pour des raisons linguistiques qu'une langue ne fonctionne pas, cela s'explique par le statut qu'il lui est fait dans la société " ajoutera Dajila Morsly. C'est autour de la langue tamazight, que se sont cristallisées les passions, les dévances idéologiques et les partis-pris.

L'émergence de la revendication de la langue tamazight et de la culture berbère, née à partir des années 80, fait voler en éclat le principe d'une seule langue pour un peuple. La question est donc complexe et mérite que nos linguistes s'y penchent sérieusement.

N.B. et K.A.

MAOUGAL Med Lakhdar

(Linguiste enseignant à l'institut de langues)

Ecrire en BERBERE

La langue berbère (tamazight comme l'appellent les usagers algériens et tachelhit, les marocains), a longtemps été presque exclusivement orale. Et jusqu'à une époque bien récente, l'écriture de la langue berbère (sa fixation, son homogénéisation et son uniformisation), n'a pas été ressentie, voire exprimée comme une nécessité impérieuse et incontournable.

Toutefois, les documents écrits probablement en cette langue remontent à bien loin dans l'histoire, même s'il s'agit de documents relativement peu nombreux et ayant tous une fonction quelque peu magique et/ou culturelle.

1) Les documents antiques (les plus anciens sans doute). Ce sont surtout des documents gravés sur les parois de grottes dans les montagnes du Hoggar, les monts des Aurès de Kabylie et surtout dans les Iles Canaries. Ces documents sont transcrits en tifinagh, écriture pictographique non cursive et non homogène, quant au système d'alignement : de droite à gauche, de gauche à droite, de haut en bas et de bas en haut, avec parfois des boucles. Il y a lieu de mentionner que l'alphabet tifinagh est aussi non uniforme :

— Vingt-huit graphèmes en Aurès et Kabylie.

— Vingt-neuf à trente graphèmes dans le Hoggar.

— Trente-trois graphèmes dans les Iles Canaries.

Ces documents apparenteraient cette écriture antique aux écritures hiéroglyphiques en usage dans le Proche-Orient et dans le Nord du continent africain, à la seule différence que cette

écriture n'est que très peu sortie de l'usage restreint du culte ou de la magie et qu'elle n'a laissé aucune production littéraire et/ou scientifique comme les écritures de son époque.

2) Les documents anciens manuscrits. Ces sont deux sortes :

• Les documents gravés en tifinagh sur les bijoux ou tatoués sur le corps. Ils sont très peu nombreux et très réduits dans leur texture.

• Les documents manuscrits : ils sont en langue tachelhit transcrits en caractères arabes. Le document le plus ancien connu à ce jour, semble avoir été un document scientifique élaboré par un grammairien tunisois au IV^{ème} (X^{ème} siècle grégorien). Il s'agirait d'un traité de grammaire comparée des langues arabe, tachelhit et hébraïque, c'est-à-dire, les trois langues de l'usage courant et quotidien en Tunisie de l'époque.

Ensuite il faudra attendre l'imam Ibn Toumert, fondateur de la dynastie des Almohades (Al-Mouwahhidoun) pour voir apparaître les premiers opuscules d'exégèse coranique (tafsir) en tachelhit transcrits en caractères arabes. Cette tradition transcriptive hardie se continue encore de nos jours au Maroc où active depuis près de trente ans une association culturelle berbère (sous le patronage de Ahardan) qui a multiplié les productions textuelles littéraires et scientifiques (journalisme, ethno-médecine, folklore, etc.).

3) Les documents modernes imprimés.

Ces documents manuscrits, mi-imprimés en caractères d'imprimerie, ap-

paraissent avec les premières études sur les parlers berbères (touareg, chaouia, kabyle, zenaga, tachelhit). Ces études ont d'abord été menées par des officiers de l'armée coloniale. Ils sont d'une importance capitale pour l'appréciation des états de langue du point de vue diachronique.

Dans un second temps, ce sont les universitaires ethnolinguistes qui vont prendre le relais, principalement Henri Basset au début du siècle, puis André Basset autour des années 30. C'est à ce dernier que nous devons la seule et dernière enquête qui a donné lieu à la constitution d'un Atlas linguistique des parlers berbères de l'Afrique du Nord.

C'est dans les années 60, au lendemain de la guerre de 1967, que sont relancées les études berbères à partir de la France où voit le jour une institution (Académie berbère) qui entreprend un travail de défense et illustration de la langue et de la culture berbères - non sans quelques arrière-pensées, parfois racistes qui s'expriment souvent dans un bulletin et dans des tracts.

L'académie berbère permet dans un premier temps de regrouper tous les gens sensibles au devenir de la langue berbère. Un bon nombre se détachera par la suite à partir de 1973 - après la 2^{ème} guerre égypto-israélienne. Ainsi, va voir le jour, vers la fin de la décennie 70, une association berbère UPA (Union du Peuple Amazigh) animée par un chaoui de Merouana qui, pendant quelques années, avec des moyens réduits et à travers un bulletin : "Le lien", fera un remarquable travail de lexicologie.

En l'état actuel des choses, nous nous trouvons pour ce qui est de la langue berbère, avec trois systèmes de transcription :

• Le système tifinagh

• Le système arabe

• Le système latin et sa variante (API ou STLCS)

La question qu'on est en droit de se poser, reste celle de savoir quel est ou quel serait le système de transcription le plus adéquat, le

plus opératoire, le plus utile pour les usagers et apprenants. Il y a pour ce faire tout lieu de prendre en ligne de compte certains critères. Ils sont de deux sortes : les critères objectifs et les critères subjectifs.

— **Les critères objectifs :**

Le critère objectif premier est celui de l'usage. Ce critère donne la primauté (historique et sociologique) aux systèmes de l'écriture cursive qui a permis l'élaboration d'une littérature et donc de documents relativement nombreux pouvant servir à la confection de manuels. Cela permet en compétition de l'écriture arabe et l'écriture latine avec, à l'avantage de la première, une totale cursivité qui correspond à l'habitude manuscrite de l'école.

L'inconvénient de l'écriture arabe reste sa non-vocalisation — surtout qu'aucune enquête ne nous permet d'identifier avec précision le système vocalique de la langue berbère, vu que rien n'est encore entrepris à ce jour (nonobstant quelques travaux universitaires partiels).

le second critère objectif est celui de l'économie des moyens et de temps. L'imprimerie est maintenant maîtrisée pour l'écriture arabe comme pour la latine, même si cette dernière nécessite des petites mises au point typographiques pour la transcription de phénomènes particuliers. Quant au temps, son économie réside dans le fait qu'il y a eu accoutumance sociale et psychologique aux graphies arabes de la part des éventuels lecteurs et utilisateurs.

— **Les critères subjectifs :**

Ce point de vue est aussi important que le précédent car il est l'expression de la communauté linguistique et de son sentiment, c'est-à-dire l'expression de sa subjectivité linguistique. Là encore, faute de temps, nous ne retiendrons que certains aspects :

— Le rapport subjectif à la graphie, quand il existe, est aussi capital que le rapport subjectif à la langue elle-même. Il y a à ce niveau tout lieu de distinguer la subjectivité "primaire, in-

stinctive" de la subjectivité "secondaire ou artistique" ; la première étant celle du commun locuteur et la seconde celle du lettré, ou de l'homme de science. Ces deux subjectivités risquent d'être en compétition. Dès lors, quand il y a absence de consensus dans la communauté linguistique, se pose alors le problème de la résolution de cette contradiction secondaire. Il est plus que capital qu'elle soit résolue par voie démocratique, voire même référendaire. Car il existe toujours chez le lettré la tentation à l'hégémonie dont il détient les clés : le savoir lire et écrire, voire transcrire, et le pouvoir de produire des documents littéraires et scientifiques.

— Le sentiment communautaire non seulement linguistique mais aussi politique et institutionnel : l'appartenance à une nation. Souvent là aussi nous pouvons relever l'existence de divergences sur l'appréciation de l'esprit communautaire entre les couches populaires essentiellement paysannes — dépositaires de la langue vivante orale — très patriotiques et nationalistes et les catégories intellectuelles plus élitistes et plus sensibles aux idéologies qui traversent à leur époque les intelligentsia à l'échelle mondiale (aujourd'hui l'idéologie différentielle et différentialiste en réaction au totalitarisme des années des deux dernières décades).

Une réflexion scientifique des sociologues et anthropologues sur la question de l'écriture et de ses implications est plus qu'indispensable pour peu qu'elle fasse preuve d'objectivité et de rigueur scientifique. Et si les partis politiques ont leur mot à dire en tant qu'associations de citoyens, leur parole ne doit en aucun cas se substituer à la parole publique.

Quelques propositions en vue de régler ce délicat problème.

Résoudre démocratiquement la question linguistique et scripturale de la langue

berbère nécessite sa prise en charge par toute la société. Cela suppose :

— Dotation d'un statut en tant que langue de la nation.

— Dotation d'institutions universitaires pour la codification et la standardisation de cette langue en ayant réglé au préalable la question de l'outil de transcription.

— La conjugaison des efforts, pour ce faire à une échelle régionale pour bénéficier des expériences passées et réalisées tant au Maroc que dans les pays africains qui ont été confrontés à cette réalité.

— L'ouverture de la recherche universitaire au domaine des langues populaires et des cultures qu'elles expriment et véhiculent : médecine traditionnelle, folklore, musicologie, pratiques rituelles, droit coutumier, onomastique et toponymie, etc. Il y a lieu de monter un institut pour la promotion des langues populaires, et déjà renforcer celui existant à Tlemcen.

La question linguistique et celle de l'écriture sont des questions très sensibles à la nature démocratique de l'institution sociale. C'est pourquoi il faut les résoudre avec rigueur, responsabilité et objectivité afin qu'elles ne se transforment pas en abcès de fixation. C'est ce qu'avait compris déjà l'Imam Ibn Toumert au XIIème siècle, puisse sa clairvoyance nous guider.

MAOUGAL
Mohamed-Lakhdar

La transcription du tachelhit en caractères arabes montre si besoin est le caractère démocratique et tolérant de l'Imam almohade qui a osé braver l'interdit de la traduction et du Tafsir en langue non "sacrée" du texte coranique. Ce que la religion hébraïque pourtant présente depuis bien longtemps et qui avait pratiqué exceptionnellement le prosélytisme en Afrique du Nord, n'avait jamais fait, en raison sans doute du caractère étroitement racial et ségrégationniste du culte et du caractère sacré de la langue et de son écriture.

SUITE DU DOSSIER
EN PAGE 6

Horizons 8/1/1990

UN CHOIX TECHNIQUE



Abdesslem Abdenour : animateur de cours de langue Tamazight, président du G.L.T. (Groupe de recherche technique et scientifique en Lexicologie de la langue Tamazight).

nation que culturelle. Ceci s'est posé jusqu'à nos jours, le choix des caractères latins est dicté par cette nécessité de sortir du ghetto arriériste. Nous sommes à l'ère de l'informatique donc le choix est technique, il y a lieu de prendre le train en marche. Le non-choix des caractères arabes a été écarté eu égard à ce qui a été dit auparavant mais aussi par réaction à la répression dont a été l'objet la langue tamazight. Dans un climat d'arabisation qui a annihilé toute velléité de prise en charge des autres composantes linguistiques, voire cul-

Avant de parler de langue on parle de culture qui est le support, la culture c'est une sorte de toile d'araignée tissée collectivement afin d'appréhender le monde, d'apprivoiser la mort, c'est une réponse à ce qui est le questionnement intime de tout le monde face au chaos "originel". Selon Ferdinand Brodel : "Avoir été c'est une condition pour être" en ce sens la culture berbère a existé depuis des millénaires et nous a investis viscéralement, il est vrai que 3 millénaires de pénétration étrangère n'ont pas facilité et ont détruit la richesse de

cette culture. Cette langue a été écrite bien avant certaines qui, actuellement, véhiculent la science, la technologie ; le tifi-nagh a été l'un des premiers alphabets dans le monde et à été gravé sur de la pierre et aussi du sable.

En ce qui concerne le choix de la transcription de cette langue, il eut été facile d'appréhender, de maintenir la pratique du tifi-nagh si cela avait eu lieu, chaque fois que ces enfants ont essayé d'ouvrir cette langue, de la pratiquer, rationnellement, ils ont été empêchés par l'occupant. Il n'y a de domi-

turelles, comme disait Powels : "Les esprits sont comme des parachutes, ils ne fonctionnent que lorsqu'ils sont ouverts". La langue tamazight dans l'état actuel des choses est en piteux état, objet de continuelle répression, et de marginalisation voulue. Elle est enclavée, géographiquement, ce qui ne facilite pas les échanges entre les populations tant au niveau algérien que maghrébin. N'oublions pas que le tamazight occupe une superficie de 7 millions de km², elle touche à toute l'Afrique du Nord (Mali, Tchad, Sénégal).

Pour que le tamazight évolue il est nécessaire que ces composantes communiquent entre elles. Avant de communiquer avec les autres, il faut communiquer avec les siens. Aussi faut-il réhabiliter la culture populaire car il n'y a de culture que culture populaire. Le Grand Maghreb tel qu'il est conçu, il faut lui incorporer le Mali (langue officielle), le Niger, la communication avec l'extérieur en dehors du Maghreb, ne nous leurrons pas, les échanges sont nécessairement liés à des rapports de forces culturelles ou économiques.

Horizons 8/1/1990



Dallia Morsly : linguiste à l'Institut des Langues

UNE QUESTION DE CARACTÈRES

On peut écrire dans n'importe quelle langue. L'écriture peut être imaginée à partir des systèmes d'écritures existants que l'on améliore dans les langues en question. Le problème c'est de savoir en quelle langue écrire ? Il y a deux types de considérations à prendre en compte :

1° Le tiffinagh a pratiquement disparu, car il n'était pas fonctionnel ou alors, il aurait fallu l'adapter...

2° Il existe une certaine tradition de transcription, en caractères latins pour adopter une transcription phonétique berbère. C'est une tradition mise au point par Mouloud Mammeri. Il existe un corpus de textes et d'ouvrages assez important dans cette transcription.

3° Cette tradition a été adoptée, dans un cadre où les intellectuels qui y ont travaillé sont de formation francophone. Mais aujourd'hui, cela pose problème par le fait qu'il y a un nouveau contexte, les gens

sont des arabophones. De là découle une autre dimension sur l'aspect efficacité et fonctionnel. Si on veut que le tamazight se développe et qu'il ait une chance de devenir une langue, il faut qu'on s'adresse aux enfants à partir d'ouvrages scolaires et autres, conçus dans cette langue. Si on prend en considération cette donnée, on aura opté pour l'avenir de cette langue. Cela ne va pas sans problème. Les enfants scolarisés dans la langue arabe seraient en situation d'apprendre en même temps une seconde forme phonétique (alphabet en caractères latins) et ensuite, ils apprendront au 3ème système d'écriture, l'écriture latine pour la langue française. Cela mérite réflexion.

Dans ce cadre-là, on peut se demander si on ne serait pas plus efficace si on envisageait d'apprendre aux enfants le tamazight en même temps que l'arabe, d'adopter un système d'écriture qui serait fondé sur l'écriture en caractères arabes adaptée au tamazight. Tout l'alphabet arabe n'est pas en me-

sure de rendre compte de tous les sons qui existent en langue tamazight. Je pense que c'est là que se situe la question, c'est à partir de ces données qu'il faut réfléchir. Cette réflexion devrait être menée à la fois par les associations culturelles qui ont mené toute une lutte jusqu'ici pour la revendication du berbère et également des spécialistes de la culture.

Il ne faudrait pas trop s'attarder sur cette question d'écriture. Il faut se lancer dans l'enseignement du tamazight et dans la production de textes dans cette langue. Il faut en faire un problème technique et savoir ce qui est le plus efficace, dans la relance de la langue tamazight. Est-ce en s'appuyant sur une tradition ou bien en tenant compte du fait qu'il faut s'adresser prioritairement aux enfants, qui eux, sont initiés à la langue arabe ? Il est nécessaire que le berbère redevienne une langue de communication. Il faut qu'on assiste à son institutionnalisation dans tous les domaines (école, presse, littérature, médias).

Le tamazight a droit de cité dans tous les registres de communications. Et cela est aussi pour l'arabe dialectal. Si on obtient cela, on pourra affirmer que la langue berbère est une langue d'avenir. Il faut que les Algériens soient motivés dans la langue berbère comme dans la langue arabe.

Horizons 8/1/1990



Aliche Rachid : écrivain.

ANCRAGE DANS LA MODERNITÉ

"Il n'y a pas de différence entre langue et dialecte, cela n'existe pas. Mis à part qu'une langue c'est un instrument linguistique qui à une armée, une police et un pouvoir politique derrière. Je dois préciser, avec insistance, que nous n'inventons pas une langue, elle existe depuis des millénaires. Cette langue et cette culture ont apporté des valeurs incontestables à l'humanité entière. Toutes ces structures grammaticales au sens de la triptique concernant la phonétique, la sémantique et la syntaxe, ont été parfaitement conservées. Aujourd'hui elle a besoin d'un support de transcription qui soit efficace, rationnel, moderne à partir du moment où on s'inscrit dans la modernité. Le souci est également d'avancer dans la prospérité et le progrès et non dans le retard et la régression. Ceci revient à répondre pourquoi on transcrit la graphie en latin. Mais avant il faut

poser le préalable que la reconnaissance de la langue Tamazight au côté de la langue arabe car par définition une langue nationale est parlée par les nationaux. Il faut impliquer les gouvernements qui, depuis 1962 ont cultivé la différence au sens négatif d'où le régionalisme qui a fait des massacres. Pour la transcription, si jusqu'à aujourd'hui tout ce qui a été produit est en caractère latin cela revient à une question historique. Depuis 1880 Bousdjira a assuré le cours de Tamazight à la Chaire de langue berbère à l'université d'Alger. Jusqu'à 1962 des travaux ont été réalisés aussi bien dans le domaine littéraire que technique ainsi que des préparations de manuels pédagogiques pour l'enseignement de la langue. L'indépendance étant venue, nous pensions rendre l'Algérie à lui-même dans toutes ses dimensions culturelles car nous avons cet avantage d'être un peuple pluri-

culturaliste et le contraire s'était produit. De 1962 jusqu'à 1988 les militants de la cause Tamazight ont connu des répressions terribles (prison et certains ont été relevés de leurs fonctions). La période de 1962 à 1988 c'est une période charnière car la prise de conscience du passage très rapide du stade de l'oralité à l'écrit était une urgence parce que nous avons compris que c'est l'écriture qui permet à la langue de se développer indéfiniment, de vivre, de se transmettre au-delà de l'espace et du temps. "La langue berbère a été beaucoup plus le fait des peuples que des princes" selon Mammeri). La langue berbère est une langue essentiellement orale (comme toutes les langues). L'oralité a l'avantage de rapprocher les individus. Depuis 1880 à ce jour il y a un héritage historique dans les caractères latins ; malheureusement tous les producteurs ont travaillé isolément et n'ont pas pu se concerter, ni confronter leurs idées ni leurs travaux pour dégager une codification définitive de la langue à cause de la répression. Les seuls outils disponibles sont en caractères latins (c'est l'alphabet le plus répandu dans le monde). Le choix du système de transcription latine de la langue Tamazight s'est fait plus par les nécessités qu'exige la modernité que par le sentimentalisme et la manipulation. En transcrivant le Tamazight en caractère latin cela ne veut pas dire qu'il y a un risque de latiniser le Tamazight (penser à l'anglais, à l'allemand, au vietnamien). Les mots traditions et modernité chez nous sont souvent pensés et vécus comme des concepts d'opposition provoquant ainsi des conflits, et le maintien à tout prix de la tradition est assimilé à la sauvegarde de l'identité, et la modernité, elle, à tort, bien sûr, est assimilée à l'aliénation culturelle. C'est ceci qui nous renvoie à la question du caractère Tiffinagh. Il y a lieu de faire un bref historique de l'écriture. Beaucoup, sinon la plupart des spécialistes définissent l'écriture comme étant la représentation de la pensée par des signes. Très tôt l'homme a inventé des signes pour les besoins de

sa communication ; l'écriture a évolué et est passée par plusieurs stades, du stade du figuratif à celui du vocatif, il est évident qu'entre les deux stades d'autres niveaux d'évolution sont intervenus. Historiens, archéologues, anthropologues s'accordent à dire que les cultures du bassin méditerranéen se sont frottées entre elles d'où le phénomène de dérivation (exemple système de transcription). Le latin n'est-il pas un dérivé de tiffinagh ? Voir même du libyque ancien par le grec et le punique interposé ? Nous constatons que le tiffinagh est très ancien, il est utilisé par les Berbères (issu lui-même du libyque ancien). C'est une preuve d'une culture, d'une civilisation qui ne peut servir aujourd'hui de support graphique pour la langue Tamazight parce que l'usage dans l'histoire du Tiffinagh est relativement limité dans l'espace (ne dépasse pas les limites territoriales des Touaregs) dans l'application le Tiffinagh ne se trouve que dans de courtes épitaphes (pierres tombales, boucliers) le plus grand texte écrit en Tiffinagh est la dédicace du temple de Massinissa à Dougga en Tunisie. Le Tiffinagh ne transcrit pas les voyelles non radicales. Il a joué un rôle très réduit ; de correspondances confidentielles entre chefs de tribus et dans des lettres d'amour. A partir du moment où la langue tamazight sera reconnue constitutionnellement il faudra lui consacrer une institution académique qui prendra en charge sa codification en vue d'une généralisation de son enseignement. Les différences entre les parlers tamazight ne sont pas fondamentales il n'y a que des variantes linguistiques selon que l'on soit dans une région ou dans une autre. Oui que la langue Tamazight est une langue d'avenir au même titre que toutes les langues du monde si elle est reconnue officiellement, ceci dit son ancrage dans la modernité doit se faire sans acharnement ni précipitation mais seulement scientifiquement. Lorsque j'écoute une chanson arabe traduite en tamazight ou une chanson tamazight traduite en arabe c'est là que je sens l'unité nationale, elle se fait par le cœur.

Horizons 8/1/1990

LISEZ-VOUS LE BERBERE ?

Timidement, l'Algérie s'ouvre à ses cultures. L'édition Berbère tente de reprendre droit de cité. Ici, quelques points de repères.

Un jour, Amar Mezdad, un jeune auteur berbère, va proposer son manuscrit à l'ENAL, le responsable qui le reçoit le dirige, lui et son manuscrit, vers le département... de langues étrangères. Cette anecdote, vraie, illustre à merveille le ghetto dont lequel était maintenu prisonnier le patrimoine culturel de l'Algérie. Aujourd'hui, enfin, notre informé auteur a une chance de se faire éditer chez lui au lieu d'aller frapper aux portes des maisons d'édition étrangères. La bouteille d'oxygène d'Octobre va permettre à des éditeurs privés de mettre sur le marché du livre des ouvrages, des classiques, parus ailleurs, qui parlent de nous. Ces ouvrages bannis, circulant clandestinement, aux risques et périls des audacieux, se vendent aujourd'hui librement. L'actif éditeur Bouchène, conscient de l'intérêt que suscite la langue et culture berbères, a mis sur pied la collection «domaine berbère». Il vient de rééditer l'excellent ouvrage de Salem Chaker «Imazighen Ass'ra» (Les Berbères aujourd'hui), les 10.000 exemplaires viennent d'être épuisés, il compte en faire un troisième tirage. La proflicte universitaire algérienne, Fassadite Yacine, installée en France, voit enfin ses ouvrages édités chez elle, son dernier «Ait Menguelat chantés» est un succès de librairie, ceux qui ne maîtrisent pas le berbère ont pu ainsi découvrir ce monument de la poésie kabyle.



M. Bouchène opte pour la réédition d'ouvrages de haut niveau, il fait appel à des universitaires confirmés, il s'est attaché la collaboration de T. Yacine et S. Chaker, tous deux de parfaits connaisseurs de la culture et langue berbères. Certes, cette maison d'édition, plutôt prospère, ne prend pas beaucoup de risques, elle préfère éditer des livres de haute stature, d'auteurs connus qui ont fait la preuve de leur capacité. Aujourd'hui, elle se félicite de ses choix, ses productions se vendent comme des petits pains. Son manque de courage pénalise ainsi les nouveaux talents qui ont besoin de soutien par peur d'un bide commercial. L'édition est un monde où il faut, de temps à autre, prendre des risques : je ne veux pas lire de l'expérimental! Mon but est de pro-

duire, de français

est dérisoire. Maintenant que les tabous sont levés, nous devons mettre les bouches doubles pour rattraper notre retard», ajoute-t-il.

L'édition d'ouvrages liés à notre patrimoine est encore à l'état embryonnaire. En 1991, les écrits de l'Émir Abdelkader sont encore inédits, 108 ans après sa mort. Seuls quelques avertis savent qu'au-delà du guerrier infatigable et de l'homme d'État, se cache un poète hors pair, qui a composé les plus beaux poèmes surtout d'amour qu'il réservait à sa cousine. En attendant de découvrir un jour l'éminent poète, les quelques livres berbères mis en vente connaissent un franc succès. A titre d'exemple, «La grammaire ber-

ber» de M. Mammeri, paru en 76, chez Maspéro s'arrache; bientôt un classique de S. Chaker «Textes en linguistique berbère», paru en 1984 au CNRS, va être édité chez Bouchène. Indispensable aux amateurs de livre, ce dernier vient de rééditer presque tous les écrits des auteurs, «Du fils du pauvre» et de «La colline oubliée».

Impensable il y a deux ans, la langue Tamazight s'offre sa maison d'édition. L'idée a jailli après la parution du premier journal en Tamazight (Asalu) lancé par le R.C.D. Ramdane Efeini, le responsable des éditions Asalu, créées en septembre 1990, a une approche de l'édition différente de celle de l'éditeur Bouchène. Même s'il n'a pas les moyens de ce dernier, Ramdane décide de se lancer dans la découverte de nouveaux talents : «être éditeur pour moi, c'est rêver de tomber un jour sur un Kundera, un Kaddare, un Naguib Mahfouz, un Dib, un Mammeri, un Yacine. Quelqu'un qui nous réconcilierait avec nous-mêmes, notre langue et notre culture». Cette maison privilégiée, on s'en doute, les écrits en Tamazight mais s'ouvre également à toutes les autres langues : «nous avons souffert du déni et délit de langue. Nous voulons que chacun puisse s'exprimer dans la langue de son choix. Nous ne jouerons pas aux censeurs», ajoute Ramdane. Sa maison d'édition reçoit des recueils de poésie mais elle ne les publie pas tous. La poésie ne nourrit pas son homme. Asalu vient d'éditer le roman de S. Sadi («Askuti») et celui de Amar Mezdad («Id Dwas») (La nuit et le jour). Cette maison d'édition a même tenu le pari d'éditer un livre sur les mathématiques récréatives de Hend Saïd. Actuellement, elle ambitionne de traduire, du français

vers le kabyle, les œuvres de Mouloud Fernoun, en particulier l'émouvant «Jours de Kabylie».

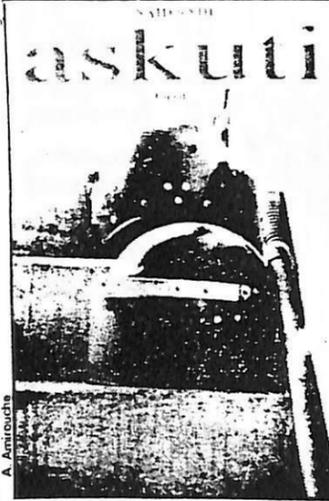
Qui peut bien lire les ouvrages en berbère? Cette question légitime renvoie au statut même de la langue berbère reniée, à peine tolérée, et maintenue au stade de l'oralité. En fait, cette clandestinité imposée a poussé des milliers de jeunes Kabyles à apprendre leur langue. Les ouvrages de M. Mammeri «La grammaire berbère» et «Initiation à l'écriture» de R. Achab ont formé des générations de berbérophones. Paradoxalement, ces jeunes férus de berbérisme ne sont pas, en majorité, des étudiants ou des cadres. Ils se recrutent parmi la jeunesse rurale des villages, sans oublier l'influence de l'université de Tizi-Ouzou, d'Alger dans les années 70 et les différents centres en France. Des documents sur la langue et culture berbères circulent entre les intéressés malgré les interdits qui ont, en fait, stimulé l'engouement des gens.

Le mouvement associatif a joué un grand rôle également. A ce jour, plus de 180 associations culturelles berbères activent. Presque chaque village possède sa propre association. Les adhérents apprennent la langue entre eux, à l'aide de livres/références comme ceux de Mammeri. D'ailleurs, les principaux clients des éditeurs sont les libraires de Kabylie et des principales villes du pays. S. Sadi estime qu'en une après-midi, il a signé à la vente-dédicace de son roman plus de 350 livres.

En tout cas, le patrimoine culturel populaire de l'Algérie reste à découvrir, qu'il soit berbère, targui, chaoui, arabe ou du M'zab. L'édition doit relever le défi, depuis que les tabous liés à notre culture sont tombés.

F. C.

LE BOURREAU PLEURE



La maison d'édition *Asalu* vient de créer l'événement en publiant un roman écrit en Tamazight. Il s'intitule «*Askuti*» de Saïd Sadi. En fait, avant lui, un jeune auteur kabyle, Rachid Alliche, linguiste et universitaire, - il anime également des émissions culturelles à la chaîne 2 -, a écrit le premier roman dans sa propre langue. Le titre «*Aslél*» est encore inédit en Algérie.

Le roman de S. Sadi «*Askuti*», que l'on peut traduire par «*Le boy-scout*» - l'auteur lui préfère celle plus péjorative de «*L'indio*» - n'est pas une nouveauté, il a déjà derrière lui 8 ans d'existence... en France. Paru en 1983, ce livre a été publié en plusieurs épisodes dans la célèbre revue libre du MCB «*Talsut*». L'un de ses animateurs n'est autre que le docteur Sadi. Ce livre retrace, à travers une trame réelle, l'itinéraire d'un jeune lycéen de Ben Aknoun, qui a rejoint la résistance armée de 1956 à 1962. A l'indépendance, livré à lui-même, par désœuvrement ou par dégoût, cet homme, qui a connu les horreurs de la guerre alors qu'il n'avait que 18 ans se retrouve presque par hasard dans la police avant d'être repéré et récupéré par la

S.M. Cet homme, somme toute intègre, militant dès le déclenchement de la Révolution devient tortionnaire dans les caves de la sécurité militaire.

Méziane, le héros, se pose des questions sur sa vie, son travail, mais il arrive à oublier, à taire ses scrupules en se convainquant qu'il sert son pays, sinon l'alcool s'en charge. Un jour, pourtant, la vérité l'aveugle, il devient un autre homme, sa foi vacille, ses mains habituées à la violence tremblent. Méziane voit arriver des jeunes instruits, dignes et courageux, arrêtés parce qu'ils revendiquent leur culture. Le Printemps berbère de 1980 sonne le glas de sa vie tranquille, et de sa bonne conscience. Voit-il en ces jeunes rebelles sa propre image, celle d'un adolescent qui a tout abandonné pour réaliser son idéal, son rêve de voir l'Algérie libre, au moment où ses camarades fuient à Tunis et Paris pour poursuivre leurs études ? Vingt ans plus tard, Méziane voit défiler dans les centres de torture, des hommes et des femmes convaincus de leur idéal. Pour la première fois, il doute de la justesse de sa cause. Ce personnage a bel et bien existé, il était le géolier de

l'auteur en avril 1980. Il s'est confié à S. Sadi en quelques heures volées à la vigilance des autres gardiens. Le géolier a craqué devant son prisonnier. Ce dernier s'est promis, s'il sortait vivant de son incarcération, de raconter l'étrange parcours de ce jeune lycéen maquisard devenu tortionnaire avant «*que ne lui montrent dans leurs cicatrices, ceux qui sont morts, ceux qui sont battus, insultés, emprisonnés les chemins qui mènent à l'homme*».

Parti donc de faits réels, l'auteur a construit un roman direct et troublant. Sadi, en fin psychologue, dissèque les sentiments de ses personnages, en dévoile les grandeurs et les bassesses. Il fait montre d'une exceptionnelle connaissance de la nature humaine. Son style direct choque quand il n'hésite pas à décrire sans fard les scènes de tortures et sans fausse pudeur les scènes d'amour. Saïd Sadi, par le biais de son personnage-clé, analyse la société algérienne, en démonte les mécanismes.

A travers l'histoire de Méziane, l'auteur dénonce le système politique policier de l'Al-

gérie à travers la persécution des militants de la cause berbère, des communistes et des frères musulmans. Quelquefois, l'auteur tombe dans le discours politique, ses digressions n'arrivent pas à s'intégrer dans le corpus du texte.

En tout cas, S. Sadi connaît à la perfection la mentalité kabyle, ses personnages sont troublants de vérité, ils sont crédibles et attachants surtout celui de Malha, la femme dont Méziane tombera amoureux alors que tout les sépare.

Il y a dans la vie des moments qui marquent. Lire son premier livre dans sa langue maternelle est de ceux-là, même s'il a fallu se faire aider par un ami berbérophone. Un étrange sentiment vous étreint, comme si on forçait l'intimité de votre être, comme si on pénétrait dans un monde connu et inconnu en même temps.

C'est fou ce que les mots peuvent vous dévoiler, vous surprendre alors que - comble de paradoxe - ce sont ces mots que vous utilisez tous les jours chez vous ?

Fadéla CHAIB aidée par
Moussa TARTAG

P.S. : Dans l'entourage du R.C.D., on nous fait savoir qu'il y a une possibilité pour adapter au cinéma : le livre de S. Sadi.

ALGERIE-ACTUALITE N° 1336 SEMAINE DU 23 AU 29 MAI 1991

ENTRETIEN AVEC SAÏD SADI

Algérie-Actualité : *Comment avez-vous rencontré le personnage clé de votre roman ?*

Le docteur Saïd Sadi : J'ai été arrêté en avril 1980, enfermé comme beaucoup de camarades dans les caves de la S.M. Un jour, je crois que c'était un week-end - la notion du temps se perd dans un cachot - j'ai entendu une musique kabyle, un gardien vient et me jette par le judas une cigarette et une allumette. Il est revenu 2 ou 3 fois engager la conversation avec moi. J'ai mémorisé son histoire. J'ai été fasciné par son parcours, lui un jeune intègre, militant, qui a failli mourir mille fois en 6 années de guerre, il se retrouve tortionnaire à l'indépendance.

A.A. : Pourquoi a-t-il craqué devant vous ?

S.S. : Je crois qu'il s'est identifié à nous, il a été touché par notre fougue à affronter le pouvoir. Le printemps berbère et ses arrestations ont secoué sa vie. Plusieurs autres événements de sa vie sont remontés à la surface.

Il m'a raconté sa vie, la femme dont il était amoureux, mais très brièvement, j'ai changé beaucoup de choses, pour ne pas lui nuire.

A.A. : Pourquoi avez-vous choisi d'écrire ce roman en berbère ?

S.S. : C'était un choix qui s'est imposé à moi. Il utilisait des phrases tellement succulentes qu'elles étaient intraduisibles. D'ailleurs, je plains d'avance ceux qui

vont traduire mon roman. Pour rendre fidèlement son récit, il fallait l'écrire dans la langue berbère. Cette rencontre m'a permis de comprendre qu'il ne fallait jamais désespérer de la nature humaine.

A.A. : Vous avez sans doute conscience que certains passages peuvent choquer ?

S.S. : Au R.C.D., nous avons pris option pour secouer les pesanteurs de notre société. Pourquoi mutiler notre langue ? elle est si belle. Il faut apprendre à être amoureux dans notre langue, à exprimer l'ensemble des données positives et négatives de notre société avec nos mots et notre culture. Sous le prétexte bigot de vouloir protéger notre langue, on la mute, on la stérilise. Dans mon enfance quand j'étais berger, j'entendais des choses fabuleuses. Evitons de nous expatrier, linguistiquement parlant, chaque fois qu'il faut rendre et exprimer la vie. Au lieu d'être choqué, je pense qu'il vaut mieux comprendre la plénitude de notre langue et sa beauté.

A.A. : Si vous n'étiez pas psychiatre et homme politique, est-ce que vous auriez aimé consacrer votre vie à l'écriture ?

S.S. : J'adore mon métier de toubib. Je pense que la vie est trop belle et trop courte pour nous cantonner dans un seul volet. Je me serais certainement réalisé dans l'écriture. Je n'aime pas paraître comme un homme sec qui tient des propos élaborés, techniques et théoriques. Ce roman m'a permis de sortir de ce cadre-là, d'exprimer des sentiments d'amour, de violence, des sentiments humains, quoi ! Je crois que l'apport positif de ma vie de militant est que je peux vivre d'une façon équilibrée dans n'importe quel cadre politique, littéraire ou autre. Je peux exercer mon métier, faire de la politique et écrire. D'ailleurs, je viens de finir un essai de 300 pages (l'échec recommencé) qui va sortir dans un mois. Je me confie dans ce livre, je raconte ma vie.

A.A. : Après votre sortie de prison, avez-vous rencontré votre géolier ?

S.S. : Je préfère ne pas répondre.

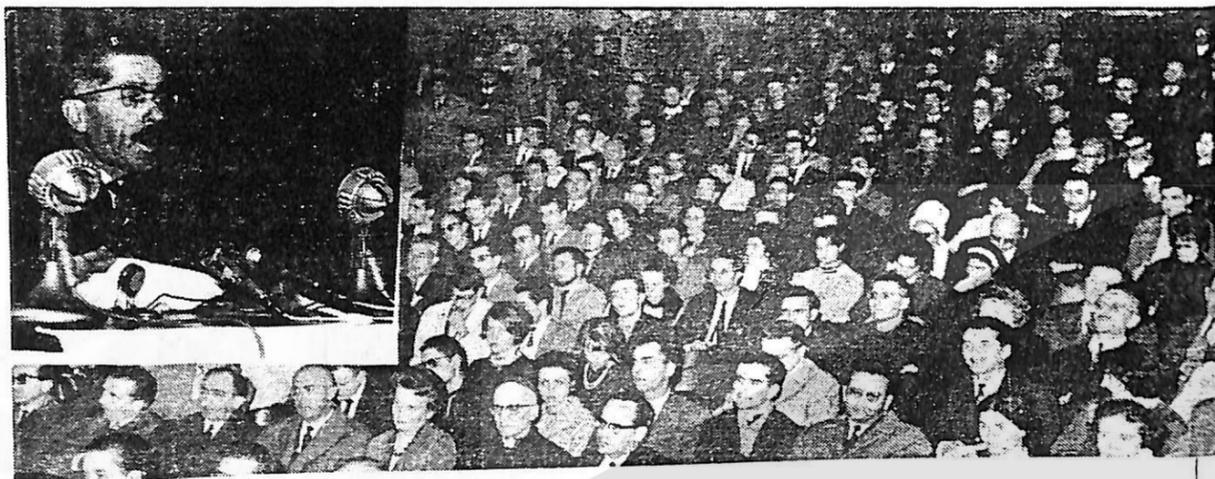
Propos recueillis par F. C.

Algérie Actualité 23-29/5/1991

WWW.ASADLIS-AMAZIGH.COM

L'Amousnaw du verbe

186



A la mémoire de celui qui nous a quittés en ces temps impérieux, le "Sage" de nos tribus, l'Amousnaw de nos grandes et belles certitudes, lui qui savait si bien ouvrir les portes de la nuit quand la seule clémence du ciel de nos montagnes était le Verbe à l'heure millénaire des agapes, lui qui nous contait nos gloires de jadis, l'histoire de nos dernières batailles afin que l'herbe de la Colline Oubliée soit toujours nouvelle.

Voici un numéro spécial de la revue AWAL consacré dans sa presque totalité à Mouloud Mammeri, un hommage posthume, bien sûr, qui a cet avantage premier : re-donner à l'écrivain la parole confisquée pendant des années, parole que lira la jeunesse d'aujourd'hui.

AWAL rassemble dans ce numéro un bon nombre de témoignages d'estime et de pensées fraternelles, d'articles, d'entretiens tous dédiés au romancier de la part d'amis, d'écrivains, de poètes, de chercheurs, journalistes, sociologues. Il serait assez fastidieux de reprendre ici toute la liste. Il faudrait cependant reconnaître à Tassadit Yacine, l'actuelle responsable de la publication de la revue, le mérite tout d'abord de reprendre le flambeau et d'avoir travaillé à rendre un dernier hommage à celui qui fut le fondateur de la revue. Mammeri aura semé le fruit d'automne dont nous récoltons maintenant la précieuse fleur d'été quand on sait que de son vivant Mammeri souhaitait que la revue trouve en Algérie son lectorat authentique.

Ce qu'il faut souligner c'est que la revue, outre le hommages qu'elle donne à lire, de magnifiques poèmes, tente de faire la lumière sur la vie, l'enfance, les voyages, les études, l'enseignement, l'itinéraire politique et l'œuvre de l'écrivain à travers des interviews qu'il a accordées à T. Yacine, Wadi Bouzar et Abdelkader Djeghloul, des entretiens dans lesquels l'intellectuel "lucide" marginalisé, s'exprime ouvertement et en toute franchise, se raconte, nous "parle" enfin.

On découvre alors le Mammeri combattant, l'écrivain dans la guerre à partir du témoignage de T. Oussedik d'une part, et du texte des rapports qu'il rédigeait pour les sessions de l'O.N.U pendant la lutte armée, ses articles qu'il publiait dans *Espoir-Algérie* sous des signatures d'emprunt: Brahim Bouakkas — en Kabyle Brahim au bâton ! — Kaddour.

Un extrait de cette lettre nous éclaire sur l'engagement de Mouloud Mammeri à cette époque: "**L'Indépendance ne se donne pas, elle s'arrache. Le peuple algérien ne livre pas une guerre d'intérêt ou de prestige, il est engagé dans une lutte absolue.**" (p 115).

EL MOUDJALID Mardi 23 Avril 1991

La nostalgie des origines

Mammeri, l'écrivain de la célèbre trilogie, c'est aussi et surtout l'homme d'une quête présente et perpétuelle vers les racines ancestrales, c'est la passion pour la terre, la langue et la culture: la berbérisme qu'il a revendiquée contre vents et marées sa vie durant parce que sans cesse, il était émerveillé par un verbe, le même et l'unique, celui qu'il retrouve par exemple au Maroc dans la communauté chleuh, par ce souvenir qu'il évoque à T. Yacine: "Un de nos commissionnaires était un Chleuh de l'Atlas du Haut Atlas (...) j'étais enfant, j'étais jeune (...) j'avais le sentiment d'une espèce de communauté de culture entre lui et moi. (...) Mouloud Ahmed (que Dieu ait son âme) ne venait que dans les cercles où les poètes chleuhs récitaient et chantaient de la poésie chleuh. C'est de là, j'en suis sûr, que m'est venue cette espèce d'attendrissement que j'ai pour la poésie, la musique chleuh. C'est de cette jeunesse là que m'est venue cette porosité particulière à cette musique triste." (p73).

Cette poésie chantée se nomme "l'AMERG", elle exprime la nostalgie des origines.

Mouloud Mammeri c'est l'homme

El Moudjalid
23/4/1991

187

fasciné par une identité qui a pour nom "Liberté", une utopie sur laquelle bien des philosophes ont disserté depuis des siècles et que nos ancêtres ont pourtant en des temps immémoriaux, érigée en valeur sociale et ethnique. Voilà sans doute pourquoi, il confiait: "L'histoire a toujours été écrite par les vainqueurs. C'est une histoire officielle et l'histoire officielle, elle a fait de nous les rebelles du Maghreb, ses maudits, mais les "amants vrais" d'une "liberté vraie", pas celle que les puissants d'un jour nous tendaient à bout de perche ou bien qu'ils nous truncaient et nous livraient en lambeaux dérisoires." (p 69).

Et c'est enfin un Mammeri qui nous parle de lui-même, de cette soif inextinguible de la connaissance, de sa "passion de l'intelligence" ainsi qu'il disait. Nous le retrouvons dans ces lignes comme s'il s'en allait déjà, avec dans le regard cette dernière certitude, ultime parole d'un être qui fut peut-être le meilleur des "Amastan" ou défenseurs de la liberté. Ils furent légion dans l'histoire qui continue, tous d'éternels amoureux de la Cité: "Frileusement, peut-être, mais modestement, je retourne au paysage familial que ma raison pénètre, et s'il y a des saints, des héros, des fous, pour toute la grande aventure de l'autre côté de la barre, je les laisse aller et j'interdirai autant que je pourrai l'accès de ma cité bien définie aux fables, aux feux, aux trances d'au-delà la frontière." (p71)

Puisse-t-il reposer en paix en sa dernière demeure avec l'espoir que les portes de notre Cité, dans les hautes terres civiles, soient bien gardées. Ave Mouloud !

Lynda GRABA

* AWAL, cahiers d'études berbères, numéro spécial

"Hommage à Mouloud Mammeri" 1990

● CIVILISATIONS

Les Berbères se défoulent

Culturellement brimés dans leur pays, les descendants des premiers habitants du Maghreb affirment leur identité... de l'autre côté de la Méditerranée.

SI l'islam est, avec quelque quatre millions de fidèles français ou étrangers, la seconde religion pratiquée dans l'Hexagone, l'arabe — contrairement à l'habituelle déduction — n'est pas la deuxième langue utilisée en France. C'est le berbère ! Ou plutôt les parlers berbères. Ces langues (sauf exception, non écrites mais transcrites en caractères arabes ou latins) restent en effet l'idiome courant des montagnards maghrébins qui forment le gros de la troupe des immigrés algériens et marocains, qualifiés chez nous d'« Arabes », par confusion avec « musulmans ».

Leurs pays, en effet, appartiennent au monde arabo-islamique ; la langue de leur livre saint, le Coran, réputé intraduisible, est l'arabe classique et la majorité de leurs compatriotes, demeurés sur le sol natal, ont pour langage maternel une variété d'arabe dialectal.

Contrairement à une autre idée reçue, plus vieille celle-là, l'administration française dans l'ancienne Régence d'Alger (1830-1962) et dans l'Empire chérifien (1912-1956) n'a pas favorisé le « berbérisme », en dépit des préférences affectives de certains coloniaux, notamment en Algérie : « Ces Kabyles sont les cousins de nos paysans d'Auvergne. En plus, leurs ancêtres furent chrétiens, etc. »

Lors des émeutes de Tizi-Ouzou provoquées en 1980 par le refus des autorités de laisser des poètes kabyles s'exprimer publiquement, certains policiers d'Alger traitèrent les révoltés de « fils de harki et de Père blanc ». Pourtant, politiquement, ce furent les berbérophones qui, d'Abdelkrim, émir du Rif, aux insurgés nationalistes de la Toussaint 1954 en Algérie, furent à la pointe du combat antifrancçais.

Avant l'arrivée de la France, les massifs berbérophones des Aurès, des Kabylies, du Rif et des Atlas, islamisés non sans réticences — l'historien médiéval arabe Ibn Khaldoun rapporte que les Berbères apostasièrent douze fois en soixante-dix ans, avant de se rallier définitivement à la foi de Mahomet — contestaient en quasi-permanence le pouvoir central arabe, arabisé ou turc. La

présence française légua au contraire à Rabat et à Alger des administrations à l'autorité reconnue sur tout le territoire.

Venant là-dessus, l'arabisation scolaire (marchant d'ailleurs de pair avec une plus large diffusion du français qu'avant l'indépendance) et l'exode massif du « bled berbère » vers les villes « arabes » auraient normalement dû conduire à une atténuation progressive de la berbérisme.

S'il n'en a rien été, c'est sans doute que les pouvoirs politiques, avec des moyens dissemblables mais à l'identique finalité, ont tenté, au nom de l'« unité nationale », et alors qu'aucune volonté séparatiste ni même autonomiste ne s'était collectivement manifestée parmi les berbérophones, de brusquer l'évolution assimilatrice, au besoin par la force.

Les chaires de berbère, « séquelles du colonialisme », ont été supprimées (1), les émissions de radio ont été limitées au strict minimum, la plupart des publications berbérissantes ont été étouffées et presque toutes les expressions identitaires ont été découragées, sauf le folklore à l'usage des touristes...

Au Maroc, où ce n'est pas seulement un quart de la population, comme en Algérie, qui est non arabe, mais près de la moitié, les méthodes sont plus « douces » : il existe un parti légal, le Mouvement berbère, dont le chef, Madjoubi Aherdane, a été ministre ; la mère des enfants royaux est berbère ; les étudiants peuvent choisir des thèmes d'études berbères, etc. Mais, dès que la revue *Amazigh*, publiée par le fils Aherdane, s'est enhardie, dans un article en arabe, à réclamer « l'égalité pour les deux langues nationales » (l'arabe et le berbère), elle a été interdite...

L'Algérie semblait s'orienter ces derniers temps vers une attitude à la marocaine, consistant à donner certaines satisfactions symboliques pourvu que l'essentiel, le primat de l'arabité, ne soit pas égratigné. L'écrivain Mouloud Mammeri, Algérien né en 1917, élevé au Maroc, et qui est à la berbéritude ce que Léopold Senghor représente pour la négritude, a ainsi été autorisé, cette

année, à donner en Algérie des conférences en français sur la poésie kabyle, et des pièces de théâtre ont été librement jouées dans cette langue outre-Méditerranée.

Les thésards et les épiciers

Cela est peu en regard du besoin d'expression d'une culture refoulée depuis plus d'un quart de siècle et à laquelle, *ipso facto*, les jeunes paraissent encore plus attachés que leurs parents. Refuge des sans-travail des Kabylies ou du Souss marocain, la France est devenue aussi celui des intellectuels berbères insatisfaits. De Marseille à Lille, on ne compte plus aujourd'hui les thésards, les linguistes, les auteurs, les « radioteurs », les académies, les associations, les ligues, sans parler des restaurants, des épicerie ou des cercles sportifs, invoquant le label berbère.

Leurs revendications sont unanimement culturelles, identitaires, historiques, linguistiques, scolaires. Politiquement, les pratiques non démocratiques des régimes sont critiquées, mais n'est jamais contestée l'unité des Etats ni la nécessité d'apprendre l'arabe. Et le français. « Nous avons toujours été un pays trilingue, car avant l'arabe et le français, le berbère a coexisté avec le punique, le latin, voire l'hébreu », note le jeune essayiste algérien Slimane Zeghidour, lui-même non berbérophone.

Parmi les initiatives les plus réussies de l'exil, figure l'*Encyclopédie berbère*, publiée depuis 1984 à Aix-en-Provence par une équipe euro-maghrébine, avec le concours de l'UNESCO. Les cinq volumes déjà réalisés témoignent d'une rigueur — et d'une saveur — qui augurent bien de la suite.

Le Monde ● Vendredi 14 octobre 1988 ●●●

A Paris, un jeune intellectuel, Ouahmi Ould Braham, a créé en 1985 à la force du poignet La Boîte à documents, maison d'édition qui publie une revue de vulgarisation érudite, *Etudes et documents berbères*, et des livres ; quelques titres ont rencontré un certain succès comme *la Guerre des femmes*, de Nedjima Plantade, dont le chapitre sur « le célibat intolérable » demeurera sans doute un morceau d'anthologie sur la société islamo-berbère. Quant à l'essai *Femmes d'Algérie* de Jean Dejeux, il permet à ce religieux, spécialiste des littératures francophones du Maghreb, de nous donner un livre charnu, goûteux de bout en bout et d'un impeccable savoir.

Les jeunes de Belleville

Les disciples du « patriarche » Mouloud Mammeri sont plutôt regroupés autour de la revue *Awal*, savants « cahiers d'études berbères » publiés par la Maison des sciences de l'homme, à Paris. Celle-ci vient aussi d'éditer successivement deux ouvrages d'une enseignante algérienne, Tassadit Yacine, solides contributions à l'histoire de la culture orale en Kabylie : *l'Izli ou l'amour chanté en kabyle et Poésie berbère et identité*. Tous deux ont l'avantage de comporter une large part anthologique permettant d'aborder, en français, cette poésie gaillardie et frondeuse dont Jean Amrouche et Mouloud Feraoun nous avaient déjà donné un aperçu, à travers les poèmes de Si Mohand (1840-1906).

Le théâtre est également un domaine affecté par les Berbères. Le metteur en scène Kacem Tatem, qui monte cette saison, en français, au Théâtre des Amandiers de Paris, une pièce d'Yves Navarre, a fait un tabac, ces derniers mois, en banlieue parisienne, grâce au seul bouche-à-oreille, avec *Si Lahlou*, adaptation en berbère du *Médecin malgré lui* de Molière, due à Mohand Ou Yahya.

L'Association culturelle berbère, sise à Belleville, « se situe complètement dans le cadre français », tout en promouvant une foule d'activités — dont des représentations théâtrales et des cours de langue — destinées à compenser « les lacunes ou la mauvaise volonté de nos pays d'origine ».

L'histoire poétique est enfin un domaine où sont actifs les Berbères, toujours dans leur quête d'être reconnus « musulmans mais avec notre bagage anté-islamique ». Ainsi le tout récent premier tome de la somme de Ramdane Redjala sur *l'Opposition en Algérie depuis 1962* (L'Harmattan) est une méticuleuse remise en situation, sans lunettes arabistes obligatoires, de la vie politique algérienne depuis l'indépendance.

Cette activité culturelle berbérissante en France, surtout abondante chez les Kabyles, est marquée aussi, au sein même de chaque groupe ou sous-groupe linguistique berbère, par des rivalités, des fractionnements infinis qui, après tout, reflètent peut-être encore les vieilles querelles claniques abondamment décrites par les colonisateurs arabes et français et qui ont tant nui au cours des siècles aux Berbères.

N'oublions pas enfin que, si les gros des berbérophones vivent au Maroc et en Algérie, les Touaregs, que se renvoient actuellement sans ménagements les Etats riverains du Sahara (2), sont aussi berbères. Comme quelques dizaines de milliers d'Egyptiens, de Tunisiens et de Libyens. Ces derniers, brimés chez eux par le très arabe colonel Kadhafi, publient... à Toulouse la revue *Tamezgha*, montrant que, même en Libye, la berbérisme, à travers contes et poésies, reste vivace et créative.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

(1) Il existe en revanche des chaires de berbère en France, en Italie, en Suisse et en Hollande, au Danemark, au Canada et aux Etats-Unis, etc.

(2) Voir le reportage d'Hélène Claudot-Hawad in revue *Ethnies*, numéro 6/7, automne 1987 (16, rue Littré, 75006 Paris).

Quelques titres...

- Mouloud Mammeri : *Poèmes kabyles anciens*, bilingue, co-éd. Laphomic (Alger)-Awal-La Découverte ; *La Colline oubliée*, Plon ; *Précis de grammaire berbère (kabyle)*, Ed. Awal.
- Jean Dejeux : *Femmes d'Algérie, légendes, traditions, histoire, littérature* la Boîte à documents, dif. Sindbad.
- Michel Jobert : *Maghreb. A l'ombre de ses mains*, Albin Michel.
- Colloque Jean Amrouche : *l'Eternel Jugurtha*, éd. du Quai Jeanne Laffitte, Marseille.
- Nedjima Plantade : *la Guerre des femmes. Magie et amour en Algérie*, La Boîte à documents.
- Augustin Ibazizen : *le Testament d'un Berbère. Itinéraire spirituel et politique*, préface de René Rémond, Albatros.
- Kassa Houari : *Confessions d'un immigré. Un Algérien à Paris*, col. « Islamie », Lieu commun.
- Tassadit Yacine : *Poésie berbère et identité ; l'Izli ou l'amour chanté en kabyle*, Maison des sciences de l'homme.
- G. H. Bousquet : *les Berbères, Que sais-je ?*
- *Encyclopédie berbère*, en cours de parution, Edisud 13090 Aix-en-Provence.
- Hamid Hamoum : *Manual de grammaire berbère (kabyle)*, éd. de l'Association de culture berbère (ACB) qui édite aussi le mensuel communautaire *Tidukla*, 15 F., 37 bis rue des Maronites, 75020 Paris. A la même adresse siège la Ligue des Berbères de France.
- Revue *Etudes et documents berbères*, La Boîte à documents, BP 701, 75531 Paris, 80 F le numéro.

Le Monde 14.10.1988

EMPECHER LA FOSSILISATION

La culture kabyle au présent

Par
ABDELKADER
DJEGHLOUL *

LOIN de s'amoindrir sous l'effet de l'utilisation de la langue arabe, la valorisation du patrimoine culturel berbère a connu une accélération au cours des dernières années. Quatre ouvrages publiés récemment illustrent bien cette tendance.

La seconde édition des *Chants berbères de Kabylie*, de Jean Amrouche (1), montre la différence d'approche qui s'est produite en un demi-siècle. Au désir angoissé, exprimé en 1937 par Jean Amrouche, de sauver d'un naufrage quasi irrémédiable quelques pans épars de la littérature orale berbère se substitue une démarche plus sereine et plus rigoureuse, fondée sur une identification stricte du corpus original en berbère et sur sa transcription, en contrepoint, de la traduction française.

La réappropriation du patrimoine culturel berbère, en particulier de la langue et des structures sociales kabyles, est menée jusqu'à son terme théorique par Tassadit Yacine Titouh dans *l'izli ou l'Amour chanté en kabyle* (2). Alors que les anthologies de poésie kabyle privilégient le genre « noble » à caractère religieux, le *caq-sit*, Tassadit Yacine explore un genre plus populaire, centré sur l'amour, sentiment officiellement banni de la société kabyle : *l'izli*. Il ne s'agit pas seulement d'une compilation-transcription-traduction des *izlan*, mais d'une remarquable étude anthropologique de la fonction de *l'izli* dans les structures sociales kabyles et de ce qu'il révèle de la complexité des rapports homme-femme.

Avec *Ait Menguellet chante* (3), Tassadit Yacine Titouh, qui a assuré l'introduction et la postface de l'ouvrage, quitte le terrain de la « réappropriation » pour celui de la fixation écrite immédiate d'un des plus grands représentants contemporains de la culture kabyle, le poète-chanteur Ait Menguellet, dont la thématique s'inspire, certes, de la tradition des *isefra* mais est aussi centrée sur la contestation de l'oppression des berbérophones par le pouvoir politique non pas au nom de la seule Kabylie, mais de l'Algérie tout entière.

Le statut de la berbéricité en Algérie et au Maghreb constitue l'essentiel de

* Sociologue.

la réflexion de Salem Chaker dans son essai *Berbères aujourd'hui* (4). Le bilan qu'il dresse des luttes pour la libération de l'expression culturelle berbère et de la production culturelle et scientifique en berbère est utile et stimulante malgré quelques raccourcis. Ses thèses centrales : refus de transformer la renaissance culturelle berbère en ghetto politique régionaliste ou nationalitaire, et volonté de poursuivre la lutte pour densifier le tissu culturel berbère contre les tabous et les carcans des institutions officielles.

Ces quatre ouvrages ont à cœur d'empêcher la fossilisation de la culture berbère. En filigrane, apparaît le désir d'en faire un élément d'enrichissement de la culture algérienne, et plus généralement maghrébine. Pour que ce désir se réalise pleinement, encore faut-il que l'édition maghrébine le prenne en charge et qu'aux réactions d'autodéfense et d'exclusion qui président encore aux rapports entre langues berbère et arabe succède le temps fécond de leur imbrication.

(1) Edition bilingue, préface de Mouloud Mammeri. Textes réunis, transcrits et annotés par Tassadit Yacine. L'Harmattan, Paris, 1989, 264 pages, 130 F.

(2) Préface de Pierre Bourdieu, Editions de la Maison des sciences de l'homme, Paris, 1988, 290 pages, 130 F.

(3) Préface de Kateb Yacine, La Découverte/Arval, Paris, 1989, 339 pages, 140 F.

(4) L'Harmattan, Paris, 1989, 144 pages, 85 F.

Le Monde Diplomatique
Décembre 1989

TAMAZIGHT

Tout un programme

Le département de la langue et de la culture amazigh de l'Université de Tizi-Ouzou organise ce dimanche trois journées d'études sur l'enseignement et la recherche sur la langue et la culture amazigh. Cette rencontre à laquelle participent des universitaires, linguistes et chercheurs spécialisés dans ce domaine a pour but d'organiser ce département qui rappelle le a été créé en janvier dernier en vertu d'un arrêté ministériel.

Dans ce cadre les participants ont examiné différentes questions dont notamment celles relatives à l'élaboration du programme qui doit être soumis au ministère de tutelle et celles relatives à la détermination des critères d'admission. De même cette rencontre a permis de discuter des modules à enseigner, de la durée des études et de la mise en place du conseil scientifique de ce département qui doit ouvrir dès la prochaine rentrée.

Dans ce cadre M. Saïem Chaker professeur en langue amazigh à l'Université d'Aix-En-Provence (France) a dans son intervention énuméré quatre modules de base susceptibles d'être enseignés et de faire l'objet d'une spécialisation. M. Saïem Chaker a rappelé à ce sujet que la question de l'enseignement de ces modules (anthropologie socio-culturelle, langue amazigh, littérature amazigh, histoire et civilisation du Maghreb) a été soulevée dans un rapport qu'il a élaboré et adressé au ministère concerné.

COLLOQUE

La langue Tamazight

Pour la première fois depuis l'histoire de l'Algérie indépendante s'est tenu le 09, 10 et 11 mai 90 à Sidi-Fredj, le premier colloque sur la langue tamazight organisé par le G.L.T. (Association pour la recherche en lexico-logie tamazight, présidée par M. Abdesslam Abrenou) sous le haut patronage de la fédération nationale Agraw Arfolisan Ainazy du MCB (présidée par Mme. Malika Ahmed Zaid).

Ce colloque a été un véritable défi à ce qui paraissait indéfectible voilà quelques années seulement. En effet, pour la première fois, la quasi totalité des régions berbérophones d'Algérie (Aurès, Bida, Oum-El-Bouaghi, Alger, Ghardaïa, Annaba, El-Kala, Tamarrasset, Tizi-Ouzou, Ouargla, Bejaïa, Bouira, Tipaza, Chlef, Médéa, Boumerdes, Oran, Ténès etc.) se sont retrouvées pour débattre de la langue tamazight. Les débats et les communications ont porté sur : la linguistique, la grammaire, la graphie, la production romanesque etc.

D'éminentes compétences étaient présentes, on notera notamment la présence

sence de Mme. Ait Ahmed Sakina, M. Benkhamou Mustapha, M'henni Fathal, Mme. Malika Zaid, Idir Ait Amran, Tahar Oussedik, Hend Sadi. D'autres spécialistes ont envoyé des communications tels : M. Bourfour Abdellah, Embarek Rédjala, Mohya, Yahya Djafri.

En marge des plénières, trois commissions ont été déléguées :

- Orientations générales, - Supports de production et de diffusion,

- Enseignement et recherche.

A l'issue de ce colloque, un comité national préparatoire a été mis sur pied chargé d'élaborer des contacts en vue de la création prochaine d'un haut conseil à la langue tamazight.

Le C.N.P est constitué de deux représentants pour chaque région berbérophone.

Sur invitation des délégations du M'zab (M. Nouh) et de Batna (M. Mohamed Merdassi), les prochains colloques se tiendront successivement à Ghardaïa et au Aurès.

La tenue du colloque a été rehaussée par la présence de Maître Miloud Brahimi, venu souhaiter

plein succès aux travaux et déclarer notamment que : « la pluralité linguistique et culturelle, berbère et arabe, en Algérie est un atout précieux... »

Notons également le message du célèbre Slimane Benabissa lu par sa femme et qui disait : « la langue tamazight c'est pour moi un principe sans lequel je ne puis m'ouvrir ni dialoguer... »

Dans son discours de clôture, M. Abdesslam Abrenou déclarait que :

« Nous ne sommes pas contre la langue arabe mais tout simplement nous sommes des Algériens sociaux de préserver la langue et la culture amazigh qui sont la propriété de tous les Algériens... l'unité nationale c'est aussi l'harmonie dans la différence... »

Deux notions ont été avancées par le colloque, l'une adressée au directeur de l'ENRS (radio) et l'autre à l'ENTV, leur demandant l'augmentation du volume horaire et des émissions de chaîne II supplémentaires à la chaîne I, l'élargissement aux autres parlers berbères, et l'introduction de programmes en berbère à la T.V.

Rendez-vous donc en mai 1991 à Ghardaïa.

Horizon 15/1/1990

Algérie Actualité 17.295/1990

MOUVEMENTS DE LANGUES

L ES 16, 17, 18 et 19 octobre 1990, le wali de Tizi-Ouzou, des universitaires de grand talent, l'association culturelle et scientifique IDLES organisent un colloque: les langues maternelles du Maghreb à la Maison de la Culture de Tizi-Ouzou. Qu'un wali de 1990 offre les moyens matériels et financiers d'une telle rencontre appelle au moins deux remarques: l'exécutif «gardien» de l'orthodoxie étatique, officielle, étend son autorité sur des situations hier encore, occultées. Mais une wilaya ne fait pas le printemps! Cet organe exécutif intermédiaire voit néanmoins ses missions prendre de l'ampleur et, par la force des choses, gagner en souplesse. D'où, deuxième remarque, il apparaît que le pouvoir public conduit toujours le «changement».

Que l'Association culturelle et scientifique IDLES, dont certains disent qu'elle est une émanation du Mouvement culturel berbère, et d'autres, qu'elle est animée par de multiples «sensibilités», ait recours au pouvoir d'Etat pour élargir la discussion sur des thèmes brûlants, est de bon aloi. Il vaut mieux, en effet, que ces autorités agissent en tenant

compte, en prenant en charge la réalité.

Gageons que si les associations culturelles disposaient d'une aide financière conséquente et de locaux, elles auraient, avec les autorités, des relations plus égales.

Que des universitaires de grande envergure participent à ce colloque est normal. Cependant, cela ne doit pas cacher, s'agissant de problèmes de langues, de linguistique, que les universités algériennes ne possèdent pas d'instituts autonomes de linguistique! Tant que l'université est en quelque sorte, momifiée, son rayonnement à l'extérieur, son intervention dans les problèmes de la société resteront comme des lumières stellaires.

D'où ce paradoxe, le pouvoir écoute les associations et muséifie les universités.

Comme si l'université devait s'occuper de la connaissance et les associations de la culture. Ajoutons simplement que la connaissance n'est pas «finie» tandis que les cultures sont multiples, et... hégémonistes.

Autres associations, les partis politiques. Ceux-ci, sans exception, gardent le silence sur leur ancrage culturel. L.O.

Algérie Actualité 11-17/10/1990

Report aux 20 et 21 avril prochain du colloque international sur la langue amazigh

Le colloque international sur la langue amazigh, prévu initialement à Ghardaia, les 16 et 17 février, est reporté aux 20 et 21 avril prochain, annonce un communiqué de la Fédération nationale des associations de culture amazigh, remis ce mardi à l'APS.

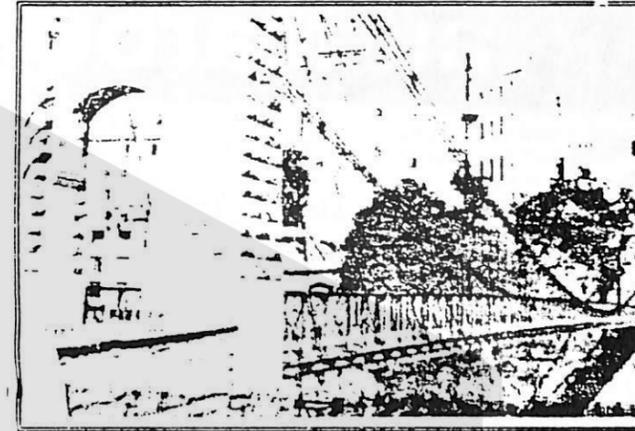
Ce communiqué précise que ce report est motivé par des raisons inhérentes à la conjoncture internationale (crise du Golfe).

On rappelle que les travaux de cette rencontre, s'articuleront autour de trois axes principaux, à savoir, "les limites de la variation, une ou des langues berbères", "les données socio-linguistiques et conscience linguistique" et "la prise en charge de la langue amazigh dans les pays berbérophones: présent et perspectives".

EE Mandjahid 15-16/2/1992

NAISSANCE DE L'ASSOCIATION CULTURELLE "TANEFLIT AGRAW N-TOUMERT" TAMAZIGHT A CONSTANTINE

Tamazight à CONSTANTINE



C'est dans de dures conditions que l'Association Culturelle "Taneflit Agraw N-Toumert" active en faveur de la culture Amazigh à Constantine.

Agitée au mois de février 1990, après que le dossier ait traqué au fond des tiroirs de la wilaya de Constantine, un peu plus d'une année. Période qualifiée de "parcours du combattant" durant laquelle les 12 membres fondateurs mordus par la culture berbère n'ont pas perdu espoir, malgré les longues et ennuyeuses démarches.

Chose singulière, c'est que cela s'est passé entre jeunes gens d'un même district. Une poignée de jeunes kabyles et chaouis, des lycéens, résolus et motivés, mènent ce combat culturel et identitaire.

"A propos du nom "Taneflit agraw N-Toumert" dira M.Berzig, membre fondateur, nous l'avons choisi pour deux raisons. L'une car Ibn Toumert est un éminent personnage qui a marqué l'histoire. La deuxième cause, c'est pour éviter d'être taxé de régionaliste".

Quant aux objectifs, cette association s'évertue à vulgariser la culture et la langue Amazigh par le truchement des différentes activités inscrites dans son programme d'action dont surtout des expositions d'information et de sensibi-

lisation. A côté de cela, elle a engagé des actions pour la sauvegarde et la promotion des sites archéologiques existant à Constantine qui est, à elle seule, un musée d'histoire. A titre d'exemple: la tombe de Massinissa, à El-Khroub, Medghassen, les Ponts Numides, les Hammams Romains, la grande mosquée mauresque édifiée par les Mouladine. La ville de "Tidisse", dont l'éthymologie berbère est "Idis" (le côté) lequel effectivement se situe sur l'un des versants de la ville de Constantine, en allant vers Skikda, à quelques 35 kilomètres. Elle était autrefois une forteresse berbère, puis devint un simple fort à l'avènement romain et fut brûlée par les vandales.

"Elle a suivi un parcours assez remarquable et poursuit ses objectifs définis. Elle veut aller de l'avant pour répondre aux exigences de la conjoncture culturelle actuellement dictée par le mouvement culturel berbère "M.C.B." et s'implanter dans cette région", nous dit en substance M.Berzig, M.

En tous les cas, leurs activités sont destinées à intéresser la population à la culture amazigh. L'acte culturel est manié avec une extrême prudence afin d'éviter les réactions défavorables des intégristes constantinois et les pièges des particularismes ethniques mijotés par

l'APC qui ne veut pas entendre parler de langues autres que l'arabe.

Tout à fait au début, nous avions organisé à Constantine une exposition de livres et de photos d'archives montrant des figures qui ont marqué l'histoire algérienne, de l'âge néolithique à nos jours. Dès que les militants locaux du FIS en ont entendu parler, ils ont réagi et l'exposition fut vite étouffée par ceux-là", nous explique-t-il.

Depuis sa naissance, l'Association a organisé un bon nombre d'expositions aussi bien à Constantine que dans d'autres villes et villages. Elle s'est produite à Tizi-Ouzou à différentes reprises.

Elle a participé, en collaboration avec l'association "Aghavalu" de Tizi-Ouzou à l'exposition tenue au salon de la Maison de la Culture Mouloud Mammeri le 27 février dernier. Puis, deux mois plus tard, toujours au même endroit, elle marqua sa présence à l'occasion de l'anniversaire du 20 avril, pendant trois jours du 18 au 20 avril 1991. Ceci, sans parler de ses activités ailleurs, notamment à Batna.

Enfin, s'agissant des difficultés, M.Berzig nous exposa brièvement: "la plus importante est d'ordre pécuniaire, car la wilaya et l'APC refusent de nous subventionner, bien que d'autres associations à caractère religieux, notamment, le sont.

Le peu d'argent que nous possédons est le fruit des différentes cotisations que nous avons recueillies régulièrement.

Au fait, le plus grand problème ressenti par tous les adhérents est celui de l'intolérance des intégristes à l'égard de notre association. Mais si Ibn-Toumert a réussi à détrôner les Aïmoravides et régner sur le Nord de l'Afrique et sur l'Andalousie, notre association, avec de la volonté et du courage, pourra venir à bout de tout pour vulgariser la culture Tamazight dans cette région".

Nous souhaitons beaucoup de courage aux gars de Taneflit Agraw N-Toumert!

Amroun Mourad

Charte relative à la langue et à la culture amazighes au Maroc

PREAMBULE

La langue et la culture tamazighes traversent une situation délicate en raison de conditions objectives afférentes à la place marginale qui leur est faite dans le cadre des rapports sociaux de production symbolique et en raison aussi des problèmes spécifiques dont elles souffrent. Cet état de chose est préjudiciable à l'ensemble du peuple marocain dont elles constituent les fondements mêmes de l'identité culturelle. Prenant conscience de l'importance des enjeux culturels et linguistiques qu'engendrent les transformations que

subit la société marocaine en cette fin de siècle, les associations culturelles qui œuvrent dans le champ de la culture tamazighte ont entamé un large débat sur le présent et le devenir de la langue et de la culture tamazighes à l'occasion de la IVème Rencontre de l'Université d'Eté d'Agadir. Le présent texte est le fruit de la réflexion collective qui a marqué ce débat : il se propose comme une contribution au projet global de l'édification de la culture nationale démocratique.

• LE PAYS n° 35 - du 4 au 10 janvier 1992

I - L'identité culturelle du Maroc : l'unité dans la diversité

L'identité culturelle du Maroc se définit objectivement par les données suivantes :

a) l'historicité de la langue et de la culture tamazighes et leur enracinement dans la terre marocaine sont attestés depuis plus de cinq millénaires selon les documents archéologiques disponibles,

b) la langue arabe et la culture arabo-musulmane sont présentes au Maroc en tant qu'éléments constitutifs de l'identité culturelle marocaine depuis la pénétration de l'Islam durant le VIIème siècle,

c) l'interaction de la culture tamazighte et des cultures avoisinantes et des cultures exogènes est un fait établi à travers l'histoire du Maroc, cette interaction a enrichi la culture tamazighte sans en altérer les propriétés intrinsèques.

Ces données d'ordre historique indiquent indiscutablement que la culture marocaine est composée de plusieurs apports représentant la culture tamazighte, la culture arabo-musulmane, la culture africaine et la culture universelle. Cette pluridimensionnalité de la culture marocaine n'est donc réductible à une dimension unique qu'au prix de mesures a prioristes et arbitraires.

La complémentarité de ces différentes dimensions de la culture marocaine se manifeste dans la langue, la pensée, les coutumes et les traditions et aussi à travers les diverses expressions de la civilisation comme l'architecture, les arts, la littérature et d'autres aspects existentiels de l'homme marocain.

II - La culture tamazighte

La culture tamazighte est véhiculée fondamentalement par la langue, la littérature et les arts. Elle représente la culture la plus anciennement attestée au Maroc ; elle est l'un des éléments culturels et civilisationnels qui constituent la pluridimensionnalité de la personnalité culturelle marocaine. Elle a sauvé ses spécificités en dépit des vicissitudes conjoncturelles et de l'apport d'autres cultures.

La culture tamazighte a de tout temps été marquée par des caractéristiques qui l'ont aidée à résister à travers l'histoire, parmi elles il y a la cohérence de ses éléments constitutifs et leur cohésion, et la conscience identitaire de ses détenteurs. Les rapports d'équilibre relatif que la culture tamazighte a entretenus naguère avec les autres cultures en situation d'interaction dialectique avec elle n'ont pas conduit à la perte de ses fondements dans la mesure où elle emprunte les éléments qui lui sont nécessaires en les adaptant à ses schèmes constants ; corrélativement, la culture tamazighte enrichit la culture nationale et les cultures voisines et ainsi participe selon ses capacités à la culture universelle.

A l'instar des autres cultures du monde, la culture tamazighte imprime le sceau de ses spécificités dans la personnalité de ses dépositaires ; de même, elle se développe et évolue selon des lois analogues à celles qui régissent la vie et l'évolution des cultures vivantes.

Le Pays

4-10/1/1992

III - La langue tamazighte

La langue tamazighte est la langue la plus anciennement attestée au Maghreb. Son aire couvre près de cinq millions de km², elle s'étend d'Est en Ouest de la frontière égypto-libyenne aux îles Canaries, et du Nord au Sud de la rive méridionale de la Méditerranée au Niger, au Mali et au Burkina Faso. La communauté la plus importante dont le tamazighte est la langue première se trouve au Maroc. De par son antériorité, la langue tamazighte constitue le mode d'expression de l'identité première des Marocains ; elle représente un fondement essentiel de leur environnement socio-culturel comme elle façonne leur inconscient collectif et marque leur personnalité de base. Elle joue présentement le rôle de creuset dans la formation d'un mouvement culturel amazigh.

La langue tamazighte fonctionne comme un système de communication autonome et à part entière ; elle est douée des attributs qui entrent dans la définition scientifique des langues naturelles. Cependant, elle ne présente qu'une valeur négligeable sur le marché des biens symboliques en raison de sa non-standardisation de son évacuation des programmes d'enseignement et des instances culturelles, administratives et économiques et également en raison de l'actuelle stigmatisation des appareils idéologiques dominants. Outre ces facteurs qui expliquent la faiblesse objective de sa position, le tamazighte, de par l'étendue de son aire d'extension souffre de l'éclatement de ses structures en sous-système divergents, entraînant sa dialectalisation en plusieurs variétés rendant ainsi malaisée l'intercompréhension entre les locuteurs appartenant aux points extrêmes de l'aire linguistique du tamazighte. Ce processus n'est évidemment pas propre à cette langue puisqu'il est à l'œuvre dans toutes les langues marginalisées.

IV - Etat de la langue et de la culture tamazighes

L'état présent de la langue et de la culture tamazighes révèle une contradiction majeure entre leur importance dans la formation de la personnalité culturelle du peuple marocain et la situation dramatique qui est le lot de cette langue et de cette culture ; de surcroît, cette contradiction est occultée par la plupart des institutions et des organisations. Cette occultation est manifeste dans les faits suivants :

1) les textes portant création et organisation de l'Institut national d'études et de recherches consacrées à la langue et à la culture tamazighes sont restés lettre morte, les instances législative et exécutive n'ayant pas fait leur devoir en vue de traduire ces textes dans la réalité.

2) hormis quelques initiatives lucides, les organisations politiques évacuent de manière significative la langue et la culture tamazighes de

leurs programmes et de leurs analyses en matière d'éducation et de culture, en dépit du fait qu'il s'agit d'éléments constitutifs incontournables de l'identité culturelle nationale.

3) les programmes des institutions de recherche et d'enseignement supérieur n'accordent qu'un intérêt mitigé à la langue et à la culture tamazighes en regard de la place qui leur est faite dans les universités et les centres de recherche dans certains pays étrangers.

La marginalisation systématique de la langue et de la culture tamazighes est la conséquence logique d'un certain nombre de facteurs d'ordre législatif, politique, socio-culturel et économique que l'on peut succinctement présenter ainsi :

1 - sur le plan législatif, malgré la réalité passée et présente de la langue et de la culture tamazighes, il n'existe pas de textes affirmant le caractère national de cette dimension de la culture marocaine, quoique le Maroc soit signataire des principales conventions internationales garantissant les droits linguistiques et culturels des peuples sans discrimination.

2 - sur le plan politique, nonobstant la participation massive des Imazighen à la lutte armée pour la libération de la patrie du joug colonial,

leurs droits culturels et linguistiques ne sont pas reconnus. Cette occultation est la conséquence des priorités du mouvement national durant la lutte pour l'indépendance, des options des organisations nationales, de l'orientation du courant salafiste et de la politique de l'Etat après l'indépendance, ces priorités et ces options se résument dans la volonté d'édifier un état national centralisé fondé sur l'idéologie exclusive de l'arabisme et de l'unitarisme linguistique et culturel.

3 - sur le plan socio-culturel, la langue et la culture tamazighes, en tant que produits symboliques du monde rural défavorisé, sont marginalisées à la fois par la pratique politique étatique qui se contente d'exploiter conjoncturellement le monde rural et par les options culturelles des organisations politiques qui évacuent généralement la dimension tamazighite de leurs programmes en assumant une conception idéologique réductrice de l'arabisation. Ces choix ont conduit à l'exclusion du monde rural en général des réalisations socio-culturelles que connaît le Maroc au plan national.

4 - sur le plan économique, la pauvreté de la situation de la population et de la culture tamazighes résulte du degré de paupérisation et de marginalisation des couches paysannes de la périphérie victimes de la déstructuration des bases de l'économie et de la société rurales traditionnelles. Celles-ci reposaient naguère sur la propriété collective des moyens de production, sur l'entraide collective et sur la gestion des contradictions sociales par le groupe lui-même ; de nos jours, elles sont corrodées par l'action de l'économie monétaire fondée sur la concentration du capital et de la propriété foncière et sur la prolétarianisation et le déclin de la paysannerie pauvre.

Sous l'effet de ces facteurs et d'autres encore, la langue et la culture tamazighes ainsi que leurs modes d'expression littéraire et artistique et les valeurs qu'elles véhiculent tombent progressivement dans un état de déliquescence qui accélère le processus d'assimilation culturelle et linguistique de la communauté tamazighite. La dominance qu'exerce le modèle culturel et linguistique du centre sur celui de la périphérie est d'autant plus impérieuse que l'urbanisation de la population est massive et la dépendance de la campagne à l'égard de la ville généralisée.

Charte relative à la langue et à la culture tamazighes au Maroc

V - Perspectives de l'action culturelle tamazighite

Eu égard à la contradiction manifeste dont les termes sont d'une part l'importance, la vitalité et le rôle de la langue et de la culture tamazighes dans la constitution de la personnalité culturelle du Maroc riche par la pluralité et la diversité de ses dimensions, et d'autre part la marginalisation et le refoulement qu'elles subis-

sent, il devient crucial de procéder à la promotion et au développement de la langue et de la culture tamazighes. Cette mission relève de la responsabilité nationale car elle incombe à l'ensemble des individus, des collectivités et des instances qui dynamisent la formation nationale ; elle est aussi une contribution à l'élaboration d'une politique linguistique et culturelle démocratique fondée sur la reconnaissance et le respect des droits linguistiques et culturels légitimes de l'ensemble des composantes du peuple marocain. Cette politique d'ouverture peut être considérée comme une prémisses dans la perspective de l'édification de la culture nationale démocratique.

Sur cette base, les objectifs à atteindre sont :

1) la stipulation dans la Constitution du caractère national de la langue tamazighite à côté de la langue arabe,

2) l'exhumation de l'Institut d'études et de recherches tamazighes chargé d'impulser et d'encadrer les projets de promotion de la langue tamazighite en vue de réaliser les tâches suivantes :

a - l'élaboration d'un système graphique unifié permettant de transcrire de façon adéquate la langue tamazighite,

b - la standardisation de la grammaire de la langue tamazighite,

c - la confection des outils pédagogiques appropriés à l'enseignement de la langue tamazighite.

3) l'intégration de la langue et de la culture tamazighes dans les divers domaines d'activités culturelles et éducatives, spécifiquement : à moyen terme, leur insertion dans les programmes d'enseignement public et, à court terme, la création d'un département de langue et culture tamazighes dans les universités marocaines,

4) faire bénéficier la langue et la culture tamazighes des programmes de recherche scientifique aux niveaux universitaire et académique,

5) accorder à la langue et à la culture tamazighes le droit de cité dans les mass médias écrits et audiovisuels,

6) encourager la production et la création dans les différents domaines de la connaissance et de culture en langue tamazighite,

7) confectionner, diffuser et utiliser les moyens d'expression et d'apprentissage en langue tamazighite.

Les Associations signataires :

Association marocaine de recherche et d'échanges culturels, Rabat.

Association université d'été d'Agadir, Rabat.

Association culturelle Gheris, Goulmima.

Association nouvelle pour la culture et les arts populaires, Rabat.

Association culturelle de Nador, Nador.

Association culturelle du Souss, Casablanca.

Agadir, le 5 août 1991

